

## LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

**« Il faut négocier »**  
nous déclare M. Savimbi  
président de l'UNITA

LIRE PAGE 6 L'ARTICLE  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
J.-C. POMONTI

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde  
de l'économie »**

Pages 15 à 17

**Le secteur public  
en question**

## Pari gagné au Liban

Les dirigeants français, M. Mitterrand en premier, ont dû pousser un « ouf » de soulagement samedi soir 31 mars : le retrait du contingent français de Beyrouth s'est finalement bien passé, et aucun incident n'est venu troubler l'ordre des cérémonies militaires organisées à cette occasion en présence de MM. Chirac et Hamaoui.

Le pire a donc pu être évité, et c'est bien dans la dignité que les « maraboutes » ont quitté la capitale libanaise. Une telle issue — modeste au demeurant — n'était pas évidente en février dernier, lorsque les combattants chiites et druzes, après avoir humilié l'armée libanaise, s'emparèrent en quelques heures de Beyrouth-Ouest. La sagesse n'aurait-elle pas été, alors, de faire les paquets et de rentrer précipitamment en France, dans la foulée des Italiens, des Britanniques et des Américains ?

Le président de la République, refusant de céder à la panique, en a décidé autrement. Le pari était risqué, mais force est de reconnaître que M. Mitterrand l'a gagné, notamment grâce au sang-froid de l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. Fernand Wibaux, et à celui du contingent français et de ses chefs, dont le comportement a été exemplaire.

C'est ainsi qu'a pu être préservée en grande partie l'image de la France dans la région, et donc l'avenir : le contingent français n'est pas parti chassé par la canonnière et sous les quolibets de la population. La cérémonie un peu surréaliste organisée à bord du « Clemenceau », et à laquelle ont assisté les dirigeants des principales communautés du Liban, a symbolisé ces relations spéciales qui existent encore malgré tout entre Beyrouth et Paris et qui expliquent aussi l'envoi de quelques dizaines d'observateurs français chargés de surveiller le respect de la fragile cessez-le-feu conclu sous l'égide du Comité supérieur politique et militaire.

Cela dit, il faut reconnaître que l'expérience de la force multinationale ne terminera pas en échec. Jamais la Syrie n'a eu autant de cartes dans son jeu qu'au lendemain de cette phase de la guerre du Liban, et l'on ne voit toujours pas se profiler ce Liban uni et souverain indéfiniment célébré dans tant de discours. L'image de l'Occident ne sort pas non plus intacte de l'épreuve, à commencer par celle des États-Unis, qui font figure de grands perdants, comme vient d'ailleurs de le reconnaître le secrétaire d'État George Shultz dans une interview à la télévision américaine.

Il reste maintenant à s'interroger sur les raisons de cet échec de la force multinationale, qui a coûté à la France vingt-huit de ses soldats. Elles sont multiples, mais l'une des premières réside sans doute dans le flou du mandat qui lui était confié. Comment s'interposer et, dans le même temps, favoriser l'apparition d'un pouvoir central fort à Beyrouth ? N'y avait-il pas là quelque chose comme une mission impossible ?

Autre explication : les motivations différentes qui animaient les quatre capitales concernées. En incitant le président Gensy à signer l'accord israélo-libanais et à reporter à plus tard toute tentative de réconciliation nationale libanaise, Washington prônait une ligne dure que les États-Unis n'avaient ni les moyens ni le goût de défendre longtemps face à une Syrie passée maîtresse dans l'art des reverses de l'utilisation du facteur temps.

D'une certaine manière, la France s'est retrouvée prisonnière de cette politique jusqu'au jet d'éponge américain mais ne pouvait guère s'en désolidariser dans l'épreuve. La pente sera dure à remonter. Paris se dispose désormais de l'un atout qui engage d'ailleurs sa responsabilité : la France est actuellement le seul pays occidental à entretenir des rapports de confiance avec la plupart des acteurs du drame libanais. Et elle le doit à ses soldats qui ont accepté de mourir pour que les Libanais s'entre-tuent un peu moins.

(Lire nos informations page 4.)

## Réconciliation franco-gabonaise

Paris donne son accord de principe  
à la livraison d'une centrale nucléaire  
à Libreville

De notre envoyé spécial

Libreville. — Mission accomplie ! M. Pierre Mauroy, qui quitte Libreville ce lundi 2 avril pour N'Djaména, où il doit passer quelques heures avant de regagner Paris mardi, peut être satisfait du résultat de son séjour de quarante-huit heures au Gabon. Tout s'est bien passé, en dépit des appréhensions de certains membres de la délégation française. Lourd j'« entité diplomatique » qui unit, selon les affirmations officielles, les deux pays, MM. Mauroy et Bongo ont vu l'abécédaire, depuis plusieurs mois, empoisonnait les relations bilatérales. À l'évidence, le chef de l'État gabonais peut, rétrospectivement, se féliciter d'avoir fait monter la tension entre les deux capitales à propos de ce que l'on appelait pudiquement à Paris des « malentendus ».

Cette stratégie s'est révélée payante, dans la mesure où il a obtenu pratiquement tout ce qu'il souhaitait, et notamment l'accord de principe de la France de vendre au Gabon une centrale nucléaire. Ce nouvel épisode des relations passionnelles entre les deux pays, sans cesse exacerbées par la propension de M. Bongo à voir dans toute critique de son régime ou de lui-même une

volonté de le « déstabiliser », se termine donc par une « happy end », qui, tant sur la forme que sur le fond, n'est pas de nature à relever le prestige de la diplomatie française. Certes, le premier ministre n'était sans doute pas très enthousiaste pour faire ce voyage de Libreville, au sujet duquel on peut, au choix, évoquer la « raison d'État » ou parler de démarche humiliante. Mais, en se rendant au Gabon, à la demande du chef de l'État gabonais, M. Mauroy qui, sur place, a sauvé les apparences, a bel et bien, au nom du gouvernement français, fait amende honorable au chef d'un pays qui demeure, en dépit de périodes de « refroidissement », entre les deux capitales, l'allié le plus sûr de la France en Afrique centrale.

Le séjour du premier ministre dans la capitale gabonaise n'avait pas connu les meilleurs auspices. Dans un entretien accordé à France-Soir Magazine, daté samedi 31 mars (des photocopies étaient disponibles le jour-même à Libreville), M. Bongo prend apparemment un certain plaisir à jeter de l'huile sur le feu.

LAURENT ZECCHINI  
(Lire la suite page 6.)

## La nouvelle épreuve de force entre le PCF et le pouvoir

La participation des communistes  
au gouvernement n'enraye pas  
leur déclin dans l'opinion

M. Georges Marchais a confirmé, samedi 31 mars, le désaccord du PCF avec les décisions prises par le gouvernement sur la sidérurgie, décisions qu'il a qualifiées d'« erreur tragique ».

Le secrétaire général du PCF, qui devait s'exprimer lundi soir 2 avril sur Antenne 2, a réaffirmé, toutefois, la fidélité de son parti à l'accord de gouvernement qu'il a conclu avec le PS en juin 1981.

Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, explique ci-dessous que la participation du PCF au gouvernement n'a pas enrayer son déclin électoral.

Près de trois ans après son entrée au gouvernement, le Parti communiste n'est toujours pas parvenu à enrayer son déclin électoral ni à redresser son image auprès des Français. Certes, les gains de la participation ne se mesurent pas sur le seul terrain de l'opinion publique, mais, dans ce domaine, le PCF n'a retiré pour l'instant aucun profit.

Son audience électorale est toujours à la baisse. Pourtant, en avril-mai 1981, la direction communiste avait interprété au pire le sévère recul de M. Marchais (15,5 % des

voix) comme un effet de la mécanique institutionnelle de l'élection du président de la République au suffrage universel. Depuis trois ans, la cause est entendue : toutes les élections ont confirmé ce recul et montré qu'il avait ouvert une nouvelle période dans l'histoire du phénomène communiste en France. Aux élections législatives de juin 1981, le PC obtint 16,1 % des voix, aux cantonales de mars 1982, 15,9 %.

En mars 1983, aux élections municipales, le PC perd quinze villes de plus de trente mille habitants, et, là où le phénomène est mesurable, subit un recul électoral par rapport aux consultations de 1981. Ces six derniers mois, la liste des défaites aux élections partielles ne fait que renforcer ces conclusions : le PC perd cinq villes supplémentaires (Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges (1), Aubry-sur-Bois et La Seyne). Au total, plus d'une grande ville communiste sur quatre est passée aux mains de l'opposition.

JÉRÔME JAFFRÉ

(Lire la suite page 7.)

(1) La commune de Villeneuve-Saint-Georges, qui possédait plus de 30 000 habitants en 1977, n'en comptait plus de 20 000.

## LES « PRIMAIRES » DU PARTI DÉMOCRATE A NEW-YORK

### Comment faire plaisir à tout le monde et aux Irlandais...

M. Walter Mondale a accueilli, samedi 31 mars, son ami M. Gary Hart, en reprenant les « casques » de Kestocky. A la veille de l'élection primaire de l'Etat de New-York, qui constituera un tournant puisqu'elle permet de choisir 252 délégués à la convention démocrate de juillet, M. Mondale totalisait ainsi 729 partisans contre 440 à M. Gary Hart, et 101 à M. Jesse Jackson.

New-York. — Depuis une semaine, MM. Hart, Mondale et Jackson sont partis à l'assaut de New-York. Les deux premiers veulent être proclamés vainqueurs, mardi 3 avril, à 20 heures, dans la

De notre envoyé spécial

« primaire » qui s'y déroule ce jour-là. Le troisième souhaite qu'il n'y ait pas de vainqueur indiscutable, que le vote noir continue à se porter massivement sur son nom et que soit ainsi confortée sa position d'arbitre potentiel de la convention de juillet.

Quelques jours avant le vote, dans un fracas de tirs croisés et de sourires électoraux, c'était encore le pari du pasteur Jackson qui semblait le plus jouable. Mais il suffit, dans cette course à l'investiture, de peu de temps pour modifier la donne. On l'a vu sans cesse depuis la percée surprise de M. Hart dans le New-Hampshire, et c'est encore plus vrai à New-York qui ne se trouve pas par hasard avoir à la fois un gouver-

neur (de l'Etat) catholique et d'origine irlandaise, un maire juif et contesté, car il dit tout haut ce qu'il pense de tout, et un chef de la police noir, resté en travers de la gorge de ses subordonnés blancs.

Ici, il faut contenir tout le monde plus les Irlandais, sans oublier que New-York n'est pas du tout l'Amérique mais en est néanmoins, cette année, une clé pour les candidats démocrates.

Deux cent quatre-vingt-cinq délégués sont en jeu, mardi. Ce sera là, après celui de la Californie, le plus fort paquet de voix à la convention, et le mardi suivant c'est la Pennsylvanie (cent quatre-vingt-cinq délégués) qui se prononcera.

Ce second vote se ressentira des résultats du premier. Il n'y a ensuite plus de scrutin vraiment important avant le Texas et l'Ohio les 5 et 8 mai, puis la Californie le 5 juin. Et M. Hart et M. Mondale se doivent, dans ces conditions, d'emporter, si ce n'est New-York plus la Pennsylvanie, l'un au moins de ces deux Etats. Outre le fait que chaque délégué commence désormais à compter, l'impact psychologique d'une double défaite serait, en effet, désastreux pour l'un comme pour l'autre. Il valerait d'un coup M. Hart au rang de perdant. Quant à M. Mondale, s'il ne s'assure pas maintenant un avantage décisif sur son rival, les résultats du Texas et de la Californie deviendront aléatoires pour lui, car le sénateur du Colorado y est a priori mieux placé.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

**LE MONDE**  
diplomatique

du mois d'avril  
EST PARU

Au sommaire :

- Les états de la révolution islamique iranienne
- Les socialistes français, la crise et l'Europe

Itinéraire d'un  
intellectuel  
vers le  
fascisme:  
Drieu  
La Rochelle.

PAR  
MARIE  
BALVET



Marie Balvet ne veut ni défendre ni condamner l'itinéraire de Drieu. Il s'agit ici de comprendre, à travers un exemple significatif, comment se forment chez un intellectuel les mythes qui contribuent à l'idéologie fasciste.

Collection « Perspectives Critiques »  
dirigée par Roland Jaccard. 240 pages - 100 F

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## on s'occupe du logement

Lire, page 32, les  
décisions annoncées par  
M. Paul Quilès, ministre  
de l'urbanisme et du  
logement, et le commen-  
taire de José Doyère

## Pour une politique européenne des télécommunications

Lire, page 35, le  
point de vue de  
M. Louis Mexandeau,  
ministre délégué chargé  
des PTT

## TROIS OPÉRAS A LONDRES

### Ce bel canto mouillé de larmes...

Voilà en trois jours à Londres trois opéras à peu près inconnus à Paris, l'occasion était trop belle pour ne pas la saisir et vérifier du même coup le fonctionnement de deux grands théâtres dont le futur Opéra de la Bastille s'est peu ou prou inspiré.

A Covent Garden, Pierluigi Pizzi et Riccardo Muti ont eu l'audace de monter *Capuleti e Montecchi* (les *Capulets et les Montecchi*), une œuvre fort peu jouée et considérée souvent comme l'une des plus faibles de Bellini. Créée en 1830 à Venise, donc après le *Prêtre et le chœur* de Verdi, elle avait, en 1833, fortement déçu les Londoniens, furieux de n'y pas retrouver Shakespeare (avant d'être mieux accueillie à Paris, au Théâtre des Italiens).

L'action est, certes, ramifiée à un schéma fort simple, avec cinq personnages seulement, dont un Tybalt amoureux de Juliette qui se pose en rival direct de Roméo, et une musique parfois assez pauvre ou d'une naïveté déconcertante : ouverture fringante et effarée annonçant qu'il y aura de la bagarre, chœurs d'une mâle assurance, fière d'être qui ne se résolvait jamais en duel ou bataille rangée, etc.

Mais l'intérêt de l'ouvrage réside ailleurs : comme toujours chez Bellini, dans le chant pur. Aucun spectacle ne nous fait mieux ressentir l'extase dans laquelle la Gisi, la Pasta, la Malibran plongeait les auditeurs du dix-neuvième siècle. Dans d'admirables décors de Pizzi, réduits à l'essentiel, vastes salles à colonnes ouvrant par de hautes fenêtres sur les arènes de Vérone ou deux cyprès jumeaux, les héros brûlent leur vie par le chant : Agnès Balzas, dans le rôle travesti de Roméo, cette voix de velours et de flamme, vibrante, violente, désespérée, qui retrouve devant Juliette morte les accents de l'Orphée de Monteverdi, et plus encore Edita Gruberova, qui parcourt les immenses volutes belliniennes flottant dans les airs avec une grâce et une plénitude mozartiennes, des vocalises, des demi-terres, des plénitudes où toute l'âme de la jeune fille s'exhale, avec des gestes d'une simplicité, d'une richesse, d'une tendresse merveilleuses.

Une véritable émotion se dégage alors de ce bel canto mélancolique, fangeux, mouillé de larmes, dont la beauté expressive, on l'a souvent dit, s'apparente à celle des nocturnes de Chopin.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 11.)



Le Monde

# LETTRES AU Monde

## Des reproches inadéquats

Si M. Goux avait eu la curiosité de lire l'abondante littérature socialiste, il aurait compris que, loin d'avoir « maté » les communistes, M. Mitterrand et le PS s'étaient alignés idéologiquement sur le PC. Un homme de cinquante-six ans, qui doit bien avoir le souvenir des événements de 1947, peut s'inquiéter des événements d'aujourd'hui, pas s'en étonner. Les discours contradictoires de MM. Delors et Mauroy ne sont que la manifestation gouvernementale de l'esprit « démocratique » du PS, si fort loué naguère, avantageusement opposé à l'autoritarisme stérile de la « droite ». Déçu du socialisme et de l'opposition, il ne reste plus à M. Goux qu'à accomplir la dernière figure imposée des traditions politiques : la condamnation de « France » de la « France ».

Cette frivolité regrettable lui fait faire fausse route, exprimer son irritation par des reproches inadéquats. La rédaction a raison de protester et de faire valoir le caractère réfléchissant du journal : argument tout à fait pertinent pour ce qui est de la catégorie sociale à laquelle appartient M. Goux. Cette catégorie, d'une part, le Monde, d'autre part, ont justifié leurs préférences respectives par leur fréquentation réciproque. Le « choix indélébile » de mai 1981 a fait voler en éclats cet accord fructueux. Il est consternant de constater que des années de prêches moralisateurs n'ont pas vacciné M. Goux contre la démagogie musclée de Jean-Marie Le Pen : la confusion que M. Goux fait entre ce dernier et MM. Barre et Mitterrand laisse planer un doute sur sa capacité à juger le niveau intellectuel de quelque « texture politique » que ce soit. (..)

M. DANIEL GAUTHIER  
(Lorient.)

## S'autodéfinir

Le Monde actuel est le porte-parole officiel, certes critique, nuancé, intelligent, et d'autant plus efficace, du pouvoir dans sa forme socialiste. Que vous ne dépendiez pas d'un coup de téléphone de Mitterrand ou de l'Elysée, c'est certain. Mais vous avez tellement intériorisé les buts et les intérêts de ce pouvoir que vous n'en êtes pas conscients, alors que vos lecteurs vous voient tels qu'en vous-mêmes.

Conversation à l'université du Mirail (vers 1982) :  
« Le collègue : je n'achète plus le Monde, c'est le journal du pouvoir.  
« Moi : au contraire, je le lis pour être renseigné sur les intentions du pouvoir » (..)

Ce pouvoir a un défaut très grave. Il méprise l'opinion publique jusqu'à l'extrême limite du moment où il se sent menacé dans ses intérêts (détournez). Sinon, on peut et on doit faire le bonheur du peuple malgré lui. Nous, intellectuels de profession, sommes un enjeu, puisque nous sommes supposés pouvoir contrôler les jeunes en formation. Le pouvoir veut donc nous contrôler. Il a raison. L'opinion publique, malgré de gros efforts, parce que la question était mal posée, l'intellectuel ne doit pas, sous peine de trahison de sa mission, être au service d'un pouvoir, quel qu'il soit. Il doit penser par lui-même.

Vous devez donc, à la demande de vos fidèles lecteurs, vous remettre à penser par vous-mêmes. Autrement dit, considérer qu'un pouvoir ne vaut pas par son étiquette, mais par ce qu'il fait réellement. (..)

D'une manière générale, il ne s'agit pas d'instaurer la « bonne » idéologie, chacun possédant la sienne, qu'il juge bonne. Il s'agit de

mettre en place le jeu le plus complexe possible de pouvoirs et de contre-pouvoirs. Sous l'ancien régime, les syndicats assuraient le plus clair du contre-pouvoir. Maintenant, ils ne peuvent plus, ils ont conscience de leur incapacité et de la désaffection accélérée de leur base, mais n'ont pas de grille d'analyse.

Nous, intellectuels, étions beaucoup plus libres dans l'opposition, car nous pouvions distancier le pouvoir, quoi qu'il fût. Maintenant, bien peu de gens y arrivent, ils s'ont plus de ressort.

Le matraquage idéologique à la télé est assez effrayant. Aucun journaliste n'oserait contester un officiel comme le faisait Elkabbach, jadis bien à tort. (..)

Pour résumer cette longue lettre, j'attends de vous que vous aidiez vos lecteurs à s'autodéfinir, sans chercher à les mener quelque part. Vous n'êtes pas, vous ne devez pas être des journalistes organiques. Pas plus que nous ne devons être des chercheurs organiques à l'égard du pouvoir qui nous paie. En réalité, c'est toute la société qui nous paie, et non la tendance provisoirement au pouvoir. Posant notre autonomie, nous pourrions la maintenir lors d'un retour de bâton. Sinon, nous serons désarmés.

M. MARIE-CLAIRE VIGUIER  
(Tournai.)

## Etes-vous tellement fiers ?

Depuis la disparition de Combat, je lis quotidiennement le Monde. Cela fait belle lurette... et je pense continuer tant que je parviendrai à surmonter mon « malaise » personnel. (Je fais suite à la rubrique que je vous remercie d'avoir publiée dans le numéro daté 11-12 mars.)

J'ai acquis une technique de lecture qui me permet de m'en tirer à peu près pour n'être pas berné. Pour tout ce qui concerne les affaires françaises (intérieures ou étrangères), deux principes :  
1° Ne jamais ajouter foi à un titre ou à un chapeau d'article, mais se reporter au texte. Le titre est outrageusement orienté et ne rend nullement compte des faits.  
2° Discerner (c'est plus subtil) ce qui relève de la tendance. Les gens qu'on ne peut sentir, l'outrance satirique, le goût du scandale, etc., bref le marketing du journal qui veut s'attirer une audience (même si elle n'est pas de très bon aloi) en exploitant les « courants porteurs » du moment.

Ah, pourquoi continuer de lire le Monde malgré ces obstacles ? Parce qu'il comporte d'excellentes rubriques, des articles de réflexion ou d'analyse de personnalités d'opinion diverses, et que les comptes rendus de faits ou de déclarations sont généralement honnêtes (si le Monde abandonnait cette discipline, il perdrait toute considération). Il est rare le meilleur journal d'information disponible en France, une fois qu'on a appris à en expurger les interprétations « orientées » insidieusement glissées dans la rédaction.

Que le journaliste ait une opinion, une certaine vision des choses, une certaine perception des faits, rien de plus normal. C'est intéressant et sympathique. Il n'y a pas d'esprit neutre. Pour reprendre votre exemple, M. le directeur, que le miroir se déformait, d'accord ! qu'il soit déformant, non !  
Qu'entendez-vous par « miroir griffonné » ? Celui qui « renvoie à ses lecteurs le reflet de ce qu'il

## Un malaise, des malaises, quel malaise ?

DANS notre numéro daté 11-12 mars, sous le titre « Lettres au Monde », des lecteurs nous expliquent leur malaise, nous avons publié une lettre de M. François Goux — un lecteur parmi d'autres — à nos yeux significative de ce que ressent une partie de notre public. Lettre critique à l'égard de notre journal, mais qui révélait, aussi, les causes d'un malaise plus profond.

Sans prétendre apporter une réponse définitive, nous avions indiqué que, très naturellement, le Monde reflétait ce malaise car il est, aussi, le miroir de ses lecteurs.

Un miroir qui parle ! Cela ne pouvait que provoquer d'autres réactions. Elles sont venues. En voici quelques-unes. Délibérément, nous n'avons pas choisi celles qui nous étaient favorables, mais il y en a ! nous n'avons pas cherché, non plus, à nous justifier sur tel ou tel point où ce serait particulièrement facile.

Pas plus que le contenu du journal lui-même, sa lecture n'est objective et il lui arrive d'être très déformante ou aveugle. Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse.

L'essentiel, pour nous, est, en ouvrant la porte à l'interpellation et à la contestation de nos lecteurs, de laisser s'exprimer des sentiments, des idées, que les sources d'informations classiques qui sont celles de la presse ne nous révèlent pas aussi spontanément.

A. L.

sont... Quelle curieuse conception de l'information ! Valable seulement pour un journal d'opinion, faisant du prosélytisme pour sa chapelle et exprimant les seuls états d'âme de ses adeptes. L'actualité de 1984 n'est pas moins intéressante que celle de 1980, et pourquoi le Monde en paraîtrait-il ? S'il a perdu des lecteurs, c'est-à-dire s'il ne s'est pas adapté à son époque, c'est qu'il n'avait su que ce n'est pas parce qu'il avait abandonné son rôle d'organe d'information générale traditionnelle (ce qui ne veut pas dire de journal sans tonalité propre, sans style particulier), pour miser à fond sur une clientèle d'une seule famille politique ? Alors, cette clientèle-là, à présent que l'état de grâce est passé, se sent un peu déprimée, ce qui n'arrange pas les tirages (alors que d'autres titres sont en progression).

Etes-vous tellement fiers, au Monde, de vous être lancés avec jubilation dans l'exploitation d'un peu scandaleux d'affaires mineures comme « les diamants de Belkacem » et « les avions renfloués » (à la suite du Canard), qui se sont terminés en queue de poisson et dont personne ne parle plus ? Cela n'arrange pas l'image d'un journal « sérieux ». Et si en France on n'a plus le Monde pour tenir ce créneau dans la presse, où allons-nous ? Quand on a envie d'un journal satirique ou partisan, on l'achète. S'il vous plaît, que ce ne soit pas le vôtre !.

R. M. SCHMIDT.

Et les incohérences et les contradictions (sans parler des erreurs, des fautes, des bavures) sont nombreuses. Le Monde n'en est pas responsable, et il ne le « cache » pas que je sache. Il en est de même, à propos des extraordinaires atteintes aux droits de l'homme pratiquées à l'Est, et surtout en URSS. Le Monde, et c'est à son honneur, est peut-être plus vigilant dans ce domaine que certains journaux orientés à droite.

(..) Oh je suis d'accord avec M. Goux, c'est lorsqu'il dit qu'il faudrait une place beaucoup plus importante aux lettres de lecteurs, dans leur variété bien sûr et avec votre droit au « tri », ne serait-ce que pour des raisons évidentes de place.

(..) Que ferait M. Goux ou tel ou tel autre à la place de Mauroy ou Delors... ou demain Delors ou Pons ? Je préfère évidemment les orientations des premiers, mais leur compétence ? Dans notre système constitutionnel, le responsable inaccompli est un grave défaut, peut-être écarté. Quant à dire que le Monde a étouffé... les commentaires sont inutiles.

La France est-elle en péril plus grand que tel autre pays d'Occident de perdre son indépendance ? Est-ce là le problème essentiel devant la crise économique (et morale, et culturelle) mondiale, la pollution, la faim et l'analphabétisme, sans parler des guerres comme celle du Golfe ?

M. CH. CORDIER  
(Saint-Germain-en-Laye.)

## L'amertume des privilégiés

M. Goux ne fait en somme que refléter le trouble de cette catégorie d'indécis qui n'ont vu dans les élections de 1981 que l'occasion d'un coup de semonce à ceux qui les avaient plongés pendant vingt-trois ans dans une prospérité artificielle pour ne pas apercevoir au fil des mois que leurs cortèges « catégoriels » sinon individuels étaient menacés. L'égoïsme étant la chose la plus répandue dans une société condamnée à la consommation, et à laquelle les gouvernements successifs donnaient l'habitude d'être assis, pour peu qu'elle descendait dans la rue ou entraînait les migrations dominicales, il était évident que ces catégories privilégiées trouveraient la pilule amère le jour où un gouvernement, de surcroît socialiste, tenterait de réduire ces privilèges et ces égocentres. (..)

M. Goux écrit que le Monde « représentait autrefois un courant libre... ». Je lis ce journal depuis mon retour de captivité en août 1945 ; je crois donc pouvoir en parler en lecteur aussi conscient que critique. Or voyez comme tout est relatif, pour ne pas dire subjectif : je me rappelle certain dîner d'il y a vingt ou vingt-cinq ans au cours duquel un professeur et un homme d'affaires me dirent le plus sérieusement du monde que le Monde (qu'on excuse la redite) était un journal communiste ! Ainsi ce quotidien représentait pour les uns « un courant libre », et pour les autres un organe stégué par un PC stalinien !

« A qui confier l'avenir ? » demande M. Goux, qui ne voit pas d'issue à un capitalisme oppresseur et à un avenir concentrationnaire incarné par la présence de quatre ministres communistes dans le gouvernement de gauche, et qui ne conçoit de solution que par Le Pen, Barre ou l'abstention. Il oublie qu'il y a peut-être en réserve quelque part un colonel en mal de prononciement. Dirai-je à M. Goux, comme Ferdinand (don Fernand) le

conseille à Rodrigue au dernier vers du Cid :

« Laisse faire le temps, ta vaillance et ton roi ».

Laissons le roi, qui n'est de nos jours que l'élu du suffrage universel. Laissons également la vaillance, encore que ce soit synonyme d'initiative individuelle. Et restons-en au temps ; lui seul peut maîtriser ce qu'on appelle improprement la crise et qui n'est que la retombée de la crise de prospérité dans laquelle nous ont plongés vingt ans d'imprévoyance, de crédit à tout-va, de publicité débridée, de soit de profits, d'artifices économiques made in USA. Laissons le temps éponger les erreurs de « la classe politique dirigeante manquant de caractère, imprévue au combat politique international, en combat économique... etc. », qui pendant vingt-trois ans a institué l'assistance à toutes les catégories socioprofessionnelles en détresse, et a pudiquement caché l'appauvrissement de l'Etat derrière des créations de prestige, le sacro-saint « tout-va » au volant et la télé couleur à tous les étages.

M. BERNARD LEFEBVRE  
(Villeneuve 63280).

## Un phare

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour avoir eu le courage de publier dans votre numéro du 12 mars la lettre de M. François Goux, qui reproche au Monde d'abandonner ses lecteurs et de les laisser « prêter l'oreille aux Le Pen et Montand ».

Vous défendez votre journal et c'est votre devoir en alléguant qu'il reste ouvert à toutes les opinions, ce qui est exact, et que ce n'est pas votre faute si vos lecteurs éprouvent un certain malaise, le Monde n'étant qu'un miroir qui leur renvoie l'image de la situation dans laquelle ils se trouvent actuellement.

Et là je ne suis plus tout à fait de votre avis, car je crois que le Monde est bien mieux qu'un miroir, plutôt un phare, qui, grâce à vos remarquables informations, éclaire toute

journal libéral voulant présenter, outre l'actualité et la politique des grands de ce monde, les bons et les mauvais côtés de ceux qui luttent sur le plan social, politique, culturel ou militaire pour faire valoir des droits légitimes ?

Je partage l'opinion de M. Goux sur la médiocrité de la vie politique française, et le nombre de regards vers l'étranger. Aussi j'aimerais bien lire plus de choses dans les pages du Monde sur les mouvements en faveur des droits de l'homme, sur la littérature clandestine, dont vous ne faites état que lorsque elle est traduite en français.

Je ne crois pas que le monde d'aujourd'hui soit plus complexe que celui d'hier, mais l'information circulant sans doute mieux et plus vite, un événement peut être éclairé sous bien plus de facettes qu'autrefois. C'est cette multiplicité d'éclairages nécessaire pour bien montrer l'actualité qui attire mon dernier grief : le Monde continue, et ce d'autant plus paradoxalement, à l'heure de la décentralisation, à ne donner de la France que l'image qui en est perçue de Paris ou même qui se limite à Paris : (ainsi, à force de lire la page appelée ironiquement « régions », j'ai fini par connaître assez bien les problèmes de la région parisienne, des arrondissements de Paris, voire de ses rues. J'aimerais bien connaître mieux Lyon, Marseille, le Bordelais ou encore ma région d'origine, l'Alsace (mais pas sous son aspect folklorique !). Est-ce trop vous demander ?

M. PHILIPPE FRISON  
(Genève.)

## La moitié pleine de la bouteille

Dans le miroir du malaise de ses lecteurs, le Monde ne devrait-il pas regarder son propre malaise ? C'est la question que me suggère votre article à propos des « lettres au Monde ». D'autres suivent pour l'expliquer.

## L'impression qui subsiste

« Le Monde ruste, dites-vous, un lieu d'expression très largement ouvert », je le reconnais volontiers, mais ce qui compte, ce n'est pas tel ou tel article en particulier qui n'est que l'œuvre de vos collaborateurs, mais l'impression qui subsiste chez le lecteur au bout de plusieurs mois. Ces articles sont utiles, c'est certain, pour donner au journal une image de marque « libérale », mais ne suffisent pas à masquer le manque d'objectivité de trop d'articles émanant de vos collaborateurs.

Après avoir évoqué la manière dont le Monde a traité de l'action économique du gouvernement, de la querelle scolaire,

des avions renfloués, des fraudes électorales, notre correspondant ajoute :

Bref, je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a une vingtaine d'années, devant de tels problèmes : démagogie délinquante, mise en œuvre d'une politique irréaliste, opérations politiciennes de bas niveau, ridicule réveil de la guerre scolaire, fraudes électorales, etc., il serait descendu de « Sirius » quelques éditeurs percutants qui, en rappelant les grands problèmes prioritaires, auraient rendu service au monde politique (??) et reçu l'approbation de vos lecteurs.

M. D... (Paris).

l'actualité et permet à vos lecteurs attentifs de s'orienter.

Je n'éprouve donc moi-même aucun malaise. C'est en vous lisant que j'ai compris tout à tour l'importance qu'avait eue la découverte des antibiotiques puis l'édification de la virologie, obtenue finalement par l'Organisation mondiale de la santé au cours des années 1960-1970.

M. MAX VINTEJOUX  
(Paris).

## La confusion des genres

L'interprétation que vous faites de la lettre de M. Goux m'incite à prendre à mon tour la plume pour exprimer le point de vue d'un lecteur relativement jeune (vingt-quatre ans) qui n'a pas été marqué par les événements d'avant 1970.

Fidèle au Monde, oui, car, malgré la vogue d'autres quotidiens, le journal de la rue des Italiens reste le journal français le plus complet sur l'actualité internationale grâce à son réseau de correspondants en poste tout autour du globe.

J'aime son goût du détail, du rappel, parfois un peu médiocure, qui permet au lecteur de situer assez rapidement un événement dans son contexte socio-culturel, historique, etc.

Ce qui me choque par contre, régulièrement, c'est sa confusion des genres : le Monde est-il le journal de la classe française aisée (comme en témoigne son Carnet, ses suggestions de cadeaux pour des anniversaires aussi commerciaux que la fête des Pères, et surtout ses descriptions touristiques de combiens choquantes, de Prague, de Nîmes, etc., où la réalité socio-culturelle et politique du lieu est gommée pour, semble-t-il, favoriser un tourisme de consommation suffisamment arrogant pour ne connaître un pays qu'en colonisateur d'un instant) — est-il donc un journal BC-BG ou un

Le tain du miroir que devrait être ce journal ne s'est-il pas détérioré ? Ne cherche-t-il pas désespérément sous la plume de ses divers rédacteurs à maintenir une couleur « de gauche quand même » en rendant compte des événements qui se produisent et en les commentant ? Déçu et navré, ne se mettent-ils pas trop à montrer la moitié pleine de la bouteille en minimisant la moitié vide ? Conflus de bons sentiments, d'égocentrisme pas trop leur, de faux pas et les actes manqués de ceux qui gouvernent en insistant sur les mauvais desseins de ceux qui les critiquent ?

Certes, en cela, il est le fidèle miroir d'un certain nombre de ses lecteurs dont il conserve la clientèle. Ne devrait-il pas tenir plus compte de ceux qui le quittent ou continuent à le suivre en espérant y trouver, un jour, autre chose ? N'y aurait-il pas intérêt, en effet, à ce que ce journal soit un véritable miroir, à la recherche, sans parti pris, de tout ce qui pourrait indiquer dans notre environnement l'existence de nouvelles voies politiques, économiques, sociales que celles rebattues et poussiéreuses de la gauche et de la droite ? Ne croyez-vous pas qu'il déçoit les lecteurs et des rédacteurs du Monde qui s'attendent que leur journal aide à casser les vieux mythes qui bloquent tout progrès et s'arrête de continuer à les accablent dans la facilité des classifications périmées ?

Il y a certainement partout aujourd'hui des idées et valeurs nouvelles sans couleur qui lui conviendrait de désencaler, de révéler, de rassembler, de mettre en valeur. Ce travail, s'il était fait par votre équipe, pourrait peut-être permettre de faire d'un Monde une nouvelle société. N'est-ce pas cette « responsabilité » que ce journal devrait assumer, laissant de côté les tentations passistes — sans tomber dans le piège « des échappées séduisantes » ?

M. BERNARD SAUVAIRE  
(Boulogne.)

**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75137 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDPAIR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

**PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 120 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 90 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6.000 DL ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 182 mt.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Lemaire, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimé à Paris, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS**

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
241 F 605 F 859 F 1089 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE**  
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

**ÉTRANGER (par messagerie)**  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS : 281 F 685 F 979 F 1 240 F  
IL - SUISSE, TUNISIE : 454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trésoriers) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## La France est-elle en péril ?

Moi aussi, je suis un « ancien fidèle lecteur du Monde » et je n'ai pratiquement jamais délaissé sa lecture. Je continue à vous approuver (toute l'équipe, pas seulement la direction) pour les qualités qui ont toujours marqué le journal : honnêteté intellectuelle, valeur de la langue, absence d'esprit partisan, même si votre orientation généralement est tout de même assez manifeste. C'est peut-être pourquoi je suis plutôt élogieux à votre égard. (..)

Personnellement, les 24 avril et 10 mai 1981, je n'ai pas voté « contre Giscard » mais pour le candidat socialiste que je trouvais qu'il s'agissait de M. F. Mitterrand.

Il est très évident que le PS, contrairement à ce qu'estiment de nombreux observateurs, a réussi en s'alliant au PCF à le « contrôler ». Par ailleurs, l'argument de F. Mitterrand selon lequel on ne peut écartier éternellement du pouvoir, des responsables, les représentants de 3 à 4 millions de Français, nombreux à être des salariés modestes, c'est ce que de nombreux intellectuels

صكبا من المال



DIPLOMATIE

La « Pravda » critique le « virage à l'atlantisme » de M. Mitterrand et adresse une mise en garde à l'Italie

La Pravda du samedi 31 mars a publié un article de son correspondant à Paris dans lequel l'attitude de M. Mitterrand à l'égard de Washington est vivement critiquée, à l'occasion de son récent voyage aux Etats-Unis. On y lit notamment : « La réorientation de la politique française - écart de la politique indépendante du général de Gaulle et rapprochement avec Washington dans nombre de directions, en premier lieu dans le domaine militaire et en matière de politique extérieure - n'a pas justifié l'espoir de la France de voir les Etats-Unis faire à leur tour des concessions sur le plan économique. Les journaux et revues, d'autres organes d'information, même ceux qui ont précédé il n'y a pas longtemps l'alignement sur les Etats-Unis, commencent à sonner l'alarme, prouvant chiffres à l'appui que les monopoles américains et Washington aggravent par leur politique d'expansion la situation déjà tendue sur le front économique et social en France, comme dans les autres pays du Marché commun. Le président Mitterrand se trouvait encore aux Etats-Unis quand ont été publiées des données, stupéfiantes pour beaucoup de

Français, sur la dette extérieure de la France. » Celle-ci, ajoute la Pravda, « a tiré des enseignements amers de son virage à l'atlantisme ». Dimanche, l'organe du parti communiste soviétique a, d'autre part, adressé une mise en garde voilée au gouvernement italien, qui, en acceptant le déploiement des missiles américains à Comiso (Sicile), s'est rendu « complice des Etats-Unis » et a pris une lourde responsabilité envers son peuple et l'Europe ». Le déploiement des euro-missiles dans le sud de l'Italie, dont un premier groupe est désormais opérationnel, constitue en effet, selon la Pravda, une « menace nucléaire pour l'URSS et ses alliés », mais aussi pour « les Etats d'Afrique du Nord et du Proche-Orient qui se trouvent dans la zone de portée des armes américaines ».

A Prague, le général Miloslav Blahník, chef de l'état-major de l'armée tchécoslovaque, a déclaré samedi que les nouveaux missiles soviétiques déployés dans son pays étaient orientés vers les missiles américains basés en Europe occiden-

tales, et que les nouvelles mesures de défense de son pays s'ajouteraient pas les pays neutres et non alignés. Cette réserve est probablement destinée à rassurer la Yougoslavie et l'Autriche, voisines de la Tchécoslovaquie.

La Roumanie et la Bulgarie ont, pour leur part, dans un communiqué commun publié samedi à l'issue de la visite de M. Comanescu à Sofia, appelé les Etats-Unis et l'Union soviétique à reprendre le dialogue sur le désarmement, et se sont prononcés pour le retrait des missiles américains d'Europe de l'Ouest et l'arrêt des contre-mesures soviétiques.

Le président roumain et M. Iliescu ont cependant souligné que « l'aggravation de la situation internationale, dans le monde et surtout en Europe, est le résultat des mesures prises par les Etats-Unis et l'OTAN ».

Les ministres de la défense des quatre pays appartenant au commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique se rencontreront mardi dans la station balnéaire de Cambré, sur la côte turque de la mer Egée, pour la première des réunions biennales du Groupe des plans militaires (GPN). Aucune décision importante n'est attendue.

Enfin, les Etats-Unis ont procédé samedi à un essai nucléaire souterrain dans le polygone de tir du désert du Nevada. Cet essai est le quatrième annoncé par les autorités américaines depuis le début de l'année. (AFP, Reuters, Tass.)

EUROPE

RFA

Le parti de M. Strauss perd la mairie de Munich au profit des sociaux-démocrates

Correspondance

Bonn. - Au deuxième tour des élections municipales bavaroises, les chrétiens-sociaux de M. Franz Josef Strauss ont subi dimanche 1<sup>er</sup> avril un cuisant échec à Munich. Avec 58,3 % de voix, le candidat du Parti social-démocrate, M. Georg Kronawitter, a largement devancé le maire sortant, M. Erich Kiesl (CSU). Ce dernier, avec 41,7 % des voix, perd même 2,6 points par rapport au premier tour (la Monde du 30 mars).

Le deuxième tour des élections municipales bavaroises a donc confirmé les pertes sensibles enregistrées un peu partout il y a quinze jours par la CSU. Les chrétiens-sociaux qui doivent traditionnellement faire face, lors des élections municipales, à une forte concurrence des listes indépendantes ont dû céder également du terrain au SPD et aux Verts dans les agglomérations.

Tout en restant la force politique dominante dans le Sud bavarois, la CSU ne peut plus compter autant qu'avant sur l'influence de son président M. Strauss. Le SPD a retrouvé

à Munich une position qu'il avait perdue l'année de six ans en raison des graves divisions qui régnaient à la fin des années 70 au sein de la section locale. Georg Kronawitter, qui avait été élu maire pour la première fois en 1972, en remplacement de M. Hans-Jochen Vogel, actuel président du groupe social-démocrate au Bundestag, s'est imposé en 1978 à l'aile gauche de ce parti qui lui avait refusé l'investiture.

Le nouveau maire ne sait cependant pas encore sur quelle majorité il pourra s'appuyer au conseil municipal, élu séparément il y a quinze jours. Après bien des péripéties, le gouvernement de Bavière a décidé de faire recompter tous les bulletins. Les derniers résultats connus donnaient trente-cinq sièges à la CSU et au SPD, six sièges aux Verts et quatre sièges aux libéraux. Si ce résultat était confirmé, le SPD devrait tenir compte pour gouverner du « soutien critique » des Verts.

HENRI DE BRESSON.

Grande-Bretagne

Pour faire cesser les polémiques

LE FILS DE M<sup>re</sup> THATCHER VA S'INSTALLER AUX ETATS-UNIS

(De notre correspondant.)

Londres. - M. Mark Thatcher a implicitement reconnu que ses activités pourraient porter préjudice à la réputation de sa mère : le fils du premier ministre britannique vient, en effet, d'annoncer sa décision de prendre ses distances... Il va quitter Londres et le 10, Downing Street, résidence du chef du gouvernement où il habitait le plus souvent, pour s'installer aux Etats-Unis. Il a, d'autre part, fait savoir qu'il venait de rompre les liens qui l'unissaient à la société Cementation pour laquelle il avait obtenu un important contrat de construction à Oman au moment où M<sup>re</sup> Thatcher y était en visite officielle (la Monde du 23 mars).

Dans une interview accordée à un hebdomadaire du dimanche, Mail on Sunday, M. Thatcher admet avoir été « naïf » en laissant certaines personnes utiliser son nom à leur profit et se déclare désolé pour le dommage causé à sa mère. Il a l'intention de se consacrer désormais à la diffusion aux Etats-Unis des valeurs de sport Lotus.

L'éloignement de M. Thatcher paraît manifester la volonté de l'entourage du premier ministre de mettre un terme aux demandes d'explication formulées à plusieurs reprises par l'opposition et rejetées par M<sup>re</sup> Thatcher. Mais le Parti travailliste, soutenu par une partie de la presse, ne désarme pas et vient de manifester son intention de revenir à la charge pour obtenir une enquête parlementaire. - F. C.

Réunis à Liège en l'absence des Verts ouest-allemands

LES ÉCOLOGISTES EUROPÉENS ONT DÉFINI

UN PROGRAMME COMMUN

Liège (AFP, Reuters). - Plus de cinq cents représentants des mouvements et partis écologistes européens se sont réunis les samedi 31 mars et dimanche 1<sup>er</sup> avril à Liège afin de définir un programme minimum commun en vue des élections européennes. Ils ont indiqué qu'ils plaideraient en faveur d'une « Europe des régions », de la paix et du désarmement.

Les écologistes qui dénoncent la présence d'armes nucléaires en Europe ont lancé un appel pour la convocation immédiate d'une conférence européenne pour « le désarmement et l'abandon des blocs militaires ». Ils réclament l'arrêt de la construction de toute nouvelle centrale nucléaire et la mise hors service de celles déjà en activité. Enfin ils condamnent le « processus industriel », réclament une politique économique et sociale écologique et « un partage honnête de la prospérité de la planète avec les peuples du tiers-monde ».

Une alliance des huit partis verts a été formée, en janvier dernier, en l'absence toutefois des Verts ouest-allemands et des écologistes luxembourgeois. Cette alliance est due au refus de l'Alliance d'accueillir en son sein des communistes, alors que les écologistes ouest-allemands souhaitaient que le rassemblement fût ouvert à tous.

Les huit partis membres de l'Alliance sont les suivants : l'Agalev (belge flamand), le parti écolo (belge francophone), les Verts (France), l'Ecology Party (Grande-Bretagne), la Green Alliance (Irlande), de Groenen (Pays-Bas) et deux groupes n'appartenant pas aux pays de la CEE : le Mx Miljeuparties (Suède) et la Liste alternative (Autriche).

LA « TRIALÈRE » S'INQUIÈTE DE « MENACES MAJEURES » MAIS SE FÉLICITE DU « DÉCLIN DU MODÈLE SOVIÉTIQUE »

Washington (AFP, AP). - La commission trilatérale, qui réunit des personnalités d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon appartenant au monde politique, syndical, patronal et universitaire, a commencé le dimanche 1<sup>er</sup> avril, une réunion de travail de trois jours à huis-clos. Elle a notamment entendu l'examen d'un rapport écrit par MM. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, David Owen, leader du Parti social-démocrate britannique, et Seiburo Okita, ancien ministre japonais des affaires étrangères.

Selon les auteurs de ce rapport, le monde actuel connaît quatre « menaces majeures ». Il s'agit, d'une part, de la « détérioration importante de la coopération politique et économique multilatérale, de la montée du chômage, de la baisse des niveaux de vie et de la démographie ». D'autre part, le rapport relève « une montée des conflits régionaux, de moins en moins sensibles à un règlement international, portant en eux le risque croissant de confrontations Est-Ouest ».

Il s'inquiète par ailleurs des « effondrements sociaux dans de grandes parties de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, des famines à grande échelle, des migrations massives de population qui tout en pouvant engendrer la violence, limitent et réduisent les chances de la démocratie en favorisant la prise de pouvoir des extrémistes de droite ou de gauche ».

Enfin, MM. Brzezinski, Owen et Okita dénoncent le péril de « la guerre nucléaire, une catastrophe dont notre globe pourrait ne pas se relever ».

Leur rapport note cependant quelques « tendances globales optimistes », dont les « débuts de stratégies globales dans le domaine de la coopération internationale », dans le domaine de la médecine, des communications et de la nutrition, notamment. Parmi les facteurs positifs, les auteurs relèvent également « le déclin de l'attrait exercé par le modèle de développement soviétique, particulièrement dans le tiers-monde ». Ils expriment d'autre part, que les alliés des Etats-Unis doivent assurer une part plus grande du coût de la défense des nations occidentales.

« M<sup>re</sup> Giscard et le Pacifique. - L'Institut international de géopolitique, que préside M<sup>re</sup> Marie-France Giscard, organise les 6, 7 et 8 avril, à Paris, 31 quai Anatole-France, 7<sup>e</sup>, un colloque sur le thème : « Un dénommé Pacifique : espoirs et craintes de l'Occident ». MM. Cheysson, Fabius, Barre, Debré, Edgar Faure, ainsi que M<sup>re</sup> Michèle Cotta, participeront du côté français à cette réunion.

L'allié numéro un des Etats-Unis est limogé et exilé

Honduras

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. - Coup de théâtre au Honduras. Le général Gustavo Alvarez, commandant en chef des forces armées et véritable homme fort du pays, a été limogé le samedi 31 mars et exilé au Costa-Rica. C'est le chef de l'Etat, M. Roberto Suazo Cordova, qui assure, selon un communiqué officiel, le commandement direct des forces armées honduriennes.

Le général Alvarez était le numéro un de l'armée depuis janvier 1982, tous de suite après l'accession à la présidence de M. Suazo Cordova, un homme tranquille, mais (il est cordique et a été hospitalisé en 1983 aux Etats-Unis), qui passait pour avoir accepté la politique ultra-interventionniste du général.

Anticomuniste militant, lié aux secteurs d'affaires les plus conservateurs du Honduras, en particulier à ceux de la secte Moon, partisan d'engager le Honduras aux côtés des adversaires du Nicaragua sandiniste, le général Alvarez avait, en 1983, obtenu du Congrès de Tegucigalpa qu'il approuvât un nouvel accord de coopération militaire avec les Etats-Unis impliquant la construction de bases puissantes dans le pays et l'installation d'un centre d'entraînement à Puerto Castilla, sur la côte atlantique, destiné aux recrues honduriennes mais aussi aux soldats salvadoriens.

Pour emporter la décision au Congrès en dépit des réticences de certains membres du gouvernement (en particulier du ministre des affaires étrangères, M. Paz Barrios), le général avait affirmé aux parlementaires que le Honduras était directement menacé d'intervention par les sandinistes. Il soulignait - et le disait une révélation du CONDECA, le Conseil de défense de l'Amérique centrale, afin de coordonner les efforts militaires du Honduras, du Salvador, du Guatemala, et si possible du Panama « dans la lutte contre le communisme international et contre les sandinistes marxistes ».

Il invitait régulièrement les chefs des armées d'Amérique centrale (à l'exception naturellement du Nicaragua) à participer aux manœuvres conjuguées américano-honduriennes. Une première phase des manœuvres - baptisées Grand pin II - a eu lieu en 1983. La seconde phase - appelée Grenadier I - a débuté précisément le dimanche 31 mars. Le Guatemala a déjà refusé de participer, le Panama également.

On note une curieuse coïncidence entre le limogage du général Alvarez et le début des grandes manœuvres militaires au Honduras, en partie le long de la frontière salvadorienne, en partie à San Lorenzo, sur le golfe de Fonseca, où une nouvelle base américaine doit être construite.

ASIE

En Afghanistan

LA TACTIQUE SOVIÉTIQUE EST PLUS OFFENSIVE

estiment plusieurs chefs de la résistance

Peshawar (Reuters). - L'armée soviétique a intensifié, ces derniers temps, ses bombardements contre des villages afghans et les lignes d'approvisionnement des moudjahidines, rapportent plusieurs représentants de la résistance. « Ils utilisent une tactique plus offensive », a déclaré M. B. Rabbani, chef du Jamiat-Islami, la principale force engagée dans le nord de l'Afghanistan. Jusqu'ici, leur stratégie avait été d'établir des postes de l'armée gouvernementale afghane à travers le pays, plutôt que d'engager directement leurs forces contre les résistants. « Cette fois-ci, ils attaquent les villages et surveillent nos voies de ravitaillement », a précisé M. Rabbani, selon lequel cette tactique s'applique surtout au nord et à l'est de Kaboul, le long des routes entre la capitale et l'URSS et près de Kandahar, dans le sud du pays.

De son côté, M. G. Hekmatyar, chef du mouvement intégriste Hezb-i-Islami, a estimé que la tactique soviétique consistait à mettre des postes en place durant l'hiver s'était retournée contre ses inspirateurs. « Les combattants islamiques, a-t-il dit, ont cessé de porter et pris de grandes quantités d'armes. Moscou ne peut certainement pas tolérer de telles dépenses et de telles pertes ».

La stratégie soviétique semble également avoir pour but de pousser les populations civiles à fuir vers le Pakistan, a affirmé M. Modjadidi, dirigeant du Front national de libération afghan et chef d'une coalition de trois groupes nationalistes modérés.

« INGENUENCE »

« Les militaires ne doivent pas se mêler des affaires politiques », a expliqué le président hondurien, M. Suazo Cordova, dans un message radio-télévisé, le samedi 31 mars dans la nuit. Un communiqué de la présidence a confirmé que la démission forcée du général Alvarez était due à son « ingérence » dans les affaires indiennes.

Au Costa-Rica, un haut fonctionnaire du gouvernement a affirmé dimanche à l'AFP que le général Alvarez préparait un coup d'Etat contre M. Suazo Cordova.

Le Honduras est le pays - le plus pauvre de toute l'Amérique centrale - avait quelque chose à gagner à une escalade militaire qui aggravait encore sa dépendance et ruinait davantage son économie.

En outre, la répression s'était intensifiée ces dernières semaines. Les syndicats protestaient contre des arrestations massives et l'enlèvement de certaines personnalités. La semaine dernière, deux bombes avaient explosé à Tegucigalpa, faisant un mort.

Personne, pourtant, ne pouvait imaginer que le président Suazo

Cordova oserait renverser son tout-puissant chef des forces armées, qui se conduisait comme le patron. Apparemment, il a osé. Sans que l'on sache si l'opération « épuratoire » se suscitera pas un choc en retour.

Trois autres officiers supérieurs ont été limogés en même temps que le général Alvarez : le général Buenos Rosa, chef d'état-major, le général de brigade Daniel Ball Cordero, directeur des forces de sécurité publique, et le général de brigade Ruben Montoya, commandant la force navale. Seul le commandant en chef de l'aviation a été épargné. Le Conseil supérieur des forces armées doit présenter au Congrès un successeur au général Alvarez. Celui-ci a quitté son domicile pour l'aéroport, apparemment sans opposer de résistance.

Ce coup de théâtre est donc aussi un coup d'Etat au sein de la force armée. Logiquement, il devrait déboucher sur une baisse de la tension militaire et diplomatique avec le Nicaragua, détente souhaitée vivement par M. Paz Barrios, favorable à une solution négociée des conflits en Amérique centrale, et ami personnel du Père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères de Managua. Mais il convient d'attendre avant de tirer des conclusions d'un événement qui risque de modifier les perspectives dans cette région troublée du monde.

Selon les milieux informés, la surprise a été totale à l'ambassade américaine. L'ambassadeur, M. Negroponte - que l'on appelle le « vic-roi du Honduras » - serait furieux. Le général Alvarez entretenait les meilleures relations avec ce partisan de la manière forte, à la différence de ses collègues américains au Salvador et au Nicaragua (à Managua, l'ambassadeur, M. Quainton, en désaccord manifeste avec l'administration Reagan, doit quitter le Nicaragua en avril).

MARCEL MEDERGAU.

LES ORDINATEURS DE LA 5<sup>e</sup> GENERATION

LA PHOTOSYNTHESE

LES ETOILES MAGNETIQUES

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT

Un an : 189 F au lieu de 242 F

Etendez : un an 215 F

Je souscris un abonnement d'un an (12 n°) à LA RECHERCHE au prix de 189 F TTC

Nom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Le règlement par : ☐ chèque ☐ mandat à l'ordre de LA RECHERCHE

57, rue de Selva - 75280 Paris Cedex 06

Abonnement Belgique : Soumillion, 28, Avenue Mousmet - 1190 Bruxelles

\* Prix de vente au numéro



# PROCHE-ORIENT

## LE DÉPART DU CONTINGENT FRANÇAIS DE BEYROUTH ET LA SITUATION AU LIBAN

### Trois représentants de la milice chiite Amal ont assisté à la prise d'armes

Beyrouth. - Le cessez-le-feu décrété par le Comité supérieur politique et militaire aura vécu trente-six heures, du jeudi 29 mars au matin du vendredi 30 à midi. Ce répit a coïncidé utilement avec la phase finale de l'évacuation des troupes françaises de la ville vers le port, dont les derniers soldats ont pris la mer samedi à 17 heures sans accrocs, après une spectaculaire prise d'armes.

Emouvante cérémonie qui mettait fin à une mission où quatre-vingt-huit soldats français sont tombés (ainsi que deux cent soixante-quatre Américains et un Italien). Deux ministres français, MM. Cheysson et Hérniz, mobilisaient les caméras de la télévision française. Gamet de noir sous un soleil de plomb, M. Hérniz a pris l'avantgarde durant la cérémonie militaire, mais au sortir de la présidence de la République, où ils ont rendu visite à M. Amine Gemayel, c'est M. Cheysson qui se trouvait en vedette.

La prise d'armes a été l'occasion d'un geste symbolique à l'égard de la France: trois représentants de la milice chiite Amal sont venus y assister, bien qu'elle se déroulait en territoire chrétien. Se joignant à des délégués du Parti phalangiste et des Forces libanaises (milices chrétiennes), le PSP (druze), absent de

De notre correspondant

la cérémonie principale pour raisons de sécurité, a participé à un cocktail d'adieu à bord du porte-avions Clemenceau.

Ainsi que l'ont souligné avec insistance les deux ministres français et le général Lacaze, chef d'état-major, dans son ordre du jour, la France n'abandonne pas le Liban à son sort et continue à contribuer, au sein de la FINUL, et par les quarante observateurs déployés entre les belligérants à Beyrouth (dont on ne dira jamais assez la vulnérabilité) - dont le nombre pourrait être porté à cent, - aux tentatives de rétablissement de ce pays.

Après un début prometteur, le Comité supérieur politique et mili-

taire, sorte de super-gouvernement, périclité depuis vendredi. Il butte sur le problème de l'élimination des barbares de terre élevés à l'entrée des chicanes des deux zones de la ville, sur la réouverture du port et de l'aéroport et sur les violations de la trêve qui se multiplient.

Lundi, la matinée était plutôt calme après avoir été marquée par un étrange incident: cinq vedettes se sont approchées de la côte de Beyrouth-Ouest et auraient tiré quelques rafales de mitrailleuses, sans faire de victimes. La seule marine à laquelle pourraient appartenir ces bâtiments ne saurait être, logiquement, qu'israélienne.

LUCIEN GEORGE.

### Dix-huit mois de présence, 88 morts

En dépit du lourd tribut (quatre-vingt-huit morts) payé en dix-huit mois de présence, le contingent français à Beyrouth a rempli quatre missions:

1) une mission d'interposition, en août 1982, entre l'armée israélienne et les combattants palestiniens pour permettre le départ de ces derniers en toute sécurité;

2) une mission de sécurité, à partir de septembre 1982, à l'intérieur de Beyrouth, en appui de l'armée régulière libanaise dans un premier temps. Cette mission a consisté à protéger les camps palestiniens de Sabra et Chatila, à installer jusqu'à trente-cinq postes fixes dans la capitale libanaise, à organiser des patrouilles et à contrôler des points stratégiques, à déminer, à détruire des explosifs et des pièges et à récupérer des munitions et armes divers (16 400 mines, obus et bombes détruits, 51 hectares de surfaces déminées ou «débouées», 56 kilomètres d'itinéraires ouverts à la circulation, 14 bâtiments dangereux détruits, 1 500 tonnes de munitions diverses et 725 armes individuelles ou collectives remises à l'armée régulière libanaise);

3) une mission humanitaire, avec, notamment, l'échange des

prisonniers israéliens et palestiniens en décembre 1983, et l'évacuation des Palestiniens de Tripoli et leur protection par la marine nationale en décembre 1983;

4) une mission de formation et d'instruction au profit de l'armée régulière libanaise, avec la formation de plus de 1 800 soldats libanais qui ont constitué, en particulier, six compagnies des bataillons hélicoptères et des spécialistes des matériels blindés (autotrailleurs légers, véhicules de l'avant blindés et chars légers AMX-13).

Au total, près de 8 000 soldats français ont servi, à tour de rôle, à Beyrouth, et ils étaient appuyés par les marins de la force navale Offrant au sein de laquelle ont œuvré les personnels de l'école navale des porte-avions *Foch* et *Clemenceau*. A plusieurs reprises, les avions Super Etendard, Entendard et Crusader ont été intervenus pour faire cesser le tir de batteries d'artillerie ou contre un camp à Baalbek.

Durant ces dix-huit mois, vingt-sept régiments ou formations équivalentes de l'armée de terre, de la gendarmerie et de la marine ont participé au maintien de la sécurité.

de 1960. D'autre part, l'expédition française qui s'ensuivit se termina en 1961 et non en 1960 comme pouvait le faire penser le titre de l'article de J.-P. Péronet-Hugot.

### LA GUERRE DU GOLFE

#### Les douanes américaines ont saisi un chargement de produits chimiques destiné à l'Irak

Les autorités américaines ont saisi, il y a environ un mois, un chargement de soixante-quatre barils de fluorure de potassium, qui entre dans la composition de certaines armes chimiques, destiné à l'Irak, a indiqué le samedi 31 mars un porte-parole des services des douanes.

Selon ce porte-parole, qui s'est refusé à donner plus de détails, le chargement, intercepté à l'aéroport international Kennedy de New York, était destiné au «ministère des pesticides» irakien.

Le département d'Etat a annoncé vendredi qu'il disposait de «preuves irréfutables» selon lesquelles l'Irak a utilisé des gaz nerveux contre les forces iraniennes. Il a décidé, de plus, d'interdire l'exportation vers l'Irak et l'Irak de certains produits, dont le fluorure de potassium, pouvant être utilisés pour fabriquer des armes chimiques.

Le département d'Etat a, d'autre part, demandé à «tous les pays producteurs de ces produits chimiques» de suspendre immédiatement leurs livraisons aux pays belligérants dans le Golfe.

A Téhéran, le ministère iranien des affaires étrangères a condamné dimanche la prise de position du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'emploi d'armes chimiques dans la guerre irano-irakienne, la jugeant «irresponsable» et estimant que le Conseil «a perdu sa raison d'être».

La réaction irresponsable du Conseil de sécurité prouve plus que jamais que ce Conseil n'assume plus de tous les objectifs définis par la charte de l'ONU. Ainsi le Conseil de sécurité a perdu sa raison d'être et assume une responsabilité directe dans la poursuite de l'emploi des armes chimiques par l'Irak ou par d'autres», affirme le communiqué officiel ira-

nien, qui constitue la première réaction enregistrée à Téhéran à la déclaration du Conseil de sécurité.

D'autre part, plusieurs milliers de basijis, les volontaires de la Fondation des désolités, qui constituent le gros des forces iraniennes, ont défilé dimanche à Téhéran, avant leur départ pour le front. A l'occasion du cinquième anniversaire du référendum au cours duquel les iraniens ont approuvé la création de la République islamique d'Iran, le 1<sup>er</sup> avril 1979, les basijis ont participé à une cérémonie devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. En février, les autorités iraniennes avaient mobilisé en masse ces volontaires, et en avaient rassemblé près de deux cent cinquante mille sur l'ensemble du front. Selon des estimations de bonnes sources, le mouvement s'était quelque peu ralenti en mars.

Les autorités ont annoncé qu'elles faisaient à nouveau appel aux volontaires pour que la présence de forces sur l'ensemble du front «permette d'attaquer à tout moment et en tout lieu opportuns», selon les propos de l'ayatollah Hachemi Rafsanjani, représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense iranien.

A Bagdad, on estime dans les milieux diplomatiques occidentaux que le président Saddam Hussein a personnellement rejeté un plan visant à reprendre les îles Majouna, car le niveau des pertes aurait pu atteindre 70 % chez les attaquants. Bagdad, précise-t-on dans ces mêmes milieux, pourrait décider de bombarder les îles avec des missiles sol-sol afin d'éliminer les occupants, quitte à détruire les installations pétrolières qui s'y trouvent. (AFP, Reuter.)

## METTANT OFFICIELLEMENT FIN A LA MISSION DES «MARINES» AMÉRICAINS

### Le président Reagan ordonne à la VI<sup>e</sup> Flotte de «reprendre ses opérations normales» en Méditerranée

Le président Reagan a ordonné le vendredi 30 mars à la flotte américaine du Liban de «reprendre ses opérations normales» en Méditerranée, mettant fin officiellement à la mission du contingent américain, qui a participé à la Force multinationale à Beyrouth. En annonçant cette décision, le Maison Blanche a précisé que le commandant de la VI<sup>e</sup> Flotte déciderait du mouvement de ses bâtiments, conformément aux instructions qui précèdent depuis vingt-cinq ans une présence américaine en Méditerranée.

Les navires américains qui patrouillaient depuis septembre dernier aux abords des côtes libanaises et les mille huit cents «marines» qui ont été évacués de Beyrouth à la mi-février seront ainsi réincorporés dans les «opérations normales» de la VI<sup>e</sup> Flotte, a précisé un porte-parole de la présidence, M. Robert Sims. Il y a actuellement, une quinzaine d'unités américaines, dont le porte-avions *John Kennedy* et le cuirassé *New Jersey*, au large des côtes libanaises.

Cette décision a été annoncée au moment où le président Reagan informait officiellement le Congrès de la fin de la participation des Etats-Unis à la Force multinationale (FM) au Liban en réaffirmant que «Washington n'a pas abandonné» ce pays. «Les intérêts de politique étrangère des Etats-Unis au Liban n'ont pas changé», écrit le président américain dans une lettre aux dirigeants du Congrès rendue publique vendredi par la Maison Blanche. Il estime, toutefois, que la participation des Etats-Unis à la Force multinationale «n'est plus un moyen nécessaire ou approprié» pour la défense de leurs intérêts. Il rappelle, en outre, que les objectifs américains sont toujours la restauration d'un Liban souverain, indépendant et uni, le retrait de toutes les forces étrangères et la sécurité de la frontière nord d'Israël.

Les Etats-Unis maintiendront une centaine de «marines» dans la capitale libanaise afin de «protéger» la mission diplomatique américaine et «un nombre limité» de soldats américains demeureront sur place pour entraîner et assister l'armée libanaise.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a admis pour sa part pour la première fois, que le retrait des «marines» du Liban avait constitué un revers pour la diplomatie américaine dans la région. Interrogé dimanche par la chaîne de télévision NBC, il a déclaré que les derniers événements au Liban «ont constitué une déception» pour les Etats-Unis. «Nous avons des intérêts importants» au Liban et au

Proche-Orient, a-t-il dit, et «ces intérêts seraient mieux servis si nous avions pu atteindre - ou aider d'autres à atteindre avec notre aide - le type d'objectifs que nous visons».

«Nous continuerons à chercher à atteindre ces objectifs, qui sont aussi importants maintenant qu'ils l'ont été auparavant, mais nous de-

vrions changer de tactique», a poursuivi le secrétaire d'Etat sans donner plus de précisions.

M. Shultz a reconnu que «la perte de crédibilité» - puis, se reprenant, «l'apparente perte de crédibilité» - causée par le retrait des forces américaines du Liban «avait coûté cher» aux Etats-Unis «au Proche-Orient».

### Recrudescence des attentats anti-israéliens dans le Sud

De notre correspondant

Jérusalem. - On assiste au Liban du Sud à un certain «réchauffement» du front oriental, très calme depuis de longs mois. Dans la plaine de la Bekaa, l'armée israélienne a essuyé en trois jours quatre attaques ayant fait huit blessés dans ses rangs. Ces incidents ont eu lieu près de la ligne de cessez-le-feu. L'artillerie israélienne a répliqué dimanche 1<sup>er</sup> avril en bombardant deux «camps terroristes» situés au sud de Bar-Elias en territoire contrôlé par l'armée syrienne. C'est la première riposte de ce genre en un an. En outre, deux roquettes de katyouchas sont tombées, sans faire de victimes, près d'un kibboutz situé le long de la frontière israélo-libanaise, tandis que les troupes de la FINUL découvraient un lance-roquettes près de Nabatieh.

La réactivation du front suscite quelque inquiétude à Jérusalem. Toutefois, l'état-major israélien ignore pour l'instant si les récentes attaques sont l'œuvre de groupes isolés réunissant comme ce fut le cas naguère, à s'infiltrer près des lignes de cessez-le-feu ou si elles résultent d'une tactique syrienne délibérée. On se demande également à Jérusalem si les assaillants sont des dissidents de l'OPLP, des combattants chiites affiliés aux islamistes stationnés à Baalbek, ou bien les deux à la fois.

On enregistre depuis le début de l'année une nette recrudescence des attentats anti-israéliens dans l'ensemble du Liban du Sud. L'armée en a subi trente-deux en mars - plus d'un par jour, - contre vingt-huit en février, et dix-neuf en janvier. Plus nombreuses, ces attaques sont toutefois moins meurtrières que par le passé (deux morts et trente blessés en mars).

Selon des informations en provenance de Marjayoun, quartier général de l'Armée du Sud-Liban - nouvelle appellation des milices partises de l'Armée du Liban libre - le successeur du commandant Sand Haddad, mort le 15 janvier, a été désigné. Il s'agit du colonel Antoine Lahad. Cet officier chrétien prendra ses fonctions mercredi 3 avril lors d'une cérémonie officielle dans un village chiite de la région. Le porte-parole de l'armée

israélienne n'a voulu ni confirmer ni démentir cette nomination.

Enfin, le Likoud et l'opposition sont toujours en désaccord quant au coût de la guerre du Liban. Le semaine dernière, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a indiqué que le conflit avait depuis juin 1982 coûté au Trésor israélien 1,05 milliard de dollars. Le député travailliste Gad Yacobi a cité le chiffre de 4,5 milliards, en précisant cependant que cette somme tient compte des charges indirectes sur l'économie nationale, notamment des heures de travail perdues.

JEAN-PIERRE LANGELETT.

### UN ATTENTAT A JÉRUSALEM FAIT UNE CINQUANTAINE DE BLESSÉS

Une attaque à la grenade et à la mitrailleuse a fait, selon les premiers chiffres, environ 50 blessés ce lundi 2 avril dans le centre de Jérusalem.

Selon un témoin, l'attaque a été le fait d'un nombre indéterminé de jeunes gens qui ont sorti d'un magasin d'articles de sport, ont ouvert le feu sur les passants avant de jeter des grenades, apparemment en direction d'un autobus se dirigeant vers le centre de la ville.

Immédiatement après l'attaque, qui a eu lieu à la nuit, le quartier a été bloqué. Les forces de sécurité israéliennes ont annoncé avoir arrêté trois des assaillants. L'un des assaillants, blessé par balles, est mort des suites de ses blessures.

M. Youssef Horeij, le ministre israélien de l'Intérieur, a affirmé que les auteurs de l'attaque «vivaient de Liban». L'attentat a été revendiqué à Damas par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), qui a affirmé que des hommes avaient pris d'assaut un immeuble de Jérusalem abritant les bureaux des ministères du Tourisme et du Commerce et de l'Industrie, prenant en otage des ministres et plusieurs autres responsables. Cette information n'a cependant pas été confirmée à Jérusalem. (AFP - Reuter.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Canada

M. LEVESQUE BRIGUERA UN NOUVEAU MANDAT. - M. René Levesque, premier ministre québécois, a indiqué, samedi 31 mars, à Québec, qu'il sera le nouveau candidat à la présidence de son parti (Parti québécois, PQ) lors du congrès de juin prochain.

### Chili

UN POLICIER TUÉ DANS UN ATTENTAT. - Un policier a été tué et quinze autres personnes, dont onze policiers, ont été blessées, le vendredi 30 mars dans la nuit, après l'explosion d'une bombe actionnée à distance - qui a détruit un car de police au centre de Santiago. D'autre part, une série d'attentats à l'explosion contre des pylônes à haute tension ont privé d'électricité la capitale et la région centrale du pays pendant plus d'une heure dimanche. (AP, AFP.)

### Colombie

LE PRINCIPAL MOUVEMENT DE GUÉRILLA COLOMBIEN, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) a décidé d'appliquer un cessez-le-feu dans tout le pays à partir du 28 mai.

Le président de la République, M. Belisario Betancur, l'a annoncé le dimanche 1<sup>er</sup> avril à la télévision. L'accord a été signé mercredi dans un maquis de la région des llanos (plaine), à quelque 300 kilomètres au sud de Bogotá, entre le commandant des FARC, M. Manuel Marulanda Velaz, dit «Thórojo», et le président de la commission de paix mise sur pied par le chef de

l'Etat, M. John Agudelo Rios, ancien ministre.

Les FARC sont communistes et sont aussi le plus ancien et le plus important mouvement de guérilla en Colombie. (AFP.)

### République Sud-Africaine

RAPPEL DE L'AMBASSADEUR A LONDRES. - M. Fik Botha, ministre des affaires étrangères, a annoncé, dimanche 1<sup>er</sup> avril, le rappel de l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Londres pour «consultations urgentes» à la suite de l'arrestation de quatre ressortissants sud-africains inculpés d'exportation illégale d'armes. Les quatre Sud-Africains, ainsi qu'un Britannique, ont comparu samedi devant un tribunal de Coventry, en Grande-Bretagne, où ils ont été inculpés de violation de l'embargo décrété par les Nations unies sur les ventes de biens stratégiques à Pretoria. (Reuter.)

### URSS

VISITE DU MINISTRE INDONESIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. - M. Mochar Kusumaatmadja, ministre indonésien des affaires étrangères, est arrivé le dimanche 1<sup>er</sup> avril à Moscou pour une visite officielle dont la durée n'est pas précisée. Cette visite est interprétée par les analystes comme le signe d'un léger réchauffement des relations soviéto-indonésiennes, qui n'ont jamais été bonnes depuis la tentative de coup d'Etat à Djakarta attribuée aux communistes chinois en 1965. Elles s'étaient encore dégradées après l'annonce par les autorités indonésiennes, en février 1982, de la découverte d'un réseau d'espionnage soviétique. (AFP.)

RUN  
IBM  
DOS  
BIT  
ROM  
BUG  
TRI  
RAM  
BUS  
DMA  
OPC

Voici OPC, le magazine des utilisateurs d'ordinateurs personnels IBM PC et compatibles... et dans le cas du PC, des compatibles il y en a beaucoup, des vrais et des faux. C'est d'ailleurs un sujet fort du numéro d'OPC.

Alors pour profiter pleinement du phénomène IBM PC, lisez OPC. Édité par le 1<sup>er</sup> groupe mondial de presse informatique, OPC c'est vraiment le magazine efficace pour l'utilisateur.



مركز الأمل



# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## Les « primaires » du Parti démocrate à New-York

(Suite de la première page.)

Le 25 mars, deux jours avant la primaire du Connecticut qu'allait brillamment remporter M. Hart, les deux candidats sont à la messe. « Je suis un enfant de pasteur méthodiste », dit M. Mondale, dans une église méthodiste de Harlem. « Ma famille est d'origine irlandaise », dit M. Hart, dans une église irlandaise. Le premier est accompagné de tout son équipe et de M. Rangel, élu de Harlem à la Chambre des représentants, l'un des rares hommes politiques noirs de New-York à ne pas avoir pris position en faveur de M. Jackson.

### « Plus juif que les juifs ! »

Citant la Bible, l'ancien vice-président insiste sur son engagement de longue date, beaucoup plus profond, dit-il, que celui de M. Hart, en faveur des droits civiques. M. Rangel prend soin de démentir M. Mondale du maire qui le soutient, car M. Koch est souvent accusé d'indifférence à l'égard de la communauté noire. Tout va bien, les fidèles applaudissent, mais beaucoup arborent des badges en faveur de M. Jackson.

Chez les Irlandais, M. Hart a des difficultés techniques. Une histoire d'embouteillage l'a séparé de son état-major, qui ne le ramène que lorsque les outilles se sont égarées. Mais le sénateur a de la ressource : il met la main, dans un pail voisin, sur ses très lointains cousins irlandais, leur déclare aspirer à voir l'Irlande réunifiée et s'engage à nommer, une fois élu, un ambassadeur itinérant chargé de réconcilier l'Irlande et l'IRA. L'idée ne devrait pas enthousiasmer M<sup>rs</sup> Thatcher, mais, si cela ne rapporte pas de voix, c'est à désemparer de la politique !

Le temps d'un hamburger, d'une distribution d'interviews, de quelques autres apparitions publiques, de fausses confidences glissées aux commentateurs politiques des télévisions, et les deux candidats passent à la communauté juive. Ce n'est rien de moins, dans l'Etat de New-York, que 40 % de l'électorat démocrate. M. Mondale arrive en premier et

vanse les assises annuelles du National Council of Young Israel. Bien qu'un petit tiers d'entre eux aient voté Reagan en 1980, dans le mouvement général de rejet de M. Carter, les juifs américains sont l'un des piliers du parti démocrate. M. Mondale a proclamé si fort sa volonté de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem que M. Hart a dû aussitôt jurer que c'était également l'une de ses ambitions premières.

Siôt dit, le sénateur s'est fait fermer par l'ancien vice-président, qui a brandi une déclaration de M. Hart dans laquelle il disait que le statut de Jérusalem devrait s'inscrire dans le cadre d'un règlement global de paix israélo-arabe. « Je ne peux pas tout redire », a expliqué M. Hart, à la grande joie de son adversaire, qui, depuis, va répétant : « Reagan, c'était l'illusion, et Hart, la confusion ».

Dans ce contexte, le triomphe de M. Mondale devrait être assuré devant les membres de Young Israel. Hélas ! M. Mondale, comme ancien vice-président de M. Carter, a été associé jadis à la vente d'avions militaires à l'Arabie Saoudite. Il ne se rend pas service en expliquant qu'il n'avait pas eu voix au chapitre. Tandis que le candidat s'exclame : « Choisissez quelqu'un que vous connaissez, choisissez quelqu'un avec qui vous soyez à l'aise », un perturbateur lève une pancarte venant sur l'affaire des avions. Spontanément, la salle met bon ordre à l'incident, mais elle n'est pas sûrement acquiesce à M. Mondale.

Quand vient son tour, M. Hart laisse bouche bée l'assistance, tant il exalte la défense de l'Etat d'Israël, qui n'est pas seulement, dit-il, celui des survivants du génocide, mais aussi un rempart contre l'avancée soviétique au Proche-Orient. On l'applaudit très fort, surtout lorsqu'il demande la démission de M. Weinberger, le secrétaire à la Défense, connu pour ses sentiments pro-arabes, et lorsqu'il lance : « Si les pays arabes modérés veulent nos armes et notre protection, qu'ils prennent alors place à la table de

négociations avec Israël. 40 % des voix dans la poche de M. Hart ? Pas du tout, car, à la sortie, beaucoup affichent un scepticisme amusé (« ma parole, il est plus juif que les juifs ! »). Entre deux démocrates également déçus pour l'occasion du premier ministre israélien, la communauté juive va sans doute se partager, comme se partage l'ensemble de l'Amérique démocrate.

Ce n'est en tout cas pas le nombre de juifs venus apporter leur aide, quelques heures par jour on a plein temps, qui fait la différence entre les quartiers généraux de M. Hart et Mondale. Il y en a autant des deux côtés, et, si les différences sont frappantes, elles sont ailleurs.

Chez M. Hart, c'est en permanence le métro à l'heure de pointe. On s'agite, on court, on vibre, et des étudiants sérieux, qui forment bon nombre à la Malibu Blanche, obtiennent, dans une inséparable pagaille, des professeurs quadragénaires, militants écologistes et « waps » (white anglo-saxon protestants).

Chez M. Mondale, il n'y a aucun pagaille, car la machine est parfaitement huilée. Plus de petits bourgeois et moins de sectaires, moins d'étudiants et plus de quinquagénaires, pas « jokers » pour deux sous.

### Un seul Noir

Chez l'un comme chez l'autre, il y a un seul Noir : le standardiste chez M. Mondale et un jeune professeur d'anglais chez M. Hart. Ce dernier n'aime pas l'ancien vice-président, car le tout n'est pas, à ses yeux, de vouloir assister les déshérités, mais d'assurer leur intégration à la société. Aucun doute pour lui : c'est M. Hart que M. Jackson choisira de soutenir à la convention, parce qu'il y a déjà tant de dirigeants noirs auprès de M. Mondale qu'il n'y aurait pas de place pour lui.

Chez M. Hart, enfin, il y a plusieurs animateurs de mouvements homosexuels puissants à New-York, alors qu'ils ne sont, chez M. Mondale, que dans les fichiers. Les premiers ne ressemblent pas à M. Tout-

le-monde. Les seconds portent costume trois-pièces et sont intégrés à l'appareil démocrate, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont vraiment admis.

### Le « candidat des pauvres »

Un point commun pourtant aux deux quartiers généraux : ils sont installés tous deux dans de luxueux buildings de Manhattan (mitoyens de surcroît), tandis que M. Jackson a, lui, trouvé abri dans une espèce de vieux manoir délabré de la partie nord de Brooklyn. En vingt minutes de métro, on passe des grattes-ciel au tiers-monde.

Un jeune homme tout en muscles tient le standard avec l'ardeur d'un militant et l'expéditive courtoisie d'une secrétaire de direction. Des dames appliquées collent des enveloppes à un rythme infernal. Un vieil ouvrier blanc, retraité, égale des piles de tracts et explique que, Jessie Jackson étant le « candidat des pauvres », il est le sien. Une mère de famille, visiblement vêtue de charité, vient, avec un enfant triste, proposer ses services.

Toute la campagne repose sur le charisme personnel de M. Jackson, qui, de coupe d'éclat en discours serronnés, a fait passer un message simple : inscrivez-vous sur les listes électorales, votez et faites-vous entendre en vous donnant un porte-parole national.

« Le temps est venu », proclament les affiches, et c'est ce que tous répètent ici, chacun à sa manière. « Reagan, dit en riant un vieil excentrique, qui a noyé sa pauvreté dans une religiosité confuse, est un type formidable : sans lui il n'y aurait pas eu de campagne Jackson. » S'interrompant à chaque instant pour prendre à témoins ses « frères » et ses « sœurs », il explique que la communauté noire était un « giant asleep » qui maintenant s'éveille.

Plein de dossiers dans son attaché-case, l'assistant parlementaire des élus noirs de la Chambre des représentants de l'Etat de New-York affirme lui, avec une tranquillité ravie, que « Jessie a déjà gagné ».

car il a mobilisé les gens et les a rassemblés pour les faire entrer dans le système politique ». « Le levier que nous n'avions pas, ajoute un principal de collège, est maintenant entre nos mains. Nous pourrions leur dire : 45 % des jeunes Noirs sont chômeurs, alors occupez-vous de cette loi, autrement nos gens resteraient chez eux et Reagan gagnerait ».

Inutile de demander pour qui M. Jackson fera finalement voter à la convention. La question est écartée, car on verra bien en juillet, répond-on avec agacement. En attendant, M. Jackson ne travaille pour personne d'autre que sa communauté (20 % de l'électorat démocrate new-yorkais).

### L'erreur de M. Mondale

Piége - encore qu'il moitié - par M. Mondale dans l'affaire de l'ambassade américaine en Israël, M. Hart a vite trouvé en Amérique centrale de quoi rendre la pareille. Au début du mois, lorsqu'il cherchait encore à reprendre l'offensive, l'ancien vice-président l'avait accusé d'être en politique étrangère « naïf » et gouverné par un sentiment de « culpabilité » né de la guerre du Vietnam. Il s'agissait pour M. Mondale d'essayer de briser l'image triste du sénateur du Colorado en en faisant un étudiant « radical » des années 60 mal dégrossi. L'objectif était pertinent, mais l'imprudence fatale, car elle a permis à M. Hart de rappeler dans chaque discours et message publicitaire qu'il combattait, lui, l'engagement vietnamien quand M. Mondale l'appuyait.

Aujourd'hui, rien n'a changé, ajoute le sénateur, en soulignant que son rival veut laisser des soldats américains au Honduras, qu'il ne rejeterait donc pas totalement la logique interventionniste de M. Reagan en Amérique centrale et d'apprendrait ainsi à « mettre en danger des vies américaines » pour la protection de quelque « dictateur ».

Dans ce pays, toujours hanté, on l'a encore vu récemment à Bay-Routh, par le cancheur vietnamien, le coup a durement porté. Ne pou-

vant pas se déjuger sur le Honduras, M. Mondale a dû confesser que le Vietnam avait été la « pire erreur » de sa vie, et jure qu'il ne laisserait que vraiment très peu d'hommes aux frontières du Nicaragua.

Troublé par ce tir de M. Hart, le village Voice, l'hebdomadaire des intellectuels « progressistes » de New-York, a néanmoins décidé d'appeler à voter pour M. Mondale, estimant que son concurrent est trop soucieux de modernisation industrielle et pas assez de justice sociale.

Comme il y a deux gauches en France, il y a deux sortes de démocrates aux Etats-Unis. La différence est que ce n'est pas ici le congrès du parti qui arbitre, mais les simples électeurs, qui ont, avec la presse, tenté d'arracher à l'appareil le pouvoir de désigner les candidats aux élections. Ce processus favorise plus les coups bas que les vrais débats, mais la démocratie y trouve son compte, car il y a bien un choix à faire entre l'Etat-providence et le souci de rationalité à long terme ; entre deux générations aussi.

BERNARD GUETTA.

**ESSAYEZ-LE !**  
Grand Vin de Garde  
**Château de la Bégude**  
COTE DE PROVENCE AOC  
En vente dans les restaurants de qualité.  
TARIFS SUR DEMANDE  
LEFEBVRE, vigneron au Château de la Bégude  
13790 ROUSSET  
VIRTEZ NOTRE CHAMP

Manquait plus que ça ! Depuis que j'écoute du rock, mon fils écoute Debussy.



César Franck, Saint-Saëns, d'Indy, Chausson, Fauré. La France a des complexes. Elle a honte de ses plus grands compositeurs. On croit même que « Carmen » est une œuvre espagnole. Et que « L'Apprenti sorcier » est un

dessin animé de Walt Disney. Plongez avec nous dans les grandes œuvres de la musique française : Paul Dukas, Satie ou Fauré ont un son français, limpide, élégant proche de nous. Renversant ! Aujourd'hui le classique

revient nettoyer les oreilles des rockers saturés. Voilà des années qu'elle court, cette rumeur : du côté de la porte de Choisy, à Paris, les chinois ne meurent pas, jamais un cadavre, jamais un enterrement. Actuel a vérifié.

EN CADEAU : UN SUPPLÉMENT POUR VOYAGER DANS LE FUTUR.

**ACTUEL**  
De droles d'histoires vraies.



## AFRIQUE

## LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

« Personne ne peut remporter la victoire, il faut donc négocier »  
nous déclare M. Savimbi, président de l'UNITA

Jamba (sud-est angolais). — Ce nom — qui signifie éléphant — ne figure sur aucune carte et il ne s'agit que d'un gros village dispersé à l'abri d'une forêt dégradée, à 150 kilomètres environ au nord de la frontière namibienne. Mais on devrait entendre parler bien davantage dans les mois qui viennent, car c'est d'ici que Jonas Savimbi dirige, depuis 1979, avec un succès certain depuis quelque temps, la guérilla la plus surprise de l'Afrique contemporaine.

Chassée de Luanda en juillet 1975, soit cinq mois avant l'indépendance de l'Angola, l'UNITA a refait surface, surtout depuis deux ans, en s'adossant à la Namibie et en bénéficiant, sans aucun doute, d'un appui logistique sud-africain. Ses partisans armés opèrent aujourd'hui sur les deux tiers du territoire angolais, y compris dans le nord, soit à plus de 1 000 kilomètres de Jamba, leur « capitale provisoire ». Cette fois, le président de l'UNITA, M. Savimbi, ne veut pas manquer le coche. Il veut éviter, le cas échéant, qu'un accord entre Pretoria et Luanda se réalise à ses dépens. Il veut, dans un premier temps, contraindre le régime du président Dos Santos à négocier avec lui.

Son raisonnement est simple. Une fois le retrait militaire sud-africain d'Angola terminé, ce qui devrait être le cas à la fin du mois d'avril, le MPLA, au pouvoir à Luanda, n'aura plus qu'une raison valable de maintenir une garnison cubaine sur le sol angolais : la guerre contre l'UNITA. Comme Américains et Sud-Africains lient le retrait de ces Cubains à la négociation de l'indépendance de la Namibie, il n'existe qu'une manière de rétablir la paix dans la région : un accord entre l'UNITA et le MPLA. « L'UNITA », déclare, vendredi 30 mars, M. Savimbi, cherchera par tous les moyens le dialogue avec le MPLA pour mettre fin à la guerre civile qui ruine notre pays ».

L'UNITA entend donc proposer, dans un premier temps, la formation d'un « gouvernement d'union nationale de transition », qui sera apparemment chargé, le moment venu, d'organiser des élections. Elle s'adressera, pour y parvenir, aux Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine — un bon tiers d'entre eux lui sont déjà favorables — et entreprendra une campagne d'information. Mais si cet appel n'est pas entendu, elle changera de tactique sur le terrain, abandonnant « la guerre de la brousse et des routes » pour attaquer « les grandes villes ».

## De solides appuis

A ce propos, précise une déclaration du comité central de l'UNITA, lu vendredi par Jonas Savimbi à l'occasion d'un défilé militaire, l'attaque, le 23 mars, de la ville côtière de Sumbe (Novo-Redondo), à mi-chemin entre Luanda et Benguela, doit être interprétée comme un « prétexte ».

Savimbi craindrait-il que ses amis sud-africains et les Américains soient prêts à le lâcher au cas où ?

## Zimbabwe

## UN RELIGIEUX ACCUSE LES FORCES DE SÉCURITÉ DE « GÉNOCIDE » AU MATABELELAND

Un prêtre catholique, le RP John Gough, a accusé, dimanche 1<sup>er</sup> avril, les troupes gouvernementales de se livrer à un « génocide » au Matabeleland (est du Zimbabwe), où les forces de sécurité se livraient, selon lui, à des « atrocités » sous le couvert de la lutte contre des dissidents, qui sont d'anciens partisans de M. Nkomo, chef de l'opposition.

Au cours d'un sermon prononcé à la cathédrale de Harare, le RP Gough a déclaré que des « nourrissons étaient jetés dans l'eau bouillante » et que des « gens étaient enterrés jusqu'au cou puis exécutés ». « L'assassinat est pratiqué au Matabeleland d'une façon que nous n'avons jamais connue auparavant », a-t-il ajouté. Il a annoncé que les sept évêques catholiques du pays allaient publier une déclaration sur cette situation « horribile ». En 1983, les évêques catholiques avaient déjà dénoncé des atrocités commises par les forces de sécurité au Matabeleland. — (UPI.)

## De notre envoyé spécial

Luanda leur ferait de sérieuses concessions ? Il s'en défend. « Je n'ai aucune preuve, nous a-t-il répondu, qu'ils se préparent à le faire. Je tiens seulement à leur rappeler que je suis parti prenant de la négociation. Disons qu'il s'agit d'un aimable rappel ». Il brosse, par ailleurs, un tableau de la situation nettement favorable à ses troupes. L'UNITA compte, en outre, de solides appuis sur le continent, à commencer par ceux, ouverts, du Maroc, de l'Égypte ou du Soudan, et ceux, plus discrets, d'une douzaine d'autres pays, sans parler de celui de l'Afrique du Sud. Elle a ses ressources propres : en 1983, l'exploitation de diamants sous son contrôle lui aurait rapporté une trentaine de millions de francs et celle des forêts, près de 4 millions de francs. Mais pourrait-elle survivre à une rupture avec Pretoria et, dans la foulée, avec Washington ?

Son profil n'a rien à voir avec l'image désormais classique d'un mouvement de libération du tiers-monde, avec des guérilleros aux tonneaux disparates et à l'équipement toujours hétéroclite, sans insignes et souvent sans grands moyens. Jamba se veut le quartier général d'une petite armée disciplinée et hiérarchisée, qui serait forte — selon différents témoignages indépendants — de quelque trente mille hommes et dont le commandant en chef, le général de division Savimbi, est assisté de quatre généraux de brigade et d'un nombre plus conséquent de colonels qui ont reçu une formation militaire dans des pays amis. Ici, tout est impeccable.

Les uniformes sont nets. Les ordonnances se présentent au garde-à-vous. Au mess des officiers, les serveurs affichent un papillon noir et chemise blanche. Les repas, arrosés d'un « gros rouge » sud-africain et de bière, sont copieux. Le briefing militaire est donné par deux officiers supérieurs devant trois cartes opérationnelles précises. Les combats de la veille sont expliqués. Visiblement, l'UNITA dispose d'un système moderne de communications qui lui permet de contacter ses unités sur le terrain ou d'envoyer, sans délai, des messages à Pretoria et en Europe occidentale.

Dans les environs de Jamba, la forêt abrite des écoles, des hôpitaux de brousse et trois centres agricoles. Un complexe d'ateliers assure l'entretien de centaines de véhicules, le plus souvent récupérés sur l'ennemi. Aucune monnaie ne circule dans la région. Mais les habitants — qui se sont réfugiés dans cette zone tranquille, bien protégée par son excentricité et, également, par des batteries de SAM-7 et des canons antiaériens — reçoivent des rations alimentaires et des lots de vêtements. Les soins sont gratuits. L'absence ne manque pas. Toutes les installations sont alimentées en électricité par des groupes électrogènes. Des pompes à essence assurent l'approvisionnement en eau. La bibliothèque locale est bien fournie. Tout un personnel militaire, apparemment motivé, obéit au doigt et à l'œil.

Il est possible que toute la zone soit hors de portée des Mig de la chasse angolaise, puisque les avions au service de l'UNITA se posent en plein jour à Likua, une ancienne piste pour chasseurs de gibier, qui se trouve à environ 150 kilomètres au nord-ouest de Jamba.

## « Un socialisme à la Senghor »

Jonas Savimbi semble se comporter aujourd'hui comme s'il était temps de recueillir les dividendes des succès que ses hommes ont remportés sur le terrain. « Voilà huit ans que nous nous battons. Personne ne peut remporter la victoire, il faut donc négocier », a-t-il également déclaré vendredi, tout en ajoutant que des contacts avaient déjà eu lieu avec le MPLA — « dont le comité central est, en majorité, favorable à la négociation » — mais que ce n'était pas le moment d'en livrer les détails.

« En neuf ans, le MPLA a fait la preuve de son incapacité à gouverner », nous a-t-il déclaré après avoir reçu, pendant deux heures, une vingtaine de journalistes, dont douze rédacteurs en chef de publications sud-africaines, venus, de leur côté,

de Pretoria. Au « marxisme-léninisme » affiché par le MPLA, l'UNITA entend donc offrir aujourd'hui une alternative libérale — « un socialisme à la Senghor », dit Savimbi. Des portraits géants de Nkrumah, d'Amboise et de Nasser, le terre-plein où les troupes de l'UNITA ont défilé vendredi dans un ordre pratiquement parfait.

Savimbi n'a pas encore la cinquantaine. C'est « vieux » barbe, qui parle couramment le français et l'anglais, a un charisme et des talents d'orateur connus en Afrique. Il a renouvelé son état-major et il prouve, en ce moment, qu'il est bon organisateur. Il semble être également un habile diplomate, utilisant, s'il le faut, les étrangers capturés par ses troupes (voir ci-contre) pour décourager plusieurs États, notamment occidentaux, d'aider ses adversaires angolais. Mais la partie n'est pas pour autant gagnée d'avance.

Tout le monde s'accorde pour juger que l'UNITA conservera son agressivité après le retrait sud-africain du sud angolais, à condition qu'elle puisse continuer à s'approvisionner à l'extérieur. Un bon nombre des armes qu'elle utilise ont été prises sur l'adversaire et plusieurs milliers de ses soldats opèrent, en ce moment-même, dans le nord-est, dans le centre et même dans la région de Luanda. Cet état pourrait-il se briser du jour au lendemain ? On peut en douter. Sur un drapeau vert et rouge, le coq de l'UNITA clame en regardant le soleil se lever. « Voilà vingt-cinq ans que je lutte », aime rappeler Savimbi. Il n'est sûrément pas au bout de ses peines. Mais on aurait tort, pour autant, de tenir pour quantité négligeable un mouvement qui a marqué pas mal de points ces dernières années.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Suite de la première page.)

Mettant en cause « certaines personnalités du PS », le chef de l'Etat gabonais indique qu'il donnera à M. Maury et à M. Mitterrand les noms de personnalités françaises qui financent le MORENA (Mouvement de redressement national) (1). Il assure : « C'est un officier français qui finance aussi la publication d'un livre contre ma personne ». Le président gabonais lance aussi des menaces concernant la présence des coopérants français dans son pays (ce qu'il avait déjà fait en janvier 1983), affirmant : « Si le gouvernement de votre pays continue à m'embêter, il faudra faire le bon choix [...], regarder les extrêmes socialistes [...], à cette tendance, qui insiste à Gabon, prévient en France, le dirigeant français qui rentre chez eux pour chercher du travail ».

Samedi 31 mars, l'accueil de M. Maury à Libreville par le premier ministre, M. Léon M'Baye, avait été cordial. Vers 17 heures, MM. Maury et Bongo se sont entretenus au palais présidentiel. A cette occasion, le chef de l'Etat gabonais a expliqué qu'il trouve normal qu'on critique sa politique, mais qu'il n'accepte pas que l'on mette en cause sa vie privée. Il s'est d'autre part insurgé contre l'émission « Résistances », diffusée par l'antenne 2, estimant que des gens (le MORENA), qui ne représentent, selon lui, pas grand-chose, ne devraient pas avoir un accès à la radio, à la télévision, et à la presse écrite. « Ils ne devraient pas être en France », a-t-il déclaré, « car ils ne représentent pas la France ». M. Maury lui a répondu qu'il était fier qu'une législation permette aux associations (en l'espèce le MORENA) d'exister sans l'autorisation des autorités françaises et que cette liberté fait partie de la philosophie de la gauche.

## Incident avec UTA

Il a, d'autre part, insisté sur la liberté de la presse, soulignant que le gouvernement de la gauche a renoncé à intervenir dans les médias. Bref, le « dialogue » était engagé. A l'issue de cet entretien, M. Maury s'est rendu à l'ambassade de France où était organisée une réception avec la communauté française qui, bien que majoritairement favorable à l'opposition, a réservé un accueil relativement chaleureux au premier ministre.

## Plus de deux cents otages ?

Jamba. — Sont-ils plus de deux cents ? « Peut-être », répond en souriant M. Savimbi. Mais je vais tout les révéler, sauf les seize Britanniques ».

Au début du vendredi 30 mars, plus de cent trente otages sont présents, assis sur des bancs, juste à côté de la tribune officielle réservée aux dirigeants de l'UNITA. Les enfants — souvent des métis anglo-portugais âgés de cinq à dix ans, aux cheveux blonds et au teint clair — sont au premier rang. Il y a des religieuses, dont une Japonaise, des prêtres brésiliens, un Yougoslave, quinze Philippins...

Assis au dernier rang, M. Alexander Ivan, l'un des vingt Tchéco-slovaques détenus depuis plus d'un an, se dit « désespéré ». Il ignore encore qu'un vice-ministre est venu de Prague jeudi à Jamba négocier sa libération et celle de ses compagnons. « Les Tchéco-slovaques ont fait un effort : ils ont été corrects », nous explique plus tard M. Savimbi. Ivan ne le sait pas. Il a été bien traité mais il a dû subir une opération — une hernie — et son cœur n'est pas solide. Lui-même et ses compatriotes sont détenus incommunicado. Le dernier courrier, dit-il, leur a été transmis en décembre. Ils n'ont pas reçu de représentants du CICR (Comité international de la Croix-Rouge de Genève) depuis septembre. Ils n'ont pas de radio. Ils sont, nous dit M. Ivan, « franchement découragés ».

Le dernier « arrivage » d'otages a eu lieu deux jours plus tôt, le 28 mars. Seize Britanniques, un Yougoslave, quinze Philippins, ainsi que quarante-trois Portugais ont été ramenés de Kefau, une mine de diamants du nord-est angolais, où ils ont été capturés le 23 février. Ils ont fait 500 kilomètres à pied sous la garde des combattants de l'UNITA, dont l'attitude a été, disent-ils, « amicale ». Après

## De notre envoyé spécial

trente-deux jours de marche — une quinzaine de kilomètres par jour, — ils ont effectué le reste du parcours dans des camions de fabrication soviétique. « Nous avons fait de dix-sept heures à vingt-trois heures de route par jour », raconte M. Robert Jones, un administrateur de trente-six ans travaillant pour une filiale de la compagnie sud-africaine American. Ses compagnons d'infortune, tous apparemment en bonne santé, l'ont choisi comme porte-parole.

Parmi ces employés figurent des géologues et des ingénieurs, âgés de trente à soixante ans. Ignorant-ils la menace qui pèse sur la mine ? « Une attaque était possible et il y avait eu une alerte, quelques jours plus tôt, un pilote d'hélicoptère angolais ayant repéré des éléments de l'UNITA dans le secteur. Mais les forces de sécurité angolaises ont jugé qu'il s'agissait d'une fausse alerte et, auparavant, notre ambassadeur à Luanda était venu nous garantir que notre sécurité n'était pas menacée », explique M. Jones.

## Le refus de Londres

Pourtant, ajoute-t-il, l'UNITA les avait avertis — la première fois dès juillet 1983 — qu'une attaque aurait lieu, « ils ont pris Kefau à 5 heures du matin. En quinze minutes, l'affaire a été réglée. Il n'y a pratiquement pas eu de résistance. Ils étaient parfaitement renseignés et connaissaient nos maisons », raconte-t-il. Il y a eu cependant « quelques erreurs » : huit Philippins auraient été tués parce que les soldats de l'UNITA — de quatre à cinq cents hommes — ignoraient que leurs maisons étaient occupées par des « experts ».

Dès leur arrivée à Jamba, les Britanniques ont été reçus par

M. Savimbi, qui leur a déclaré qu'ils seraient les seuls à ne pas être relâchés parce que Londres a refusé de négocier leur libération. « Je ne demande pas au gouvernement de M. Thatcher de me reconnaître, nous a dit le président de l'UNITA, mais simplement d'admettre la réalité angolaise, comme le fait la France ou les Etats-Unis. » « Il serait temps que notre gouvernement se rende un peu et comprenne ce qui se passe ici », nous a déclaré, de son côté, M. Jones, visiblement décontenancé par l'attitude du Foreign Office.

A l'exception des Tchéco-slovaques, tenus à l'écart, les otages étrangers de l'UNITA sont détenus dans des conditions très souples. Ils disposent de radios et sont correctement nourris et logés. « Avec les bénéfices du pétrole ou du diamant exploités par des étrangers, le MPLA paie ses garnisons cubaines. Je ne peux pas le laisser faire, et il serait bon que les sociétés comme Elf-Aquitaine cessent au moins de faire campagne contre nous. Ce n'est pas une menace, mais un rappel, et les gens de bon sens devraient en tenir compte », nous dira M. Savimbi.

Les otages s'en vont donc vraisemblablement par le premier aéroport du CICR, à l'exception des Britanniques, qui attendent que M. Thatcher fasse, à son tour, un « effort » en direction de Jamba. Entre-temps, quatre Bulgares et dix Portugais ont été envoyés à Sumbe, le 25 mars, les huit, en ce moment, route sur la capitale provisoire de l'UNITA. Le « rappel » de M. Savimbi à Elf-Aquitaine mérite d'autant plus d'être écouté que les troupes de l'UNITA se sont nettement rapprochées, ces dernières semaines, des installations de la société française au nord de Luanda...

J.-C. P.

## Réconciliation franco-gabonaise

C'est dans les jardins de l'ambassade qu'a eu lieu un incident entre M. Maury et le représentant local d'UTA, à propos de l'aviation personnelle de président Bongo, dont l'équipage est « loué » par UTA. Au moment de repartir de Conakry, où il s'était rendu aux obsèques du président Sekou Touré, M. Bongo s'est vu signifier un refus de décoller par le commandant de bord, celui-ci arguant qu'il avait dépassé — de neuf minutes — son temps syndical de six heures. Malgré la fureur du président gabonais, l'aviation n'est pas partie. M. Bongo a dû alerter les autorités guinéennes, qui ont mis à sa disposition un avion d'Air Guinée, celui-ci le ramenant à Libreville à 3 heures du matin au lieu de 23 heures. Selon toute vraisemblance, le chef de l'Etat gabonais avait parlé de cet incident à M. Maury au cours de leur entretien en tête-à-tête. Aussi est-ce en termes vifs que le premier ministre a déclaré au représentant d'UTA : « J'ai immédiatement fait télégraphier à votre président pour obtenir des explications. Il faut rappeler à l'ordre ceux qui ne se conduisent pas correctement. Tant pis si vous perdez le contrat. Pour neuf minutes, c'est inacceptable ! »

A la suite de cet incident, un certain climat d'incertitude quant au bon déroulement de la visite de M. Maury s'était installé. Mais la journée de dimanche a montré que celui-ci ne planerait pas sur le résultat final. A l'occasion d'un toast prononcé au cours du déjeuner, M. Bongo a assuré que les « incompréhensions » entre les deux capitales étaient « déjà terminées » et que la coopération allait se renforcer. Affirmant ainsi que « les détenteurs de l'action gabonaise et française en seraient pour leur compte », il a ajouté à l'attention des journalistes présents : « Le quatrième pouvoir est là. Ils vont déformer tout ce que j'aurai dit. Ils le font pour vendre leur papier et arrondir leurs fins de mois ! ».

M. Maury a notamment annoncé que la visite du président gabonais en France devrait avoir lieu en septembre prochain et que, d'ici-là, tous les dossiers en suspens entre les deux pays seront réglés. Parant ensuite des « problèmes plus particuliers » qui ont entraîné le « courroux » de M. Bongo, le premier ministre a souligné que le gouvernement français n'en porte « aucune responsabilité », n'ayant pas été « à l'initiative ». Il a ajouté : « Il est souhaitable que les relations franco-gabonaises ne soient pas entravées par des initiatives personnelles ».

M. Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuelle, qui assistait à ce déjeuner, devait être reçue dimanche par M. Bongo à la demande de celui-ci. Avec d'autres problèmes d'ordre technique relatifs notamment à la retransmission au Gabon d'émissions de la télévision française, l'affaire du magazine « Résistances » devait être évoquée. A l'issue de ce déjeuner au palais présidentiel, la délégation française s'est rendue à Francville et à Mouzoua, où elle a visité des exploitations minières.

## L'« après-pétrole »

Le séjour de M. Maury a permis de faire avancer un certain nombre de dossiers. Celui de la centrale nucléaire est déjà ancien puisque, lors de la visite qu'il a effectuée au Gabon en janvier 1983, M. Mitterrand, sans opposer un refus explicite, avait insisté sur la longueur des « études nécessaires ». Le Gabon souhaite en effet que la France lui livre une centrale de 300 mégawatts (coût : 5 milliards de francs), alors même qu'une telle unité produirait le double de la consommation d'électricité actuelle de Libreville (l'ensemble de la puissance électrique du Gabon atteint environ 300 mégawatts). Une étude avait été effectuée par la SOFRATOM et remise en décembre 1983 aux autorités gabonaises. Elle concluait négativement quant à l'intérêt de construire une centrale nucléaire au Gabon, où des investissements pour la construction de réseaux hydro-électriques étaient mieux adaptés, compte tenu des besoins du pays. Il était clair que la France ne souhaitait pas s'engager dans cette affaire. De son côté, le président Bongo se faisait l'une des conditions essentielles de l'amélioration des rapports franco-gabonais et mettait en avant la nécessité de prévoir l'« après-pétrole ». De plus, il n'est pas anodin à ses yeux que le Gabon soit le premier pays d'Afrique noire à avoir une centrale nucléaire.

Au cours des entretiens qu'il a eus avec M. Bongo, le premier ministre a annoncé que le gouvernement français n'a « aucune objection de principe » pour la construction de cette centrale et que, si le Gabon veut en faire l'acquisition, c'est « un problème de souveraineté ». Après une étude de site, la France serait prête à vendre au Gabon un réacteur d'essai (qui permet de se familiariser avec la technologie nucléaire),

doté du coût serait d'environ 200 millions de francs.

Fuseaux autres dossiers étaient en lice. Selon la partie française, un accord est intervenu sur les points suivants :

Ferro-manganèse. La délégation s'est engagée à ce que la France accroisse régulièrement le volume du ferro-manganèse gabonais qu'elle importe.

Air-Gabon. Concernant le déficit de la compagnie aérienne gabonaise, la France qui en est actionnaire à 25 %, a déjà souscrit la première tranche d'augmentation de capital. Pour la seconde, elle estime nécessaire qu'elle prenne préalablement des mesures pour améliorer la gestion de la société, qui est mauvaise (ce que les Gabonais ont reconnu) : transfert des coopérateurs, la délégation française a donné un « accord de principe » pour permettre à Air Gabon d'assurer le transport de la moitié des coopérateurs (jusqu'à ceux qui étaient transportés par les compagnies françaises, alors que l'Etat gabonais paie la moitié des frais).

Aéroport de Libreville. Avant de construire un nouveau aéroport, les Gabonais entendent rénover celui qui existe et, pour cela faire appel à une entreprise française : UTA. M. Bongo s'est déclaré « mécontent » que la compagnie n'ait pas respecté ses contrats avec lui (incident du pilote). Aussi, pour « punir » UTA, envisage-t-il de passer à l'accord avec... Air France.

Les relations franco-gabonaises ont donc pris un nouveau départ. Jusqu'à quand ? Dès lors que, comme l'a souligné M. Maury, le gouvernement français ne peut et ne veut empêcher la presse d'écrire ce que bon lui semble, il est à craindre que, à terme, de nouveaux « balancements » entre Paris et Libreville surgissent. Et, si le président Bongo ne supporte pas que sa famille, comment empêcher à l'avance ce que premier ministre nomme des « mines en danger », croisées « de » lors que les affaires de famille de M. Bongo recoupent les affaires de l'Etat gabonais ?

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le 26 novembre 1983, quinze des trente-sept opposants au régime du président Bongo, pour la plupart membres du MORENA, avaient été condamnés à vingt ans de travaux forcés. Leur « crime » essentiel était d'avoir distribué des tracts très hostiles au président. Les peines avaient été réduites par le président Bongo en mars 1983 et, mars 1984 (Le Monde du 7 mars).



## Le déclin du PCF dans l'opinion

(Suite de la première page.)

Le «communiste municipal», qui avait tenu bon après le premier grand recul de 1958, sort affaibli de l'année qui vient de s'écouler. Enfin, les premiers sondages en vue des prochaines élections européennes placent le PC à un niveau fort modeste : entre 12 et 14 % des suffrages. Certes, en deux mois de campagne, le parti peut espérer mobiliser ses troupes, comme il l'a déjà fait dans le passé. Mais la simple réédition du score de M. Marchais apparaîtrait aujourd'hui comme un succès.

Après de l'ensemble des Français, l'image du Parti communiste s'est encore dégradée. Depuis plus de dix ans, la SOFRES mesure chaque mois sa cote de popularité et celle de son secrétaire général. Si l'on examine la moyenne annuelle de ces enquêtes (tableau 1), le verdict des chiffres est sans appel. Sur le plan de l'opinion, l'année 1983 est la plus mauvaise de toutes. En décembre dernier, le PC a battu tous ses records d'impopularité avec 18 % seulement de bonnes opinions et 71 % de mauvaises, dépassant les scores enregistrés après la rupture

du programme commun et l'invasion de l'Afghanistan. Quant à M. Marchais, avec des chiffres de 14 % et 16 %, il a battu à onze reprises depuis mai 1982 le score le plus bas qu'il avait jamais atteint : 17 % en février 1980 après son intervention télévisée en direct de Moscou sur l'Afghanistan et 17 % à nouveau en février 1981, à deux mois de l'échec du 26 avril.

Dernier décliné qui s'écroule de la moitié d'un point à l'égard du PC : 58 % des Français, selon une enquête le PS-SOFRES de décembre 1983, déclarent qu'ils ne voteraient en aucun cas en sa faveur. Le pourcentage est en hausse de 12 points par rapport à une enquête similaire réalisée en 1979, et il est supérieur à l'hostilité suscitée par le Front national (52 %). Parmi les sympathisants du PS - son allié au gouvernement - le taux de rejet est passé de 35 % à 46 %.

Coté affaiblissement est-il dû aux difficultés actuelles de la gauche, dont souffre davantage encore le Parti communiste ? Sans doute, mais il faut noter qu'à l'échelle de l'État, en 1981-1982, ni l'audience ni l'image du PC ne s'étaient redressées. Si les communistes tirent un peu profit de leur participation, c'est sans doute qu'ils ne se sont pas encore attaqués aux causes profondes de leur déclin - celles-là mêmes qui expliquent, au fond des choses, le grand recul du printemps 1981. Sous bénéfice d'inventaire, on peut en énumérer au moins quatre (2) :

1) La dégradation de l'image de l'Union soviétique : depuis une dizaine d'années, l'image de l'URSS auprès de l'opinion française s'est véritablement effondrée. Et cela dans tous les domaines, qu'il s'agisse du bilan économique et social, des libertés, de l'attachement à la paix ou du respect de l'indépendance de ses alliés. En 1972, 62 % des électeurs communistes et 40 % des socialistes jugeaient positif « le rôle du système soviétique tel qu'il fonctionne en URSS et dans les démocraties populaires ». En 1982, ces pourcentages sont tombés respectivement à 35 % - un électeur communiste sur trois - et 15 %.

2) La perte de prestige du marxisme : interrogés sur leurs références idéologiques, les Français classent en dernier le marxisme (après l'écologie verte), avec seulement 16 % de réponses positives. 70 % de négatives. Au sein des électeurs communistes, les opinions positives sont minoritaires : 36 % contre 64 %.

3) L'affaiblissement de la conscience ouvrière. Selon les enquêtes de la SOFRES réalisées pour l'Expansion en 1976 et 1983, le pourcentage de Français qui ont le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière est en net recul. En sept ans, il est passé de 27 à 22 %. Parmi les ouvriers eux-mêmes, il a diminué de neuf points, et parmi les employés de huit. Plus frappant encore : alors qu'en 1976 les Français croyaient - à tort - que la classe ouvrière était la catégorie sociale qui augmentait le plus, en 1983 ce sentiment s'est renversé, maintenant au profit des classes moyennes. « Parti de la classe ouvrière », le PC subit ainsi un « vieillissement sociologique », faute d'avoir su répondre aux problèmes et aux aspirations des couches moyennes salariales. Il ne se trouve plus que 9 % de Français pour citer le PC comme parti le plus capable de défendre leurs intérêts. Parmi les cadres moyens et les employés, le pourcentage est de 6 %.

4) Le manque de crédibilité des propositions économiques : parti au gouvernement, le PC n'est pas encore un parti de gouvernement, dans la mesure où ses propositions paraissent

(2) Pour un examen plus complet de ces enquêtes, le lecteur intéressé pourra se reporter à SOFRES, *Opinion publique 1984*, éditions Gallimard.

ont le plus souvent été déclinés : 61 % des Français se prononcent contre des mesures de protectionnisme ; 50 % des salariés du secteur public jugent qu'en matière de limitation de salaires « le gouvernement doit tenir bon et maintenir sa position » ; 55 % des Français ne croient pas qu'on puisse arriver aux trente-cinq heures sans diminution de salaire ; enfin, 23 % seulement jugent que, pour combattre le chômage, il serait efficace de créer des emplois nouveaux dans la fonction publique.

Paléontologue si le plus profit de sa participation, le PC a-t-il intérêt à départer ? Les récentes décisions de gouvernement sur le sidérurgie posent cette question avec une acuité nouvelle.

Dans la mesure où son retrait, on relève la dégradation de plus en plus grande de l'électorat communiste à l'égard de la fonction gouvernementale. Les propositions des « socialistes » à diminuer et ont tombé en dix ans de 50 %. Sur les principaux points de politique étrangère (action au Tchad, installation des Pershing) ou de politique économique (modernisation industrielle, mesures sur les salaires), l'électorat communiste se place en opposant à la politique sociale. Selon un récent sondage de la SOFRES, la proportion d'électeurs communistes prêts à faire grève ou à manifester pour leurs revendications est de 70 %, contre 47 % au RPR, 39 % à l'UDF et 37 % au Parti socialiste.

Pourtant, en choisissant le départ, le PC courrait le risque d'accélérer son déclin plutôt que de l'enrayer. Toutes les enquêtes d'opinion depuis 1981 montrent l'attachement profond des électeurs du PC à la participation. En octobre dernier, 87 % des communistes exprimaient le souhait que leur parti reste au gouvernement - jusqu'à la fin du septennat de M. Mitterrand. Tout se passe comme si, dans les mentalités communistes, la participation était un sujet de fierté, l'expression d'une reconnaissance après tant et tant d'années d'opposition à la classe dirigeante.

Un deuxième élément ne plaide pas en faveur d'un départ rapide : la division croissante de l'électorat communiste (tableau 2). Négativement, le PC était réputé pour la cohésion de son électorat. Ce phénomène tend de plus en plus à disparaître. L'électorat communiste se divise sur

en deux parts égales, tant sur l'image de M. Mitterrand que sur les problèmes économiques, le monopole de la télévision, l'enseignement privé ou l'évolution des mœurs.

En d'autres termes, l'électorat communiste est aujourd'hui fragile et susceptible d'écarter si la direction du parti apparaît comme la responsable d'une rupture avec les so-

cialistes. Un risque difficile à courir à deux mois des élections européennes. Pour ne donner les moyens du survie, il ne suffit pas aux communistes de guetter le moment favorable pour recueillir leur part des «dépens du socialisme». Tôt ou tard, ils devront s'attaquer aux causes profondes de leur déclin.

JÉRÔME JAFFRÉ.

### L'ÉVOLUTION DE LA POPULARITÉ DU PARTI COMMUNISTE ET DE GEORGES MARCHAIS AUPRÈS DE L'ENSEMBLE DES FRANÇAIS

(Moyenne annuelle des enquêtes)

	ONT DU PARTI COMMUNISTE			Bonne opinion	Mauvaise opinion
	Une bonne opinion	Une mauvaise opinion	Ses opinions		
1973	33	48	19	15	—
1974	37	47	16	18	31
1975	38	54	16	24	24
1976	31	59	19	19	26
1977	38	55	15	25	28
1978	28	56	13	29	26
1979	28	56	14	30	25
1980	23	63	14	40	28
1981	25	62	13	37	23
1982	24	64	12	40	18
1983	21	66	13	45	16

Source : Baromètre mensuel Figure (voir le Figure Magazine) - SOFRES.

### LES DIVISIONS INTERNES DE L'ÉLECTORAT COMMUNISTE

Sur 100 sympathisants du parti communiste

Éprouvent beaucoup ou assez de sympathie pour F. Mitterrand	48	des mœurs et le relâchement de la famille sont	45
En éprouvent peu ou pas du tout	44	Une bonne chose	47
		Une mauvaise chose	47
Sont satisfaits ou déçus de l'action de F. Mitterrand	42		
Satisfait	41		
Déçu	41		

(\*) Source : Enquêtes SOFRES, décembre 1983-mars 1984.

#### FAVORABLES OU OPPOSÉS A :

	Fav.	Opp.
La réduction de l'investissement de l'État dans la vie économique	40	45
La diminution du déficit budgétaire en réduisant les dépenses (échange de fonctionnaires)	45	40
La limitation à 50 % du taux maximum de l'impôt	40	52
La suppression du monopole de la TV	46	47
L'aide de l'État à l'enseignement privé	51	45
La réduction à cinq ans du mandat présidentiel	47	43

#### Propos et débats

##### M. Charzat : deux ans pour réussir

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, chargé des entreprises publiques, qui commentait le lundi 2 avril, le plan sidérurgique adopté par le gouvernement, a affirmé que la politique de modernisation « privilégie l'avenir » et « est la seule politique possible ». « Le PS, a-t-il ajouté, soutient la politique de modernisation du gouvernement, mais il rappelle que la modernisation ne peut pas et ne doit pas se faire contre les travailleurs et contre l'emploi. » Après avoir affirmé que ces mesures « peuvent et doivent être une chance de renouveau pour les secteurs et les régions concernées », il a indiqué que le plan gouvernemental « a deux ans pour réussir ». « En 1986, a-t-il ajouté, il sera possible d'apprécier si ce parti rationaliste a été tenu. »

Considérant qu'il faut « relativiser » et « ne pas dramatiser » les déclarations des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, de quatre parlementaires du PS, il a expliqué que si « la démission n'est pas forcément la meilleure solution », il importe de juger cas par cas à travers « une mise en perspective dans le cadre régional ». Il a, d'autre part, observé que « M. Marchais s'est gardé de franchir le seuil de l'irréversible. Le problème de la cohésion de l'union de la gauche ne se pose pas, le vrai problème est celui du rapport de la gauche avec sa base sociale », a-t-il ajouté.

##### M. Defferre : école, police, sidérurgie

Interrogé par le Journal du dimanche, daté du 1<sup>er</sup> avril, M. Gaston Defferre confirme le ton de sa lettre à M. Louis Mermaz (le Monde du 30 mars) : « La guerre scolaire est une mauvaise chose ; le gouvernement veut y mettre fin mais le système proposé ne s'enlève pas fin, mais le prolonge. » Après avoir indiqué qu'il avait également écrit au premier ministre, à M. Alain Savary et à tous ceux à qui il devait écrire, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation observe qu'il a passé « dix-sept heures d'association avec des établissements privés de Marseille : « Je suis en règle, affirme-t-il, avec ma conscience de socialiste et de maire. »

Questionné sur l'absence d'un « ministre de l'Intérieur bis » à l'Élysée, M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président de la République, M. Defferre répond : « Si le bruit est lancé (...), c'est parce qu'une fois de plus on veut atteindre le président de la République. »

A propos des manifestations des sidérurgistes, M. Defferre affirme comprendre leur colère, née du désespoir et du sentiment d'injustice et il précise que les sidérurgistes du Nord sont considérablement plus nombreux que ceux du Sud. « On ne peut pas leur reprocher de ne pas être à la hauteur de la tâche, dit-il, car ce n'est pas leur faute. »

En visite au Gabon, M. Pierre Mauroy a déclaré le samedi 31 mars : « C'est dramatique pour celui [comme lui] qui a été élevé dans un village de sidérurgistes de prendre les mesures qui ont été adoptées sur la sidérurgie. »

##### M. Mauroy : dramatique


Le PSU « apporte tout son soutien » à la journée d'action des sidérurgistes lorrains, ainsi qu'à leur marche sur Paris. Il a déclaré dans un communiqué : « La réhabilitation de l'économie française et de la compétitivité économique ne saurait se substituer à la définition d'un projet social novateur (...). Un choix doit être fait d'urgence en faveur du développement régional, seul moyen de résister aux effets de la crise comme de maîtriser par la négociation collective les enjeux des profondes mutations industrielles auxquelles nous sommes confrontés. »

##### M. Mermaz : cohésion, sagesse, cohérence

« Le parti communiste n'a pas exactement les mêmes analyses que le parti socialiste », a expliqué M. Louis Mermaz, dimanche 1<sup>er</sup> avril, au Forum de l'IMC, avant d'indiquer : « La confrontation va donc se poursuivre (...) au niveau des idées. Je souhaite que finalement ce soit la cohésion, la sagesse, la cohérence, un sens profond de l'avenir qui l'emportent. » Le président de l'Assemblée nationale s'est déclaré « convaincu de la nécessité de l'union de la gauche ».

Après avoir noté que le plan sidérurgique du gouvernement est un plan « dur, mais dont il a expliqué la nécessité », M. Mermaz a dit « le souhait ardent » que les parlementaires socialistes reviennent dans leur groupe.

# SCIENCE & VIE



Une science nouvelle est née : l'œubologie. Son objet : l'étude de la vie dans l'univers sous toutes ses formes. Premiers résultats étonnants : les extra-terrestres laissent des empreintes rationnelles des savants n'ont rien à envier aux héros de science-fiction.

Également dans ce numéro :

- le siège de la mémoire enfin découvert ?
- comment réagit votre cerveau au quotidien ?
- la forêt européenne est en train de mourir.
- le roman saisi par le jeu de l'informatique.

En vente partout 12,50 F.



Le mal américain  
Michel Crozier



La révolution conservatrice américaine  
Guy Sorman

## DEUX REGARDS SUR L'AMÉRIQUE

DANS

# PLURIEL

Nouvelles éditions revues et augmentées

Pluriel



# POLITIQUE

## LA MAJORITÉ FACE AUX RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

### M. MITTERRAND : moderniser ou périr

Tout au long de sa visite aux Etats-Unis, M. Mitterrand n'a pas fait que défendre la politique économique de la France et tenter de lever les « malentendus » entre les milieux d'affaires américains et les socialistes français. Il a aussi observé la manière dont ce pays s'efforce de surmonter la crise qui frappe les pays industriels.

Ainsi, à Pittsburgh, région d'industrie lourde, il a vu « la crise même de tant de régions d'Europe, des aciéries essouffées, des mines de charbon qui ferment, des usines de textile et de chimie qui ferment ». Cette région « sinistrée » était frappée, il y a trois ans, d'un taux de chômage qui atteignait près de 20 %. Depuis, le chômage a été diminué, a-t-il relevé, d'un tiers. Et la « renaissance » de la ville est due à un effort « de modernisation, d'invention, à partir de nouveaux

moyens d'enseignement, de recherche et de formation ».

Devant les représentants d'une université étroitement liée au développement de la région et dont chaque étudiant — beaux-arts ou gestion industrielle — possède un micro-ordinateur, M. Mitterrand a expliqué, au travers de l'admiration exprimée pour ses interlocuteurs, son ambition : mettre « de nouveaux outils scientifiques à la disposition des hommes pour les équiper, pour les sauver face à la montée si difficilement surmontable de la modernisation par les robots », tirer de la « révolution technologique une économie enfin féconde et bienfaisante ».

En France, la politique de mutations industrielles provoque des « taches » de chômage, « ici et là », a-t-il remarqué devant des hommes d'affaires, à New-York, en ajoutant

qu'il conviendrait de s'y attaquer par « la formation et la modernisation ».

« Moderniser plus tard que nos concurrents, a-t-il dit, c'est la certitude de l'échec ».

Au cours de son voyage, le président de la République n'a cessé de répéter que « l'orientation fondamentale de la France a été fixée », que la France « est capable d'affronter la concurrence, à condition de se moderniser par la possession de l'arme maîtresse, l'électronique », et que, pour sa part, il mène « la politique qu'il a le devoir de mener ».

En bref, comme il l'a dit devant le Congrès, « la France aborde, comme jamais depuis un quart de siècle, les exigences de la compétition mondiale, et elle préfère le risque — le beau risque — de la modernité au confort — le faux confort — de l'immobilité ».

Son discours, les illustrations concrètes qu'il donnait sur les objectifs d'assainissement de la gauche — inflation, déficit budgétaire, commerce extérieur, — paraissent traduire l'analyse selon laquelle il n'y a pas deux politiques possibles pour faire face à la crise. Tout au plus la politique de la gauche, en France, se différencierait-elle de celle des autres grands pays industriels par son souci de justice sociale et le traitement original du chômage qu'elle met en œuvre.

Impopulaire, cette politique ? « C'est au moment où les Français auront à choisir que l'on verra qui est populaire, qui est impopulaire. Les Français reconnaîtront que le courage de leurs dirigeants est la meilleure façon de servir leurs intérêts », a dit M. Mitterrand à la télévision américaine.

### M. MARCHAIS : une autre politique est-elle possible ? Nous répondons : oui

M. Georges Marchais a participé, samedi 31 mars, à Bezons (Val-d'Oise), à un banquet, organisé pour commémorer la fondation du journal l'Humanité, par Jean Jaurès, le 18 avril 1904. A cette occasion, le secrétaire général du PCF a souligné le « mécontentement », la « colère », l'« exaspération » provoqués, dans les régions concernées, par les décisions du gouvernement sur la sidérurgie. « Personne ne peut s'en étonner », a dit M. Marchais. Et, pour ce qui nous concerne, nous comprenons, nous partageons ces sentiments.

Selon M. Marchais, les choix faits par le gouvernement constituent une « erreur tragique », car « les mesures décidées — qui se traduiraient, si les luttes des travailleurs n'en empêchaient pas la mise

en œuvre, par des suppressions massives d'emplois et des fermetures de sites de production essentiels — ne régleraient aucun problème. Bien au contraire, a-t-il dit, supprimer, liquider, casser, cela veut dire affaiblir. Appliquée, hier, de façon systématique, cette politique a conduit aux lourds handicaps d'aujourd'hui : elle en créera de plus lourds encore demain. Elle aggraverait la crise. Il faut procéder à d'autres choix ».

Le secrétaire général du PCF a observé : « Pour justifier ces décisions, on invoque les nécessités de la modernisation. Nous l'avons souvent dit : moderniser, nous sommes prêts, résolu ! Mais ce sont, précisément, des usines ultramodernes, à Gandrange, à Neuves-Maisons, à Longwy, à Fos, qu'on veut détruire ! Comment prétendre que la modernisation la sidérurgie en liquidant ses outils de pointe, qu'on la rendra plus forte en supprimant ses principaux atouts, qu'on parviendra à développer des secteurs nouveaux, telle l'électronique, sur un champ de ruines industrielles ? Le croire serait une erreur tragique ».

« Moderniser, oui, il le faut ! Mais pour y réussir — c'est vrai pour la sidérurgie comme pour toutes les autres branches industrielles menacées — il n'est qu'une voie : il faut créer des emplois, il faut mettre en œuvre une politique de croissance, comme la gauche s'y est engagée. Est-ce possible ? Nous répondons : oui ».

« Nous n'avons pas en vue, a précisé M. Marchais, en répondant ainsi, une politique de croissance fondée sur la seule relance de la consommation. C'est une caricature de notre politique ! Nous voulons une croissance de la production — fondée sur la satisfaction des besoins du marché intérieur en matière d'équipements, de logements, de travaux publics, d'investissements industriels, et, naturellement, en matière de consommation — qui peut être développée en soutenant mieux qu'on ne le fait aujourd'hui le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des revenus des agriculteurs. De plus, il y a beaucoup de besoins dans le monde : les possibilités de coopération internationale encore inexploitées sont considérables ».

« Et, de même, il est faux de prétendre que les moyens financiers d'une politique de croissance n'existent pas ! Il y a beaucoup d'argent en France : on peut utiliser le secteur nationalisé industriel et bancaire pour lutter contre les gigantesques gâchis financiers qui minent notre économie ; on peut prendre des mesures efficaces contre l'exportation des capitaux, la spéculation, l'évasion monétaire ; on peut augmenter l'impôt sur les grandes fortunes ; on peut diminuer le rendement exorbitant de l'emprunt Giscard ».

« Ce ne sont pas là des solutions miracles : ce sont les mesures efficaces, correspondant à l'ampleur des problèmes posés, qu'il est maintenant indispensable de prendre si on veut, comme la gauche l'a proposé en 1981, améliorer réellement et durablement la situation économique de notre pays ».

Le secrétaire général du PCF a, néanmoins, précisé : « Nous ne voulons rien d'autre que la mise en œuvre effective de la politique définie, à partir du choix des Français, par l'accord que nous avons conclu en 1981 avec le Parti socialiste et renouvelé le 1<sup>er</sup> décembre 1983. Nous sommes et nous resterons scrupuleusement fidèles à cet accord. Nous faisons et nous ferons tout pour que, en répondant à l'attente des Français, en apportant des solutions réelles aux problèmes posés, la gauche réussisse. Notre solidarité totale avec les travailleurs et les travailleuses en lutte, outre qu'elle répond à la raison d'être de notre parti, procède de ce souci permanent ».

### La recherche d'une autre consécration

(Suite de la première page.)

Il fallait, alors, décider des changements de cap, se séparer d'hommes incarnant des choix non retenus, revenir sur des promesses imprudentes, réviser un système de pensée. Nous en sommes là : à la mi-temps d'un septennat, dans le court moment où il est encore possible de s'interroger sur les fautes commises, les joueurs, la tactique, afin de s'adapter au terrain et à la tournure du match, fût-ce en indisposant les supporters.

Ce n'est qu'une image. La réalité est plus compliquée, car il ne s'agit pas seulement de savoir dans quelle mesure la gauche — et plus particulièrement la gauche socialiste — doit consentir à gouverner autrement qu'elle ne l'avait envisagé et dit. Cela lui est déjà arrivé dans le passé et son crédit n'y a pas, au contraire, gagné. La véritable preuve à fournir est celle d'une gestion différente, plutôt meilleure, des affaires publiques sans qu'elle implique soit un reniement, soit un changement des règles du jeu démocratique sur lesquelles se fonde le consensus national. Plus qu'une preuve à donner, c'est un épreuve historique à subir.

### Un décalage

La consécration électorale a donné à la gauche une légitimité qui ne lui est pas sérieusement contestée. La vraie preuve qu'il est fait est celui de son incompétence, et, au fil de son action, elle s'est attirée deux autres griefs : elle est accusée de renforcer l'emprise de l'Etat — bien que les nationalisations aient eu pour pendant la décentralisation des pouvoirs publics — et de mettre en cause des libertés fondamentales en matière d'éducation et d'information. Si excessifs et injustes que soient ces griefs, ils ont un puissant écho dans une opinion très sensible à tout ce qui peut peser sur la libre détermination de chacun. Ainsi, après avoir largement contribué dans le passé à cette sensibilisation, la gauche la voit se retourner contre elle à raison des mesures qu'elle prend en croyant bien faire et alors qu'elle aurait, peut-être, mieux à faire.

Outre ce paradoxe, les polémiques qui s'ensuivent paraissent provenir d'une autre époque, de telle sorte que le débat véritable actuel sur les atouts que la France doit se donner, sur les meilleurs moyens d'assurer sa modernisation, s'encombre d'incantations anachroniques. Quelle perte d'énergie, que de

risques de paralysie, alors qu'il faudrait faire comprendre à l'opinion la nécessité et la signification de choix autrement plus concrets pour certaines catégories de la population ou certaines régions et, parfois, cruels pour ceux qui constituent la base sociale de la gauche !

Pourtant, confrontés à la réalité du pouvoir, les dirigeants en place depuis bientôt trois ans semblent avoir pris la mesure de ce qu'ils doivent faire, de ce qu'ils peuvent faire et du temps dont ils disposent encore pour agir. Cette révision des fins et des moyens n'a pas été comprise faute d'avoir été clairement expliquée et relayée comme il aurait convenu.

Il y a entre les gouvernants, d'une part, leur base et l'opinion, d'autre part, un décalage qui tient à plusieurs raisons : les changements sont intervenus de manière empirique, sans la théorisation et les débats habituels de la gauche ; ils vont à l'encontre de revendications des composantes de la majorité, quand ils ne menacent pas les intérêts acquis de ses électeurs et quand ils ne choquent pas leur sensibilité et leur culture.

Le pouvoir semble assumer cette incompréhension en estimant que son action montrera sa cohérence avec le temps. Il veut prouver la capacité d'adaptation de la gauche, montrer qu'elle ne recule pas devant les mesures les plus impopulaires et les plus dommageables pour elle ; il accepte de paraître privilégier l'économie plutôt que le social ; c'est ainsi qu'il espère obtenir son brevet de gestion, cette autre consécration qui fait défaut à la gauche française. Autant dire qu'il n'attend rien de gratifiant dans l'immédiat.

Le pouvoir de gauche doit encaisser les soubresauts qu'il provoque jusque chez ses partisans et « gérer les paroxysmes », suivant une formule prônée au président de la République, en espérant qu'au-delà de ces emportements catégoriels d'est le sentiment d'une action menée pour le bien général qui s'ancre.

Loins de tous ses programmes successifs, la gauche a réduit son message à sa plus simple expression : un peu plus de justice, un peu plus de responsabilité. Surtout, faut-il qu'il soit expliqué ; mais, déjà, une révolution des esprits s'ébauche si la gauche tente vraiment de se définir plus par une pratique du pouvoir que par la doctrine de son action.

A. L.

### Le PCF mise sur la popularité du combat engagé par les sidérurgistes

M. Georges Marchais l'avait prédit. « La participation des communistes au gouvernement est devenue, aujourd'hui, la question centrale, l'enjeu décisif de la bataille politique », avait-il dit, devant le comité central du PCF, le 17 janvier dernier. L'analyse que présentait, alors, le secrétaire général à l'appui de cette affirmation peut se résumer de la façon suivante : la droite fait pression, de plusieurs manières, pour amener les dirigeants socialistes à prendre des décisions qui remettraient en cause les bases de leur alliance avec les communistes.

Le président de la République, le premier ministre, les autres responsables socialistes du pouvoir, étaient donc, selon M. Marchais, placés devant des « choix cruciaux ». Or, a dit le secrétaire général du PCF, samedi 31 mars, à propos du plan acier adopté par le conseil des ministres le 29 mars, « il faut procéder à d'autres choix » ; ceux qui ont été faits constituent une « erreur tragique ».

Les dirigeants communistes, qui s'étaient efforcés, à plusieurs reprises depuis juin 1981, de dramatiser certaines décisions gouvernementales — du relèvement de la cotisation supplémentaire des salariés pour la Sécurité sociale, en novembre 1981, aux restructurations industrielles, le 8 février dernier, — sont, cette fois, servis par les événements. Il leur suffit, dans un premier temps, de les accompagner, en déclarant, comme l'a fait M. Marchais samedi, qu'ils « comprennent » et « partagent » le « mécontentement », la « colère », l'« exaspération » provoqués par les décisions du 29 mars. C'est, là aussi, pour les communistes, un choix, mais il allait de soi ; il est dans la logique de leur démarche constante depuis trois ans.

La question posée est celle du second temps. M. Marchais ne pourrait manquer d'y apporter un début de réponse, lundi soir 2 avril, au cours de sa participation à l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité ». Jusqu'où les communistes sont-ils prêts à aller dans la voie qu'ils ont choisie ? Jusqu'où peuvent-ils se laisser conduire par la logique de leur opposition à la politique retenue par le gouvernement ? Ou bien encore : jusqu'où la colère des salariés et des régions concernées, dont ils s'affirment solidaires, pourra-t-elle les porter ?

Certes, l'hypothèque du « socialisme réel » n'est pas levée, bien que M. Marchais ait fait un pas dans cette direction en réaffirmant, dans un entretien avec le Monde (17 mars) que la question de la démocratie continue de séparer les communistes français des commu-

nistes soviétiques et de ceux des pays de l'Est. Ce problème, toutefois — dont M. Lionel Jospin avait observé, au lendemain de l'instauration d'un régime d'exception en Pologne, que les communistes devaient « vivre avec », — est, évidemment, relégué à l'arrière-plan par le débat économique et social actuel.

En outre, les dirigeants du PCF avaient tiré, de la période 1978-1981, la conclusion qu'il avait commis l'erreur de paraître défendre leurs intérêts de parti, au moment où l'opinion de gauche ne pensait qu'à la victoire, manquée de peu en 1974 et 1978. Or la situation actuelle leur offre la possibilité de se poser en défenseurs des aspirations de 1981, face à un PS suspect de sacrifier ces aspirations au souci de conserver le pouvoir.

Depuis trois mois, déjà, le langage tenu par les responsables communistes est celui-ci : il s'agit de savoir si une véritable transformation de la société est possible ; les socialistes, qui l'affirmaient, ont été portés au pouvoir pour cela ; que disent-ils à présent ? Qu'il faut y renoncer. En clair : les électeurs attachés à cette transformation ont été trompés.

### Tenter leur chance

Les communistes avaient déjà fait l'expérience, en 1979-1980, d'une tentative pour provoquer un élan de solidarité autour des sidérurgistes lorrains, ceux de Longwy principalement. Le PCF avait montré, alors, qu'il était prêt à aller relativement loin dans son effort pour favoriser l'union « à la base » autour des travailleurs qui étaient au cœur de la lutte. La radio Lorraine-Cœur d'acier avait été le symbole de cette ouverture, jusqu'à ce que l'acceptation de la convention sociale de la sidérurgie par un nombre important de salariés et le souci de conserver la direction du mouvement eussent conduit le PCF à provoquer la fermeture de cette radio, dont la caractéristique était d'être ouverte à tous.

Ce qui n'avait pas été possible en 1980 le sera-t-il quatre ans plus tard ? Les communistes ne peuvent que tenter leur chance, qui est peut-être, pour eux, celle d'un début de revanche. Ils estiment que la confrontation avec les socialistes se présente aujourd'hui sur un terrain plus favorable pour eux : d'une part, parce que le débat sur les pays de l'Est est éteint ; d'autre part, parce que le PCF évite de paraître défendre ses intérêts de « boutique ».

Certes, l'hypothèque du « socialisme réel » n'est pas levée, bien que M. Marchais ait fait un pas dans cette direction en réaffirmant, dans un entretien avec le Monde (17 mars) que la question de la démocratie continue de séparer les communistes français des commu-

nistes soviétiques et de ceux des pays de l'Est. Ce problème, toutefois — dont M. Lionel Jospin avait observé, au lendemain de l'instauration d'un régime d'exception en Pologne, que les communistes devaient « vivre avec », — est, évidemment, relégué à l'arrière-plan par le débat économique et social actuel.

En outre, les dirigeants du PCF avaient tiré, de la période 1978-1981, la conclusion qu'il avait commis l'erreur de paraître défendre leurs intérêts de parti, au moment où l'opinion de gauche ne pensait qu'à la victoire, manquée de peu en 1974 et 1978. Or la situation actuelle leur offre la possibilité de se poser en défenseurs des aspirations de 1981, face à un PS suspect de sacrifier ces aspirations au souci de conserver le pouvoir.

Depuis trois mois, déjà, le langage tenu par les responsables communistes est celui-ci : il s'agit de savoir si une véritable transformation de la société est possible ; les socialistes, qui l'affirmaient, ont été portés au pouvoir pour cela ; que disent-ils à présent ? Qu'il faut y renoncer. En clair : les électeurs attachés à cette transformation ont été trompés.

L'affaire de la sidérurgie va-t-elle faire progresser cette démonstration dans l'opinion de la gauche ? C'est la question que se posent les communistes. Conscients que leur électorat demeure profondément attaché à la participation au gouvernement du parti pour lequel il vote, les dirigeants du PCF savent qu'il faudrait un choc profond pour pouvoir changer d'attitude à cet égard. Mais la tension qu'ils entretiennent — outre qu'elle impose le silence dans leurs rangs à ceux qui voudraient débattre de l'avenir du parti et, par conséquent, de celui de son principal dirigeant — a, pour eux, le mérite de restaurer entre les deux partis de gauche, fût-ce de façon quelque peu superficielle, un équilibre qui avait paru, il y a trois ans, appartenir au passé. Mais si cette nouvelle épreuve de force devait se solder par une réduction du PCF, le prix à payer serait un affaiblissement accru.

PATRICK JARREAU.

en jeu UN MENSUEL POUR TOUTE LA GAUCHE N° 11 AVRIL - EN KIOSQUE DOCUMENT EXCLUSIF

AFFAIRE CURIEL : LA VERITE ENFIN REVELEE par Gilles Perrault.

Abonnements : 1 an, 220 F Réglement à l'éditeur du 10 bis 52, rue de Bourgogne 75007 Paris - CCP n° 17897 07 P Paris

Avec la Renault 11 Turbo, c'est avant tout les performances qui comptent ; accélérations surprenantes : 9" de 0 à 100 km/h, moteur Turbo de 1397 cm<sup>3</sup> développant 105 ch DIN (77 kW ISO), pointes de 186 km/h sur circuit, et quels équipements : pneus taille basse, ordinateur de bord, lave-vitres électriques à l'avant... La Renault 11 Turbo est prête à partir. Elle vous attend chez votre concessionnaire Renault. Prix clés en main au 01.03.84 : 76 900 F. Renault 11 à partir de 49 000 F. Millésime 84.

## RENAULT 11 TURBO

CONSOMMATIONS NORMES UTAC : 6,2 L A 90 KM/H - 7,9 L A 120 KM/H - 8,9 L EN CYCLE URBAIN.

## PRÊT, PARTEZ !...

9 sec. DE 0 A 100

RENAULT 11

صكباتك الاصل



## La gendarmerie rappelée à l'ordre par M. Defferre

La source des « fuites » contre lesquelles le gouvernement est parti en guerre n'est pas encore claire. L'hédomadaire *de Palm* daté 2-8 avril publie deux lettres adressées par M. Gaston Defferre, le 21 février, l'une à M. Charles Hernu, ministre de la défense, l'autre au premier ministre, par lesquelles le ministre de l'intérieur demande que soient mieux précisées les responsabilités respectives des autorités civiles (police) et de la gendarmerie dans les opérations de maintien de l'ordre.

Les deux lettres de M. Defferre ont pour origine les incidents qui marquèrent, le 14 janvier, à Serriera (Corse du Sud), les obsèques du

militant nationaliste Etienne Card  
Ce jour-là, des manifestants avaient  
pris à partie un commissaire de  
police, M. Ange Mancini, chef du  
SRPJ d'Ajaccio sans que les gen-  
darmes mobiles présents interven-  
nent.

Dans sa lettre au ministre de la défense, sous l'autorité duquel sont placées les forces de gendarmerie, M. Delfante écrivait notamment : « A mon avis, les événements de Sarriera font apparaître avec acuité les ambiguïtés sur lesquelles les commissaires de la République avaient déjà appelé mon attention à de multiples reprises en d'autres circonstances. Il me paraît donc

préférable d'aborder le problème au fond et de s'orienter vers une amélioration des textes afin que la situation soit parfaitement claire en la matière. »

M. Defferre informait son collègue de l'envoi d'une autre lettre, adressée le même jour à M. Pierre-Maurisy, auquel il précisait ses positions sur ces termes : « La nécessité se fait sentir d'une plus grande coordination entre l'autorité civile et les forces requises — notamment de la gendarmerie, — sur les moyens en hommes et matériels susceptibles d'être utilisés ; d'une réaffectation des prérogatives de l'autorité administrative dans le domaine du développement du dispositif du maintien de l'ordre ; d'un allégement des procédures pendant le déroulement des opérations de maintien de l'ordre. »

En conclusion, M. Delferre considérait que « l'on ne peut plus désormais admettre, surtout lorsqu'il s'agit d'une réquisition générale, que les commandants d'unité soient seuls chargés de la responsabilité » des mesures qu'ils ont cru devoir « prendre ». Interprétée d'une manière littérale, une telle disposition aboutit à un véritable transfert de la responsabilité du maintien de l'ordre de l'autorité civile à l'autorité militaire.

Le ministre de l'intérieur exprimait ainsi son souhait de voir modifier les articles 91 et 92 du décret réglementant l'organisation de la gendarmerie.

## BATAILLE AUTOUR D'UN PROJET DE LOI

## Les hôpitaux psychiatriques italiens menacés de... réouverture

Rome. — Ce n'est encore qu'un projet de loi, approuvé en principe par les ministères et qui doit être voté par le Parlement. Cependant, malade, il fait déjà parler beaucoup d'après ce *l'indichiamiento* qu'il a fait. Ce projet porte sur la révision des dispositions adoptées en 1978 en matière de traitement des maladies mentales qui avaient été malades à l'époque comme un tournant dans l'histoire de la psychiatrie européenne : la fameuse loi 180 — ou loi-Basaglia, du nom de Franco Basaglia (mort en 1981), grande figure du mouvement « déinstitutionnel » italien et promoteur d'une réforme visant à former progressivement des asiles et à mettre en place des unités et des centres de traitement et de prévention.

Les points essentiels du projet de loi présentés par le ministre de la Santé, M. Dagan, concernent le traitement sanitaire obligatoire et l'accès aux soins aux malades chroniques. Il s'agit d'un retour en arrière, d'une contre-réforme psychiatrique. Ce sera aux parlementaires

chronique de ces dernières années, les moments périodiques par les drames (suicides) dont sont responsables les malades mentaux laissés à eux-mêmes, faute de structures qui leur offrent les asiles, ou replongés par suite dans leur famille. Les différents sont tellement aigus que se créent des associations de malades mentaux. C'est la DIAPSIGRA (dix-huit adhérents), et que le ministre a nommé son assésor de demandes de réhabilitation, et son conseiller. La presse italienne, surtout le *«Corriere»*, a publié une phrase de M. Craxi, l'ancien ministre du conseil (socialiste) : «Il inaugura son mandat : nous devons nous occuper de malades ; diminuer les temps de soins préventifs et remettre les malades dans les asiles. »

s'est-il passé en cinq ans ?  
 « Oui, au vote à la quasi-  
 unanimité, déchaînée celle-  
 ci, les autres critiques ont été  
 étouffées. C'est surtout la ré-  
 vision de la loi sur la législa-  
 tion à la fois, et celle qui  
 veut des idées, était une  
 action remarquable, expres-  
 sion incontestable progrès par  
 inspiration. Puis, la confusion,  
 la confusion, les mœurs  
 confusion — ne serait-ce qu'une  
 rue financière suffisante, —  
 l'absence passive d'une partie  
 médicale et sans doute aussi  
 la confusion broutillose des pro-  
 jections, la confusion, la con-  
 fusion, celle-ci. Alors que dans  
 des communes triées ou par-  
 me, des initiatives de Franco-  
 is, la réforme s'est concrétisée  
 l'importance des résultats posi-  
 tifs, la confusion, la confusion,  
 le Sardaigne ou la Sicile, les  
 s'entendent sont restés dans  
 des, dans des conditions sou-  
 vers qu'appréhendent ou ont été  
 à la rue et laissés à l'aban-

## Un tiers des malades sont partis

La loi du 30 avait été votée rapidement (dix heures) dans l'ensemble des partis, à l'exception des néo-fascistes. Dans l'esprit de ses promoteurs, elle visait à mettre fin à une législation datant de 1904, fondée sur « le danger que représentait le malade pour lui-même et les autres ». (Il existait d'ailleurs une mention au casier judiciaire et perte des droits civils). Elle visait, en outre, à prévenir la crise aiguë et à ne pas isoler le malade, à ne pas le marginaliser. Ainsi était-il prévu, en sus de l'hospitalisation à l'asile psychiatrique, la possibilité d'un traitement de prévention et de traitement pratiqués dans des thérapies de courte durée (soins jokers renouvelables).

### De notre correspondant

Deux idées étaient sous-jacentes à ces dispositions : d'une part, l'assile n'est que tel car un univers pathologique qui « fabrique » sa propre folie, mais qu'il ne soigne celle pour laquelle on a été interné; d'autre part, une prévention adéquate devrait contribuer à prévenir la maladie chronique.


Cependant si la loi 180 et la loi 181 sur le service sanitaire national (adoptées en décembre 1978) dans ses articles relatifs à l'assistance psychiatrique - et sur lesquels porte aujourd'hui le projet de réforme du gouvernement - ne prévoyaient les moyens adéquats pour concrétiser ces dispositions, laissant notamment aux régions cette latitude pour les appliquer, où les carences évidentes de l'assistance psychiatrique.

Sans les financements nécessaires, avec des structures d'accueil suffisantes (ne fonctionnant pas) pendant quatre heures sur vingt-quatre heures, avec des équipes de nuit (à la réforme) et un nombre dérisoire de lits destinés dans les hôpitaux généraux aux malades mentaux, la confusion est allée en aggravant.

En 1978, à la fin 1980, les centres ont accueilli pratiquement un tiers de leurs malades à l'aller : cinquante cinq mille internés en 1978, il n'en reste plus que trente-cinq mille. Mais ce n'est pas avec un tiers de l'hôpital, un manque de deux centes de lits, qu'on peut fonctionner en général sans préparer qu'on ait fait face à la situation. Il y a des centres de cas d'initiatives d'essais pour qu'elles sont portées à bout de par certains psychiatres, mais

A Rome, par exemple, il n'y a que quarante-cinq lits qui soient réservés aux malades mentaux, et les autres traitements prévus par la loi sont insuffisants. Se sont donc multipliés les asiles privés, semi-clandestins, hors contrôle des autorités sani-

**« Excs d'idéalisme »**  
Pour les défenseurs de la loi 180, se trompe de cible en voulant la mettre en cause : c'est au contraire sa pleine application qui a été exigée, comme en témoignent les cas de suicides, en particulier dans le Nord. Beaucoup ne s'en pas loins de considérer que la loi a été purement et simplement « sabotée ».

 *et cetera*

Sans doute une réforme de cette ampleur n'y eût effrayé une opinion publique qui s'en était plus préparée et une partie du corps médical qui la considérait comme utopique. Aujourd'hui, devant les casernes de l'application de la loi 180, la majeure partie de ces milieux n'est plus en crise dans la rue et qui perdait haine contre les abords de l'ant ancien sans dans une quête mystique, les adversaires des thèses basagiennes ont beau jeu. D'autres, comme les socialistes, qui pourtant jouèrent un rôle non négligeable dans son adoption, semblent faire marche arrière. En revanche, des mouvements chrétiens, comme Communauté et libération, ou des organismes comme l'Institut des sciences de la vie, se sont heurtés à la révision de la loi.

Que prévoit la réforme actuelle ?  
 « Il s'agit d'un ensemble de dispositions techniques destinées à réaliser l'esprit de la réforme de 1978 en termes plus adaptés à la réalité des exigences sociales », peut-on lire dans le texte du projet adopté par le gouvernement Cressat. Le commentateur, le ministre de la santé précise qu'il s'agit d'un texte « ouvert » susceptible de modifications et qu'il n'est pas question de « faire marche arrière », mais il ajoute que la loi 180 pêche par un « excès d'idéalisme ».

Congrètement, la réforme prévoit une augmentation du nombre des lits dans les hôpitaux généraux, mais elle remet en vigueur l'intermède obligatoire automatique lorsque le traitement dépasse un mois. Plus gravement, pour les basagiens, l'État réapparait comme un des instruments du cycle thérapeutique. Même si les dispositions, comme l'intervention de la force publique, contenues dans un projet antérieur, ont disparu, le texte actuel « récapitule » les structures préexistantes sous le nom d'instituts de rééducation.

Les adversaires de la réforme font valoir qu'il était certes nécessaire d'améliorer la loi 180 mais que ce projet de loi intervient à un moment où n'ont pas encore été achevés les

« Les enquêtes menées par des commissions parlementaires sur la situation psychiatrique en Italie. Derrière le débat sur le projet de loi, estimons-nous, se joue en réalité l'opposition entre deux conceptions de la folie. Alors que pour les basagiens, il est possible d'enrayer une maladie à l'aide d'une intervention par la prévention, un courant se renforce qui tend à résoudre le seul problème de la maladie chronique : sans chercher vraiment à remédier à sa genèse.

**PHILIPPE PONS.**

**E**

## FAITS DIVERS

## « Postiches » et pasticheurs

Sapeurs-pompiers du hold-up ou nouvelle bande à Bonnot ? Gang de professionnels froids ou « délinquants-intello » fascinés par le défi ? Les « poétiques » déroutent l'opinion, désarçonnent la police, désespèrent la banque.

Il faut aussi rêver des collèges moins musagiques, enclavés à 30 kms, à l'écart de tout, « postiches » ont frappé trois fois dans le centre ville, et en banlieue. Le visage désemparé sous des masques de carnaval, trois hommes ont attaqué successivement une entreprise de récupération de ferraille. Le Banque accorde à l'Espagne et, à l'aval, l'Indonésie Orientale, le bureau des PTT, le ont emporté un butin d'environ 150 millions de francs. Ces hold-up ont le goût et l'odeur de ceux des « postiches », mais ils n'en sont que de belles plaques.

« Les vrais », à qui on attribue une dizaine de cas-decès depuis 1981, ont rompu avec une tradition du fric-trac dominée par l'impréparation, souvent sanglante, en ne tirant jamais un coup de feu.

« Évidemment, le seul point d'entrée sur les gangsters n'est pas le cinéma, mais les leurs en-cas-tages, mais ils ne méritent-ils tellement maltraités d'eux-mêmes que l'on ne sentait presque un sécurité avec eux », dit-il.

« Maltraités d'eux-mêmes certes, mais d'une organisation montée sur roulements à billes. Le gang est des « postiches » — bien qu'il y ait des parois — à venir découvrir ce qui se passe par une cageote ou à travers un scénario imparfaitement scénarisé ».

Cinq à dix hommes armés envahissent une succursale ban-  
caire, tiennent en respect clients  
et personnel, descendant à le-  
velles des coffres, et les opé-  
rations commencent. Tandis que  
deux gangsters attaquent les  
coffres au matériel et au bû-  
che, un troisième trie, un autre  
enfoume, les derniers surveillent  
le personnel, qui, sous la  
menace, répond très norma-  
lement aux appels téléphoniques.  
Les clients qui continuent d'ar-  
river sont accueillis. De l'extérieur,  
d'énormes foules de curieux  
se pressent. Des insultes. Quel-  
ques gifles ou coups de crosse  
attribués au délit par des cou-

raiser les actes d'héroïsme incontrôlés. Clients et personnel sont ensuite enfermés dans la salle des coffres; meubles et plantes vertes jetés dans l'escalier pour retarder leur libération, et, après avoir pris soin d'emporter les bandes des caméras vidéo où sont enregistrés leurs exploits, les gangsters violent les lieux.

Même l'imprévu est programmé : le gang est rejoint, un détecteur scanne de papier, qui le branche automatiquement sur les fréquences utilisées par la police et l'avertir d'une possible interception. Il peut ainsi s'envoler sans être vu.

Dernier arrêt : 10 rue d'Assas, au Crédit commercial de France, avenue de Villiers, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Au même moment, un ministre de l'intérieur, en étude les réponses à apporter aux « postiches », se réveille par leur scanner de l'arrivée de la police, les gangsters, comme toujours, ne s'attardent pas à leur dernière minute, ils quittent les lieux que quelques minutes avant l'arrivée du fourgon.

Comment lutter contre cette corvée d'efficacité qui emporte des multiples « barrages » décidés par les banques sur le chemin de trandise d'ordinaire moins solus ? Rien n'a été dit sur les mesures prises au ministère de l'Intérieur, et Nous, soimées émunis », admet M. André Jaslin, chef du contentieux de la classe régionale d'île-de-France Crédit agricole. Et les banques à révoir d'improbable et Fort-mox, des « banques-fiction », selon le mot de l'un d'eux, déjà l'ionnement en Suède, où, contre, comme un apescheur, on dit client après appel codé.

Les banques sont d'autant plus préoccupées que le gang member faire des émules. peuvent-elles aller jusqu'à supprimer ce « service à la clientèle » qu'est la location de coffres ? Au Crédit agricole, on envisage de concentrer les coffres dans les succursales importantes, à personnel plus nombreux, ce qui obligerait, à tout le moins, les gangsters à se retirer de leurs effectifs. A quand un hold-up en autocar ?

**DANIEL SCHEIDERMANN.**

## DES PRÉCÉDENTS

Paris est mac ville d'élection pour les émigrés romains en raison du rayonnement de la culture française dans leur pays. C'est aussi la ville où se sont données bon nombre d'affaires cachées impliquant les services secrets. On ne peut pas dire que cela n'ait pas encore été totalement éliminé, gl'cidés. La plus célèbre et l'une de plus récentes est l'affaire Tansse, du nom de l'écrivain, réfugié en France, qui avait disparu pendant trois mois, à partir du 19 mai 1982. D'après ce que l'on sait aujourd'hui de cette affaire, les autorités roumaines avaient projeté de liquider Virgil Tansse et son comparse l'écrivain Paul Goma. Les services secrets de Paris. Les services secrets français, informés par un transfuge qui avait été chargé de la besogne, avaient prévenu les deux hommes. Un attentat manqué avait été organisé contre Paul Goma à Paris. Virgil Tansse, lui, avait été « enlevé » par la DST et mis à l'abri, le temps nécessaire à l'informateur pour faire passer à l'Occident les restes de Roumanie.

Une autre affaire est restée assez inconnue, celle de Virgil Ierunca, critique littéraire, réfugié en France depuis 1947, averti en février 1983 par la DST qu'il devrait se montrer très prudent dans ses déplacements. Un agent roumain du nom de Bistran, appartenant aux agents de la DST, avait alors reconnu à accomplir sa mission - l'assassiner - était en France, sous l'identité de « Tala », où il s'était confié aux services allemands. Pourquoi ce passage en RFA ? Ne s'agissait-il pas pour la DST d'un moyen de mettre à l'abri un précieux transfuge ?

Il semble que depuis la défection du général Pacepa, l'homme qui assurait la liaison entre le président Ceausescu et la Securitate (la police politique), passé à l'Ouest en juillet 1978, un certain désordre règne dans les services roumains, désordre que les services de renseignement occidentaux tentent de mettre à profit.

 choisissez  
vos vacances

à la SEMAINE  
**de LA VIEUXNE**  
**PARIS**

au 2<sup>e</sup> avril  
téléphone :  
286 01 88  
à la maison POITOU-CHARENTES

Le Musée de la Maison Poitou-Charentes vous présentera les  
nombreuses formes de vacances en Poitou : confortables à l'hô-  
tel, indépendantes ou gîte rural, en contact avec la nature  
dans un camping, tranquilles à la pêche, sportives  
à cheval ou en vélo, gourmandises chez le res-  
taurant de Poitou, au cabaret des marais salés,  
en famille dans une villa, sur un superbe site.  
Où d'âmes saines  
font danser, tranquilles  
nos enfants tout  
seuls pendant  
vacances.

L'Agence de voyages A. S&S

**9. DE 0 A 100 KM/H**

# RENAULT 11 TURBO





# SOCIÉTÉ

LE PREMIER HOTEL INDUSTRIEL DANS LA CAPITALE

## Paris en quête d'usines

« Paris perdrait son âme si l'artisanat et l'industrie ne pouvaient s'y maintenir et s'y moderniser. C'est par cette formule que M. Jacques Chirac a récemment salué l'inauguration de premier hôtel industriel édifié dans la capitale. Il s'agit d'un bel immeuble tricolore - béton, verre et brique - planté le long du boulevard Davout (20<sup>e</sup>). Coût : 40 millions de francs. La municipalité a donné le terrain et la moitié du financement, un emprunt a fourni le reste, et la SAGI, l'un des promoteurs de la ville, a construit l'édifice. A peine achevé, dix-huit entreprises, employant trois cents personnes dans la mécanique, l'imprimerie et la confection, s'y sont installées. Cinq sont de création nouvelle et constatation encourageante, cinq viennent de province. Elles paient un loyer de 450 F le mètre carré, plus 70 F de charge. Sentiment général : la satisfaction.

Satisfaction aussi parmi les centaines d'industriels, de fonctionnaires municipaux, de constructeurs et d'élus qui ont visité une réalisation dont le mérite revient incontestablement à la municipalité. On se félicitait de ce que le maire et les conseillers de Paris ne se soient pas résignés au déclin industriel de leur cité. Le coup de barre, rappelé-on, a été donné en 1978, peu après l'élection de M. Chirac. On a créé un bureau municipal des activités économiques, nommé un adjoint, modifié le plan d'occupation des sols pour contenir la marée des bureaux et encourager les activités industrielles. On a même offert gratuitement des terrains municipaux pour édifier des ateliers.

Les fruits de ces efforts commencent à être récoltés : après l'inauguration de la première zone industrielle dans le dix-huitième, en décembre 1982 (le Monde du 14 décembre 1982), c'est donc l'ouverture de l'hôtel du boulevard Davout. D'autres opérations sont en cours : dans le douzième, une vieille usine de 14 000 mètres carrés, rachetée et réhabilitée est déjà louée, pour la moitié de sa surface, alors que ses loyers ne sont livrables que dans six mois. Un second hôtel industriel sera ouvert dans le deuxième en octobre. Une demi-douzaine de projets sont programmés ou à l'étude, dont le plus vaste est une zone industrielle de 6 hectares sur les bords de la Seine, dans le douzième.

### Petits moyens

Le maire pourtant ne s'illusionne guère. « Vaste ambition, petits moyens », a-t-il reconnu, pour ajouter : « Ceux-ci ne peuvent prétendre inverser une tendance lourde. Commencée il y a vingt ans, la désindustrialisation de la capitale continue donc. Deux chiffres le montrent : on reconstruit et modernise 50 000 mètres carrés de locaux industriels chaque année, mais les démolisseurs en jettent à bas trois fois autant. Chaque recensement en apporte la confirmation : la population ouvrière fond à vue d'œil.

Les mesures adoptées en 1978 n'étaient, en effet, qu'une riposte beaucoup trop timide à un mouve-

ment que tout paraît encourager. L'Etat d'abord, qui, par l'intermédiaire de la délégation de l'aménagement du territoire (DATAR), s'applique à démanteler les industries de Paris. Deux exemples récents : une chocolaterie bicentenaire voulait se moderniser et déménager dans une nouvelle zone industrielle de la capitale. La DATAR l'en a empêchée et l'a expédiée à Marne-la-Vallée. Une entreprise d'optique qui occupait un vieil immeuble souhaite se donner un peu d'aise. Un hôtel industriel de la nouvelle vague lui conviendrait. Pas question. Elle s'exilera en province.

Pour leur part, les artisans boudent les immeubles collectifs et leur « promiscuité ». Habités à leurs gourbis à 150 F le mètre carré, ils rechignent à en payer le triple pour avoir le confort. S'ils sont propriétaires de leur terrain, les patrons de PME ont intérêt à vendre à un promoteur et à toucher les aides de la DATAR pour partir pour la province. Quant aux maires d'arrondissements dits populaires - notamment ceux de l'Est parisien - ils ne veulent plus ni des HLM ni des usines. « Notre récente victoire électorale sur la gauche est encore trop fragile, pensent-ils. Nous n'avons rien à gagner à maintenir chez nous des ouvriers. Aucune des associations de quartier, qui réclament des terrains de sport, des espaces verts ou des crèches, n'a jamais demandé une zone industrielle. L'usine a mauvaise réputation chez les écologistes.

Certains fonctionnaires de la ville n'y croient pas davantage. Ils font observer que, pour une surface identique, les bureaux valent davantage de taxes professionnelles que les ateliers. Celle-ci est calculée sur le nombre des employés. Or s'il suffit, pour créer un emploi, de 15 mètres carrés au tertiaire, il en faut 40 mètres carrés à l'industrie.

Aussi, malgré les déclarations officielles, on ne met que peu d'empressement à démolir des terrains. Quand on les trouve, il y a toujours mieux à faire - des appartements, un jardin, des bureaux, un équipement social - qu'à y installer des artisans. Le dernier débat au conseil de Paris sur le choix entre les bureaux et les usines (le Monde du 27 mars) a confirmé que la majorité municipale préfère les électeurs en col blanc à ces ouvriers que la gauche voudrait garder.

En additionnant tous les projets de la ville concernant les hôtels pour artisans et les zones d'activité, on ne construit, en cinq ans, que 150 000 à 200 000 mètres carrés d'ateliers. Pendant ce temps, au rythme actuel, 700 000 mètres carrés auront probablement disparu.

Pour stopper l'hémorragie, il faudrait une volte-face de la politique de l'Etat. M. Chirac la réclame en vain. Ensuite, des mesures municipales : révision du plan d'occupation des sols pour protéger les quartiers industriels encore debout, achats systématiques de terrains réservés aux ateliers, création d'une société d'économie mixte chargée de gérer les zones et les hôtels industriels, puis d'en financer de nouveaux, etc.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Deux nouveaux programmes de recherche sont lancés en France

A l'heure des restructurations industrielles, les chercheurs sont appelés à étudier les liens qui existent entre technologie, emploi et travail. La France consacre à ces thèmes un budget dix fois inférieur à celui de l'Allemagne fédérale, mais elle entend se rattraper.

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche, M. Laurent Fabius, vient de donner le coup d'envoi au programme mobilisateur « technologie, emploi, travail » en installant, le 29 mars, son comité national, qui aura comme vice-président M. Pierre Dreyfus, ancien ministre de l'Industrie et actuellement chargé de mission auprès du président de la République. Le comité réunira des personnalités aussi différentes que M. Jacques Maisonrouge, un des hauts responsables de la société IBM, et M. Alain Touraine, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Se fondant sur l'analyse du travail déjà réalisé par de nombreuses petites équipes, exploitant les quelques cent cinquante recherches en cours

sur des entreprises et les trente actions pluriannuelles engagées, les responsables du programme mobilisateur devront encourager la recherche sur l'entreprise, mais surtout identifier les demandes exprimées par le milieu industriel. A cette fin, 176 millions de francs, dont 27 millions prélevés sur le fonds de la recherche, seront débloqués pour ce programme.

D'autre part, le ministre de l'Industrie et de la Recherche a présidé, en compagnie de M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement, à la première réunion du Conseil national d'orientation du programme mobilisateur « Urbanisme et technologie de l'habitat ». Ce programme, auquel 308 millions de francs seront consacrés en 1984, a pour objectif de mieux maîtriser l'urbanisation, d'améliorer l'architecture et la gestion des services urbains, d'augmenter la productivité de l'industrie de la construction et de valoriser les métiers du bâtiment.

## Une relance des chèques-vacances

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a annoncé, samedi 31 mars, des initiatives pour faciliter l'achat des chèques-vacances par les employeurs et les comités d'entreprise. La participation patronale aux chèques distribués ne concernera désormais que l'URSSAF. Les comités d'entreprise seront, eux, exonérés de toutes cotisations sociales. C'est une relance du chèque-vacances, créé il y a juste deux ans.

Présenté, à l'époque de son lancement, comme une « perte sociale importante », ce nouveau titre de vacances n'a pas connu le succès escompté. A cela plusieurs raisons : lourdeurs administratives, méfiance à l'égard d'un « produit » nouveau et mauvaise information auprès des utilisateurs, confrontés à un « chèque » qui se promène aux frontières du salaire et de l'avantage social. S'y sont ajoutées certaines réticences : les comités d'entreprise ont leurs doutes sur la forme des allocations familiales, leurs propres « bons » de vacances et les mutuelles hésitent à s'engager. Bref, l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV) a connu en 1983, pour sa première année d'existence, un chiffre d'affaires inférieur d'un peu plus de la moitié à celui (10 millions) qui était esplané. Cinq mille personnes ont acquis, cette année-là, des chèques-vacances.

Ces chèques sont réservés aux salariés dont le foyer fiscal paie moins de 5 000 francs d'impôt sur le revenu. Ils se présentent sous forme de coupures de 10,50 ou 100 francs. Les distributeurs sont soit des employeurs, soit des organismes sociaux. L'employeur prend à sa charge de 20 à 80 % du prix. L'organisme à caractère social intègre les chèques dans ses formules d'aides aux vacances.

Pour 1984, l'agence espère réussir son « décollage » et atteindre un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs. Pour cela, des contrats ont été passés avec de grandes entreprises (Dassault, Esso), des banques et des municipalités, comme Béthune, Brest, Saint-Brieuc, Redon, Angoulême et Nevers. Des négociations sont en cours avec la mairie de Paris. L'agence a lancé aussi un guide répertoriant, département par département, les hôtels et restaurants qui acceptent les chèques-vacances.

Ces initiatives suffiront-elles à « populariser » la formule ? M. Gilles Crespy, directeur de l'agence, espère que l'ANCV sera financièrement équilibrée en 1986.

JEAN PERRIN.

## LE CODE SECRET DE LA FORCE DE FRAPPE RÉVÉLÉ AU GRAND JURY RTL-LE MONDE

Le numéro de code de déclenchement de la force de frappe nucléaire française a été révélé au cours de l'émission le « Grand Jury RTL-Le Monde » par M. François Mitterrand. Il s'agit de 2-4-7. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui tient au titre d'« ancien président de la République en exercice » affirme que ce code est le 4-12-22. En revanche, selon M. Jacques Chirac, la formule serait le 14-13-28. Le maire de Paris reconnaît qu'il possède suffisamment de mandats pour envisager l'ouverture d'un bureau de poste. M. Georges Marchais estime que les pourcentages de voix recueillis par son parti sont un encouragement : « Qu'un parti qui a soixante-quatre ans fasse neuf, c'est pas mal ». M. Raymond Barre rappelle qu'il est « compétent » et ajoute : « Ça va faire du bruit ». Quant à M. Gaston Defferre, interrogé sur l'insécurité, il souligne qu'il a été lui-même cambriolé.

Que toutes ces personnalités aient pu être réunies pour un « Grand Jury RTL-Le Monde » exceptionnel établit suffisamment le talent et le savoir-faire des organisateurs de cette émission politique dominicale si l'événement ne s'était déroulé le 1<sup>er</sup> avril. Pour pallier la carence de ces leaders, le « Grand Jury » révèle qu'il a dû faire appel à Thierry Le Luron.

La tradition du 1<sup>er</sup> avril a ainsi été respectée. France-Inter dans la même veine a annoncé que le match de rugby France-Ecosse, serait joué. Antenne 2 a publié une fausse carte des températures et annoncé que le centre Beaubourg serait démonté et transféré à Los Angeles pour les Jeux olympiques.

## Vingt-quatre personnalités nommées au Comité consultatif de la langue française

Le décret portant nomination des membres du Comité consultatif de la langue française - présidé de droit par le premier ministre - (le Monde du 2 mars) a été publié au Journal officiel du jeudi 29 mars. Ce comité, dont le vice-président est M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne, compte vingt-quatre membres : M<sup>me</sup> Jacqueline Baudry, René Gras, Desforges, Nicole Percy, M<sup>me</sup> Michèle Barthelemy, Pierre Borey, Fouad Benhabib, Hervé Bourges, Emile Boursier, Jacques Brignelli, Gabriel de Broglie, Gilbert Courlet, André Delebedde, Henri Derouet, Roger Fajardie, Jacques Favet, Christian Gras, Frédéric Grenel, Jacques Marot, Roger Quilliot, Claude Lachaux, Philippe

Rosillon, Pierre Rostin, Philippe de Saint-Robert, Jean-Pierre Vandeth.

D'autre part, M. Paul-Marie Cottéaux, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, administrateur civil au ministère de l'Éducation nationale, vient d'être nommé directeur de cabinet de M. Philippe de Saint-Robert, commissaire général de la langue française.

[Né le 31 juillet 1956, à Paris, M. Cottéaux est licencié en lettres modernes et a fait sa maîtrise de droit public sur l'intelligence et l'Etat. A l'ENA, son rapport de séminaire a porté sur la francophonie. M. Cottéaux est l'un des animateurs du Mouvement des détracteurs de M. Michel Jobert, ancien ministre d'Etat.]

# RELIGION

LA MORT DE KARL RAHNER

## Un géant de la théologie contemporaine

Le Vatican a rendu un hommage discret au théologien Karl Rahner, qui vient de mourir, à quatre-vingts ans, d'une crise cardiaque (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), passant sous silence ses débats avec les autorités doctrinales de l'Eglise.

Radio-Vatican a consacré au célèbre jésuite l'avant-dernière information de son bulletin de samedi après-midi, le qualifiant de « théologien allemand bien connu », sans rappeler qu'il avait été membre de la commission théologique internationale. Quant à l'Observateur romain, il a repris en partie la déclaration faite à l'AFP par Mgr Paul Fouquet, président du conseil pour la culture, mais n'a pas cité les passages les plus élogieux, où Karl Rahner était décrit comme « une grande figure de la théologie » et « l'un des hommes qui auront le plus marqué la théologie de notre temps ».

Avec Karl Rahner disparaît l'un des géants de la théologie catholique contemporaine. Né en 1904, à Fribourg-en-Brisgau, ce jésuite allemand avait été de tous les combats. Il avait traversé la crise moderniste, combattu le nazisme, préparé le concile Vatican II, lutté contre un certain obscurantisme romain, milité pour l'œcuménisme - en un mot, il avait joué beaucoup dans le renouvellement de la théologie catholique.

Comme l'avait écrit, dans nos colonnes, le pasteur Lukas Vischer, « La vieillesse qui durcit la pensée de beaucoup ne semble pas avoir atteint Rahner ». Actif jusqu'à sa mort, il était venu à Paris en avril dernier, à l'occasion de la publication en français de son œuvre majeure, *Traité fondamental de la foi* (1). Et, en février de cette année, moins d'un mois avant sa mort, il se trouvait à Londres pour fêter ses quatre-vingts ans.

La dernière fois que nous l'avons rencontré, dans sa modeste chambre à la faculté jésuite de la Kaulbachstrasse, à Munich, ce petit homme aux cheveux blancs et aux grosses lunettes d'éclaircie était d'une jeunesse d'esprit et d'une modestie déconcertantes. Sans la moindre pédanterie professionnelle germanique, il ne se prenait pas au sérieux et adorait raconter des histoires, ses yeux pétillant de malice derrière les verres épais de ses lunettes. Sa notoriété mondiale lui permettait une grande liberté de ton - lors d'un sondage mené auprès de cinq cent cinquante quatre théologiens nord-américains et appartenant à soixante et onze confessions différentes, Rahner était cité en troisième position, après Tillich et Thomas d'Aquin, comme exerçant une influence majeure sur leur pensée - et puis, ajoutait-il, « Les évêques ne s'occupent plus de moi. Ils m'ont oublié car je suis trop vieux ! Mais, au moins ils ne m'attaquent plus... ».

Là, il se trompait, car fin 1983, dans une interview accordée à l'édition allemande de la revue *Communio* (2), le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, qualifie la pensée de Karl Rahner, dans le domaine œcuménique, de « figure artificielle d'acrobatie théologique » et « attitude parfaitement irresponsable ». Le prélat de l'ex-Saint-Office fait allusion aux thèses en vue de l'unité chrétienne, élaborées par Rahner avec son confrère Heinrich Fries et publiées en 1983 dans la collection des *Questiones disputatae*, qui proposent le minimum acceptable par les chrétiens sur les symboles de la foi, les dogmes, les structures ecclésiales, les ministères.

« L'unité des chrétiens ne se fera jamais s'il s'agit d'un simple retour des non-catholiques à l'Eglise », nous

### Quatre mille articles

La production écrite de Rahner est prodigieuse - quatre mille articles recensés dans sa bibliographie - mais il n'a pas cherché à construire un système théologique à la manière des « sommes » scolastiques. Davantage explorateur du savoir existant qu'innovateur, il s'était donné comme but de rendre la foi intelligible. Dès ses premiers travaux, et notamment sa thèse sur la métaphysique chez saint Thomas - écrite sous l'influence d'un de ses professeurs, Martin Heidegger, refusée par les examinateurs puis publiée avec beaucoup de succès sous le titre *Geist in Welt* (l'Esprit dans le monde) - Rahner s'est défendu de l'accusation d'infidélité à la pensée thomiste en répliquant : « En quoi saint Thomas peut-il m'intéresser s'il n'a rien à voir avec les questions qui se posent à la philosophie aujourd'hui ? ». C'est pourquoi, dans ses *Schriften zur Theologie* (Œuvres théologiques), considérées par le théologien suisse Hans Urs von Balthasar comme « la contribution la plus importante à la théologie de notre temps », Rahner a traité des sujets les plus variés, allant des grandes interrogations métaphysiques aux activités les plus quotidiennes, comme manger, dormir, etc.

Un des principaux artisans du concile Vatican II, grâce à Jean XXIII qui l'avait nommé *peritus* (expert) contre l'avis de la commission préparatoire, Rahner a contribué notamment à la constitution pastorale « L'Eglise dans le monde de ce temps ». Cofondateur, avec Yves Congar, Edouard Schillebeeckx et Hans Küng de la revue *Concilium* en 1965, il était infatigable pour défendre la liberté de pensée dans l'Eglise et le pluralisme théologique. En 1968, il plaide devant l'ex-Saint-Office en faveur de Schillebeeckx, suspecté d'hétérodoxie. En 1969, il signe le « manifeste de Concilium » demandant au pape une plus grande liberté dans la recherche théologique. Nommé membre de la commission internationale des théologiens, trois mois plus tard, il plaide en faveur du pluralisme théologique. En 1979, il adresse une lettre de protestation au cardinal Ratzinger, alors archevêque de Munich, sur la manière dont Jean-Baptiste Metz avait été écarté de l'université de Munich. En 1982, il signe une autre lettre de protestation adressée à Jean-Paul II par dix-huit jésuites allemands après la nomination par le pape d'un délégué personnel auprès de la Compagnie de Jésus.

S'il faut retenir un principe d'unité dans l'œuvre de Rahner, c'est sans doute celui d'anthropocentrisme. Le théologien n'a jamais dissocié sa quête intellectuelle de la vérité des besoins concrets des hommes. Mais, il ne s'agit pas d'une anthropologie réductrice ou « horizontaliste », qui dénouerait l'attention de Dieu au profit de l'homme : il s'agit d'une anthropologie transcendante, centrée sur l'homme ouvert à Dieu, son « horizon infini ». Car, pour lui, parler de l'homme, c'est en fait déjà parler de Dieu.

ALAIN WOODROW.

(1) *Traité fondamental de la foi*, introduction et concept de christianisme, par Karl Rahner, traduit par Gwendoline Jarczyk. Editions du Centron, 518 pages, 237 francs.

(2) Cette interview du cardinal Ratzinger, *Luther et l'unité des Eglises*, a été publiée intégralement en français par la documentation catholique, n° 1866 du 15 janvier 1984, 5, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08, 10,50 francs.

## EN BREF

### Nouveaux attentats en Corse-du-Sud

Dix-huit attentats par explosifs ont été commis en Corse-du-Sud dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril. On a découvert, en outre, quatre charges dont la mise à feu n'avait pas fonctionné. Ces actions, qui ont causé des dégâts divers sans faire de victimes corporelles, visaient des résidences appartenant à des « continentaux » ainsi que des voitures et des établissements publics. Des inscriptions « FLNC » ont été relevées sur des murs mais ce mouvement n'a pas encore revendiqué ces opérations.

### La préparation du vol spatial soviéto-indien

Le vaisseau automatique de transport Progress-19 qui était amarré au train spatial soviétique, constitué par la station orbitale Saliout-7 à bord de laquelle deux cosmonautes travaillent depuis le 9 février et par le vaisseau Soyouz-T-10, s'est détaché de cet ensemble samedi 31 mars. Cette opération permet de libérer un des colliers d'amarrage de la station que l'équipage mixte soviéto-indien pourra prochainement utiliser. Selon les Soviétiques, le lancement des deux cosmonautes et de leur compagnon indien devrait avoir lieu le mardi 3 avril, à 14 h 08, heure française. Au cours de cette nouvelle mission qui devrait durer une dizaine de jours, une quarantaine d'expériences scientifiques seront mises en œuvre.

### Un sous-directeur de banque écroulé à Paris

M. Louis Abollièvre, quarante-huit ans, sous-directeur de la Manufacture Hauser-Banque nordique, dont le siège est à Paris, 20, rue de la Ville-l'Évêque (8<sup>e</sup>), a été inculpé, le 30 mars, d'escroquerie, abus de confiance et faux en écritures privées, par M. François Chanut, juge d'instruction, qui l'a placé sous mandat de dépôt.

Il est reproché à M. Abollièvre de s'être fait verser, durant une dizaine d'années, par des clients de l'établissement, auxquels il promettait des intérêts annuels de 20 %, des sommes atteignant un total d'une quinzaine de millions de francs. Ce trafic était réalisé à l'insu des autres dirigeants de la banque. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'inculpé aurait reconnu qu'il avait prélevé, dans les derniers mois, le montant des intérêts promis aux clients sur les capitaux versés par d'autres. M. Abollièvre avait démissionné récemment de ses fonctions.

### Quarante-cinq mille personnes évacuées à Hawaï

Quarante-cinq mille personnes de l'île d'Hawaï ont dû être évacuées de la ville de Hilo, samedi 31 mars, après l'éruption du Mauna Loa, le plus grand volcan du monde en activité. La première coulée de lave s'était arrêtée, samedi, à quelques kilomètres de la ville. Le volcan Kilauea, situé à 40 kilomètres du Mauna Loa, est également entré en éruption.

### Mort d'un spéléologue dans les Pyrénées

Un spéléologue, Christian Péres, trente-cinq ans, descendu samedi 31 mars dans le gouffre Pierre dans le massif pyrénéen de l'Arbas (Haute-Garonne), bloqué par la crue soudaine d'une rivière souterraine à environ 60 mètres sous terre, est mort d'épuisement et d'hypothermie dans la matinée de dimanche. Le jeune homme, coïncé sous une cascade d'eau glacée, n'a pas résisté au froid. Son compagnon, qui a pu remonter à la surface, a aussitôt prévenu les secours. La société de secours en spéléologie de Haute-Garonne n'a pu intervenir à temps.

## Vingt-quatre personnalités nommées au Comité consultatif de la langue française

Le décret portant nomination des membres du Comité consultatif de la langue française - présidé de droit par le premier ministre - (le Monde du 2 mars) a été publié au Journal officiel du jeudi 29 mars. Ce comité, dont le vice-président est M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne, compte vingt-quatre membres : M<sup>me</sup> Jacqueline Baudry, René Gras, Desforges, Nicole Percy, M<sup>me</sup> Michèle Barthelemy, Pierre Borey, Fouad Benhabib, Hervé Bourges, Emile Boursier, Jacques Brignelli, Gabriel de Broglie, Gilbert Courlet, André Delebedde, Henri Derouet, Roger Fajardie, Jacques Favet, Christian Gras, Frédéric Grenel, Jacques Marot, Roger Quilliot, Claude Lachaux, Philippe

Rosillon, Pierre Rostin, Philippe de Saint-Robert, Jean-Pierre Vandeth.

D'autre part, M. Paul-Marie Cottéaux, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, administrateur civil au ministère de l'Éducation nationale, vient d'être nommé directeur de cabinet de M. Philippe de Saint-Robert, commissaire général de la langue française.

[Né le 31 juillet 1956, à Paris, M. Cottéaux est licencié en lettres modernes et a fait sa maîtrise de droit public sur l'intelligence et l'Etat. A l'ENA, son rapport de séminaire a porté sur la francophonie. M. Cottéaux est l'un des animateurs du Mouvement des détracteurs de M. Michel Jobert, ancien ministre d'Etat.]

صلى الله عليه وسلم



Le Monde

## culture

## DANSE

## Le triomphe de Béjart au Palais des congrès

Le Ballet du vingtième siècle de Maurice Béjart a terminé le 1<sup>er</sup> avril le cycle des quarante-deux représentations qu'il était venu donner au Palais des congrès. Cette dernière matinée s'est déroulée, comme les précédentes, à bureaux fermés et au milieu d'un enthousiasme unanime. Jamais démenti durant ces sept semaines, le succès des ballets de Béjart sur les foules aura été si péremptoire qu'on dut afficher quatre représentations supplémentaires de la *Messe pour le temps futur* et que les moindres marches du vaisseau aux quatre mille places furent occupées jusqu'au rideau final.

L'avant-dernière semaine du Ballet du vingtième siècle nous avait réservé pour la bonne bouche deux pièces rares qui peuvent être rangées parmi ses meilleures productions : *Fragments* et *Sept Danses grecques*.

Avec *Fragments*, Béjart a repris le thème du chorégraphe à la recherche de son inspiration et finalement manipulé par ses propres danseurs qui lui ont échappé. Nous connaissons ce depuis *Pierrot* et *The Pied Piper*. L'action se passe dans un décor de miroirs et de barres à exercices, autrement dit dans un studio de danse. Shonach Mink sur des suites pour violoncelle de Bach, Jorge Donn sur la *Marche funèbre*

de Siegfried, Patrice Tournon sur des rythmes japonais, animent tour à tour les fantasmes du créateur pris entre ses rêves dionysiaques et les divagations de ses marionnettes.

Plus originales sont les *Sept Danses grecques*, que Béjart a composées sur une merveilleuse musique de Mikis Théodorakis. Elles méritent qu'on en garde encore aujourd'hui et les images et les rythmes. Vingt-cinq danseurs, les filles en maillots noirs ou blancs, les garçons, torse nu, passent de l'immobilité aux assouplissements sur place, puis se dissolvent, sprintent à travers le plateau, se regroupent pour disparaître, reviennent en ouragan, prennent la pose, repartent — pas connus ou arrêtés net dans leur élan, d'autant plus saisissants que balancés dans un savant jeu de projections contre un simple fond de velours noir. Au milieu de ce brouhaha, se distingue un pas de deux fouillant de trouvailles délicieuses et cocasses dansé par l'exquise Rita Pulverorde et par Yann Le Gac.

Toutes ces semaines, tous ces soirs, Béjart campait dans la coulisse, à ne rien relâcher de ses interprètes et de la perfection du spectacle. Un meneur de troupe unique — mieux, un magistral.

OLIVIER MERLIN.

## THÉÂTRE

## FLAUBERT A GENÈVE

## Les crinolines du sexe faible...

Gustave Flaubert ayant proclamé que M<sup>lle</sup> Bovary, c'était lui, on a beaucoup dit que sa « part féminine » très développée lui causait des tourments. Et voilà que Benno Besson, directeur de la Comédie de Genève, crée une pièce jamais jouée de Gustave Flaubert : *Le Sexe faible*, sans grand rapport avec le célèbre ouvrage honnorifique d'Edmond Bourdieu, si ce n'est qu'il s'agit d'argent et de mariage, ressorts essentiels de toute comédie bourgeoise du dix-neuvième siècle.

En cherchant bien, on pourrait peut-être trouver de quoi donner à l'histoire l'éclairage trouble de l'homosexualité rampante — par exemple à partir d'une réplique sur le « vêtement féminin », la crinolette, d'ailleurs citée dans le programme... « Que l'homme s'endorme et que les corps se relâchent, tout à coup (la) crinolette (des femmes) se dresse à leur front comme une menace, leurs hanches s'élargissent dans des proportions formidables, elles débordent les voitures, elles font craquer les murailles ; on dirait qu'elles veulent toucher le ciel de leur front et abîmer le monde avec leur jupe... »

Benno Besson, pourtant, n'a pas choisi de développer cette tendance. Il dessine la misogynie morbide d'un groupe social repu, jouisseur et culpabilisé, qui veut oublier ses défaites — la pièce date de 1873 — et se donner bonne conscience en méprisant la source de ses plaisirs — les femmes — et de ses profits — les peuples colonisés : devant les différents décors se tient côté jardin un crachoir en forme de Tonkinia, et côté cour un aval-cigare en forme de « Y a bon Banania ».

Les décors eux-mêmes sont tout aussi clairement significatifs. Ils

jouent sur le faux : portes décapées dans les murs de toutes peintes, perspectives déformées, couleurs dominantes — bleu froid pour le salon des jeunes mariés, rouge feu pour celui de la cocotte —, absences presque totales de meubles.

Dans ce vide voulu, les crinolines ont beau être larges, elles n'étouffent pas les hommes, engoncés dans leurs redingotes et leurs cols montants, étranglés par de larges cravates. Benno Besson se prend pas à son compte le syndrome de castration d'ailleurs : Flaubert fait dire la fameuse réplique par un ministre ridicule qui s'adresse à un vieux général grognon, adepte de l'humour à la hussarde, qui finira par épouser la cocotte après qu'elle ait ruiné son fils, dont il épousera les dettes...

Les intentions de Benno Besson vont plutôt vers l'éclairage des mécanismes de comportement, ceux de la bourgeoisie du dix-neuvième siècle qui nous ont tant marqués — ressorts essentiels du « théâtre de dénonciation » depuis près d'un demi-siècle. Mais ici, ce n'est guère convaincant. Les personnages sont trop schématisés et stupides : des girouettes caricaturales. C'est ainsi que les traits Benno Besson, en partant de la caricature, par des grimages d'une irréalisable efficacité, quelques tics, des tonalités de voix. Les comédiens s'en donnent à cœur joie, ils sont drôles, vifs, inventifs, en particulier Jacques Amiran, dandy grisonnant. Carlo Brandt, jeune premier faux timide, Laurence Montandon, égarée redoutable, Catherine Eger, Hélène Friedli, Evelynne Buyle, Danièle Devillers...

Aussi brillants soient les comédiens, aussi élégante soit la mise en scène, l'action s'enlue. La pièce est mal bâtie. Elle n'est pas totalement de Flaubert. Il a repris une comédie inachevée de Louis Bouilhet, qui venait de mourir, un peu par amitié, beaucoup par besoin d'argent. A l'époque, le théâtre pouvait en rapporter davantage que le roman, en tout cas plus rapidement. « C'est une chose légère, mais pas honnête », disait Flaubert. Pourtant, il ne se sentait pas à l'aise dans l'art du dialogue, « un art trop faux », on n'y peut rien dire de complet ». Il a décrit tous les détails des personnages et noté jusqu'à leurs rires. Il a eu du mal à terminer la pièce, qui a été refusée par quatre directeurs.

Ils n'ont pas eu tort et on ne voit pas très bien ce qui a pu séduire Benno Besson. Il aurait pu traiter les mêmes thèmes de la même manière avec du Labiche ou même Emile Augier, ou pourquoi pas avec un auteur contemporain. Il aurait pu adapter le texte, le resserrer, ou plutôt le crisper, lui donner des arrière-plans... Mais à la fin les spectateurs oublient les moments d'ennui et applaudissent à tout rompre. Les Genevois ont adopté Benno Besson, qui, semble-t-il, va rester à Genève malgré les propositions qui lui ont été faites au France de diriger un centre dramatique. Pourquoi partirait-il ? Il a conquis et reconquis le public : et en détenant un inédit de Flaubert il a fait un acte culturel. Il a rempli sa mission.

COLETTE GODARD.

## MUSIQUE

## Le bel canto mouillé de larmes...

(Suite de la première page.)

Dans l'excellente distribution, on remarque encore l'impressionniste Capello de Gwynne Howell, le Lorenzo fraternel de John Tomlinson et Dano Raffani, ténor italien classique en Tybalt, qui s'élève presque à la hauteur de Roméo quand tous deux se réconcilient pour pleurer la mort de Juliette.

La régie d'acteurs de Pizzi fait ressortir, par le contraste de puissantes visions de groupes, sobres, stylisées et admirablement décalées, le subtilité du jeu des personnages dont les mouvements sont si parfaitement accordés au déroulement intérieur des courbes musicales. Mais c'est peut-être dans la fosse qu'est le plus grand miracle, avec Riccardo Muti, qui dessine de la main et inspire le plus infime nuance vocale, et puis transparaît cette musique parfois un peu muette ou superficielle, dont il dégage le moindre point d'intensité et fait saillir soudainement de fulgurantes impulsions tragiques.

Tel est le beau travail qu'on accomplit à Covent Garden, à raison de quelque deux cent cinquante soirs par an, offrant chaque semaine trois opéras et quatre ballets (ou l'inverse) pour des prix de place qui s'étagent en général de 2 livres à 37,50 livres (environ 24 F à 458 F), avec quelques sièges privilégiés encore plus chers.

L'English National Opera, plus populaire, dont tous les spectacles sont en anglais, joue dans la salle la plus vaste de Londres (deux mille six cent cinquante places, dont trois cent quatre débouts), le déstabilise et déçoit : Coliseum, il donne deux cents soirées lyriques par an, à des prix qui ne dépassent pas 16,70 livres (190 F). C'est le type même du théâtre de répertoire, avec une puissante troupe grâce à laquelle il présente chaque année vingt œuvres (et parfois quatre différentes dans la même semaine). Ces deux exemples londoniens prouvent que le pari de l'Opéra de la Bastille n'est pas aussi chimérique que certains l'affirment joyeusement.

On pouvait juger de la qualité de ce répertoire en voyant tout à tour *Giordano* de Benjamin Britten et *Guerre et Paix* de Prokofiev dans des productions de Colin Graham qui datent l'une de 1967, l'autre de 1972.

*Giordano* n'a pas une ride (le Monde du 21 mai 1977) et il est dommage que cet ouvrage très cruel et très beau sur la grande Elizabeth et le comte d'Essex n'ait jamais été donné à Paris. C'est un des rares opéras historiques à la manière du dix-neuvième siècle, de Don Carlos par exemple, qui sont des pleinement réussis à notre époque, dans un langage qui, s'il se veut très proche du seizième siècle, est toujours parfaitement original, comme peut l'être, toutes proportions gardées, celui des *Maîtres chanteurs*.

Les danses, les chœurs traditionnels, un « masque » allégorique, une évocation des rues de Londres, s'entrelacent avec une intrigue serrée qui met à nu l'âme des deux protagonistes, et s'agit de la mort d'un jeune homme et du retournement qui l'amène à se sacrifier impitoyablement. Sans attendre tout à fait à la souveraineté, digne de Volsky, de Sylvia Fisher il y a près de vingt ans, Sarah Walker impose une image altière et pathétique de ce prodigieux personnage shakespearien, entourée d'une vingtaine d'excellents chanteurs, parmi lesquels l'Essex dur et bête d'Anthony Rolfe-Johnson.

De Koutousov à Stroganov

*Guerre et Paix* n'a été donné qu'une fois à Paris, en concert, par la radio. On le regrette moins que pour *Giordano*, car c'est musicalement une œuvre assez fautive et qui vieillit mal. Prokofiev y travaille onze ans, mais ne semble pas avoir trouvé le ton juste, ni pour les épisodes intimes (mise à part la dernière scène du prince André et de Natasha), ni pour l'épopée du peuple russe, à l'exception de l'admirable

prère de Koutousov. Il n'était ni un véritable romantique, comme Tchaïkovski, ni un grand musicien des foules, comme Chostakovitch, et seul son talent d'écriture soutient cette immense fresque qui semble vouloir rivaliser avec le cinéma sur la scène lyrique.

La réalisation de Colin Graham abonde en tableaux colorés, qui se succèdent avec ingéniosité, souvent grâce à des beaux décors de dispositions à vues fondantes, pour la bataille de la Moscova, l'incendie de Moscou ou la retraite de Russie, par exemple. Pourtant, et l'on touche ici les limites du théâtre de répertoire, il ne semble pas qu'un travail suffisant ait été accompli avant cette reprise pour styliser chacun des milliers de personnages qui interviennent dans ces tableaux rapides et frappants.

Par ailleurs, Russell Smythe et Eileen Harman sont des acteurs trop ordinaires, malgré leurs qualités vocales, pour incarner des héros de légende (André et Natasha). Tout cela fait que l'on est rarement pris par la magie proprement théâtrale, et ce malaise s'ajoute à celui de la musique, pour ne pas parler de l'étrangeté de ces Russes et Français qui ne parlent qu'anglais.

Mais le public a marché comme un seul homme et acclamé cette super-production en technicolor, fort bien dirigée par James Lockhart, avec une énorme distribution, où il faut signaler au moins les magnifiques Bezudov et Koutousov de Kenneth Woolten et Norman Bailey. Pour ajouter à la couleur locale, la « roulette » de l'English National Opera offre à l'entracte... un bon Stroganov qui fit beaucoup d'heures.

JACQUES LONGCHAMPT.  
\* *Giordano* et *Guerre et Paix* seront présentés en mai-juin aux États-Unis au cours d'une grande tournée de l'English National Opera.

## PRINTEMPS DE BOURGES

## En bonne compagnie

Le Printemps de Bourges s'est brillamment ouvert samedi 31 mars, sous le grand chapiteau du festival avec Zéro de Conduite et Ranaud. La fréquentation de cette huitième édition de la fête de la chanson est en train de faire un énorme bond en avant : à la fin du premier jour, 62 000 billets avaient été déjà vendus pour les différentes manifestations, soit autant que le total des entrées de l'année dernière. Ce qui est remarquable dans une période où le public français a tendance à bouder le spectacle vivant.

Le festival est d'ailleurs en progression constante depuis trois ans. Le ministère de la culture en tient compte, qui a quadruplé sa subvention depuis 1981 — 1 270 000 de francs sur un budget global de 7 millions. La présence nouvelle d'Europe 1, qui couvre largement ces rencontres et qui a mis à leur disposition son grand podium avec son équipement technique son et lumière, est un de signes de vitalité du Printemps, qui offre, cette année, une neuvième salle avec un hall des congrès moderne et harmonieux.

Autre signe de développement : pour la deuxième fois, de jeunes artistes (trente-six, dont quatorze groupes de rock) sont programmés au « tremplin », et tous les spectacles affichent déjà complet.

Outre Ranaud et Gilbert Leffaille, qui semble avoir enfin trouvé sa voie dans un répertoire de chansons et de sketches, c'est le concert d'Angel Maimone Entreprise, qui a marqué le début du Printemps, dans un vrai travail de

création, à partir du rock, dans un jeu musical somptueusement développé, avec des « riffs » nerveux et une mise en forme théâtrale en noir et blanc d'un esthétisme raffiné et plein de bonheur. Il y a eu aussi le Chabacou Alain Lemaître, étonnant comme en musique et en chansons des gens de son pays, jouant à l'harmoine le blues des grands espaces et donnant le rythme en tapant des pieds.

Ce lundi 2 avril, une nouvelle

marque de disques, Europa Records, présente Nana Vasconcelos, percussionniste virtuose, né à Recife, l'un des symboles du Nordeste brésilien. Europa Records est un label créé il y a deux ans aux États-Unis par un jeune Français, Jean-Pierre Weller. Distribué sur le continent américain par le système des réseaux indépendants, Europa Records s'autofinance complètement, et son aventure officielle a pour objectif de faire découvrir des artistes aussi différents que Vasconcelos, l'indien américain Jim Pepper, qui fait un travail remarquable de modernisation des chants traditionnels de son peuple, et l'Anglais John Greaves, présent à Bourges, avec une musique nourrie d'électronique et élaborée avec des musiciens français. Europa Records est une toute petite compagnie qui a un bureau à New-York et un autre à Paris. Mais son dynamisme et sa volonté de travailler sur les musiques du monde contournent la crise de l'industrie phonographique.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Printemps de Bourges, jusqu'au 5 avril.

## NOTES

## Cinéma

« LETTRES D'AMOUR PERDUES » DE ROBERT SALIS

## Vaine rencontre

A Paris, une femme se consomme de solitude. Seul habitant d'une île, un berger invente des étreintes avec un être invisible. La femme arrive sur l'île. Vont-ils s'aimer ?

Robert Salis (vingt-neuf ans) fut stagiaire à la réalisation de films de Marguerite Duras. Son premier long métrage emprunte à celle-ci le goût des images fixes ou mouvantes comme surgies de mille part, des monologues ou dialogues incantatoires. Il y manque, hélas ! l'art contemplatif et la magie littéraire propres à Duras.

Lorsque la femme et l'homme réunis se parlent, c'est pour débiter un texte impossible, trop explicatif dans ses tournures alambiquées. Pas de surprises, on a tout de suite compris qu'il ne se passera rien entre plus jeunes spectateurs : leurs intérieurs sont incompatibles.

David Pontremoli exerce une étrange fascination. Jane Guiraud apporte quelque mystère, mais tous deux flottent dans un univers fabriqué. Le meilleur du film vient des compositions plastiques de Dominique Le Rigoleur, directrice de la photographie, pour les ambiances nocturnes de la ville, l'après beauté d'un paysage semé de ruines et banni par la mer.

JACQUES SICLER.

\* Voir les films suivants.

« COMME SI C'ÉTAIT HIER » DE MYRIAM ABRAMOWICZ et ESTHER HOFFENBERG

## L'héroïsme anonyme

Des femmes, surtout, et des messieurs d'un âge canonique décrivent à tour de rôle la manière dont, sous l'occupation allemande, en 1942, ils ont pu sauver des enfants juifs

obligés de se séparer de leurs parents menacés de déportation. Ils s'adressent à nous comme d'une autre planète, à travers le temps, quelque quarante ans plus tard, avec un léger accent belge qui irradie encore un peu plus ces images dépolies, sans la moindre surcharge. Le noir et blanc ajoute à l'abstraction.

Les événements précis qui nous sont racontés, les émotions très simples, très fortes, qui surgissent à tel ou tel décour, rendent l'expérience exemplaire. Des anecdotes humanisent constamment un récit très peu officiel, où l'héroïsme anonyme va comme de soi. L'occupation allemande, les Allemands sont remis à leur juste place, la dernière : la façon de les évoquer, de les qualifier, s'enrichit visuellement de longs, de lointains souvenirs, d'une autre occupation, lors d'une autre guerre.

Les deux réalisatrices parlent à compte d'auteur, elles ont vécu, par parents interposés, en Belgique et en Pologne, les faits rapportés. L'honneur parfois rejoint le grandeur. Le film devrait intéresser en priorité les plus jeunes spectateurs : tout ne fut pas si vil que certains le colportent complaisamment. Une extraordinaire leçon de dignité, comme chaque chose.

LOUIS MARCOTTE.

\* La Marais.

« WEND KU-UNI » DE GASTON KABORE

## Un conte africain

Il était une fois un petit garçon perdu dans la brousse, quelque part dans l'Afrique centrale, coupé des siens, incapable de parler, mais recueilli tout naturellement par une famille d'un village voisin. Époque idyllique, avant toute colonisation, où la seule misère vient des souffrances individuelles.

L'enfant, surnommé Wend Kuuni (don de Dieu), grandit dans la nature, garde les moutons, partage l'existence pastorale de la communauté. Un suicide réveille sa

conscience, l'aide à remonter le fil du temps. Il retrouve la parole pour se confier à une petite compagne de jeux, Pogré.

*Wend Kuuni* a la nonchalance d'un conte africain, presque trop joli, qui souffre d'un montage sans art. Gaston Kabore, le metteur en scène (il dirige par ailleurs le Centre national du cinéma de Haute-Volta), aurait pu structurer davantage son récit. Mais, à une époque de crise grave du cinéma africain, ce film, bien photographié et agréable à suivre, a son importance.

L. M.

\* Voir les exclusivités.

## Théâtre

« ARDEN DE FAVERSHAM » PAR PINTILJE

## Un assassinat comique

As Théâtre de la Ville, le metteur en scène Lucian Pintilie situe d'entrée de jeu la présentation du célèbre drame elisabéthain *Arden de Faversham* dans un cirque : un M. Loyal, en frac moderne et gibus, annonce le spectacle, depuis la loge de l'orchestre qui surplombe la piste.

L'assassinat du mari par la femme et son amour, qu'avait porté au théâtre l'auteur anglais anonyme d'après un fait divers réel, revient, sur la piste du cirque, plutôt les aventures comiques d'une fine équipe de tueurs incapables d'accomplir un meurtre pouvant à portée de leur main. Ils doivent s'y reprendre à maintes reprises, on dirait un film de Harry Langdon, assez drôle. Mais finalement, le mari est poignardé, une vraie bouchorie.

Décor du cirque assez somptueux, de Helmut Sturmer. Musique tonitruante de Vasile Sirli, qui privilégie les tambours. L'interprétation, qui comprend en tête Laurence Bourdill (l'épouse), Henri Virlojeux (le mari), Gérard Ismaël (l'amant), s'emploie avec une science sûre, avec allant, à doser comme il faut le comique tempéré, l'horreur, et les désordres du hasard.

Soirée animée, pas consensuelle, mais qui suscite un sentiment d'utilité, de temps perdu, comme chaque fois qu'un texte d'envergure devient le prétexte d'un divertissement moyen.

M. C.

\* Théâtre de la Ville, 20 h 45.

■ UN PRIX POUR « L'ADDITION ». — Le premier prix du troisième Festival international du film policier de Cognac a été remporté le 1<sup>er</sup> avril par *L'Addition*, de Denis Amar (France). Le Prix spécial du jury (et celui de la critique) est allé à un film argentin, *Adolfo Aristarain*, le *Temps de la revanche*.

MERCREDI

GRAND PRIX SPÉCIAL DU JURY AU FESTIVAL DE VENISE

**Biquefarre**

de Georges Rouquier

Luna films

EXPL 150







**idm.** 127 (34-04-67); Gannett Sud,  
19 (327-84-50); Monparnais, 19 (327-  
52-37).

**FREKES DE SANG** (A., v.o.) (\*) : *Art  
Benebourg*, 9 (278-14-15) (H. sp.).

**LE GARDE DU CORPS** (Fr.): UGC  
Idem, 14 (327-84-50); UGC Boule-  
vard, 9 (246-66-44).

**GORIEY PARK** (A., v.o.): Paramount.  
Odson, 6 (325-59-33); Publicis Champs  
Elysees, 9 (720-76-23); Parisiennes, 14  
(225-51-15). V.L.: Paramount Opéra,  
9 (246-66-44).

**HOT GOD** (A., v.o.): UGC Normandie,  
9 (359-41-18). - V.F.: UGC Boulevard,  
9 (246-66-44).

**LE JOUEUR D'APRES** (A., v.L.): Rivoli  
Boulevard, 9 (272-63-32).

**LASSE BEYON** (Fr.): Richelieu, 2;  
225-51-15; UGC Boulevard, 9 (246-66-44);  
Ambassade, 9 (359-19-08); Parisien-  
nes, 14 (325-51-11).

**LE LÉOPARD** (Fr.): UGC Opéra, 2;  
2261-50-12; Rex, 2 (236-83-93); Odeon  
Normandie, 9 (327-84-50); UGC  
Odson, 6 (325-11-08); UGC Meise,  
musé, 6 (544-14-72); UGC Normandie,  
9 (359-41-18); UGC Marbeuf, 6 (225-  
51-15); UGC Boulevard, 9 (246-66-44);  
UGC darr de Lyon, 12 (343-01-59);  
UGC Gobelin, 13 (326-23-44); UGC  
Carnegie, 13 (328-30-64); Mancel,  
14 (359-42-53); Miror, 16 (621-  
99-75); Pathé Clichy, 13 (522-66-01).

**LETITRES D'AMOUR PERDUES**  
(Fr.): Mayeur, 11 (260-43-99).

**LOCAL HERO** (A., v.o.) : Forum, 15  
(297-43-14); Quai d'Orsay, 13 (327-  
14-11); Juliette Parasse, 6 (326-58-00);  
George V, 6 (562-61-46); Margiana, 9  
(359-82-26); 14-Juliet Parasse, 11  
(326-58-00); 14-Juliet, 13 (326-58-00);  
19 (575-79-79); J.C.I.; Francine,  
9 (770-38-85); Monparnais Palais, 14  
(320-12-06); Gaumont Convention, 19  
(326-58-00).

**LOUISIANE** (Fr.): Marbeuf, 6 (225-  
18-45).

**LE LEZARD NOIR** (Esp., v.o.): Mirior,  
16 (260-43-99).

**MEGAVISIONS** (A.) (\*), V.F./Cinélog  
St-Lazare, 9 (574-77-47).

**MAUVAISE CONDUITE** (Fr.): Olympic  
St-Germain, 6 (222-51-23).

**MEUKREX DANS UN JARDIN AN-GLAIS** (Brit., v.o.): Forum Orient Ex-  
press, 13 (232-02-26); 14-Juliet Radice,  
6 (326-58-00); 14-Juliet Parasse, 6  
(326-58-00); 14-Juliet, 13 (326-58-00);  
Lamotte, 9 (246-49-07); 14-Juliet Ben-  
guenne, 11 (357-80-11); 14-Juliet Ben-  
guenne, 12 (375-79-29).

**PLANÈTES DES FEMMES** (Fr.), Le Mo-  
dèle, 13 (326-58-00).

**POLAR** (Fr.): Redina, 2 (242-60-33);  
Rex, 2 (236-83-93); UGC Opéra, 12;

[illegible][illegible]

TO BE OR NOT TO BE (A):  
v./George V. (562-61-46).  
FOOTPATH (A): v./L'Espresso Nigra, 2  
(1986-63-96).  
FUGITIVE (F): v./L'Espresso, 6 (1984-  
57-34).  
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (F):  
vocios Delamonte, St-Ambrósio, 11\*  
(700-89-86).  
LES CONJUGALES (Ang.)  
v./Clarey Ecology, 9 (1984-03-12); Li-  
beraire, 6 (194-57-34).  
TÉCHÉREUX (F): Perminieux, 16  
(129-43-93).  
LA ULTIMA CIGARETTE (Cade) v./Esp  
v. 16 (1921-4709).  
UN AMOUR DE SWAND (F): USC  
Opéra, 2 (261-03-20); Hémisphère, 6  
(1933-79-38); Pageant, 7 (700-12-15);  
v./L'Espresso, 10 (1984-04-01).  
(143-60-65); L'Espresso, 16 (1978-99-30).  
UN BON PETIT DIABLE (F): St-  
Ambrósio, 11\* (700-89-46); Grand-  
v. 15 (1954-46-89); Olympia, 77  
(280-10-30).  
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A)  
v./George V. 9 (192-41-46).  
LA VILLE BRULÉE (Esp., vol.) : Des-  
v. 16 (1984-03-12).  
LA VILLE DES FÉRIERS (Flem-  
portugais): v./Olympia, 16 (1945-  
35-35).  
LES FEMMES (F): Clair Beau-

[illegible]

### Les grandes reprises

ALIEN (A., v.a.): Galinde, ♀ (334-72-71); Rahn, 19 (607-47-61).  
AGENT SECRET (A., v.a.): Calypso, 17 (380-30-15).  
ANGE (A., v.a.): Actin-Scooter, ♀ (325-72-07); Mac Mahon, 17 (330-24-93).  
ARSENIA STEINER (Fr.): President (H.sp.), 4 (321-41-01).  
ÈS ARISTOCRATS (A., v.a.): UOC Opéra, 2 (261-50-32).  
BIBBLE (A., v.a.): Action Kiv-Gauche, ♀ (354-47-62).  
BENVENUE MISTER CHANCE (A., v.a.): Champso, ♀ (334-51-60).  
LES BAS FONDS (Fr.): Soudie Re-

## LES FILMS NOUVEAUX

**FEMALE TROUBLE** (\*\*), film américain de John Waters (v.), *Séductrice* Art Beaumont, 67 (278-34-15); Action Christmas, 67 (278-67-46); Farnsworth, 14 (329-83-11).

**LES MAUHEURS DE HEIDI**, film américain de Robert Taylor (v.), Gaiety Hall, 1<sup>er</sup> (297-04-70); Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70). Gaumont

(339-19-08); Athènes, 1<sup>re</sup> (343-07-48); Gaumont Sud, 14 (327-50-51); Montparnasse, 14 (327-52-32); Grand Faubourg, 1<sup>re</sup> (334-48-35).

**LES MORFALOUS**, film français de Henri Verneuil; Gaumont Hallas, 1<sup>er</sup> (297-40-70); Gaumont Bechins, 1<sup>er</sup> (334-07-48); Gaumont Richelieu, 2 (235-63-93); Cluny Palace, 5<sup>e</sup> (222-57-47); Bravagay, 5 (222-57-47); UGC Danton, 6 (328-69-22); UGC St-Germain, 1<sup>er</sup> (328-69-22); Le Paris, 6 (335-59-39); UGC Normandie, 6 (339-41-18); Gaumont Ambassade, 8 (339-14-00); Les Arts-Franco-Panorama, 6 (387-35-43); Francine, 1<sup>re</sup> (370-35-88); Hollywood Boulevard, 7 (770-10-41); Athènes, 1<sup>re</sup> (343-07-48); UGC Gare de Lyon, 1<sup>re</sup> (343-07-48); Métropole, 1<sup>re</sup> (343-07-48); Éclairville, 1<sup>re</sup> (331-56-85); Gaumont Sud, 14 (327-50-51); Montparnasse Pacha, 14 (326-22-22); UGC St-Germain, 1<sup>er</sup> (328-69-22); 3ème-Marée, 1<sup>re</sup> (328-69-22).

(327-41-37); 3ème-Marée, 1<sup>re</sup>

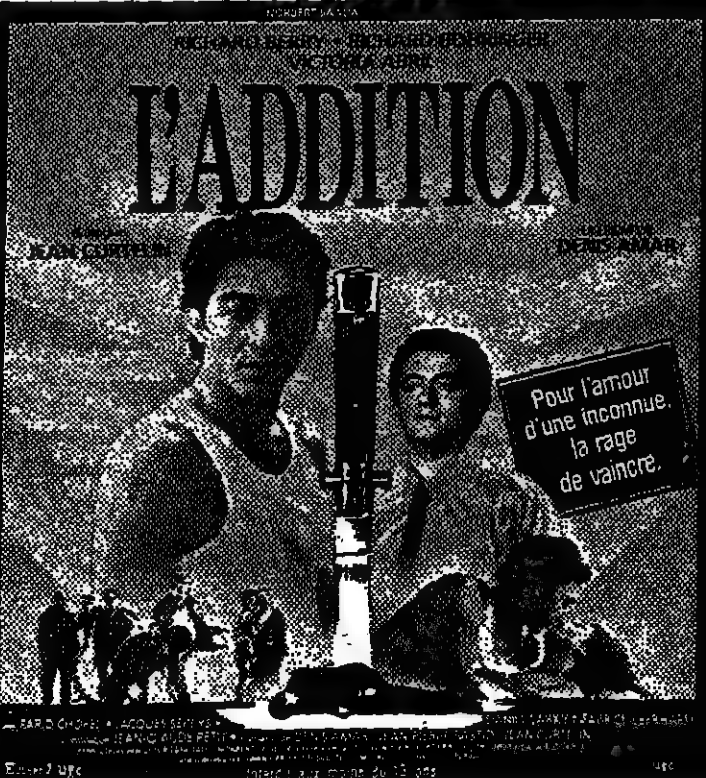
(327-41-37); Pathé Wapler, 1<sup>re</sup> (327-40-71); L'Art-Spectra, 1<sup>re</sup> (241-77-99); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

**SANS TÉMOINS**, film scénariste de Nictia Mikhaloff (v.), Comète (339-19-08); Gaumont Richelieu, 14 (545-35-32); Studio du Bétouil, 1<sup>er</sup> (380-42-05).

**TIMERIDER, LE CAVALIER DU TEMPS PERDU**, film américain de George V. Hart (v.), Les Arts-Franco-Panorama, 6 (387-35-43); Orient-Express, 1<sup>er</sup> (233-42-25); George-V, 6 (562-41-06); v.l. Lumière, 6 (246-48-07); Maxville, 1<sup>re</sup> (332-41-06); La Cigarière St-Charles, 1<sup>re</sup> (379-53-00); Image, 1<sup>re</sup> (323-47-94).

**VIA LES SCÉRIOTIFFES**, film américain de Pygo et des studios Orient-Express (v.), Les Arts-Franco-Panorama, 6 (387-35-43); Orient-Express, 1<sup>er</sup> (233-42-25); Quintesse, 5 (633-79-38); George-V, 6 (562-41-06); Mangin, 6 (339-14-00); 6ème-Avenue Paquet, 1<sup>re</sup> (332-41-06); La Cigarière St-Charles, 1<sup>re</sup> (379-53-00); Maxville, 1<sup>re</sup> (332-41-06); Nation, 1<sup>re</sup> (343-04-87); Gare de Lyon, 1<sup>re</sup> (343-01-59); 1<sup>re</sup> (343-01-59); La Cigarière St-Charles, 1<sup>re</sup> (379-53-00); Montparnasse Pacha, 14 (320-10-65); Farnsworth, 14 (323-33-11); Grand Faubourg, 1<sup>re</sup> (334-48-35); Gaumont Cinéma, 1<sup>re</sup> (128-87-37); Clichy, 1<sup>re</sup> (322-46-01); Les 3 Seigneurs, 1<sup>re</sup> (322-47-79).

**SORTIE MERCREDI 4 AVRIL**

**-MERCREDI**

# GALERIES LAFAYETTE

**DU 30 MARS AU 5 MAI**

**MILLE  
MARQUES,  
MILLE  
PRIX.**

**Per esempio:**

**YVES SAINT LAURENT** Fourrures  
Veste ou blouson pelisse, intérieur: lapin  
rosé, extérieur: 65% polyester,  
35 % coton 2250 F 1950 F

**PIERRE CARDIN**  
Echarpe soie imprimée, 30x140 cm 175 F  
Sac-reporter, toile riglée,  
100% polyester 335 F 200 F

**PAUL MAUSNER**  
Robe manches longues,  
maille 100%, polyester 650 F 450 F

**GEORGES MEMMI**  
Pul maille fantaisie,  
100% coton 265 F 200 F

**SPORTS WELL**  
Blouson dessin africain 100 % coton 450 F

**AUBADE**  
Soutif-gorge ornature,  
98% coton, 2% polyamide 147 F 100 F

**IGRES**  
Flacon Eau de parfum Cabochard  
58 ml 188 F 75 F

**NEW MAN**  
Tee-shirt pour enfant, 100% coton,  
le 6 à 8 ans 88F 60 F

**CACHAREL**  
Chemise pour enfant, manches courtes,  
100% coton, le 8 ans 120F 125 F

**LEGO**  
Vesteau de l'espace, la botte 137F 95 F

**BALLY**  
Chaussures pour homme, lafer cuir  
sur appelle cuir 395 F

**JALLA**  
Serviette eponge 100% coton,  
55x180 cm 68F 50 F

**DESCAMPS**  
Drag imprimé, 50% coton, 50% polyester,  
246x310 cm 265F 195 F

**EFEDA**  
— 20% sur matelas et sommier "Select" dans  
toutes les tailles (matelas : ressort multiples,  
face hiver, couche de pure laine, cuir)  
100% coton

**SUFREN**  
— 15% sur banquette "Ely", dans tous les  
tissus de la gamme (dimensions : fermé  
196x85 Ht x 100 cm, couchage 135x185 cm).  
Banquette en mousse de polyéthylène  
complétée par une épaisseur de butylux  
Micalas en butylux épaisseur 6,5 cm, couil  
100% viscose.

**HOOVER**  
Aspirateur-traineau L150 W, "Système 40",  
sneak, broyeur. 170 W, 220 V 1600 F

**BERNARDAUD**  
Porcelaine de Limoges, assiette plate,  
modèle "Brindille" 109 F 85 F

**ETAINS DU MANOIR**  
Sous-pied et son présentoir 1750 F

**CONTINENTAL EDISON**  
Téléseur couleur 67 cm, télécommande,  
90 W, 220 V 5700 F

**Galerias Lafayette**  
HALSSMANN



# SPECTACLES

**BLADE RUNNER** (A. v.a.) : Ciné 13 Première, 19 (259-62-75).

**BUS STOP** (A. v.a.) : Action Rivier, 3 (354-47-42) ; Olympia-Belair, 8 (561-10-60).

**CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA** (A.L. v.a.) : Studio Médias, 9 (633-23-97).

**DANS LA VILLE BLANCHE** (Sci.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

**LE DERNIER TANGO A PARIS** (Il. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**LES DESAMORIS DE L'ÉLÈVE TOERLESS** (A.L. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Olympia-Belair, 8 (561-10-60) ; Olympia-Entre-pôt, 14 (545-35-38).

**EMMANUELLE** (Fr.) : Paramount City, 9 (562-45-76).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**ERASEHEAD** (A. v.a.) : Eclair, 13 (707-28-04).

**LA FANTASTIQUE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS** (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Olympia-Belair, 8 (561-10-60) ; Olympia-Entre-pôt, 14 (545-35-38).

**LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS** (A.) : Timpier, 3 (272-94-56).

**FANNY ET ALEXANDRE** (Suéd. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-23).

**FENÊTRE SUR COUR** (A. v.a.) : St. Michel, 5 (326-79-17) ; Elvies-Lacoste, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; 21-Avenue Montparnasse, 19 (544-25-03) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

**FURVO** (A. v.a.) : Saint-Lambert (H. sp.), 19 (532-91-68).

**GIMME SHELTER** (A. v.a.) : Vidéo-some, 6 (325-60-34).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR** (Fr.) : Dufort, 14 (321-41-01).

**HARLEQUIN** (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**L'HOMME QUI VENAIT FAILLER** (A. v.a.) : Gaumont-Hall, 19 (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 19 (633-23-97) ; Elvies-Lacoste, 8 (359-36-14) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; PLM-Saint-Jacques, 14 (580-05-03) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; V.F. : Richefeu, 2 (235-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Miroir, 14 (539-32-43) ; Images, 19 (522-47-94).

**L'HOMME QUI VOULOIT ÊTRE ROI** (A. v.a.) : Espace Galilé, 14 (227-95-94).

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST** (Il. v.a.) : Paramount-Montmartre, 19 (606-34-25).

**JÉSUS DE NAZARETH** (Il. v.a.) : Grand Pave, 19 (554-46-83).

**JE NE SUIS PAS UN ANGE** (A. v.a.) : Action Christian, 6 (325-47-46).

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛLAND** (A. v.a.) : Cinoche, 6 (633-10-62).

**LA LUNA** (Il. v.a.) : Saint-Lambert, 19 (532-91-68).

**LUNE DE MIEL MOUVEMENTÉE** (A. v.a.) : Parisienne, 14 (320-30-19).

**LOLITA** (A. v.a.) : Action Christian, 6 (325-47-46).

**LE MANTEAU** (Il. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 3 (272-94-56).

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A. v.a.) : Rex, 2 (236-82-93) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; UGC Odéon, 6 (325-71-08) ; UGC Ermitage, 9 (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Miroir, 14 (539-32-43) ; UGC Convention, 15 (828-20-44) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Napoléon, 17 (755-63-42) ; Public Clichy, 19 (522-46-01).

**MINICIT EXPRESS** (A. v.a.) : Capri, 2 (508-11-69).

**MOLIERE** (Fr.) : Bosparis, 6 (326-12-12).

**MONIKA** (Suéd. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 3 (272-94-56) ; Olympia-Entre-pôt, 14 (545-35-38).

**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN** (A. v.a.) : Clary Ecoles, 5 (354-20-12).

**LE NOUVEAU AMOUR DE COCCO** (A. v.a.) : Napoléon, 17 (755-63-42).

**OCTOPUSSY** (Angl. v.a.) : Paris Lohain Bowling, 19 (606-64-98).

**ONIBARA** (Jap.) : Timpier, 3 (272-94-56).

**ORFÈVE NEGRO** (Fr.) : Grand Pave, 15 (554-46-83).

**LA PARTY** (A. v.a.) : Espace Galilé, 14 (321-41-01).

**PÊCHE MORTÈLE** (A. v.a.) : André Beza, 19 (337-74-59).

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC** (Dan.) : Timpier, 3 (272-94-56).

**SA MAJESTÉ DES MOUCHES** (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

**SENNING** (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

**LA STRADA** (Il. v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

**SEULES FROIDES** (A. v.a.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Café Beaubourg, 3 (271-52-34) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Monte-Carlo, 8 (225-09-83) ; Paramount City, 9 (562-47-76) ; Action Lafayette, 9 (878-00-50) ; V.F. : Paramount Montmartre, 19 (606-34-25) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 11 (323-79-17) ; Paramount Galaxie, 12 (508-18-03) ; V.F. : Paramount Montparnasse - V.F. : 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-23-00) ; Paramount Orléans, 14 (540-45-91) ; Paramount Miroir, 17 (758-04-24) ; Paramount Montmartre, 19 (606-34-25) ; Public Clichy, 19 (522-46-01).

**TO BE OR NOT TO BE** (Lubitch) (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-23).

**UN BRUIT QUI COURT** (Fr.) : Miroir, 14 (539-32-43).

**UNE FEMME DISPARAIT** (A. v.a.) : Ombrière, 3 (633-79-38) ; Maxigam, 3 (559-52-82) ; Parisienne, 14 (320-30-19).

**VIVEMENT DIMANCHE** (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE** (Il. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 3 (272-94-56).

## Les festivals

**MARK BROTHERS** : Action Ecoles, 5 (326-79-17), Monty Beaubourg.

**MEL BROOKS** (v.a.) : Studio de la Contraste, 5 (325-78-37), 16 h, 20 h : la Dernière Folie ; 18 h : la Folie Histoire ; 22 h : le Grand Frère.

**J. CARPENTIER** (v.a.) : Eclair, 13 (707-28-04), 16 h 30 : The Thing ;

# QUOI DE NEUF MONSIEUR NICHOLSON?



Vidéo, cinéma, informatique, câble, télé : nous voilà de plain-pied dans la civilisation des images.

Un journal vous raconte chaque mois cette aventure inquiétante ou fabuleuse avec un regard neuf : Voir.

Dans le N° 2 : Une interview exclusive de Jack Nicholson : son nouveau film, l'au-delà, le western qu'il veut tourner. Comment ont été mises en scène les images du Président Reagan ? Les merveilleux dessins d'Akira Kurosawa pour son prochain film. Comment et pourquoi Mitterrand se fabrique une nouvelle image à la télé ? La vidéo aide les malades mentaux.

Les crimes informatiques : des gosses de 18 ans défient la

CIA. "Expect a Miracle" ou les églises électroniques de la folle Amérique.

Bien sûr, vous y trouverez aussi les cassettes vidéo du mois, les clips nouveaux, les fiches-jaquettes pour vos films télé, les

films au cinéma, les jeux vidéo. Alors, si vous aimez la vie, vous aimerez ce nouveau numéro de Voir, 18 F chez votre marchand de journaux.

**VOIR**  
Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image.

# RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 2 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Cinéma** : le Paradis des mauvais garçons. Film américain de J. von Sternberg (1952), avec R. Mithum, J. Russell, W. Bessie, G. Grahame (N.). Un aventurier américain a tué un homme dans une bagarre. Il vient se réfugier à Macao, s'empare d'une chanteuse de boîte de nuit qui l'avait dévalisé et se trouve mêlé avec elle à de longues intrigues. Sternberg a écrit ce film de commande au scénario très embrouillé, qu'il fut contraint de tourner.

21 h 55 **Étoiles et toiles**. Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand et Martine Jorand.

Le cinéma policier, extraits de films « polar », rencontre avec P. Chenal et une interview de J. Bral.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**CANAL PLUS ARRIVE!**

Faites vite adapter votre antenne par un spécialiste.

20 h 35 **Magazine** : l'Heure de vérité. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, répond aux questions des journalistes : Albert du Ray et Alain Duboulet (A 2) et Christian Favret (l'Express).

21 h 50 **Le petit théâtre**. « La Dépêche de nuit », de H. F. Arnold, avec A. Semnoz et O. Gracien. Une nuit dans une agence de presse aux États-Unis.

22 h 20 **Documentaire INA** : Savannah Bay, c'est toi, de Michèle Pons.

Dans un endroit clos, hors du temps - la grande salle du Théâtre du Rond-Point, - trois femmes travaillent à la création d'une pièce, dont l'une - Marguerite Duras - est l'auteur et le metteur en scène. Des rapports secrets se nouent et se dénouent entre celle-ci et les autres, Madeleine Renaud et Bulle Ogier.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** (cycle Charlotte Rampling) : les Damnés. Film italo-germano-américain de L. Visconti (1968), avec D. Bogarde, I. Thulin. La décadence rapide et tragique d'une puissante famille d'industriels de la Ruhr - déjà gangrenée par ses dissensions et ses perversions - après la prise du pouvoir par Hitler. Mise en scène hallucinatoire de la propagation implacable du mal apporté par les nazis, dans un microcosme social qui a soutenu leur cause.

23 h 25 **Thalassa**. Magazine de la mer de G. Parnaud. Un reportage sur le port de La Pallice.

0 h 10 **Prélude à la nuit**. Musique baroque latino-américaine des dix-septième et dix-huitième siècles.

## FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 11 **Ajécia**, une passion dévorante (l'Association de Jeunes pour l'entretien et la conservation des trains d'autrefois).

17 h 24 **Cabaret** : Jacques Yvert.

18 h 7 **Dessin animé** : l'inspecteur Gadget.

18 h 30 **Sports**.

18 h 55 **Atout Pic**.

18 h 58 **Informations**.

19 h 55 **Faustillon** : Le trésor des Hollandais.

19 h 50 **Dessin animé** : Gédéon.

## FRANCE-CULTURE

20 h **Dramatique**, « Les Ombres », de D. Wellershoff, réal. B. Horowitz. Avec J.-R. Casselton, G. Monard... L'œuvre brève, ou les vivants et les morts, questions sur la peinture, avec J. Pomar et P. Labarthe.

22 h 30 **Nuits magiques** : les années 80.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Saisons internationales** des concerts de l'UEF (en direct de Francfort) : « Symphonie n° 10 adagio » (d'après la première édition de la version originale) : « Symphonie n° 10 version de Deryck Cooke », de G. Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. E. Inbal.

22 h 44 **Programme musical**.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Lieder, œuvres de Schumann, Brahms.

Mardi 3 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 15 **Presses-citron**. Magazine des adolescents.

18 h 25 **Hip Hop**. (Diffusé le 31 mars.)

18 h 50 **Jour J.**

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Les petites drôles**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC)**.

20 h 35 **Les mardis de l'information** : Sport, aujourd'hui l'important, c'est la télé. Magazine de la rédaction de TF 1 animé par Alain Denvers.

Pour de sport sans argent, ni d'argent sans publicité : Pour réussir la course à l'exploit, les sportifs doivent partir à la chasse au sponsor, et leurs prestations sportives doivent passer par les canaux des médias. La télévision est le principal support de cette publicité sauvage. Des Six Jours de Bercy au Tour de France cycliste, en passant par les épreuves d'ULM, Robert Bouchard et Yves Janin mènent l'enquête.

21 h 30 **Théâtre** : Mère Courage et ses enfants. De Bertolt Brecht, adaptation E. Guillemin, mise en scène J. Giliot, réal. M. Rabinovitch (avec la participation du ministère de la culture). Avec S. Harbert, J. Boulay.

L'une des plus grandes pièces du dramaturge allemand écrite entre 1938 et 1939. Grandeur et misère de la cantinière Mère Courage traînant son légendaire chariot à travers la guerre. Des enfants, des soldats, un univers médiéval. Réflexions politiques, émotives...

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

17 h 10 **Entre vous**, de L. Bériot. L'homme au (une nouvelle science : l'accidentologie) ; Electronic now (la voiture du futur).

17 h 45 **Récré A 2**.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le théâtre de Bourard**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC)**.

20 h 40 **Les dossiers de l'écran** : Une chance sur mille. Téléfilm de C. Dubreuil. Avec D. Chalem, P. Bouchet... La cohabitation dans une HLM de la banlieue parisienne vécue par huit adolescents et leurs éducateurs. Ce téléfilm sert d'illustration au débat qui suivra sur la délinquance. 70 000 jeunes passent chaque année devant la justice. 30 000 relèvent de l'éducation surveillée.

22 h 25 **M. Robert Badinter** en direct. Le garde des sceaux répond aux questions des téléspectateurs.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 55 **Dessin animé** : l'inspecteur Gadget.

20 h 5 **Les jeux**.

20 h 35 **La dernière séance**. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain : Actualités Gaumont (1956). Chuck Jones ; 22 h 10, Tex Avery, réclames de l'époque, attraction Jack Bur.

20 h 50 **1<sup>er</sup> film** : Coup de fouet en retour. Film américain de J. Sturges (1955). Avec R. Widmark, D. Reed, J. McIntire, W. Campbell, B. Mac Lane.

Cinq Blancs ont été massacrés par des Apaches. Une femme recherche son mari, un homme son père, parmi les victimes non identifiées. Mais le scénario transporté une fortune qui attire des aventuriers. Scherzo de western traditionnel, John Sturges montre son savoir-faire dans les scènes d'action et de violence.

22 h 30 **Journal**.

22 h 50 **2<sup>e</sup> film** : Des monstres attaquent la ville. Film américain de G. Douglas (1953). Avec J. Whitmore, E. Gwinn, J. Weldon (v.a. sous-titré N.). Des journaux ont annoncé une telle gigantesque à la suite d'un essai atomique dans le désert du Nouveau-Mexique. Deux d'entre elles échappent à la destruction du nid et viennent terroriser la terreur à Los Angeles. Union du fantastique et de la science-fiction pour un avertissement contre le danger nucléaire. Film typique d'un certain état d'esprit des années 50, avec d'impressionnantes effets spéciaux.

## FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 **Cycle cinéma italien** : la Femme du dimanche, film de Luigi Comencini.

## FRANCE-CULTURE

14 h 47 **Les après-midi de France-Culture** : Têtes chercheuses à Saint-Poteries : à 15 h 20, Rubriques internationales : à 17 h, Émission spéciale : la longue marche des Éléphants.

18 h 30 **Bonnes nouvelles, grands comédies** : « l'Épave », de G. de Maupassant, in par Jean-Pierre Grenval.

19 h 25 **Jazz à l'antenne**.

19 h 30 **Sciences** : Les États limites tels qu'ils sont abordés par la psychanalyse freudienne.

20 h **Dialogues** : Va-t-on vers une société sans mariage ? Avec E. Sallier et J. Carboneir.

21 h 15 **Musique de la mémoire**, mémoire de la musique : Luciano Berio (œuvres de Mahler, Debussy, Berlioz, Beethoven).

22 h 30 **Nuits magiques** : Brèves de monde.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 30 **Les enfants d'Orphée** : École buissonnière, émission spéciale vacances, voyage en compagnie d'un instrument ou d'un groupe d'instruments.

15 h **Musiciens à l'épreuve** : Serge Prokofiev.

18 h 5 **L'impression**, en direct du studio 119.

19 h **Le temps de jazz** : Portrait d'un jazzman ; interview : feuilleton.

20 h **Prochaines loges** : Nino Vallin (1886-1961), œuvres de Massenet, Thomas, Charpentier, M. de Falla, Duparc, Beethoven.

20 h 30 **Concert** (donné en l'église Saint-Merri à Paris le 26 septembre 1983) : « Riff 62 », de W. Kilar ; « Refrain », d'H.-N. Gorecki ; « Polymorphia », de K. Penderecki ; « Symphonie n° 3 », de K. Szymanowski, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la radio-télévision de Cracovie, sous la direction d'A. Wit, sol. W. Ochman, ténor.

22 h 30 **Programme musical**.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Jazz-Club.

## TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 2 AVRIL  
- M. Michel Bouchareiss, secrétaire général du Comité national d'action laïque, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 15.

# CANAL PLUS. NE RATEZ PAS LE DEBUT.

**SOYEZ PRETS.**

Si votre antenne est collective, contactez un des responsables de la gestion de votre immeuble.  
Si votre antenne est individuelle, appelez un professionnel de l'antenne. Adressez-vous à votre spécialiste habituel, sinon consultez les Pages Jaunes de l'Annuaire.

مركز العمل



# Le Monde

## ECONOMIE

### LE SECTEUR PUBLIC EN QUESTION

## Dénationaliser n'est pas le contraire de nationaliser

LORS d'une présentation du bilan des nationalisations, le 18 mars, à un colloque sur « Les entreprises publiques », M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a été longuement arrêté sur d'éventuelles dénationalisations, une orientation « économiquement et socialement dangereuse ». « Au-delà des considérations techniques, ajoutait-il, il y a, à aller dans ce sens, un grave danger pour l'équilibre de notre économie. Celle-ci est par tradition, totalement contraire à cette tradition, qui a permis le développement de notre pays, de supprimer un peu de cette diversité. » Alors que les sondages montrent une certaine désaffection des Français à l'égard de l'interventionnisme de l'Etat et leur souci de voir privilégier l'initiative privée, l'opposition ne cesse, il est vrai, de clamer sa volonté de « défaire » les nationalisations de 1982.

« Tout est réversible », affirme M. Raymond Barre, tandis que M. Giscard d'Estaing, dans 2 *Francs* sur 3, voit dans la libéralisation du secteur public « une nécessité et une chance » : nécessité d'une gestion décentralisée qui caractérise une économie de marché et chance de pouvoir diffuser le plus largement possible dans le corps social la propriété des entreprises. Quant au RPR, gagné par l'ultra-libéralisme, il a déjà élaboré sur le crédit deux projets de loi qui sont censés représenter une rupture « avec le socialisme marxiste de 1981, mais aussi avec la social-démocratie d'avant 1981 » (le Monde du 27 mars).

Autant dire que, dans un pays où les entreprises industrielles détenues par l'Etat représentent 17 % de la valeur ajoutée de l'industrie nationale, 16 % à 17 % des effectifs, 22 % des investissements et 26 % des exportations, les dénationalisations vont faire l'objet d'un débat majeur. Or ce qui se passe à l'étranger permet d'en fixer l'évolution et aussi les limites.

Un tel mouvement est en cours dans de nombreux pays et pas seulement dans les Etats les plus conservateurs. En République fédérale d'Allemagne, le gouvernement de centre droit a commencé à réaliser son programme de réduction du secteur privé d'une partie des participations détenues par l'Etat dans l'industrie. Près de 14 % du capital de VEB, première firme ouest-allemande spécialisée dans l'énergie, a été offert au janvier 1984 aux épargnants pour près de 700 millions de Deutschmarks (de l'ordre de 2 milliards de francs).

Au Japon, le gouvernement vient d'annoncer que la moitié des actions de la société publique Nippon Telegraph and Telephone — qui gère les télécommunications nippones et a besoin d'investir pour moderniser son réseau — seront « privatisées » en avril 1985, les deux tiers avant cinq ans.

En Italie, pays interventionniste de longue date (en fait depuis Mussolini), le clientélisme et les surcoûts des entreprises de l'Etat ont provoqué un début de reflux du secteur public, sous l'impulsion notamment des socialistes. Des petites firmes rentables ont été revendues au secteur privé, comme Nuova Fabbrica (maquinerie près de Vérone), Confezioni Pomezia (tissage près de Vérone), Fidaunia (textile à Foggia). Mais, surtout, une politique plus large d'une meilleure répartition des tâches entre entreprises publiques et privées est envisagée dans la chimie, les aciéries spéciales (entre Telsid et Iteltra) ou l'automobile (entre Fiat et Alfa Romeo).

La Suède socialiste elle-même n'échappe pas à cette évolution (voir ci-contre). Le gouvernement de Stockholm, propriétaire de grosses industries en difficulté (des mines à la sidérurgie, en passant par les chantiers navals et les compagnies forestières), a vendu ou est sur le point de céder pour 1,5 milliard de couronnes d'actifs (à peu près autant de francs).

#### La politique la plus systématique

La volonté du « moins d'Etat », partie de l'Amérique réaganienne, a donc essaimé outre-Atlantique comme outre-Pacifique. Mais la politique la plus doctrinaire, la plus systématique, celle qui permet d'apprécier les effets d'un tel programme et les difficultés de sa réalisation, est engagée en Grande-Bretagne.

Deux vagues successives, à la Libération, puis à partir de 1974 sous le ministère travailliste de M. Wilson, ont amené une large intervention publique sur l'économie. Depuis 1979, les conservateurs se sont efforcés de réduire l'emprise de l'Etat sur l'industrie.

En février 1981, British Aerospace a été rendue au privé par la cession dans le public de 51,5 % de son capital. Quelques mois plus tard, la firme de communication Cable and Wireless a changé de main. Amersham, société de production de radio-isotopes, a ensuite été cédée à 100 % en février 1982, tout comme la National Freight Corporation. En novembre 1982, 51 % de Britoil, filiale de la British National Oil Corporation (BNOC), ont été offerts au public, ainsi qu'une même proportion d'Associated British Ports (une vingtaine de ports). Quant à la participation de l'Etat dans British Petroleum, l'une des sept sources du pétrole mondial, elle est tombée de 44 % à 32 %.

Plus de cent trente mille salariés ont ainsi été « rendus » au privé ; la récession a rapporté à l'Etat bri-

tannique quelque 2 milliards de livres (22 milliards de francs). Ces chiffres ne représentent qu'une petite partie d'un secteur public industriel estimé par la revue trimestrielle *Public Money* (1) à 33 milliards de livres, mais le cinquième des sommes qu'espère obtenir Mme Thatcher de cette dénationalisation.

Ces dans les mois et les années à venir les télécommunications (British Telecom), les transports (British Airways, Jaguar, Land Rover, Rolls Royce, Sealink), les aéroports (British Airport), l'énergie (Enterprise Oil et British Nuclear Fuels) et les chantiers navals (Naval Shipyard) devraient être privatisés avec, pour objectif global, la récupération de quelque 10 milliards de livres (110 milliards de francs).

Mais *Public Money* le montre bien, dénationaliser n'est pas le

contraire de nationaliser. Cela exige plus de temps et une préparation plus minutieuse.

La première difficulté (déjà ressentie lors de l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées) résulte de l'évaluation des titres cédés au privé. Dans la mesure où la gestion du secteur public ne répond pas toujours essentiellement au critère du profit (puisque entrent notamment en ligne de compte des problèmes d'emplois), l'évaluation des bénéfices n'est pas forcément la bonne solution. Comme ne l'est pas non plus l'estimation des actifs de la société, puisque les futurs actionnaires touchent des dividendes et non le partage d'une liquidation. Ainsi, pour la restitution, « réussie », d'un autre-Manche, de British Aerospace et d'Amersham, Mme Thatcher s'est-elle accusée d'avoir bradé ces participations publiques. A l'inverse, 70 % des actions de Britoil offertes au public ont été boudées et n'ont dû leur privatisation qu'à l'intervention des banques.

La seconde difficulté — M. Chirac ne cesse de le répéter lorsqu'il présente son projet pour la France — est que ce peuvent être des mises sur le marché que les firmes qui gagnent de l'argent et présentent à ce titre un intérêt pour les investisseurs. Le plus facile a donc été réalisé jusqu'à présent en Grande-Bretagne. Il faut, en effet, astreindre toutes les sociétés « dénationalisables » à des critères impératifs de rentabilité. Ainsi, dans les chantiers navals, la privatisation commencera-t-elle par la construction de bâtiments de guerre qui, seule, est bénéficiaire.

Enfin, il ne suffit pas de vouloir rendre privé. Il faut encore que l'argent soit disponible. M. Fabius soulignait le 18 mars que, « si on voulait mobiliser sur le marché les fonds nécessaires pour racheter les entreprises nationales, cela absorberait pendant plusieurs années la totalité des sommes actuellement disponibles pour alimenter les entreprises privées qui seraient alors asphyxiées ».

Il est vrai que l'Etat doit lui aussi, faute de dotations budgétaires suffisantes, envoyer les entreprises publiques sur le marché financier ; celles-ci vont même introduire en Bourse une partie du capital de leurs filiales les plus rentables pour financer leur développement. Voilà qui amoindrit les propos du ministre. Il n'en reste pas moins que Londres, sur un marché des capitaux essentiellement plus large que celui de Paris, ce phénomène d'asphyxie éventuelle est pris

en considération. Des empires industriels, comme British Telecom (4 à 5 milliards de livres pour 51 % du capital), British Airways ou les gisements pétroliers de la mer du Nord, ne seront vraisemblablement cédés que par fraction.

« Sur la base de nos estimations, écrit cependant *Public Money*, cela ne devrait pas poser de problèmes insolubles : le flux de capitaux devrait probablement passer de 15 à 25 milliards de livres par an, dans les dix années à venir. Ainsi, si les autorités n'essaient pas de vendre l'ensemble de leur portefeuille, y compris leurs participations dans des sociétés cotées, en un ou deux ans [ce qui, de plus, est administrativement impossible], il devrait y avoir assez d'argent pour répondre à la demande tout à la fois des secteurs public et privé. » Il n'empêche que trois agents de change travaillent d'ores et déjà à la demande en Bourse de British Telecom, prévue pour novembre 1984. Et que l'on a vu l'émotion suscitée à Londres par la cession éventuelle de Jaguar à des étrangers (en l'occurrence General Motors).

#### Un projet dans le placard depuis plus de deux ans

Voilà donc quelques éléments d'un dossier qui va diviser les Français — ou du moins le monde politique — avant les élections de 1986. L'on sait que M. Fabius, en partie à raison de cette débâcle, a demandé aux dirigeants des entreprises publiques d'être « sortis du rouge » dès 1985 (« le Monde de l'économie » du 14 février 1984). « Si les entreprises nationales réussissent, dit-il, pourquoi les vendre ? ». Mais, paradoxalement, même s'il obtient satisfaction (ce qui est vraisemblable pour la sidérurgie), il se prive de l'un des principaux arguments avancés en faveur des nationalisations en 1981-1982 (privilégier le moyen terme sur le critère privé du profit à court terme) et facilite aussi une éventuelle désaffectation.

Surtout, la gauche n'a pas réussi à « banaliser » — y compris à ses propres yeux — les entreprises publiques. La loi sur les transferts de propriété entre secteur public et secteur privé — dite loi de respiration — promise par le gouvernement après la décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982 pour « permettre une gestion active des participations publiques industrielles et bancaires », n'a toujours pas été soumise au Parlement. Présenté au conseil des ministres du 29 octobre 1982, ce projet, malgré la promesse du ministre de l'Industrie, n'est même pas à l'ordre du jour de la session de printemps tant il suscite d'opposition dans les groupes communiste et socialiste, qui craignent la « dénationalisation rampante ».

Ainsi, à des nationalisations pour partie idéologiques — l'Etat n'a guère de raison de fabriquer du verre ou des téléviseurs — risquent de répondre des dénationalisations pour partie idéologiques. La sidérurgie britannique ballotée depuis la guerre dans une espèce de partie de ping-pong entre travaillistes et conservateurs, et qui est pratiquement morte, est sans doute l'exemple à ne pas suivre.

BRUNO DETHOMAS.

(1) « Prospect for Privatisation », Grieson Grant Investment Research in association with *Public Money*, printemps 1984 (11, Buckingham Place, Londres SW1E 6 HS).

### L'EXPERIENCE BRITANNIQUE

#### Une privatisation sous diverses formes

La privatisation mise en œuvre en Grande-Bretagne permet déjà de relever plusieurs méthodes de dénationalisation (1) :

**La cession du capital** : une fois votée la loi de dénationalisation qui autorise le ministre compétent à ouvrir le capital de l'entreprise publique au privé la cession est organisée par introduction en Bourse (Britoil, Cable and Wireless), soit par vente directe aux salariés (National Freight Corporation), soit à un consortium privé (British Rail). En général la privatisation n'est que partielle : l'Etat conservant près de 50 %.

**La vente d'actifs**. Quand la dénationalisation n'est pas possible, les entreprises déficitaires sont appelées à se défaire d'activités secondaires rentables (ce qui soulève une certaine opposition interne). Des poches de profits sont ainsi isolées dans la sidérurgie ou les chantiers navals et des objectifs de rentabilité des investissements, voire de surinvestissement, sont imposés aux autres. Les entreprises déficitaires sont donc dénationalisées par morceaux.

**Des opérations conjointes**. Pour éviter d'avoir à financer sur fonds publics des investissements rentables, le gouvernement développe des opérations conjointes avec le secteur privé. C'est le

cas, dans la sidérurgie, pour les aciéries spécialisées. En revanche, ce type de financement pour le tunnel sous la Manche ou la récupération par gazoduc du gaz de la mer du Nord n'a pas connu le succès escompté par les pouvoirs publics.

**La limitation des monopoles publics**. Pour relancer la concurrence dans des secteurs monopolisés depuis la fin de la guerre, la British Telecom Act de 1981 a réduit le monopole de British Telecom sur la fourniture de services d'équipements et de télécommunications et a mis cette société en concurrence avec Mercury, ce qui a soulevé une vive opposition des syndicats.

Un projet de loi a été élaboré en mai 1983 pour supprimer le monopole de production du Central Electricity Generating Board (C.E.G.B.) britannique et limiter son monopole de distribution ; il a été annoncé que des licences d'exploitation des centrales minières de charbon seraient plus facilement accordées. British Gas a perdu son monopole de production et de distribution de gaz. Enfin l'ouverture possible de lignes aériennes a été annoncée.

(1) *Nationalisation and dénationalisation en Grande-Bretagne*, par Frank Emmanuel Dangereau, « Notes et études documentaires », 14 av. 1983, La Documentation Française, 40 F.

## Les socialistes suédois préfèrent les managers privés

Il existe au sein du Parti social-démocrate suédois au pouvoir plusieurs courants politiques. L'aile gauche minoritaire, qui est favorable à une économie planifiée, « plus socialiste », réclame l'occurrence de chaque congrès la nationalisation des banques, des instituts de crédit ou de l'industrie pharmaceutique.

Pour leur part, les dirigeants du parti — qui sont presque tous membres du gouvernement — font preuve de beaucoup plus de pragmatisme. Ils continuent de penser que les entreprises se portent mieux lorsqu'elles sont gérées par des dirigeants compétents plutôt que par des fonctionnaires. Toutefois, afin d'éviter une cassure à l'intérieur du parti, des commissions d'étude sont régulièrement désignées pour monitorer la minorité que ses propositions sont quand même prises au sérieux.

Ces groupes de travail arrivent toujours à la conclusion que « la situation n'exige pas une prise de contrôle de certaines industries par l'Etat ». Exemple récent : le rapport d'un service du ministère des finances suggère que l'Etat nomme à l'avenir les présidents des conseils d'administration des banques privées, mais cette proposition a de très fortes chances de tomber rapidement dans les oubliettes.

Ce sont en fait les « bourgeois » qui ont nationalisé en Suède, pour sauvegarder l'emploi et faire face à l'effondrement de plusieurs secteurs lourds de l'économie (mines de fer, sidérurgie, construction navale, confection et textile) sévèrement ébranlés par la crise pétrolière.

En quatre ans, de 1976 à 1980, ils ont fait plus dans ce domaine que les sociaux-démocrates pendant quarante-quatre ans de règne pratiquement ininterrompu. Les bureaux du ministre de l'Industrie de l'époque, M. Nils Aalting (centriste) étaient fort justement comparés au service des urgences d'un hôpital devant lequel les firmes moribondes faisaient la queue pour quémander de l'argent. Au total, plus de 30 milliards de couronnes ont ainsi été dé-

bourrés en faveur des « canards boiteux » intégrés au secteur public et cette « générosité » a eu des effets désastreux sur le budget.

Le reproche qu'adressent aujourd'hui les sociaux-démocrates à leurs prédécesseurs n'est pas d'avoir aidé financièrement l'industrie — ils auraient sans doute agi de la même façon vu la gravité et l'ampleur des difficultés — mais d'avoir distribué cet argent avec trop de largesse, sans rien demander en échange aux propriétaires privés. Le récent accord sur la restructuration du secteur des aciéries suédoises illustre l'attitude plus fermée du gouvernement.

L'Etat a accepté de dire un trait sur les 450 millions de couronnes que plusieurs entreprises sidérurgiques lui devaient, mais, en contrepartie, la société Avesta, qui chapeaute le nouveau groupe, s'est engagée à racheter trois aciéries privées complémentaires. « Autrement », déclare-t-on au ministère, l'Etat devait tout financer. A présent, les firmes doivent elles aussi consentir un effort financier et apporter des capitaux frais. »

#### Aides réduites

Compte tenu du déficit budgétaire de la Suède, qui représente plus de 10 % du produit intérieur brut, le gouvernement social-démocrate estime que le « service des urgences » doit être fermé. Il est devenu d'ailleurs en partie superflu, puisque la majeure partie des restructurations est maintenant achevée. Mais les entreprises nationalisées ont quand même reçu environ 13 milliards de couronnes dans les six mois qui ont suivi le retour des sociaux-démocrates au pouvoir, en octobre 1982. On assure, cependant, qu'il s'agit d'un ultime geste visant à accélérer les reconversions dans le textile et les mines de fer.

Le gouvernement considère que la dévaluation de 16 % de la couronne a donné un coup de fouet à l'industrie et que celle-ci ne peut plus dorénavant compter sur le soutien de l'Etat. Les aides financières publi-

ques à l'industrie ont régulièrement diminué. De 17 milliards de couronnes pour l'exercice budgétaire 1982/1983, elles sont passées à 9,5 milliards l'année suivante. La soutien « sélectif » se monte actuellement à 3,5 milliards, contre 7,15 en 1982/1983. Particulièrement doctrinaires dans l'opposition, les sociaux-démocrates sont revenus à une politique économique pragmatique, traditionnelle.

Désormais, au sein du holding des entreprises d'Etat *Statsföretag*, il n'est pas rare que des sociétés soient vendues à un groupe privé qui a des activités complémentaires, et vice versa. Il arrive même que l'on privatise en catimini. Au mois de décembre dernier, l'entreprise électronique suédoise Nokia a ainsi acquis 70 % du capital social de la société nationalisée suédoise Luxor, dans laquelle l'Etat avait injecté 350 millions de couronnes depuis 1979 pour combler les déficits.

Selon le ministre adjoint de l'Industrie, M. Roine Carlsson, ce n'était pas une privatisation mais « un bon exemple de coopération nordique ». Il est question depuis quelque temps de céder environ 15 % du capital de la seule banque nationalisée Post och Kreditbanken à des intérêts privés. La maison de confection et de prêt-à-porter Oscar Jacobson est sortie du groupe public Eiser.

Les sociaux-démocrates suédois se veulent les champions de l'économie mixte. Ils préfèrent confier l'industrie exportatrice à des groupes privés, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont hostiles à un secteur public, à condition que celui-ci ait les mêmes ambitions d'efficacité et de rendement.

« Il faut être souple, dit-on au ministère de l'Industrie. Le fait que le holding d'Etat ait été considéré comme une sorte de clinique pour les moribonds ne signifie pas que les malades, une fois la santé retrouvée, doivent quitter l'hôpital et regagner leurs foyers privés. L'Etat a aussi le droit de contrôler des entreprises qui marchent bien... »

ALAIN DEBOVE.

### Qui assure le risque ?

L'INFLATION et surtout la grande nébuleuse que constitue l'Etat et ses dépendances ont pour effet — et ce n'est pas l'aspect le moins négatif de l'expansion du secteur public à la faveur des nationalisations — de rendre à peu près complètement opaque toute discussion sur les circuits de financement et la mobilisation de l'épargne, pourtant si nécessaire. Dieu sait, cependant, si la France a besoin de toutes ses ressources pour rester la grande puissance industrielle qu'elle a su devenir après trente ans et plus d'efforts persévérants.

A en croire le ministre de l'Industrie (voir l'article ci-contre), une éventuelle « dénationalisation » aurait notamment pour conséquence de priver le marché financier de ressources qui seraient mieux utilisées à la création d'entreprises nouvelles.

En stricte logique, pourtant, le rachat par des intérêts privés (ou, ce qui serait à maints égards préférable, par une multitude de petits actionnaires) des actifs industriels acquis par la puissance publique devrait se traduire non par une stérilisation de l'épargne, mais par un simple déplacement.

A la place d'une partie de son patrimoine productif, l'Etat propriétaire recevrait de l'argent. Ce serait autant de moins qu'il aurait à emprunter sur le marché financier pour financer son déficit, lequel proviendrait, du reste, pour une part non négligeable — et cela ne contribue pas à simplifier l'analyse du phénomène — de la gestion déficitaire de telle ou telle grosse entreprise nationale. Le marché en question devrait en tout cas se trouver soulagé à deux occasions.

Mais, dans la réalité, les choses se présentent de façon beaucoup plus embrouillée, et l'on sait les difficultés que l'on a à mesurer le fameux « effet d'éviction », en vertu duquel les appels du Trésor au marché financier évitent les emprunts privés.

La principale raison de ce flux artificiel est en France que la moitié au moins du déficit budgétaire est financée par l'Institut d'émission, et que personne n'est capable d'apprécier avec une précision suffisante les effets (indéniables) sur l'économie d'un peu plus ou d'un peu moins d'inflation.

A cela s'ajoute une autre et importante considération, dont on ne parle pratiquement jamais. En devenant propriétaire, l'Etat assume désormais le risque inhérent à toute entreprise. Autrement dit, ce n'est plus à l'épargnant-capitaliste de supporter les aléas de la gestion, mais au contribuable. Néanmoins, là encore, l'inflation joue son rôle pour diffuser dans l'ensemble du corps social la prise en charge de ce risque, puisque l'Etat n'équilibre pas ses comptes.

PAUL FABRA.

### INSTITUT DE GESTION SOCIALE

## 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Prénoms \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Diplôme \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3<sup>e</sup> cycle Management AVANCÉ

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

27/12/1984



## CONJONCTURE : LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

## Les entreprises d'abord

La consommation des ménages ne devrait guère progresser cette année. Seul le déclin du taux d'épargne permet d'éviter une diminution des achats des consommateurs. Leur progression, cette année, se limiterait, à 0,5 %, après 0,8 % en 1983. Le principal facteur de croissance du PIB est au ralenti, alors que nous sommes entrés dans la deuxième année consécutive de baisse du pouvoir d'achat.

Les récentes négociations menées dans la fonction publique sont révélatrices : les hausses de salaires seront faibles cette année. La plupart des accords signés dans les différentes branches et entreprises l'ont été sur la base d'augmentations qui respectent la norme des 5 %. C'est une inflexion majeure. Alors que le taux d'augmentation des salaires dans les entreprises progressait sur un rythme de 15 % jusqu'en 1982, la hausse s'est limitée à 10,6 % l'année dernière. Cette année, le ralentissement devrait s'accroître, soit de 7,9 % seulement : les augmentations seraient plus fortes en début qu'en fin d'année.

## Pouvoir d'achat et taux d'épargne en baisse

Le pouvoir d'achat des salaires nets devrait être ainsi en recul : - 1,3 % (1). Le ralentissement du pouvoir d'achat des prestations sociales serait également sensible. Après avoir vivement progressé en 1981 et en 1982 (+ 5,7 % et 8,1 %), il n'avait augmenté en 1983 que de 2,6 %. Cette année le pouvoir d'achat des prestations devrait croître encore plus faiblement : + 2,2 %. Cette hausse s'explique par le nombre croissant des chômeurs et des retraités.

Quant aux revenus des non-salariés (agriculteurs, professions libérales, commerçants), ils subiront les conséquences d'une activité peu soutenue. On aboutit alors à une faible perte du pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus des ménages : - 0,1 % en 1984, après - 0,5 % en 1983 (graphique 1). 1984 serait, dans ce cas-là, la troisième année, après-guerre, de baisse du revenu réel (1980, 1983 et 1984).

Nous ne prévoyons pas pour autant que cette réduction se traduise par une baisse similaire de la consommation (graphique 2). C'est plutôt le taux d'épargne qui subirait un nouveau recul. Il s'établirait en moyenne à 14,1 %, contre 14,7 % en 1983 (graphique 3). Les ménages maintiennent le niveau de leurs achats. L'épargne, surtout celle consacrée à l'achat de logements, en subit le contrecoup. Plusieurs raisons à cela : on observe souvent un délai d'adaptation entre l'évolution de la consommation et celle des revenus. Par ailleurs les catégories socioprofessionnelles qui consacrent une part importante de leur revenu à l'épargne sont celles qui sont le plus lourdement touchées par la pression fiscale. Il est possible que ces foyers épargnent moins pour acquiescer leurs impôts.

Enfin, le seul poste du revenu disponible qui progresse en 1984 est constitué des prestations sociales. Or elles représentent souvent les seules ressources pour les chômeurs et les personnes âgées. Elles sont donc très largement consommées, et contribuent à la baisse du taux d'épargne.

## Très légère progression de l'activité industrielle

La progression de la production industrielle, quoique faible, se poursuivra en 1984 (+ 1 %). Le plan de rigueur adopté en mars 1983, s'il a amené un inflexionnement, n'a pas provoqué de récession. Du point de vue de l'activité, 1984 s'inscrit dans le prolongement de la faible crois-

GSF ECO rédige désormais pour le Monde, et en association avec lui, une page consacrée à la conjoncture qui est publiée chaque premier lundi de mois, sous le titre de "Tendances" y sont successivement traités par roulement.

Le premier est l'examen de la situation en France (le Monde du 7 février) ; le deuxième porte sur la conjoncture dans les principaux pays industrialisés, comparée à celle de la France (le Monde du 6 mars) ; le troisième, dans ce numéro, a trait aux perspectives de l'économie française.

GSF ECO est une société d'études et de traitement des données dont le capital appartient pour 90 % à la société GSF (Généraliste de services informatiques), elle-même filiale du groupe CGE. Les 10 % restants se partagent entre la Banque de France et l'INSEE.

sance enregistrée depuis 1980 : + 0,9 % pour le PIB marchand en prévision. Le taux est identique à celui observé en moyenne sur les années 1980-1983.

Cette croissance, on la va, provient pour partie de la consommation, mais elle est aussi la conséquence de la bonne tenue des exportations. On bénéficie encore en 1984 de la reprise assez forte observée chez les principaux partenaires commerciaux de la France.

Une demande intérieure assez faible et la perspective de débouchés à l'étranger incitent les entreprises à se consacrer encore davantage à l'exportation de leurs produits. Ainsi les exportations en volume progresseraient-elles de 3,9 % (et 4,4 % dans l'industrie manufacturière). Dans le même temps, les importations augmenteraient modérément : 2,2 %, après une baisse de 1 % en 1983.

L'impact de ces mouvements est net sur le solde commercial. Le déficit douanier (FAB-FAB) ne devrait plus être que de 13 milliards de francs en 1984 après 43,5 milliards l'année dernière. Le déficit prévisionnel des échanges de biens et services se limiterait à 9 milliards (29,1 milliards en 1983).

Une production en légère progression, des coûts salariaux en net

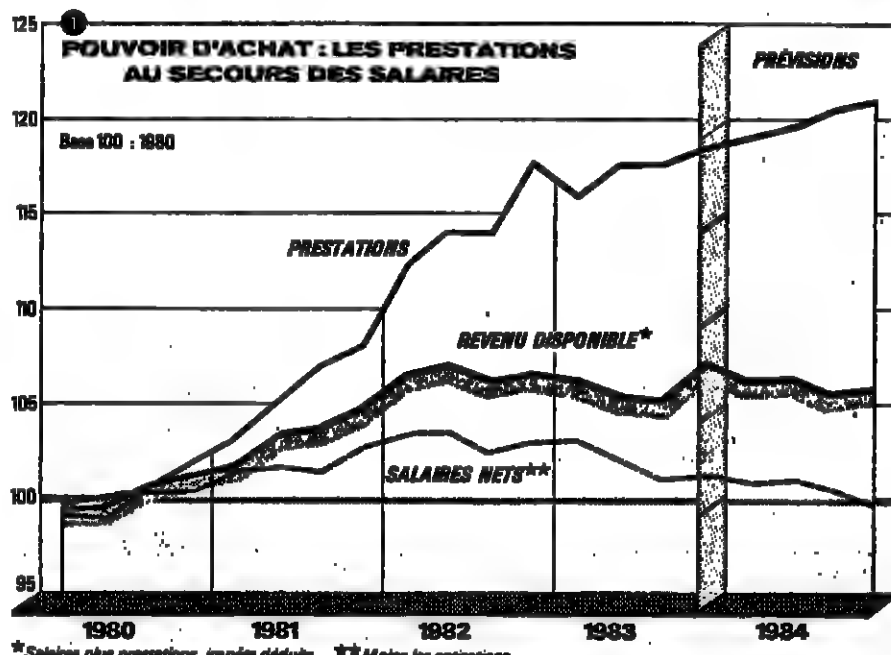
légère hausse, mais les effectifs employés poursuivent leur recul, quoique plus modérément.

En 1983, 160 000 emplois sur les 13,75 millions fin 1982 ont été supprimés. Cette année, il y en aurait 125 000. Cette moindre dégradation proviendrait de la bonne tenue de la production et de l'amélioration de la situation dans l'industrie : faible croissance des coûts unitaires (salaires, prix à l'importation, charges...) et meilleure situation financière.

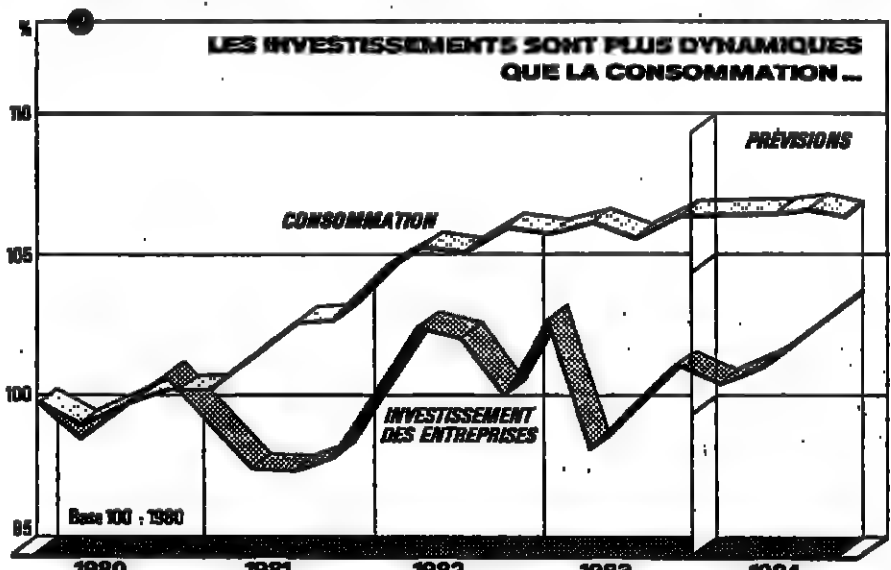
Le chômage devrait, lui, augmenter bien plus rapidement. Le « traitement social du chômage » n'est plus à l'ordre du jour, et la population active continue de croître. Les modifications apportées l'année dernière à la comptabilisation des chômeurs rendent délicate une estimation précise.

## Ralentissement des prix en milieu d'année

Le ralentissement des coûts unitaires se retrouve dans les prix à la consommation. Malgré les modestes indices de prix de janvier et de février (+ 0,7 % et 0,6 % respectivement), la tendance est vers la décelération. Ce mouvement est conforté par la faible accroissement des prix

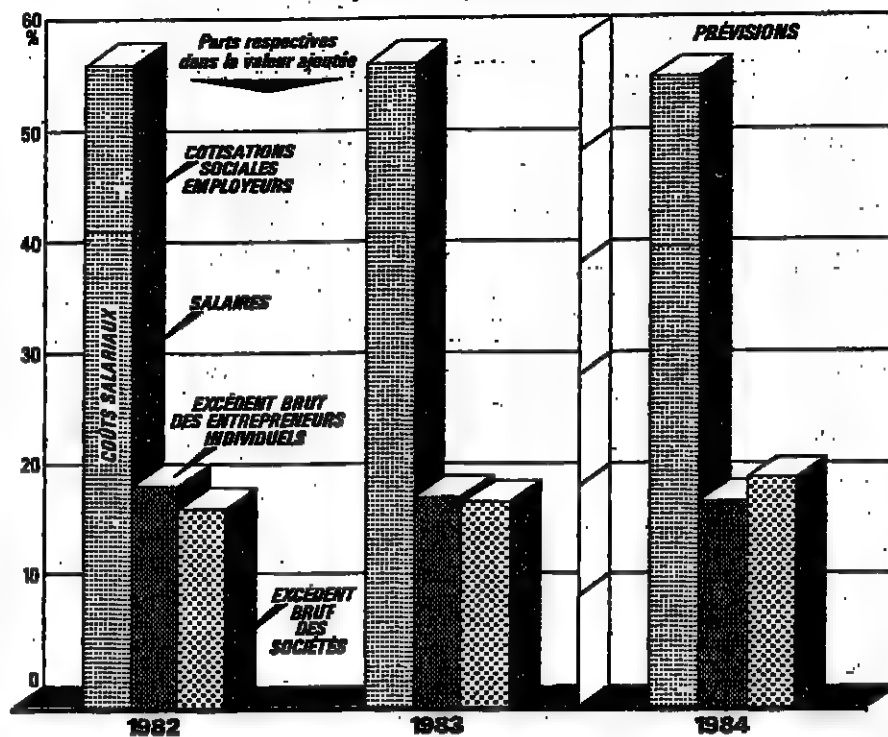


\* Salaires plus prestations, impôts déduits \*\* Moins les cotisations

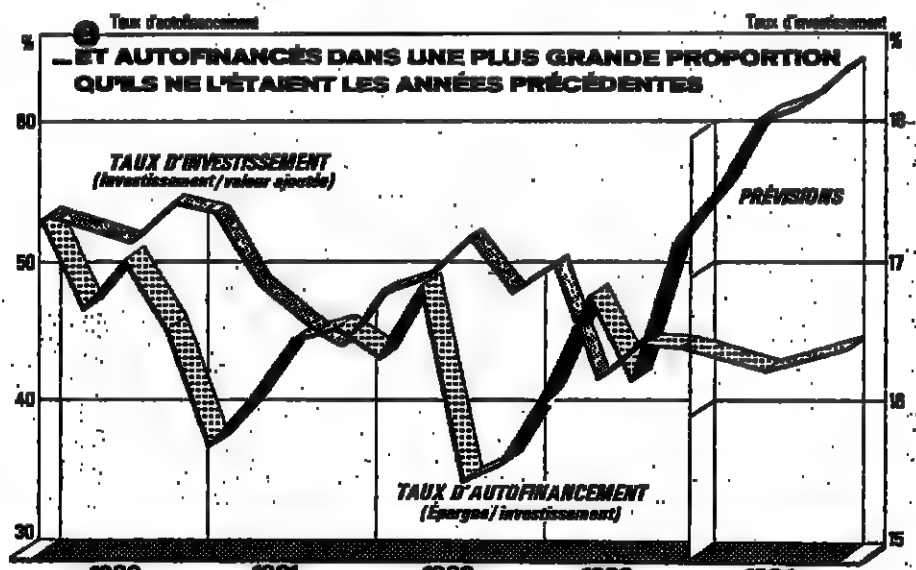
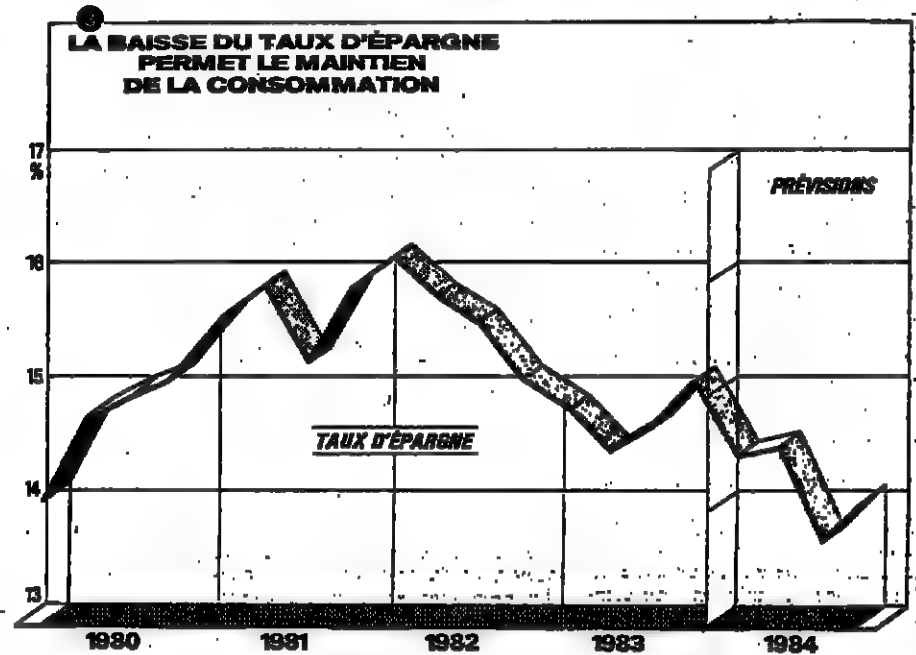


## VALEUR AJOUTÉE : UN PARTAGE PLUS FAVORABLE AUX ENTREPRISES

pour les entreprises individuelles



Les salaires incluent les cotisations sociales à la charge des salariés. Les autres postes qui ne figurent pas sur le graphique (le plus important est constitué par les impôts) représentent environ 5 % de la valeur ajoutée.



## L'ANNÉE 1984 EN CHIFFRES

(variation par rapport à la période précédente en volume)

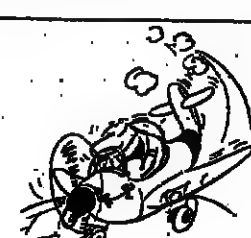
	Part des ressources en 1983 (en %)	1983/1982	1984/1983	1 <sup>er</sup> trim. 1984	2 <sup>e</sup> trim. 1984	3 <sup>e</sup> trim. 1984	4 <sup>e</sup> trim. 1984
PIB marchand	78,9	0,5	0,9	0,9	0,3	0,4	0,3
Importations	21,1	-1,0	2,3	-0,8	-0,4	0,6	0,6
Consommation des ménages	57,3	0,8	0,5	0,0	0,0	0,1	-0,2
Consommation nette des administrations publiques	3,6	-0,1	-2,4	-0,8	-0,9	-1,1	0,7
Investissements	18,0	-2,6	0,0	-0,1	0,2	0,7	0,5
dont entreprises	10,8	-0,8	1,4	-0,7	0,1	1,1	1,1
épargne	3,7	-7,4	-3,7	0,1	-0,8	0,1	-0,8
Exportations	20,5	2,5	3,9	-0,7	0,1	0,5	0,5
Contribution à la croissance des variations de stocks	0,6	-0,3	+0,2	0,0	0,3	0,2	0,2
Demande intérieure (2)	75,9	-0,4	0,5	0,2	0,4	0,4	0,2
Prix à la consommation (3)	-	9,3	7,2	1,3	1,6	1,5	1,4

(1) Ressources : PIB + importations

(2) Demande intérieure : consommation + investissement + variations de stocks.

(3) Indices des prix de la comptabilité nationale. La hausse des prix en 295 postes a été de 9,6 % en moyenne en 1983. Nous présentons ici des prévisions sur l'économie française pour l'année 1984. Ces prévisions ont été réalisées à l'aide du modèle trimestriel MESTRIC (modèle économique trimestriel de conjoncture) construit par l'INSEE et la Direction de la prévision. Tous les résultats exposés dans cet article sont sous la responsabilité de GSF-ECO.

(Publicité)  
Nous cherchons  
ASPIRANTS ACTEURS, ACTRICES  
à l'importe quel âge, pour rôles secondaires et  
primaires dans films et films de télévision.  
Ecrire avec photo à :  
EDI CINE - VIA SETTEMBRINO, 35  
20100 MILANO  
ou VIA POLIZIANO 70 - ROMA (Italie)



UNE CARTE  
UN TÉLÉPHONE  
AVIATION A VOLONTÉ  
608.19.19  
Tennis Express - le Sport à la carte

entreprises françaises

مركز ابحاث الاداء



## Les entreprises françaises de BTP condamnées à exporter pour se développer

C'EST frileusement que la majorité des entreprises françaises de bâtiment et de travaux publics exportatrices ont abordé l'année 1984. Pourtant, la France conserve le troisième rang mondial de la spécialité, derrière les Etats-Unis et la Corée du Sud.

Le développement, après une décennie de contraction du marché intérieur, passe par l'exportation, et les gouvernements successifs d'avant ou d'après mai 1981 n'ont cessé d'encourager les entreprises, moyennes ou grandes, à franchir les frontières de l'Hexagone. De toute façon, il y a belle lurette que le marché intérieur n'est plus porteur, même si une solide assise nationale paraissait être, naguère, la condition sine qua non d'une expansion maîtrisée à l'étranger.

Les « grands » du secteur, au demeurant, ont tous, peu ou prou, constitué ou consolidé leurs bases étrangères en restructurant leurs filiales ou bureaux locaux, en absorbant les PME qui s'offraient, fascinées ou résignées, à leur appât de grands fauves. Cette régionalisation se poursuit, assez méthodiquement, à visage découvert ou en léguant leur raison sociale et leur personnalité aux nouveaux venus dans les groupes.

### Le carnet de commandes d'abord

Ce qui compte avant tout, dans le BTP, au même titre que le bénéfice consolidé, mais avant le chiffre d'affaires, c'est le carnet de commandes, l'exécution correcte des contrats nourrissant ensuite l'activité de l'entreprise, chacun d'eux s'étendant dans bien des cas sur plusieurs exercices. L'année 1983 a été meilleure pour l'ensemble des entreprises exportatrices qu'on ne l'escomptait en général, puisqu'elles ont engrangé pour 57,5 milliards de francs de contrats, contre 55,2 milliards de francs en 1982, sans toutefois atteindre le record détenu en 1981 avec 65,7 milliards de francs de commandes.

Ces chiffres diffèrent quelque peu de ceux qu'on lira dans notre tableau. Ils ne sont pourtant pas incompatibles. Ce sont ceux, publiés par la direction des affaires économiques internationales (DAEI) du ministère de l'urbanisme et du logement. La première ligne de notre tableau donne des montants de commandes à l'exportation en dollars, comparables, pour 1982 par exemple (dernière année disponible), aux 31,1 milliards de dollars réalisés par les entreprises américaines hors Etats-Unis ou aux 13,4 milliards des coréennes.

Les sommes en milliards de francs sont la simple traduction de ces chiffres globaux à partir d'une valeur moyenne du dollar; or les contrats, recensés au fur et à mesure de la remontée des informations vers les centres statistiques professionnels ou ministériels, sont souvent — mais pas toujours — signés en dollars. Tout dépend donc — étant données les variations de cours importantes de la monnaie américaine — du moment où un important contrat est considéré comme acquis. De plus, tous les contrats ne viennent pas à la connaissance des statisticiens; enfin, beaucoup d'entre eux ne sont pas seulement constitués de BTP mais parfois aussi de matériels industriels, de matériaux, d'actions de formation pris ou non en compte. Une différence de 10 % est considérée par les experts comme non significative.

Le tableau que nous publions a un autre intérêt. Il montre combien les variations de la monnaie américaine rendent difficile l'évaluation en volume de l'activité à l'étranger, dans la mesure où le BTP est avant tout une activité de services. Depuis 1981, la conversion en francs français du montant des contrats accentue les hausses d'activités (la progression est de 27,7 % en dollars en 1981, mais de 65,1 % en francs), atténue les baisses, comme en 1982, ou donne des résultats apparemment contradictoires comme en 1983.

Ce record était dû aux investissements de l'Arabie Saoudite. Les bons résultats de 1983 sont dus aux commandes algériennes: 27 milliards de francs sont ainsi venus rassurer les entreprises françaises sur leur avenir (20 800 logements, des bâtiments militaires, des hôpitaux et services de santé, un port, une piste d'aéroport, etc.). Grâce aux commandes algériennes, mais aussi à une nouvelle orientation de clients

plus anciens, le montant des commandes dans le secteur du bâtiment a presque doublé de 1982 à 1983, passant de 15,4 milliards à 30,2 milliards de francs, tandis que celui des travaux publics baissait presque du tiers, de 36,9 milliards de francs à 24,9 milliards.

Pour mieux apprécier ce retournement, il est sans doute préférable de comparer l'évolution respective des parts de marché du bâtiment d'une part (de 27,9 % du total des exportations en 1982 à 52,5 % en 1983) et des travaux publics d'autre part (de 66,8 % en 1982 à 43,3 % en 1983). Il semble que la diminution du nombre des projets de construction de grands ouvrages d'art de par le monde (on n'en compte guère plus d'une quinzaine en tout en février 1984, alors que les entreprises françaises sont présentes à la même date sur plus de vingt grands chantiers en cours) constitue au moins dans les années qui viennent une tendance sérieuse du marché international.

On entreprendra encore, bien sûr, la construction de centrales nucléaires, de grands ponts, de grands barrages, de ports, de voies de chemin de fer. Les besoins des pays du tiers-monde sont immenses. De la même façon, les besoins de ces pays en logements, en transports locaux, en aménagements urbains, en construction d'usines représentent aussi un gisement considérable d'activités potentielles. Mais l'endettement de ces pays et les difficultés de financement des projets, grands ou petits, freinent singulièrement leurs ambitions en la matière.

De plus, les pays exportateurs de pétrole ont eux aussi réduit leurs programmes, et les investissements de prestige, voire somptueux, cèdent le pas aux équipements plus fonctionnels, à des projets plus raisonnables. Enfin, de plus en plus souvent, les commandes sont assorties de contraintes d'utilisation ou sous-traitance d'entreprises et de main-d'œuvre locale.

Les entreprises françaises de BTP devront sans aucun doute s'adapter à cette nouvelle structure du marché international, dans un climat de concurrence étrangère de plus en plus vive.

### Discretion

Selon le *Moniteur des travaux publics et du bâtiment* (1), sur les dix premières entreprises exportatrices du secteur qui avaient, l'année dernière, vu leur chiffre d'affaires progresser en 1982, seules cinq d'entre elles (Dumez, Scrog-Colas, Bouygues, SAE et SGE-SB) ont atteint en 1983 le même résultat. Encore cette progression n'est-elle pas toujours génératrice de profits. SGE-SB a ainsi dû enregistrer une perte consolidée de 480 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs), contre un bénéfice de 60 millions en 1982 (pour un chiffre d'affaires de 15 milliards à structures comparables), et malgré un chiffre à l'exportation de 6,7 milliards de francs, en progression de 27 %.

Bouygues, de son côté, qui a habité la profession et la presse à ses chants de victoire annonce 320 millions de francs de bénéfice en 1983, pour un chiffre d'affaires de 18 milliards, un carnet de commandes de 22,4 milliards de francs, et escompte en 1984 un chiffre d'affaires de 19 milliards, dont 44 % hors de l'Hexagone.

Il est très difficile de connaître l'état réel des carnets de commandes en début d'année. Dans le BTP, on est encore plus discret à cet égard que dans les autres secteurs du monde des affaires. Les aléas qui entourent la signature d'un contrat peuvent être grands, jusqu'à la dernière minute — on l'a vu avec le barrage de Yacireta, en Argentine, où Dumez intervient (2) — et de plus il convient de ne pas alerter la concurrence, française et étrangère, sur les négociations souvent fort dures que l'on mène.

Pour 1984, on peut penser que seront favorisées les entreprises déjà présentes dans les pays où le bâtiment redémarré, comme les Etats-Unis (où par exemple Campenon-Bernard a déjà exécuté d'importants contrats), comme l'Allemagne, ou encore la Grande-Bretagne.

Au reste, l'appréciation de la conjoncture en ce début d'année varie d'une firme à l'autre. Tout à fait arbitrairement, nous avons choisi trois entreprises: Dumez, Quillery, Glauser.

Dumez, société cotée en Bourse, est restée, comme aime à le dire le président de son conseil, M. Jacques Fournier, une « société privée indépendante », où la famille fondatrice demeure maîtresse chez elle. Dumez, c'est l'exportateur de BTP par excellence, puisque l'année dernière 92 % de son chiffre d'affaires de 11,8 milliards environ ont été réalisés à l'exportation. Yacireta? Il fallait y être. Etre copilote sur le plus grand chantier du monde est un succès commercial, avec une bonne image de marque pour l'Amérique du Sud. Et l'Amérique du Sud, Dumez vient de s'y installer, en Colombie. Il n'y est pas le seul Français: pour ne donner qu'un exemple, la filiale de Spie-Batignolles, SACEEM, est la première entreprise de BTP uruguayenne.

Dumez, implanté en Côte-d'Ivoire depuis un demi-siècle, en Tunisie depuis 1935, au Maroc au lendemain de la seconde guerre mondiale, emploie ainsi trois mille permanents dans le monde entier sur les trente-

deux mille personnes qu'il fait travailler. Pour M. Fournier, 1984 va être une année très dure, avec la récession dans les pays jusqu'ici porteurs, et une concurrence plus difficile ailleurs. Il reste à Dumez 14 milliards de francs de contrats à exécuter. « Je ne dis pas que nous sommes les meilleurs, dit encore M. Fournier, mais il faut être les meilleurs. » Et il ajoute: « Dans un secteur où nous arrivons à faire un bénéfice raisonnable, les autres perdent de l'argent parce qu'ils n'ont ni la technique ni les hommes. »

Quillery, qui vient de fêter son cent vingtième anniversaire, est une petite parmi les grosses, avec 2,37 milliards de francs de chiffre d'affaires hors taxes en 1982, et ses bons résultats lui ont permis d'améliorer singulièrement ses fonds propres (+ 69 %) et ses capitaux permanents (+ 56 %) en dégageant une marge brute d'autofinancement de 82 millions de francs. Le capital appartient pour 85 % à son PDG, M. Bernard Jouannaud, et à

l'équipe dirigeante, et pour 15 % à la Compagnie financière de Suez. Quillery se lance à l'étranger, qui, en 1983, représentera 8 % d'un chiffre d'affaires en recul d'environ 9 %, mais 20 % du chiffre d'affaires en 1983 et 30 % en 1984. Pour atteindre ces objectifs, M. Jouannaud parie sur la spécialisation de son entreprise dans la construction d'hôpitaux qui sont « un produit complexe », que l'on « pérorne », car on y est déjà performant: Alger, Casablanca, Le Caire, sans pour autant négliger logements et autres équipements sociaux.

Chez Quillery on regarde plutôt du côté de l'Asie du Sud-Est (on installe un bureau en Malaisie), parce qu'on trouve là des besoins, une économie saine, de l'argent, et on ne désintéresse pas l'Amérique du Sud, où les marchés, cloisonnés, sont terriblement protégés et où les Etats-Unis et l'Italie sont puissants.

Quant à Glauser, c'est une PME spécialisée dans le gros œuvre de bâtiment industriel; dont le PDG, M. Mouscadet, est le petit-fils du créateur. La quarantaine, il est à la tête de l'entreprise depuis l'âge de vingt-six ans. 60 millions de francs de chiffre d'affaires hors taxes, dont 35 à l'étranger, 120 salariés en France, 150 en tout à l'étranger, dont 25 permanents. Dès 1974, il a choisi de façon « raisonnable » de ne pas chercher la croissance à tout prix. Mais c'est par goût personnel qu'il a choisi d'aller à l'étranger, et tout seul. En Haute-Volta d'abord, pour un client français, puis en Arabie Saoudite (des bureaux pour un

ministère) et dans d'autres pays du Proche-Orient.

Glauser, dit M. Mouscadet, a joué la capacité d'adaptation, la faculté d'aller vite pour réaliser de petites affaires (de 15 à 50 millions de francs). Il a connu, au cours de ces dix ans d'expérience, tous les écueils de ce type d'aventure: les barrières administratives, les intermédiaires peu fiables ou peu efficaces, la difficulté de trouver et de fournir des responsables compétents, le problème des cautions bancaires (les banques ne s'engageant que si la PME offre des contre-garanties: en l'espèce les biens propres du PDG et de sa famille).

Ce dernier problème est aigu, dit M. Mouscadet: « pour les PME qui partent pour la première fois: le banquier garde une partie du versement à la commande en contre-garantie, et c'est la trésorerie du chantier qui est touchée ». « On ne s'en est sorti, dit-il encore, que parce qu'on avait une trésorerie saine. »

Grands, moyens, petits, les entrepreneurs de BTP ne peuvent guère, quelles que soient les difficultés de la concurrence internationale, que compter sur les marchés étrangers pour se développer, voire pour survivre.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) 17, rue d'Ulm Paris 75.

(2) Voir le *Monde* daté des 1<sup>er</sup> septembre 1979, 27 octobre 1981, 3 avril 1982, 10 mars 1983, 23-24 octobre 1981.

	1980	1981	1982	1983	1984
En milliards de dollars (1) .....	9	31,5	+ 27,7	8 (2)	- 30,4
En milliards de francs (2) .....	37,8	62,4	+ 65,1	22,6	- 15,7
En milliards de francs (3) .....				56,9	+ 8,1

(1) Chiffres extraits d'une brochure intitulée: « Exporter: la filière construction » et diffusée collectivement par le ministère de l'urbanisme et du logement, le syndicat des entrepreneurs français internationaux (SEFI) et les grands organismes professionnels du BTP.

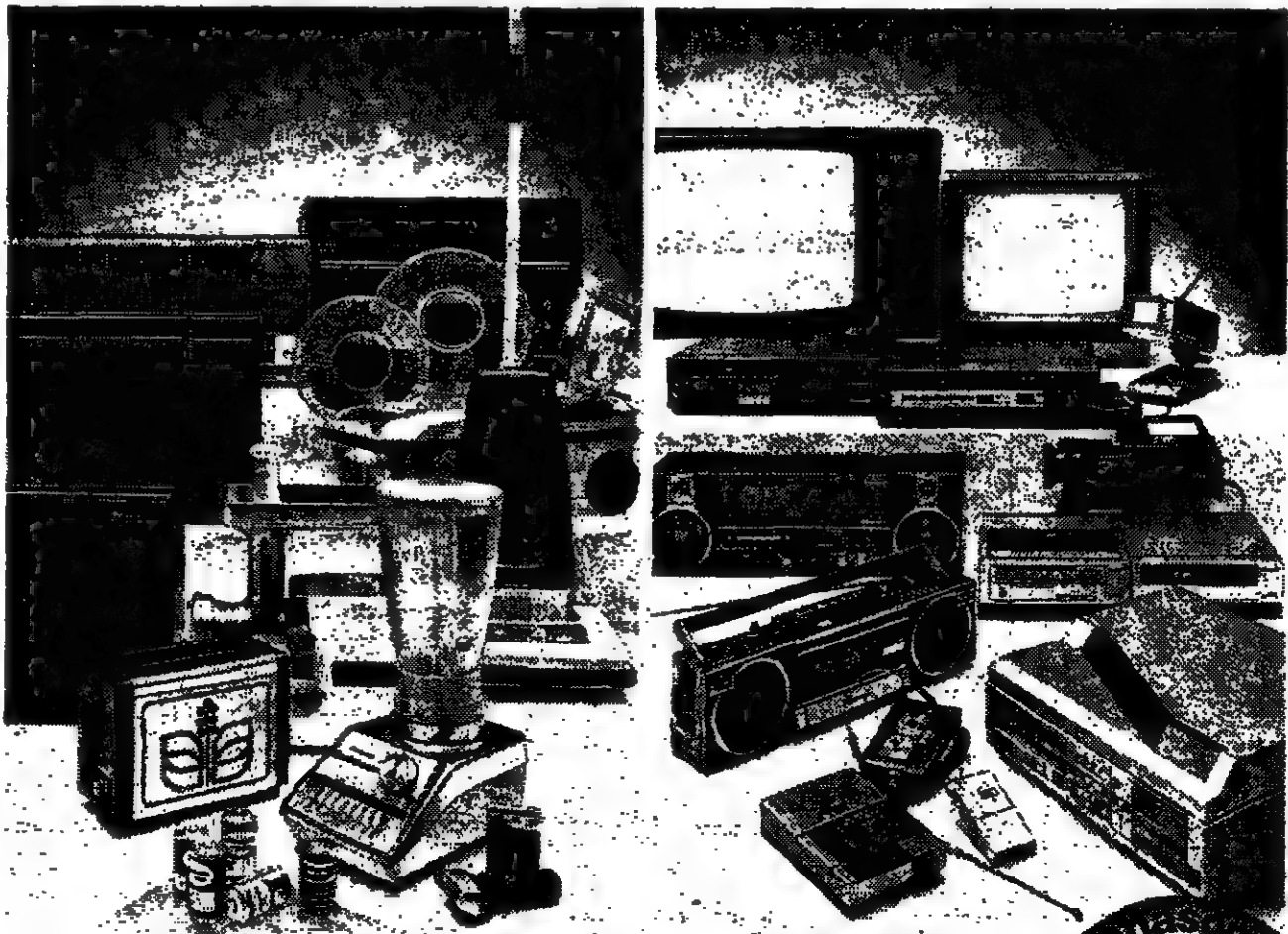
(2) Nous avons pris comme valeur moyenne de référence du dollar: 4,20 F en 1980; 5,43 F en 1981; 6,57 F en 1982; 7,80 F en 1983.

(3) Y compris 1,8 milliard de dollars de contrats signés mais différés.

## Panasonic

### De l'électronique de loisirs à l'équipement ménager.

Prêt pour l'électronique de demain, les appareils ménagers dont vous appréciez depuis longtemps la qualité, la fiabilité, la robustesse portent un nouveau nom. A la place de la marque "National", si familière, vous verrez désormais en Europe "Panasonic". Cette marque vous la connaissez pour son expérience et sa technologie avancée dans le domaine de l'électronique audio et vidéo de loisirs. Entrez chez le numéro 1 japonais de produits de grande consommation, vous y êtes chez vous.



**Panasonic**

Pour plus amples renseignements, s'adresser à: Panasonic France S.A., 19-21 rue des Petits Sauteurs B.P. 69-92551 LE BLANC-MESNIL Cedex. Tél.: (1) 665-44-66. 80 Rue Boly-69008 LYON. Tél.: (1) 666-66-36. 130-140 Avenue Charles de Gaulle-92051 REUILLY/SEINE Cedex. Tél.: (1) 747-11-08.

**LEROIY & Fils OPTICIENS**

L'Optique d'aujourd'hui

104, Champs-Élysées 5, place des Terres  
11, bd du Palais 27, bd Saint-Michel  
158, rue de Lyon 127, Fg Saint-Antoine  
147, rue de Rennes 30, bd Barbès

à votre service toute la semaine

Appel 150



# CARNET DU Monde

# INFORMATIONS « SERVICES »

## Mariages

La famille Aboulkheir Alice et la famille Alimi Joseph ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants.

M<sup>me</sup> Monique ABOLKHEIR avec le docteur WILLIAM ALIMI.  
La cérémonie religieuse a été célébrée le dimanche 1<sup>er</sup> avril 1984 à la synagogue des Tournelles.

## Décès

Nice, Alger, Paris.  
M<sup>me</sup> Alfred Athias, M. et M<sup>me</sup> Roger Mayer, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Janine Athias, M<sup>me</sup> Bourgeois, ses enfants et petits-enfants, ses belles-sœurs et beaux-frères, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred ATHIAS,

survenu à Nice, le 23 mars 1984, dans sa quatre-vingt-douzième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Vauvenargues, Montbéliard.

M. Jean Aubert, M. et M<sup>me</sup> Jacky Aubert et leurs enfants, font part du décès de

Marthe AUBERT,

le 31 mars 1984, à soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le 2 avril, à 16 heures, à Vauvenargues. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— L'Association des anciens enfants de troupe et anciens élèves des écoles, collèges et lycées militaires a la douleur de faire part du décès de

M. Guy DELFOSSE,

général de division de la gendarmerie nationale, commandant la 1<sup>re</sup> région de gendarmerie, survenu à Lyon le 27 mars 1984.

— Jean Le Poulaïn, M. et M<sup>me</sup> Yves Le Poulaïn, ses enfants,

Corinne Le Poulaïn et sa fille Julie, Vassilick et François Bédard, Jean-Yves Le Poulaïn, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, Adrien et Ghislain, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marguerite FABRE,

survenue le 28 mars 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, Paris-1<sup>er</sup>, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

— M<sup>me</sup> Maurice Ybier, ses enfants et petits-enfants, Les enfants et petits-enfants du doyen Henry Leenhardt, Le doyen et M<sup>me</sup> Franz Leenhardt, leurs enfants et petits-enfants, M. Claude Leenhardt, ses enfants et petits-enfants, Le pasteur et M<sup>me</sup> Jean Pellegri, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Anne LEENHARDT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre (étoile de bronze), médaille d'Indochine, rappelés à Dieu, à Montpellier, le 23 mars 1984, dans sa quatre-vingt-septième année.

7, allée Bernadotte, 92330 Sceaux, 7, rue de l'Évêché, 1204 Genève, 12, rue Marceau, 34000 Montpellier, 20 bis, rue de Claret, 34000 Montpellier.

— Lons-le-Sauvage, Etival.

Le docteur et M<sup>me</sup> Marc Megard, M. et M<sup>me</sup> Robert Megard, Le pasteur et M<sup>me</sup> Jean Holbain, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel MEGARD, expert-comptable honoraire, commissaire aux comptes, survenue le 29 mars 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 2 avril, à 10 heures, au temple protestant, place Bichat, à Lons-le-Sauvage, où l'on se réunira.

Condoléances sur registre à partir de 9 h 30. Inhumation dans le caveau de famille au cimetière d'Etival.

Jésus lui dit : « Je suis le chemin, la vérité et la vie, nul ne vient au Père que par moi. » (Jean 14, V. 6.)

21, quai Saint-Antoine, 69002 Lyon, 65, Grande-Rue, 71000 Chalon-sur-Saône, Collette n° 133, 4, rue Paul-Langevin, 94120 Fontenay-sous-Bois.

— Nous apprenons la mort, survenue le dimanche 1<sup>er</sup> avril 1984 à Paris, du peintre ROBERT NALY.

[Robert Naly est mort brisé à la suite d'un accident qui s'est déclaré dans son atelier pendant la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 1984. Il était âgé de 62 ans. Né à Genève en 1900, Robert Naly avait fait des études de droit avant de venir à Paris suivre sa vocation d'artiste. Il s'était installé en 1926 dans la Montmartre d'origine, où il se mit à la fois à peindre et à écrire. Il avait une double carrière de peintre et de poète. Illustrateur (notamment de Marcel Aymé) et caricaturiste du quotidien, il a gravé et peint à l'aquarelle les rues et les points de Paris.]

— M<sup>me</sup> Raymond Picard, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Picard, M. et M<sup>me</sup> Bernard Picard, Serge, Olivier, François et Valérie Picard.

Le docteur et M<sup>me</sup> Paul Marx, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer la mort de

M. Raymond PICARD, survenue le 25 mars 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu à Belfort dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, villa Logerais,

92270 Bois-Colombes, 5, rue Lebon, 75017 Paris, 111 East 88th Street, New-York.

— M. Renaud Rivain, Vincent et Nicolas Rivain, M<sup>me</sup> Charlotte Rivain, M<sup>me</sup> Dominique Rivain, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jacques de Baudel de Vaudrecourt,

M<sup>me</sup> Gwendolène de Carad Marceia, M. et M<sup>me</sup> Robert Destremau et leurs enfants, M<sup>me</sup> Charles Barjon et ses enfants, M<sup>me</sup> Philippe Rivain et ses enfants, Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de Madame Bernard RIVAIN, née Jacqueline de Carad Marceia, rappelés à Dieu le 29 mars 1984 après des souffrances de l'Église.

La levée de corps aura lieu le mardi 3 avril, à 7 h 15, 5, rue Pierre-Larousse, Paris-14<sup>e</sup>.

La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour, à 16 heures, en l'église de Plonelle (Finistère).

40, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> E. Gerlin, M. et M<sup>me</sup> J. Delrieu, M. et M<sup>me</sup> L. Kalmanowicz, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer la mort de

M<sup>me</sup> Bernard ROGOWSKI, née Eve-Genta Glusman, le 24 mars 1984, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Simone RULLEAU, née Colin, survenue, dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 26 mars 1984, à Lagny (Vaucluse).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. De la part des familles Bello, Colin, Heun, Maigret, Meunier, Roubaud, Rulleau, Testaferri de Sain, Sauvebois.

— Aix-en-Provence.

Les familles Cordier, Robert, Bourdaud et Bourgeois, très touchées par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M<sup>me</sup> Jean BERTRAND, née Germaine Cordier, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, messages et envois de fleurs, se sont associés à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

— Pour le dixième anniversaire de la mort de

FRANK JACQUINOT, une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

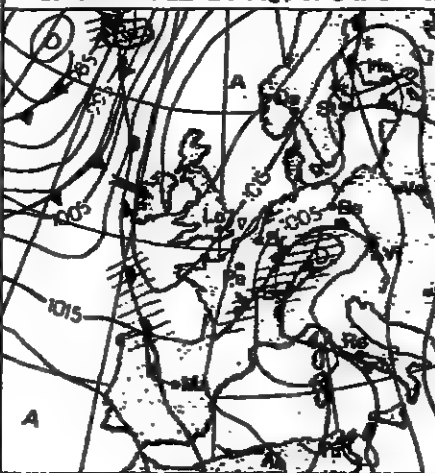
— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

On recherche M<sup>me</sup> Christine COLLET, née le 5 mai 1915 à Malakoff.

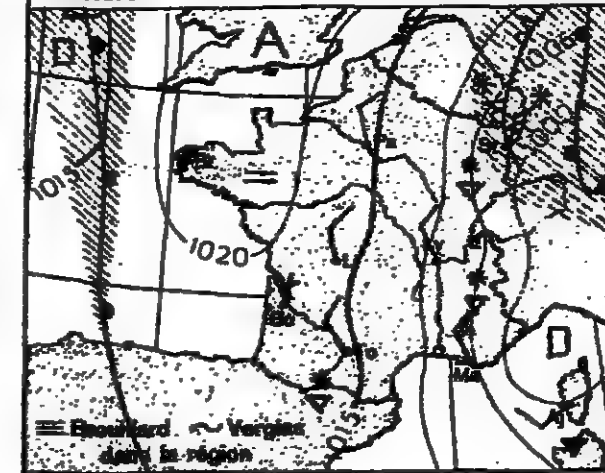
Se mettre en rapport avec le service des recherches de l'Armée du Salut, 76, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : 387-41-19. Le bâtiment qui transmettra un communiqué urgent.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.4.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3.4.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable des temps en France entre le lundi 2 avril à 6 heures et le mardi 3 avril à 24 heures.

La perturbation active et l'importante occlusion qui ont concerné la France ce week-end s'évacueront progressivement vers l'est hors des frontières, tandis que de l'air froid descendra sur le pays. Par ailleurs, une dorsale arrivera sur l'ouest, apportant une perturbation peu active.

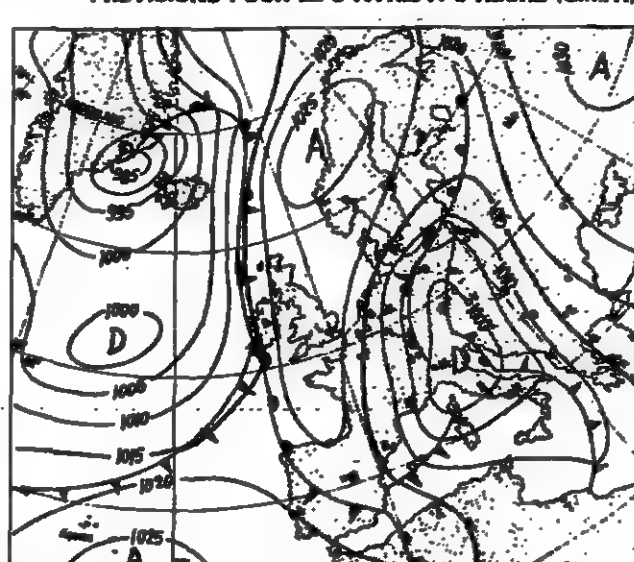
Mardi, le matin, le ciel sera nuageux des Vosges aux Alpes et sur la Corse. Ailleurs, il sera clair à peu nuageux avec des brumes et éventuellement des brouillards girants du Nord au Bassin parisien, Pays de la Loire et Centre. On observera des gels de 0 à -3 degrés à l'intérieur, des minima de 4 à 6 degrés près de la Méditerranée, de 1 à 2 degrés près des autres côtes.

Dans la journée se produiront des averses, de neige jusqu'à faible altitude, du Nord-Est aux Alpes, ainsi que sur la Corse, où elles seront parfois accompagnées d'orages. Près de l'Atlantique, le ciel commencera à être envahi de nuages. Ceux-ci auront gagné en fin de journée la Normandie et l'ouest du Massif Central. Des pluies faibles ayant débuté l'après-midi près des côtes atlantiques s'étendront le soir de la Bretagne aux Pyrénées orientales, voire centrales, avec un peu de neige au-dessus de 1000 mètres. Ailleurs, les éclaircies seront belles. Le mistral continuera à souffler, dégageant bien le ciel. L'après-midi, les températures atteindront 4 à 6 degrés dans le Nord-Est, 13 à 14 degrés dans le Sud-Ouest, 12 à 14 degrés en régions méditerranéennes, 8 à 12 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, à 8 heures, le 2 avril, de 1012 millibars, soit 759,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 1<sup>er</sup> avril ; le second le minimum de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril) : Ajaccio, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 14 et 3 ; Bourges, 14 et 1 ; Brest, 6 et 1 ; Caen, 4 et 2 ; Cherbourg, 4 et 1 ; Clermont-Ferrand, 13 et 1 ; Dijon, 11 et 5 ; Grenoble-Saint-Martin-d'Enfer, 15 et 5 ; Grasse-Saint-Godard, 10 et 2 ; Lille, 4 et 0 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille-Marignane, 13 et 10 ; Nancy, 5 et 1 ; Nantes, 11 et -1 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 9 ; Paris-Montsouris, 6 et 2 ; Paris-Orly, 6 et 2 ; Pau, 14 et 6 ; Perpignan, 13 et 8 ; Rennes, 9 et 1 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 10 et 0 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Frère, 29 (max.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 13 degrés ; Amsterdam, 6 et

0 ; Athènes, 18 et 9 ; Berlin, 7 et 1 ; Bonn, 5 et 1 ; Bruxelles, 5 et 0 ; Le Caire, 27 et 14 ; Casablanca, 22 et 17 ; Coppenhague, 6 et -1 ; Dakar, 26 et 20 ; Djibouti, 34 et 15 ; Genève, 8 et 3 ; Jérusalem, 20 et 6 ; Lisbonne, 16 et 12 ; Londres, 7 et 0 ; Luxembourg, 3 et -1 ; Madrid, 17 et 8 ; Moscou, 7 et 3 ; Nairobi, 29 et 18 ; New-York, 12 et 1 ; Palma-de-Majorque, 18 et 11 ; Rome, 15 et 12 ; Stockholm, 2 et -2 ; Téhéran, 32 et 13 ; Tunis, 23 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Comment obtenir un extrait de casier judiciaire

Pour obtenir des extraits de casier judiciaire, il faut désormais s'adresser au Casier judiciaire national, à Nantes, qui délivre les extraits ou bulletins, les casiers judiciaires ou Français, nés en France métropolitaine ou à l'étranger, et les étrangers nés, résidant ou ayant résidé en France. Les personnes nées dans des départements et territoires d'outre-mer doivent continuer à s'adresser au tribunal de leur lieu de naissance.

Il existe trois sortes d'extraits de casier judiciaire :

— Le bulletin n° 1, réservé aux autorités judiciaires, comporte l'ensemble des condamnations. La personne concernée par ce document peut toutefois en obtenir un relevé intégral ou s'adresser au procureur de la République du tribunal de grande instance de son domicile ;

— Le bulletin n° 2 comporte la plupart des condamnations prononcées pour crime ou délit, à l'exception des condamnations prononcées à l'encontre des mineurs, ou bénéficiant d'un sursis et considérées comme non avenue ;

Ce bulletin est délivré à certaines autorités administratives ou militaires et aux tribunaux de commerce ;

— Le bulletin n° 3 est réservé aux particuliers. Il comporte les condamnations à un emprisonnement supérieur à deux ans et certaines interdictions, déchéances, incapacités en cours d'exécution. Seule la personne qu'il concerne peut le réclamer. On ne peut donc pas obtenir celui de son conjoint, ni celui de ses enfants majeurs.

Pour obtenir le bulletin n° 3, il faut en faire la demande au Casier judiciaire national (44079 Nantes Cedex), par lettre signée et affranchie, le nom (pour les femmes le nom de jeune fille et, éventuellement, celui de l'époux), le prénom, le sexe, la date et le lieu de naissance (numéro du département ou le nom du pays étranger) et l'adresse.

Le bulletin n° 3 peut être délivré immédiatement, sur place, à Nantes, 107, rue de Landreau, aux particuliers munis d'une pièce d'identité. Le bulletin n° 3 est gratuit. Si la demande est faite par lettre recommandée ou expédiée en express (joindre une enveloppe affranchie au même tarif), le délai est de huit jours (deux semaines pour une lettre ordinaire). Dans ce cas, il est inutile de joindre une enveloppe ou un timbre pour la réponse.

Le bulletin n° 3 est délivré de 1274 et fit partie de l'hôtel de Flandre avant d'être occupé par Louis XV, qui y installa une « ferme générale des postes ». Sa présentation actuelle date de 1886. L'exposition est ouverte jusqu'au 14 avril, dans la salle du public, aux heures habituelles d'ouverture de la poste.

AMITIÉ FRANCO-AFGHANE. — L'association Amitié franco-afghane organise, du lundi 2 avril au dimanche 8 avril, de 10 heures à 20 heures, une exposition-vente de tapis afghans et autres objets tissés d'Afghanistan, 179, bd Houssmann, Paris (8<sup>e</sup>), au « bénéfice au profit de l'aide humanitaire aux populations afghanes bombardées par l'occupant ».

\* Adresse, BP 254, 75524 Paris Cedex 11.

Libre St-Moritz PHILATÉLISTES

PARIS, RECETTE PRINCIPALE. — Une exposition retrace sept siècles d'histoire de l'hôtel des postes de Paris (recette principale), qui est aussi le plus important de France (six cent mille lettres par jour, plus de deux mille agents). Le bâtiment du 52 rue du Louvre existe, en ef-

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 AVRIL

« Le quartier du Temple », 11 heures, métro Temple, M<sup>me</sup> Allaz.

« Le musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M<sup>me</sup> Duhamel.

« L'Arc de triomphe raconté aux jeunes », 14 h 30, au pied de la Marianne, M. Jaccot.

« Le Marais », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Allaz.

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, portail central, M<sup>me</sup> Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Arts et curiosités de Paris).

« Le Marais », 13 h 30, métro Saint-Paul (Connaissances d'ici et d'ailleurs).

« Le Panthéon », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

« Cité d'art et de l'Église », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Rambuteau (Régénération du passé).

« La pose d'égouttage de la gare Saint-Lazare », 14 h 30, 15, rue de Rome (Tourisme culturel).

« La Thénardie », 18 h 15, 18 h 15, rue de la Thénardie.

## CONFÉRENCES

15 h 30 : 13-15, rue de la Bûcherie, M. G. Patard : « A la recherche du temps perdu » (Les Éditions de l'Épave).

60, boulevard Latour-Maubourg, M. H. Brumfeld, 16 heures : « La Tunisie », 18 h 15 : « La Thaïlande ».

## TRANSPORTS

### UNE LIAISON PAR HÉLICOPTÈRE AVEC LES AÉROPORTS PARISIENS

Depuis le 25 mars, la compagnie Hélicoptère assure des liaisons régulières par hélicoptère vers les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly au départ d'Issy-les-Moulineaux.

Les lignes sont assurées par des Dauphins, appareils de neuf places construits par la SNIAS qui, en volant à 250 kilomètres/heure, mettent Orly à six minutes de Paris et Roissy à quatorze minutes. Le coût du voyage Issy-Orly est de 250 francs et de 350 francs pour Issy-Roissy, un tarif spécial de 450 francs s'appliquant à la liaison entre les deux aéroports, via Issy-les-Moulineaux.

Les responsables de l'exploitation affirment que vingt-huit compagnies internationales ont déjà manifesté de l'intérêt pour ces liaisons hélicoptères qui pourraient générer un trafic annuel d'environ 50 000 passagers.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3680

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. — Partie de l'office où le pain et le vin occupent une situation transcendante. — II. Un sujet plutôt déplacé. — III. Il est une semaine incontestablement chargée. Intéresse autant la belle que la bête. — IV. On y accède par un rideau très fermé que certains franchissent en sens inverse au nom de la liberté. Attachée à la direction maritime. — V. Particularité grâce à une particule. Chef de gare. — VI. Rideau de fer. — VII. Protecteur défilant d'un résistant gaulois. Peut-être pavillons sans odor pour autant. — VIII. Nature peu recherchée par un paysagiste. — IX. Interjection. Cuvra pour la bonne ordonnance du chef. — X. Source de bouillie blanche quand elle est d'Aure. Expression d'un bon mouvement fâcheux. — XI. Personnel. Son cas relève de la jurisprudence.

### VERTICALEMENT

1. Source d'enrichissement. — 2. Certains les occupent en voyageant, d'autres en flânant. Réponse cotée zéro à l'oral. — 3. S'il est bien reçu par lui, c'est à sa situation élevée qu'il le doit. — 4. Élément d'échafaudage dont la conformation évoque la construction d'un fameux château. La récompense d'une mère attentive. — 5. Attachés à l'ambassade. Epithète convenable pour l'ami mais non pour le mari. Mollesse quand il est tendre. — 6. Base de calcul pour Herschel. Dans l'air et au-dessus du sol. — 7. Un joueur qui ne se hasarde jamais sans bons tuyaux. — 8. Compagnons de vacances ensoleillées. Authentique une perle. — 9. Réserve de grains. Son air est connu depuis longtemps mais reste toujours à la mode.

Solution du problème n° 3679

Horizontalement

I. Prépondérance. — II. Eau. Rien. Souple. — III. Citadelle. Ais. — IV. Hé. Mi. En. Ali. — V. René. Nasse. — VI. Sassa. Asseptier. — VII. Me. Tété. Redant. — VIII. Da. Rivière. Us. — IX. Ode. Oratoire. — X. Cor. Non. Epi. — XI. Turc. Es. Mat. — XII. Os. Daltoniens. — XIII. Renseignements. — XIV. Arès. Niera. Ciel. — XV. Lâse. El. Enasse.

Verticalement

1. Pêche. Doctoral. — 2. Raie. Amadou. Ère. — 3. Eut. Rue. Erroné. 4. Amen. Cose. — 5. Ordination. — 6. Nie. EV. Ondine. — 7. Délégation. Agit. — 8. Enlaiser. Elne. — 9. Enté. Rô. Sière. — 10. As. Prété. Oman. — 11. Nonante. Opine. — 12. Tu. Laid. — 13. Inca. — 14. Enasse. — 15. Dessert. Sosa. Le.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 1<sup>er</sup> avril :

DES DÉCRETS

● Modifiant certaines dispositions du code du service national.

● Pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1983 et relatif à la dotation particulière des communes connaissant une forte fréquentation touristique journalière.

DES ARRÊTÉS

● Relatifs à l'ouverture anticipée du droit à la retraite pour certains personnels des bouillères de bassin.

## LOTO

10 12 13 23 39 40

19

1 960 958 F

86 508 F

8 971 F

122 F

9 F

18 F

مكي امين الاحول

DIRE

un Directeur de département

un Directeur des relations

un directeur finan



	Offres	Demandes
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,55
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	Offres	Demandes
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	18,60
DEMANDES D'EMPLOI	28,00	42,70
IMMOBILIER	28,00	42,70
AUTOMOBILES	28,00	42,70
AGENDA	28,00	42,70



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**SOCIETE EQUIPEMENT MECANIQUE recherche**

### un Directeur de département

Organisation en centre de gestion autonome, 300 personnes, 90 MF de CA situé Val de Loire, leader français dans sa spécialité. Exportateur dans le monde entier (filiales en Europe). Bureau d'études équipé en CFAO. Pour Ingénieur Grande Ecole ayant expérience et références commerciales, techniques et de gestion. Responsabilité directe vis à vis de la Direction Générale en Région Parisienne. Anglais indispensable. Allemand très apprécié. Adresser CV, photo et prétentions sous référence 48585 à PROJET 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

### Direction informatique

325.000 F

Nord - Cette entreprise industrielle et commerciale possède des établissements implantés en France et à l'étranger. Elle recherche pour l'une de ses grandes divisions dotée d'un site central regroupant du matériel IBM aujourd'hui relié à un réseau de 120 terminaux, traitant des applications à la fois industrielles et de gestion, un directeur informatique. Membre du comité de direction, outre l'optimisation et la mise au point des programmes, il assurera l'animation et la coordination des cellules études, systèmes, exploitation, organisation, bureautique (une trentaine de personnes), il aura pour mission de poursuivre et de développer la politique de décentralisation engagée, notamment en matière de gestion de production avec le souci d'une adaptation permanente des moyens informatiques aux besoins des utilisateurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 35 ans, ayant exercé des responsabilités en tant que chef de service informatique ou responsable des études - organisation - informatique, dans le cadre de projets importants et dans un environnement décentralisé. Pour ce poste évolutif, la rémunération annuelle brute pourra, en fonction des compétences et de l'acquis, se négocier autour de 325.000 francs. Ecrire à J.P. FRAY en précisant la référence A/4681M

PA

19, Résidence Flandre - 91170 CROIX - Tél. (26) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Directeur commercial

300.000 F

Traitement des eaux - Le groupe français d'un important groupe international, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés au traitement des eaux industrielles et immobilières (circuit de refroidissement, réseau de production de vapeur, etc.) connaît une forte expansion, crée le poste de directeur commercial. Basé à Paris et placé sous l'autorité de la direction générale, il sera responsable de l'organisation et du développement commercial de la société. Il sera assisté dans sa tâche par une équipe d'une dizaine de technico-commerciaux. Outre les fonctions classiques de direction commerciale, sa mission sera également celle d'un homme de terrain capable de négocier à tous niveaux. Ce poste peut convenir soit à un diplômé d'une école de gestion ayant acquis de bonnes bases en chimie organique soit à un ingénieur chimiste. Agé de 32 ans minimum le candidat aura une expérience significative de la vente de produits formés et spécialisés à l'industrie, à laquelle il apportera un réel service. L'anglais est vivement souhaité. La rémunération de départ de l'ordre de 300.000 francs sera associée d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MUCHERON en précisant la référence A/R 9055M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UN DES TOUT PREMIER GROUPE DE DISTRIBUTION implanté sur l'ensemble du territoire national recherche pour l'une de ses sociétés:

### LE DIRECTEUR RESEAU HYPERMARCHES

IL SERA CHARGÉ:

- De la préparation de la définition et de la mise en œuvre de la politique commerciale;
- De l'animation d'une équipe de Directeurs de magasins et de marchandises;
- De la réalisation des objectifs de gestion.

L'offre s'adresse à des candidats possédant une formation supérieure (technique ou commerciale) et d'une expérience réussie dans un poste à haute responsabilité et apte à assumer ultérieurement des fonctions de DIRECTION GENERALE.

Le poste est basé dans une grande ville universitaire au sud de la Loire.

Votre réponse sera traitée confidentiellement par l'un des Consultants du Groupe à qui nous avons demandé de nous aider dans cette recherche.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo n° 08.415 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

TRES IMPORTANT

Vous précisez sur l'enveloppe les noms des sociétés auxquelles vous ne désirez pas communiquer votre candidature.

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Bretagne Sud

250 000 F

Cette jeune société (350 personnes), filiale du groupe international JORISON, est spécialisée dans la fabrication d'accessoires destinés à la Motor de Polaro. Recrutement des études, elle crée aujourd'hui le poste de Directeur de Production.

Rend compte au Président, il sera chargé, à la tête d'un effectif de 160 personnes, réparties en divers ateliers ou services (mécanique, soudure, électronique, couture, plâtrerie, méthodes, expéditions...), de la réalisation des programmes de fabrication en quantité, qualité et délais. Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production, tout en renforçant l'unité du climat social.

Pour ce poste, basé à Lorient, nous souhaitons recruter un ingénieur diplômé (AM, ICAE, ENGL), généraliste pluridisciplinaire, âgé de 30 ans au moins, homme de terrain et personnalité affirmée, pouvant justifier d'une première expérience de production, acquise de préférence en production de moyenne série (outillage, électronique, etc.) dans des technologies multiples et variées. Le candidat retenu devra être un animateur d'hommes, percevant sa mission en termes de productivité et de gestion des ressources humaines. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle sous fonction de responsabilité sera négociable en fonction des compétences.

Merci d'adresser: lettre de candidature CV, photo et prétentions sous référence M4/1055 A à:

EGOR OUEST-ATLANTIQUE

5 rue Cestibon 44000 Nantes

Tél. (40) 89.28.78

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERDRA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

TRES URGENT  
CENTRE HANDICAPES DANS L'EUROPE PROXIMITE EUROPE, recherche personnes ou non, adresses C.V. au tél. au domicile BLUM, Home Nathalie 27710 ST-GEORGES MOTEL. Tél. : (57) 49-60-40.

## Directeur des relations humaines et des affaires sociales

La plus importante filiale de notre Groupe - le LIVRE DE PARIS - est spécialisée dans l'édition et la diffusion de livres par courages et VPC, et réalise 800 MF de CA.

Vous serez en charge l'ensemble de la fonction humaine et sociale ainsi que les services internes, le tout comprenant 34 personnes.

Conseiller attentif et actif auprès des opérationnels et interlocuteur privilégié des partenaires sociaux, il vous sera demandé d'être un homme d'animation et d'impulsion, en particulier dans le domaine de la formation, de la motivation du personnel, et de l'organisation.

Une formation supérieure - si possible juridique - et une bonne maîtrise de la fonction sociale depuis 6/8 ans vous ont donné non seulement l'assurance d'être bien dans votre voie, mais l'aisance et la maturité nécessaires pour devenir désormais un partenaire constructif auprès de la Direction Générale.

Vous souhaitez une Société bien vivante? Elle est basée à Bagneux et dans un Groupe en expansion qui pratique une réelle gestion des Cadres.

Nous vous remercions de prendre contact en adressant votre candidature, sous N° 347, au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er, 75008 Paris.

HACHETTE

### DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

300 000 F +

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (Droit, Sciences Po ou école de commerce, etc.), vous avez déjà acquis une solide expérience de la fonction personnel et

vous aspirez maintenant à une fonction plus stratégique

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique international réparti en plusieurs établissements et sociétés (effectif près de 1000 personnes). Nous vous proposons de définir et mettre en œuvre la politique sociale de notre entreprise et de l'animer en vous appuyant sur une équipe de cadres spécialisés dont certains très opérationnels (chefs du personnel) et d'autres plus fonctionnels (communication, gestion, etc.).

Vous reporterez directement au PDG et coordonnerez votre action avec celle des directions des relations humaines internationales. La pratique de l'anglais est souhaitable.

Adresser votre candidature sous réf. 826 à SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE, à qui nous avons confié cette recherche.

SELEPHAR

### FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE/EXPORT

Nos voiliers sont réputés et novateurs, nous souhaitons renforcer notre équipe pour réussir notre challenge actuel. Vous avez 28 ans au moins, une formation supérieure, de préférence commerciale, vous parlez couramment anglais, et êtes un opérationnel de la vente : autonome, méthodique et organisé, vous possédez une réelle expérience de la vente sur le terrain, d'incontestables qualités d'animateur et un potentiel suffisant vous permettant rapidement de prendre l'entière responsabilité de la fonction.

Si vous réunissez ces éléments de profil, que vous aimez vendre et êtes prêt à relever notre challenge, nous vous proposons de prendre en charge, en liaison directe avec la direction générale, les ventes tant en France qu'à l'étranger, l'animation de notre réseau de revendeurs, l'organisation et la gestion de toutes nos manifestations et expositions publicitaires. La connaissance de notre secteur d'activité est évidemment un très sérieux atout.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 155 A S.D. Consultants, 33, rue Fortuny, 75017 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

### Jeune directeur administratif et financier

REGION PARISIENNE

± 250.000 F

Pour une jeune PME en forte expansion fabriquant et distribuant en France et à l'étranger (40 % des ARTICLES DE SPORT).

Le titulaire devra créer la fonction en regroupant sous son autorité les services, comptable, administratif et informatique. Il devra mettre en place la comptabilité industrielle. Peu à peu, il créera les procédures d'une gestion budgétaire et assurera les relations financières de l'entreprise.

Une responsabilité aussi globale nécessite : une formation GRANDE ECOLE et une spécialisation comptable et financière ; l'anglais serait apprécié ; et surtout, une riche expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou un service financier. Ce poste convient à un challenger.

Merci d'adresser C.V. lettre manuscrite sous réf. 1421 RO à :

Organisation et Publicité

2, rue Marégo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Les dossiers seront étudiés en toute confidentialité.

### DIRECTEUR MARKETING-DEVELOPPEMENT

À Paris, société organisatrice de salons et d'expositions, C.A. multiplié par 2,5 en 3 ans - Jeune équipe de 20 personnes.

Pour : définir et animer la stratégie commerciale des salons ; soutenir 4 chefs de produits.

Ecrire sous n° 7.726 (avec c.v., photo et prétentions) le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec





## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Notre Groupe compte une dizaine de Sociétés structurées autour de 4 activités distinctes dans le Service Informatique. Malgré notre expansion constante et nos diverses implantations régionales, l'ensemble s'inscrit dans un cadre à l'échelle "humaine".

Nous souhaitons intégrer à notre équipe de Direction, un Directeur Administratif et Financier - de bon niveau - habilité à travailler avec des systèmes de gestion informatisés et performants.

Son rôle :

- prendre en charge les Services de Comptabilité (générale et analytique) élaborer les bilans et comptes d'exploitation (automatisés), assurer le suivi des réalisations en fonction des budgets prévisionnels.
- assurer l'Administration du Personnel et le Secrétariat Général : paye, déclarations fiscales et sociales, comités d'entreprises, préparation des Conseils et Assemblées, services généraux.

Une bonne formation de base (DECS/Sup de Co...), une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, au sein d'une PME informatisée, l'ouverture d'esprit et l'aisance dans les contacts sont des atouts indispensables pour la réussite dans ce poste. Le salaire proposé ne sera pas inférieur à 270.000 F/an.

Les dossiers de candidature (CV, photo, salaire actuel), sous la référence 84018 M seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil :

Sonia Lipzyne

HAY Managers 13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS



FRANCE

### diriger nos services administratifs et financiers, en Rhône-Alpes.

Notre petit groupe (250 p., 100 MF de CA/an) renforce sa position de leader sur le marché français des outils coupants industriels. Notre développement nécessite de nouvelles compétences financières et juridiques et la mise en place de procédures souples.

Au côté de notre PDG, vous animez nos services comptables et financiers et conseillez les directeurs de nos deux unités de production pour la gestion de leur personnel et leur organisation administrative.

Sup de Co par exemple, N° 2 d'une direction financière, vous vous sentez capable de peser au premier rang. Vous maîtrisez l'organisation et l'administration d'une entreprise. Mettez-les en pratique chez nous, dans une "ambiance PME", tout en restant un spécialiste des finances.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 950 LM).



ALEXANDRE TIC SA  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

ASSOCIATION  
TREMPLAISYENNE  
POUR LE CINEMA  
reprise  
pour le 11 avril 1984

Bruxelles, Buenos-Aires, Cincinnati, Francfort, Göteborg, Londres, Mexico, Milan, New-York, Paris, Sao-Paulo, Toronto, Tokyo, Westport



### Société de marketing research

recherche

#### SON DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

Principales fonctions :

- Assurer la sortie de l'ensemble des traitements requis par les études que nous réalisons ;
- Mettre en place de nouvelles procédures de traitement plus performantes ;
- Etudier et mettre en place un système informatique compatible avec les normes internationales.

Ce poste conviendrait à :

- Un homme déjà expérimenté dans le domaine de l'informatique, expérience acquise soit en cabinet de conseil, soit chez un constructeur ;
- Ayant une solide formation scientifique initiale (statistique de préférence) ;
- Intéressé par une position lui permettant d'être l'interlocuteur informatique des départements études, recueil de l'information et comptabilité.

Rémunération : fonction de l'expérience acquise.

Envoyer c.v. manuscrit + photo à BURKE MARKETING RESEARCH, 78-80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX, avec la mention « recrutement Directeur Informatique ».



### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

#### SOCIÉTÉ DE SERVICE

recherche pour  
l'Afrique de l'Ouest

### CADRE COMPTABLE

- Sera basé en Afrique.
- Célibataire de préférence.
- Formation supérieure DECS ou équivalent.
- Expérience professionnelle de 5 ans.
- Bonne connaissance du reporting et comptabilité anglo-saxonne.
- Voyages très fréquents en Afrique.
- Reportant au contrôleur financier régional, le titulaire de poste prendra en charge l'assistance technique aux sociétés du groupe en Afrique de l'Ouest et aux certaines missions d'audit interne.
- La priorité d'intérêt aux candidats ayant déjà exercé leur activité professionnelle en Afrique et maîtrisant l'anglais.

Envoyer C.V., prétentions sous n° 7715, LE MONDE, Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

#### IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

recherche pour  
L'AFRIQUE DE L'OUEST

### CONTROLEUR DE GESTION

- Agé d'une trentaine d'années
- Formation supérieure de commerce ou équivalente
- Expérience professionnelle de 5 ans minimum
- Anglais lu, parlé et écrit couramment.

Ce poste offre une rémunération intéressante plus les avantages habituels de l'expatriation et de larges possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Priorité d'intérêt aux candidats ayant déjà exercé leur activité professionnelle en Afrique.

Envoyer C.V., et photo sous réf. 90127 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development, with headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the following positions:

#### Personnel Officers:

To provide professional leadership in the formulation and delivery of personnel services in the broad areas of human resources management and organization development. The successful candidate(s) must have had several years of experience in each of three or more of the following areas: i) career and performance management, ii) organization development, iii) human resources planning, iv) personnel policy analysis and development, v) staff counseling and conflict resolution, vi) design and delivery of management and professional skills training programs, vii) personnel administration, viii) recruitment and selection. In addition, the candidate(s) must have had working experience in large multinational/multicultural environment with excellent command of spoken and written English. Experience in design and application of Personnel Management Information Systems would be advantageous.

#### Management Trainers:

The successful candidate(s) must have had extensive experience as Management Trainer designing, delivering, and evaluating programs for managers of senior levels. It is important that the trainer should have a sound academic base in management or behavioral science, with extensive experience as an internal organizational trainer in a number of large organizations operating in different cultural settings. The person must likely to succeed in this position is someone capable of designing training, without an over reliance on standard models or formulae, to meet the specific needs of a very demanding and intellectually adept management population in a highly complex and dynamic organizational setting. The appointee will join a small team of Management Trainers working closely with managers in the institution and some external consultants. He/she will be involved in developing a new integrated Management Training Program, and providing "internal consultant" support to managers throughout the organization.

#### Management Consultants:

To plan, direct and organize complex management study projects aimed at maintaining and improving institutional efficiency and effectiveness. The successful candidate(s) should have an advanced degree in business, public administration or a related field. Also specialized training and/or experience in one or more of the following disciplines: Financial Management, Personnel Management, Organization Development, Operations Management, etc.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. The positions are based at the Bank's Headquarters in Washington, D.C. and are permanent appointments. Please send a detailed curriculum vitae, quoting reference No. 44-FRA-0104 to:



The World Bank  
Staffing Division  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
U.S.A.

### DIGITAL RESEARCH

EN MOINS DE DIX ANS, NOUS NOUS SOMMES FAIT UN GRAND NOM SUR LE MARCHÉ MONDIAL DES LOGICIELS EN MICRO-INFORMATIQUE

Après avoir conquis une position de leader en développant nos logiciels d'exploitation avec les grands constructeurs (OEM), et forts de ce succès, nous avons pour objectif d'accroître la diffusion de nos logiciels d'application et leur vente par distributeurs. Avec vous nous allons quadrupler en 18 mois notre C.A. "Distribution" Europe Sud.

### responsable distribution europe sud

France, Italie, Espagne, Portugal, Benelux (et Afrique francophone)

300.000 F +

Au sein de la jeune équipe Europe Sud implantée à Paris, vous élaborerez et mettez en œuvre une stratégie internationale de développement de notre distribution, définissant et organisant votre action avec la plus grande autonomie.

- Vous complétez notre réseau de distributeurs en sélectionnant une dizaine de meilleurs et en négociant les contacts de distribution.
- Vous gidez ce réseau par une supervision étroite sur le terrain, en relation avec des niveaux d'interlocuteurs des plus variés.

Vous avez maître : une connaissance approfondie de la vente par distributeurs, doublée d'un sens stratégique, de la dimension internationale, et d'une expérience informatique (dont nous pourrions compenser l'absence par une formation interne). Français et anglais indispensables, italien plus que souhaitable, espagnol souhaitable.

Homme ou femme, jeune, très disponible, un esprit d'entrepreneur, une forte motivation à jouer un rôle clé dans l'équipe de direction d'une entreprise dont la croissance exceptionnelle vous ouvre des opportunités de carrière de premier plan.

Adressez votre offre de collaboration sous réf. M 804 à M. d'Abouville, Responsable, 80 rue Talibout, 75009 Paris, qui l'étudiera avec nous.



### emploi régional

### emploi régional

Entreprise de tuyauterie industrielle spécialiste des usines pétrochimiques, recherche pour la région de Dunkerque et du Nord de la France

### INGENIEUR TRAVAUX

Celui-ci a une première expérience de chantier, de préférence tuyauterie ou charpente.

S'il n'est pas ingénieur diplômé, il devra avoir obligatoirement exercé la première partie de sa carrière dans la construction et/ou l'entretien d'usines chimiques et/ou de raffineries de pétrole.

Les structures de l'entreprise exigent un homme jeune et qui s'adapte facilement.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 91401 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

### SODIPAN-NOKIA

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION  
N°2 DE SON SECTEUR (500 M.F.)  
EN FORTE CROISSANCE

recherche

- NEGOCIATEUR CENTRALES D'ACHAT
- RESPONSABLE VENTES "NOKY"
- CHEF DE GROUPE

#### PROFIL

- 28 ans, HEC, ESSEC ou équivalent.
- 2 à 3 ans d'expérience réussie produits de grande consommation. Entrepreneurs.

Postes très évolutifs, basés à ROUEN.



M. CHAMBAUD (réf. 314)  
40, rue Paul Valéry - 75116 Paris  
Tél. : 523.53.30  
500.04.10

### Secrétaire Général... pour une PME performante

La Société (60 millions de CA) est filiale d'un groupe international. Elle commercialise des produits de marque. Sa progression est régulière. Pour rejoindre son équipe de direction, elle recherche un Secrétaire Général.

Il assurera la gestion de l'entreprise dont il anime les aspects essentiels : Comptabilité / Finances, Personnel, Administration Générale (budgets, trésorerie, bilan, relations avec les Administrations, entités, transporteurs...) en étroite collaboration avec les autres directions de la société. La fonction est riche et variée.

Son titulaire (Membre du Directoire) est un homme d'expérience, de bon niveau comptable (DECS...) ayant pratiqué dans une PME une responsabilité polyfonctionnelle. Il est autonome, adaptable et possède l'esprit d'équipe.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur candidature sous référence GF 426M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.  
MEMBRE DE SYNTec

مكي امين الاحول





emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

GRUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE EN AGRO-INDUSTRIE recherche au sein de la Direction Financière

Responsable du service contrôle gestion

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce il aura acquis une expérience de 5 années environ dans ce domaine. Assuré d'une équipe d'une dizaine de personnes il aura comme mission la coordination et le développement des outils de gestion au sein du Groupe.

réf. 303 M

Jeune gestionnaire

Chargé d'assurer progressivement la responsabilité de la Trésorerie Internationale. Les candidatures de débutants seront étudiées.

réf. 304 M

Le développement du Groupe laisse à ces postes, basés en province, des perspectives d'évolution intéressantes. Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, en précisant la référence, à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09.

un chef de produit pour une de nos gammes de microprocesseurs

POUR NOUS, L'EUROPE EXISTE ! C'est à cette échelle que nos chefs de produits convergent le marketing de leurs gammes : leur action s'exerce au travers de nos entités locales, allemande, anglaise, italienne et française. Identifier les marchés, développer et consolider vos gammes de produits, optimiser et mettre en place les éléments de support technique (logiciels et matériels) : élaborer votre politique de prix, Définir les plans de campagne publicitaires. Ce sera votre fonction pour nos produits MOS logiques, ingénierie en électronique, vous avez une expérience confirmée en matière de microprocesseurs. Vous serez basé près de NICE, où se trouve le siège européen du groupe et notre centre de production. Mais votre poste appelle des déplacements fréquents, auprès de nos clients européens et aussi aux Etats Unis et au Japon. Il faut ajouter que travailler en anglais ne doit vous poser aucun problème.

Monique NERVEN vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence SC0484/1844 : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saubier 78140 VILLEJ-VILLACOURAY



Contrôleur de gestion au pays du rugby et du basket

Cette P.M.I. de 600 personnes réalisant un C.A. de 275 MF prévoit pour 1984 un développement important. Elle ressent le besoin "d'effort" son équipe de direction au point de vue gestion et crée le poste de Contrôleur de Gestion.

Depuis quatre ou cinq ans au moins, après des études du type E.S.C., vous avez développé une technicité certaine en matière de contrôle de gestion dans une entreprise bien structurée. Vous pouvez apporter à cette société l'expérience de l'élaboration et du suivi budgétaire, du contrôle des prix de revient et vous serez responsable de la comptabilité générale et analytique, des prévisions de trésorerie en liaison avec les responsables de services. De plus vous participerez à l'informatisation de l'entreprise.

Ce poste est basé à 40 km de Pau. Bien sûr, il vous faut apprécier ainsi que votre famille cette région tranquille à une heure de l'Atlantique et une heure trente des pistes des Pyrénées. Une maison agréable vous sera réservée. Ecrivez rapidement sous réf. 8423 LM aux consultants du Cabinet de Conseil en Recrutement CLEAS qui étudieront votre candidature en toute confidentialité.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris

Jeunes ingénieurs grandes écoles

en vue de les faire participer à des projets de développement.

- Un Ingénieur pour le Département Production d'une unité du groupe. Rattaché au Directeur de l'Usine, il sera chargé de missions variées concernant le développement des techniques de production.
- Un Ingénieur électronicien pour le Département Entretien et Travaux Neufs. Il participera à des projets d'automatisation dans une importante unité du Groupe, puis devra prendre des responsabilités opérationnelles au sein de cet important département.
- Un Ingénieur électricien - électronicien et instrumentation pour le Département Ingénierie et Réalisations. Il lui sera confié des études, puis des mises en service, destinées aux usines du Groupe, tant en France qu'à l'étranger (déplacements à prévoir).

Ces 3 postes, écoliers, s'adressent à des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle déjà familiarisés avec la micro-informatique, les techniques d'automatisation et de robotisation. Ce groupe étant filiale d'une importante Société américaine, une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Ces postes sont à pourvoir en province (Ouest de la France).

Envoyez votre lettre sous réf. 4037 en précisant le poste choisi à INTERCARRIÈRES 5 rue du Helder 75009 Paris

Dowell Schlumberger

groupe international spécialisé dans la circulation et la stimulation des puits de pétrole, recherche pour son centre de St-Etienne

Ingénieur propriété industrielle

Mission :

Son activité s'étendra dans tous les domaines de la propriété industrielle : brevets, marques, droits d'auteur, know how, y compris tous aspects, différents aspects relatifs à la technologie de la société. Rattaché au directeur général du centre, il travaillera en étroite liaison avec les ingénieurs de recherche et de développement.

Compétences :

Le poste s'adresse à un ingénieur possédant une formation technique en chimie ou physique chimie et ayant acquis de 2 à 5 ans d'expérience en propriété industrielle dans le service brevets d'une société industrielle ou dans un cabinet de brevets.

La nationalité est indifférente. Toutefois le candidat devra posséder une excellente pratique du français et une bonne connaissance de l'anglais. Une formation CEIP et/ou l'admission comme mandataire après avoir de l'OEI constitue un avantage.

Perspectives d'évolution :

L'évolution au sein d'un service brevets diversifié et international est intéressante et les possibilités de développement au sein du Groupe sont nombreuses aussi bien en France qu'à l'étranger y compris aux USA. Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé au Service de Personnel EFDS, BP 90, 42003 Saint-Etienne Cedex.



LE CENTRE HOSPITALIER de MULHOUSE

Ingénieur DPM 7/80. De nombreuses missions (Missions, Série 1). Recrute avec niveau Matières ou équivalent.

1 RESPONSABLE METHODES D'EXPLOITATION

La candidate devra posséder une bonne expérience des méthodes DPM 7 (GCOB 54). Sa mission consistera à : - Mettre en place les réseaux et méthodes pour améliorer l'automatisation de l'exploitation. - Assurer l'interface entre les études et la production. - Assurer le suivi du réseau. Une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine de la gestion.

1 ANALYSTE CONFIRME

Possède : - Une expérience de plusieurs années en tant qu'analyste DPM 7. - De solides connaissances dans le domaine de la gestion.

Envoyez C.V. + photo à M. LE DIRECTEUR du CENTRE HOSPITALIER 87 rue d'Alsace 68001 MULHOUSE CEDEX.

IMPORTANTE SOCIETE Télévision, Péri-télévision, Télématique recherche, pour l'une de ses unités, proche province ouest

INGENIEUR

de formation mécanique (Arts et Métiers, INSA ou équivalent).

Il participera d'abord à la mise en service d'équipements de mécanisation, puis sera destiné à prendre progressivement la responsabilité du Service Méthodes de l'Usine.

Ce poste s'ouvre à un ingénieur confirmé, avec quelques années d'expérience en automatisation.

Envoyez votre C.V., photo et prétentions sous référence 91193 à CONTEXTE-PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

PM LABINAL 7800 personnes - 20 usines - CA : 2 milliards de France



DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE

Responsable de son Atelier de Moulage

Formation : Ingénieur ou BTS matières plastiques - 3 ans d'expérience minimum dans le domaine du moulage thermo-plastique.

Il sera chargé :

- d'améliorer la productivité et l'efficacité du matériel et des outillages (conception et maintenance des moules)
- de veiller au respect des "normes qualité" des produits
- de la gestion d'un atelier de moulage et d'un atelier câblage.
- de l'encadrement du personnel (70 personnes)

Ce poste est basé à proximité de Toulouse.

Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à PM LABINAL Direction des Affaires Sociales - 5, avenue Newton B.P. 64 - 31380 BOIS D'ARCY.



GRUPE SYSECA

STES DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE 720 personnes - C.A. 250 M.F.

Filiale d'un Groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

recherche pour postes à pourvoir dans l'EST de la FRANCE

INGENIEURS

INFORMATIENS

Confirmés : - moins de 4 ans d'expérience - connaissance des matériels VAX/VMS - PDP-RSX 11-M souhaitée.

Chefs de projet : - 4 à 10 ans d'expérience - capables de prendre la responsabilité de grands projets industriels.

Envoyez votre manuscrit, C.V., photo et prétentions sous référence 2050 Service du Personnel, 315, Bâtiment de la Colline - 92213 St-Cloud Cedex

GRUPE MAISON FAMILIALE - No 1 de la Promotion Immobilière - 4,6 milliards de C.A. en 83 - 84 au classement de l'efficacité sociale (développement DAPSA Valeurs Actuelles).

TRAVAILLER EN DIRECT AVEC NOTRE PRESIDENT

Agé de 34 ans, homme de dialogue, de challenge et de rigueur, il recherche pour travailler dans un premier temps en direct avec lui, des cadres spécialistes de l'immobilier

Votre mission, qui s'exercera au sein d'une équipe pluridisciplinaire, s'orientera à terme vers une prise de responsabilité opérationnelle. Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et titré d'une expérience réussie et complète de plusieurs années acquise soit dans la promotion, soit dans la construction ou la vente de maisons au coup par coup, soit en lotissement et en habitat groupé...

Homme de potentiel, vous possédez le goût des contacts à tous niveaux et de réelles capacités de coordination et d'animation.

Vous êtes intéressé ? Je me nomme C.M. CHAMBAT, je fais partie moi-même de l'équipe qui travaille avec notre Président.

Vous pouvez me contacter au 16(27)83.99.00 (poste 3674) ou m'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) s/réf. 6847 à GROUPE MAISON FAMILIALE 1481 avenue du Cateau 59342 CAMBRAI CEDEX.

Groupe Maison Familiale





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Analyste senior pour développements européens...

**GRACE** Un groupe chimique américain de 82 000 personnes : une présence en Europe à travers 20 filiales ; un chiffre d'affaires qui double tous les 5 ans ; une politique d'innovation technologique qui lui assure une position de leader sur le marché ; un management à l'américaine.

**L'INFORMATIQUE CHEZ GRACE** : Des systèmes de gestion communs à l'ensemble des filiales européennes ; leurs développements regroupés en France autour d'un 30 83 ; une exploitation qui se décentralise.

**LE DEVELOPPEMENT CHEZ GRACE** : Une équipe de haut niveau et enrichissante parce qu'internationale ; une philosophie où l'utilisateur est très impliqué dans le développement ; des méthodes rigoureuses, compatibles avec la créativité de chacun.

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieur ou de gestion ayant 3 à 5 ans d'expérience en analyse de gestion ou de suivi de grands projets en tant qu'utilisateur, nous serons heureux de vous accueillir au sein de notre équipe de développement. Nous pouvons vous assurer une carrière à la mesure de votre savoir-faire personnel.

Poste à pourvoir à Epervan (60 km à l'Ouest de Paris, à 40 km de train de Montparnasse).

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser dossier complet : C.V., photo et prétentions sous référence AM/8408 à notre conseil.

128 Bd Haussmann - 75008 Paris



STANDARDATA

## IMPORTANT GROUPE D'AUDIT INTERNATIONAL

à forte décentralisation en France

recherche pour région BOURGOGNE

## RÉVISEUR

### FORMATION :

Ecole Supérieure de Commerce IUT ou équivalent.

### EXPÉRIENCE :

la préférence sera donnée à un candidat disposant d'une première expérience en cabinet d'Audit ou dans le service interne d'une grande société.

### CARRIÈRE :

de larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes à un candidat de valeur, l'ascension peut être envisagée à terme.

Le recrutement sera instantané sans intermédiaire et dans le cadre d'une totale discrétion.

Rejoindre sous : T 044.907 M. REGIS-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

## Organisation et informatique

Rhône-alpes

Jeune responsable de projets - Cette société de services, filiale d'un important groupe national, recherche, dans le cadre de la promotion de l'actuel titulaire du poste, un jeune responsable de projets. Il aura pour mission de devenir le conseil en organisation et en informatique d'entreprises privées et de haut niveau. Pour cela, dans le cadre du budget qu'il aura lui-même défini, il devra après une analyse critique des besoins, élaborer des solutions originales et appropriées. Enfin, il participera dans son domaine à l'actualisation d'un plan informatique ambitieux. Cette opportunité d'adhérer avant tout à un diplôme de l'enseignement supérieur de gestion (GEP, ESSEP, ESC...), ayant une première expérience de trois ans au moins dans le développement d'applications en informatique de gestion, notamment en gestion de personnel. D'autres candidatures sont envisageables pour des personnes pouvant justifier d'un acquis réel dans ces matières. De solides connaissances de l'informatique rigoureuse combinées à une vision d'ensemble. La réussite dans ce poste exige de bonnes capacités de dialogue et d'inspiration. Des perspectives d'évolution sont offertes dans le groupe. La rémunération envisagée pourra atteindre 175.000 francs. Ecrire à D. de VERNEUIL en précisant la référence A57948.

PA

78, Bd de la République - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 883.90.63

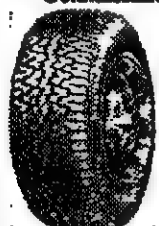
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Société en pleine expansion sur le marché français du pneumatique recherche pour son siège social situé à Béthune

## UN AUDITEUR INTERNE

- Jeune diplômé Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent).
- Il sera amené à participer au contrôle des différentes unités en France et en Europe.
- A terme, il sera appelé à occuper un poste de responsable à l'intérieur du groupe.
- Connaissance de l'anglais courant indispensable.



Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée à Monsieur le Chef du personnel mensuel FIRESTONE FRANCE S.A., Boîte postale 3, 62401 BÉTHUNE CEDEX.



1er producteur français de sources lumineuses filiale de la Compagnie des Lampes (MAZDA) et de PHILIPS

LES FABRIQUES REUNIES DE LAMPES ELECTRIQUES disposent d'un outil industriel - 6 centres - 2700 personnes - compétitif et sophistiqué.

Pour la fabrication, la société recherche :

## 2 JEUNES INGENIEURS DIPLOMES GRANDES ECOLES

L'un pour le centre d'Albion (Creuse), réf. 04/41  
L'autre pour le centre de Pont-d'Audoubert, réf. 04/42  
La société veut développer la FAO pour ses productions déjà très mécanisées. La capacité de motiver et d'encadrer du personnel, le goût du travail en équipe sont indispensables. Les tâches techniques à l'échelle internationale nécessitent la maîtrise de l'anglais.

Envoyer CV manuscrit et photo à F.R.L.E. Direction du Personnel 120-120 bis, avenue Charles de Gaulle 92222 Neuilly sur Seine Cedex

250.000 et + Région de NICE

NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE (2 400 personnes).

Nos domaines sont largement diversifiés : DE L'ASSURANCE COLLECTIVE AU TOURISME SOCIAL.

Grâce à des techniques avancées de traitement de l'information : ordinateur IBM 3081/3033, réseau de plus de 600 terminaux... nous avons acquis une position préminente en matière de résultats de gestion et de qualité de services.

## UN CHEF DE DEPARTEMENT PRODUCTION INFORMATIQUE

formation grandes écoles.

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé connaissant OS / MS et si possible IMS, ayant assuré la responsabilité d'une équipe système et des tâches d'encadrement immédiates ses responsabilités.

Il supervisera les fonctions :

- système (système d'exploitation, réseau de télégestion, choix des matériels, étude et développement des méthodes de travail),
- exploitation,
- préparation,
- courriel et saisie.

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à 250.000 F.

Importantes possibilités d'évolution tant en responsabilités qu'en rémunération. Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.

Adresser C.V. et photo sous réf. 9173 à

VALENS CONSEIL, BP 359, 75004 PARIS Cedex 02.

Toutes les candidatures seront étudiées par l'annonceur en toute confidentialité et recevront une réponse.

## PME Sologne leader dans son domaine créneaux photo et loisirs

70 personnes, réelle expansion

cherche son

## RESPONSABLE DE FABRICATION

- Transformation plastique souple et carton.
- Formation mécanique de base - expérience méthodes indispensables en matière fabrication de petites séries.
- Capacité à mettre en œuvre rapidement des projets originaux.
- Pratique de l'encadrement, esprit d'équipe.
- Rémunération annuelle 120.000 F +.

Ad. c.v. + lettre motiv. + photo à : M. HERVE, AFEC Centre, B.P. 2107, 45011 ORLÉANS CEDEX.

## GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL

SA DIRECTION DE LA COMMUNICATION (Banlieue Ouest Paris) recrute un

## Journaliste Technicien REDACTEUR EN CHEF

### DOUBLE FONCTION

- de **REDACTEUR EN CHEF** : Il proposera une politique globale et dynamique de revues et publications d'information pour la clientèle, la mettra en œuvre et en assurera la réalisation matérielle (rédaction, mise en page, édition).
- de **CHARGE DES RELATIONS PRESSE** : Préparation d'interviews, de communiqués, dossiers et conférence de presse...

## POSTE PASSIONNANT MAIS 3 CONDITIONS INDISPENSABLES

- **INGENIEUR** diplômé
- Connaissance des **AUTOMATISMES INDUSTRIELS** dans les technologies **ELECTROMECANIKES** et **ELECTRONIQUES**
- **Être JOURNALISTE** ou **redacteur technique** régulier.

S.C. vous garantit une **DISCRETION ABSOLUE** et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 7008

**sélection conseil** 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## Spécialiste formation

## Organisme financier

Diplômé de l'enseignement supérieur (lettres ou sciences humaines), vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 8 à 10 ans dans la formation. Rattaché au responsable de la formation et en contact direct avec les structures décentralisées, vous mettrez à profit votre expérience en exerçant les fonctions suivantes :  
- analyse des besoins de formation (longue durée) concernant les cadres et mise en œuvre,  
- proposition des scénarios de formation pour une nouvelle approche en matière prévisionnelle et préventive de l'emploi.

Lieu de travail : région Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2915/M à

**MEDIA BA** 8, Bd des Indes, 75002 Paris qui transmettra (réponse et discrétion assurées)

## Ingénieur opticien

Notre division Aérospatial, comptant parmi les principaux équipementiers en aéronautique, recherche un ingénieur d'études, ayant axé sa formation sur l'optique (Sup. Optique, ENSP Marseille).

Au sein d'une équipe d'ingénieurs, il assurera l'étude, la conception et la mise au point de systèmes embarqués utilisant des lasers (optique visible, proche infrarouge, infrarouge lointain).

Les développements actuellement en cours lui offriront d'intéressantes perspectives d'évolution à court terme.

Une première expérience correspondante serait appréciée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Ce poste est à pourvoir à Valence.



Adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 103375 au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Vérrière, 26027 Valence cedex.

## Crédit Mutuel du Sud-Ouest

recherche

GIRONDE

## DIRECTEURS

Ils auront pour mission d'animer, diriger et développer les activités des agences.

A une bonne formation bancaire, ils ajouteront une expérience de l'exploitation en clientèle privée de 7 ans minimum.

Bons organisateurs, ils seront dynamiques, sachant apprécier le risque et dotés d'un sens commercial certain.

DORDOGNE

## ADJOINT AU DIRECTEUR

Dans le but de seconder le Directeur dans toutes ses tâches, le candidat aura, outre une formation Bac + 2 et BP Banque, une bonne connaissance des produits et une expérience bancaire d'exploitation en clientèle privée 5 ans minimum.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à C.M.S.O. Direction du Personnel - rue du Plave - 16003 Angoulême.

## comptable expérimenté

... recherche un comptable expérimenté pour la région de ...

## ETAI GENERAL

... recherche des candidats pour des postes de ...

## Analyste programmeur

... recherche un analyste programmeur expérimenté ...

## CHIEF COMPTABLE

... recherche un chef comptable expérimenté ...

## Ingénieur de gestion

... recherche un ingénieur de gestion expérimenté ...

مركز العمل



REPRODUCTION INTERDITE



**LE CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES SEARLE**  
situé à **SOPHIA ANTIPOLIS-OS**

recherche pour son département de TOXICOLOGIE

**RESPONSABLE DE LABORATOIRE D'HEMATOLOGIE et de BIOCHIMIE CLINIQUE**

Ce poste peut convenir à un candidat ayant une formation minimum MAÎTRISE de BIO-CHIMIE ou équivalent, complétée par un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle.

La candidate retenue devra :  
- avoir une grande expérience professionnelle ;  
- être capable d'animer une équipe de 4 personnes ;  
- connaître les techniques récentes d'analyses biologiques.

ANGLAIS souhaité.  
Adresser candidature, C.V. à : SEARLE (sans référence), 23, rue de la République - S.P. 23 06601 VALBOISSE CEDEX.

**emplois régionaux**

**RECHERCHONS UN CADRE EN ORGANISAT.**  
pour travailler au sein d'une équipe d'ingénieurs hospitaliers.  
De bonnes connaissances en matière de planification et programmation sont exigées en vue de l'élaboration d'un plan directeur, en plus d'une maîtrise des techniques de l'organisation.  
Diplôme supérieur et expérience sont souhaités.  
Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, devront être adressées dans les plus brefs délais, avec la référence C.R.O.H. à : M<sup>me</sup> le Directeur adjoint, Chargé du Personnel, Centre Administratif A-Searle, 34069 MONTPELLIER Cedex.

**INGÉNIEUR SYSTÈME**  
Le groupe important basé dans le Sud-Ouest cherche un Ingénieur Système de formation Ingénieur, spécialiste gros systèmes, MVS, développement JES 2.

Merci d'adresser sous réf. 1389 à : INFORMAMA, 7, rue Pasteur, 75006 PARIS, ou tél. à M<sup>me</sup> LE CORRE au : (1) 742-14-40.

Et d'enseignement supérieur, étalé en province recherche professeur de chimie organique pour rentrée 83/84. Titulaire MIAGE minimum. Et avec CV et références sous n° 286.567 à REGIE-PRESSE, 88 bis, r. de la République, 75002 PARIS.

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRICOLE**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE SON CENTRE DE RECHERCHES DE CORSE**

**FONCTIONS :** Il secondera le Président du Centre dans ses relations avec les autorités administratives régionales et pour le fonctionnement général du Centre. Directeur des Services Généraux, il exécutera les décisions des autorités administratives et techniques et gèrera les moyens humains.

**PROFIL :** Le candidat sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un M.S.T. ou équivalent dans une spécialité agricole. Il aura de bonnes connaissances de gestion. Bon esprit de synthèse, facilité pour la rédaction et la présentation orale. Grande disponibilité et sens des relations humaines indispensables.

**LIEU DE TRAVAIL :** SAN NICOLAO - 2 R.

**DOSSIER DE CANDIDATURE :** comprend :  
- Déclaration de candidature avec note manuscrite sur les motivations ;  
- Photocopie diplôme enseignement supérieur ;  
- C.V. détaillé ;  
- Photo récente ;  
- Fiche individuelle d'état civil et de nationalité française.  
à adresser avant le 12 avril 1984 (cachet de la poste faisant foi) à M. le Chef du Département des Services Généraux, I.N.R.A. - NOUZILLY - 37380 MONNAIE.

**SEITHA**  
Équipements techniques du bâtiment  
solutions industrielles clés en main  
recherché pour son Siège à LYON

**Analyste programmeur connaissant parfaitement VAX ET ASSEMBLEUR**

Il devra aussi avoir de bonnes notions de régulation pour assurer les missions qui lui seront confiées au sein d'une petite équipe développant depuis plusieurs années une informatique scientifique sophistiquée pour résoudre des problèmes variés, notamment dans le domaine de la télétransmission de l'information et de la mise en œuvre de technologies de pointe.  
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrière 69006 LYON, sous réf. 042 M

**Cabinet Gatier**

Groupe de Distribution Pays de Loire (C.A. 400 M.F. - 400 personnes)

**CONTROLEUR DE GESTION**  
Rattaché au Directeur Administratif et Financier

Il aura pour missions :  
- de gérer les tâches de mise en place des systèmes de gestion (achats, stocks, ventes) ;  
- d'assister le Directeur Administratif et Financier (budgets, audits, études diverses).

Le candidat : jeune diplômé d'études supérieures (gestion), ayant une première expérience (stabilité ou cabinet d'audit), de fort potentiel.  
Envoyer C.V., photo, prétentions sous n° 7713, LE MONDE Pub., service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

**PITTIERS**  
Groupe de 3 usines performantes, 330 personnes  
100 millions de C.A. recherche

**chef comptable analytique et informatique**

Le candidat (EGC ou titulaire de Gestion ou BECS) aura une pratique de l'informatique, une expérience de responsable d'un service de comptabilité analytique industrielle et de contrôle de gestion.  
- Il sera responsable du Service Comptabilité Analytique.  
- Il participera à la conception, la réalisation et la maintenance du nouveau système informatique.  
- La poste demande capacités d'adaptation et initiative, ainsi que de bonnes qualités relationnelles.  
Merci d'adresser votre C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions à : **JEAN-LUC AUDIN**, Direction Commerciale, 33 rue Vauvan 75007 PARIS

**OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS**

**Jeune responsable finance - comptabilité**

**Informaticiens grands projets** - La jeune filiale française d'un groupe britannique implanté dans 30 pays et spécialisé dans le développement et la commercialisation de systèmes informatiques de gestion de grande portée recherche son responsable administratif et financier. Basé à Paris et placé sous l'autorité de la direction générale, il sera responsable de l'ensemble de la gestion administrative, financière et comptable de la société : comptabilité générale, analytique, facturation, préparation du reporting, déclarations fiscales, gestion de la trésorerie, simulation, gestion des contrats en cours, etc... Il travaillera en étroite relation avec le contrôleur Europe. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 27 ans maximum, de formation type école de gestion - DECS ayant une expérience similaire de l'ordre de 3 ans acquise en cabinet ou en entreprise. Ce poste bénéficie d'une large autonomie, et est de nature à intéresser un candidat ouvert et souhaitant évoluer rapidement dans une société en forte expansion. L'anglais courant est requis. Le salaire annuel de bon niveau, suivra l'expérience du candidat, sera assorti d'une voiture de fonction. Ecrire à **H. MICHERON** en précisant la référence A/83054M.

**PA**  
3, rue des Graviers - 92280 NEUILLY - Tél. 747.11.04  
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Responsable administration commerciale**

**180.000 F**

**Composants mécaniques** - Une société française (30 personnes) en expansion (20 pour cent par an) appartenant à un groupe de dimension internationale, spécialisée dans le secteur à l'échelle nationale de composants mécaniques, recherche son responsable de la gestion administrative des ventes. Basé dans la banlieue de Paris, il sera l'adjoint direct du directeur général et sera la personnalité responsable de l'administration commerciale (soit des approvisionnements, des commandes et des livraisons) avec l'aide de moyens informatiques qu'il sera chargé de faire évoluer. Il pourra être amené ultérieurement à superviser la comptabilité, à établir les budgets et à analyser les résultats. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans maximum et doté d'une formation qui lui permette à la fois de mettre en œuvre une organisation administrative rigoureuse et d'avoir une bonne compréhension des produits. Il devra en outre justifier d'une expérience similaire d'un minimum 5 ans, acquise de préférence chez un négociant technique, qui lui ait donné l'occasion de développer des qualités de meneur d'hommes et un sens aigu du service à la clientèle. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences et du potentiel présumé pourra atteindre voire dépasser 180.000 francs. Ecrire à **J.M. JACLOT** en précisant la référence A/8302AM.

**PA**  
3, rue des Graviers - 92280 NEUILLY - Tél. 747.11.04  
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Et chercher régional Paris-7, recherche pour son service des titres **UN AGENT QUALIFIÉ**  
Expérience exigée. S'exprime avec C.V., photo et prêt. s/réf. 6.760 à **LICHAU S.A.**, B.P. 220, 75003 PARIS Cedex 03 qui transmettra.

Pour faire face à son développement **IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉGIE DE PRESSE** recherche pour ses professionnels de la publicité ayant une expérience confirmée de commercial, en agence ou en support. Envoyer lettre de candidature à : **LE MONDE**, Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris qui transmettra. Discretion assurée.

**FOYER A.S.E. MONTREUIL** ADJOINTES CAS SOCIAUX RECRUTE 4 EDUCATEURS SPÉCIALISÉS 1918-1946 ou 1946-1948 ou 1948-1949 ou 1949-1950 ou 1950-1951 ou 1951-1952 ou 1952-1953 ou 1953-1954 ou 1954-1955 ou 1955-1956 ou 1956-1957 ou 1957-1958 ou 1958-1959 ou 1959-1960 ou 1960-1961 ou 1961-1962 ou 1962-1963 ou 1963-1964 ou 1964-1965 ou 1965-1966 ou 1966-1967 ou 1967-1968 ou 1968-1969 ou 1969-1970 ou 1970-1971 ou 1971-1972 ou 1972-1973 ou 1973-1974 ou 1974-1975 ou 1975-1976 ou 1976-1977 ou 1977-1978 ou 1978-1979 ou 1979-1980 ou 1980-1981 ou 1981-1982 ou 1982-1983 ou 1983-1984 ou 1984-1985 ou 1985-1986 ou 1986-1987 ou 1987-1988 ou 1988-1989 ou 1989-1990 ou 1990-1991 ou 1991-1992 ou 1992-1993 ou 1993-1994 ou 1994-1995 ou 1995-1996 ou 1996-1997 ou 1997-1998 ou 1998-1999 ou 1999-2000 ou 2000-2001 ou 2001-2002 ou 2002-2003 ou 2003-2004 ou 2004-2005 ou 2005-2006 ou 2006-2007 ou 2007-2008 ou 2008-2009 ou 2009-2010 ou 2010-2011 ou 2011-2012 ou 2012-2013 ou 2013-2014 ou 2014-2015 ou 2015-2016 ou 2016-2017 ou 2017-2018 ou 2018-2019 ou 2019-2020 ou 2020-2021 ou 2021-2022 ou 2022-2023 ou 2023-2024 ou 2024-2025 ou 2025-2026 ou 2026-2027 ou 2027-2028 ou 2028-2029 ou 2029-2030 ou 2030-2031 ou 2031-2032 ou 2032-2033 ou 2033-2034 ou 2034-2035 ou 2035-2036 ou 2036-2037 ou 2037-2038 ou 2038-2039 ou 2039-2040 ou 2040-2041 ou 2041-2042 ou 2042-2043 ou 2043-2044 ou 2044-2045 ou 2045-2046 ou 2046-2047 ou 2047-2048 ou 2048-2049 ou 2049-2050 ou 2050-2051 ou 2051-2052 ou 2052-2053 ou 2053-2054 ou 2054-2055 ou 2055-2056 ou 2056-2057 ou 2057-2058 ou 2058-2059 ou 2059-2060 ou 2060-2061 ou 2061-2062 ou 2062-2063 ou 2063-2064 ou 2064-2065 ou 2065-2066 ou 2066-2067 ou 2067-2068 ou 2068-2069 ou 2069-2070 ou 2070-2071 ou 2071-2072 ou 2072-2073 ou 2073-2074 ou 2074-2075 ou 2075-2076 ou 2076-2077 ou 2077-2078 ou 2078-2079 ou 2079-2080 ou 2080-2081 ou 2081-2082 ou 2082-2083 ou 2083-2084 ou 2084-2085 ou 2085-2086 ou 2086-2087 ou 2087-2088 ou 2088-2089 ou 2089-2090 ou 2090-2091 ou 2091-2092 ou 2092-2093 ou 2093-2094 ou 2094-2095 ou 2095-2096 ou 2096-2097 ou 2097-2098 ou 2098-2099 ou 2099-2100 ou 2100-2101 ou 2101-2102 ou 2102-2103 ou 2103-2104 ou 2104-2105 ou 2105-2106 ou 2106-2107 ou 2107-2108 ou 2108-2109 ou 2109-2110 ou 2110-2111 ou 2111-2112 ou 2112-2113 ou 2113-2114 ou 2114-2115 ou 2115-2116 ou 2116-2117 ou 2117-2118 ou 2118-2119 ou 2119-2120 ou 2120-2121 ou 2121-2122 ou 2122-2123 ou 2123-2124 ou 2124-2125 ou 2125-2126 ou 2126-2127 ou 2127-2128 ou 2128-2129 ou 2129-2130 ou 2130-2131 ou 2131-2132 ou 2132-2133 ou 2133-2134 ou 2134-2135 ou 2135-2136 ou 2136-2137 ou 2137-2138 ou 2138-2139 ou 2139-2140 ou 2140-2141 ou 2141-2142 ou 2142-2143 ou 2143-2144 ou 2144-2145 ou 2145-2146 ou 2146-2147 ou 2147-2148 ou 2148-2149 ou 2149-2150 ou 2150-2151 ou 2151-2152 ou 2152-2153 ou 2153-2154 ou 2154-2155 ou 2155-2156 ou 2156-2157 ou 2157-2158 ou 2158-2159 ou 2159-2160 ou 2160-2161 ou 2161-2162 ou 2162-2163 ou 2163-2164 ou 2164-2165 ou 2165-2166 ou 2166-2167 ou 2167-2168 ou 2168-2169 ou 2169-2170 ou 2170-2171 ou 2171-2172 ou 2172-2173 ou 2173-2174 ou 2174-2175 ou 2175-2176 ou 2176-2177 ou 2177-2178 ou 2178-2179 ou 2179-2180 ou 2180-2181 ou 2181-2182 ou 2182-2183 ou 2183-2184 ou 2184-2185 ou 2185-2186 ou 2186-2187 ou 2187-2188 ou 2188-2189 ou 2189-2190 ou 2190-2191 ou 2191-2192 ou 2192-2193 ou 2193-2194 ou 2194-2195 ou 2195-2196 ou 2196-2197 ou 2197-2198 ou 2198-2199 ou 2199-2200 ou 2200-2201 ou 2201-2202 ou 2202-2203 ou 2203-2204 ou 2204-2205 ou 2205-2206 ou 2206-2207 ou 2207-2208 ou 2208-2209 ou 2209-2210 ou 2210-2211 ou 2211-2212 ou 2212-2213 ou 2213-2214 ou 2214-2215 ou 2215-2216 ou 2216-2217 ou 2217-2218 ou 2218-2219 ou 2219-2220 ou 2220-2221 ou 2221-2222 ou 2222-2223 ou 2223-2224 ou 2224-2225 ou 2225-2226 ou 2226-2227 ou 2227-2228 ou 2228-2229 ou 2229-2230 ou 2230-2231 ou 2231-2232 ou 2232-2233 ou 2233-2234 ou 2234-2235 ou 2235-2236 ou 2236-2237 ou 2237-2238 ou 2238-2239 ou 2239-2240 ou 2240-2241 ou 2241-2242 ou 2242-2243 ou 2243-2244 ou 2244-2245 ou 2245-2246 ou 2246-2247 ou 2247-2248 ou 2248-2249 ou 2249-2250 ou 2250-2251 ou 2251-2252 ou 2252-2253 ou 2253-2254 ou 2254-2255 ou 2255-2256 ou 2256-2257 ou 2257-2258 ou 2258-2259 ou 2259-2260 ou 2260-2261 ou 2261-2262 ou 2262-2263 ou 2263-2264 ou 2264-2265 ou 2265-2266 ou 2266-2267 ou 2267-2268 ou 2268-2269 ou 2269-2270 ou 2270-2271 ou 2271-2272 ou 2272-2273 ou 2273-2274 ou 2274-2275 ou 2275-2276 ou 2276-2277 ou 2277-2278 ou 2278-2279 ou 2279-2280 ou 2280-2281 ou 2281-2282 ou 2282-2283 ou 2283-2284 ou 2284-2285 ou 2285-2286 ou 2286-2287 ou 2287-2288 ou 2288-2289 ou 2289-2290 ou 2290-2291 ou 2291-2292 ou 2292-2293 ou 2293-2294 ou 2294-2295 ou 2295-2296 ou 2296-2297 ou 2297-2298 ou 2298-2299 ou 2299-2300 ou 2300-2301 ou 2301-2302 ou 2302-2303 ou 2303-2304 ou 2304-2305 ou 2305-2306 ou 2306-2307 ou 2307-2308 ou 2308-2309 ou 2309-2310 ou 2310-2311 ou 2311-2312 ou 2312-2313 ou 2313-2314 ou 2314-2315 ou 2315-2316 ou 2316-2317 ou 2317-2318 ou 2318-2319 ou 2319-2320 ou 2320-2321 ou 2321-2322 ou 2322-2323 ou 2323-2324 ou 2324-2325 ou 2325-2326 ou 2326-2327 ou 2327-2328 ou 2328-2329 ou 2329-2330 ou 2330-2331 ou 2331-2332 ou 2332-2333 ou 2333-2334 ou 2334-2335 ou 2335-2336 ou 2336-2337 ou 2337-2338 ou 2338-2339 ou 2339-2340 ou 2340-2341 ou 2341-2342 ou 2342-2343 ou 2343-2344 ou 2344-2345 ou 2345-2346 ou 2346-2347 ou 2347-2348 ou 2348-2349 ou 2349-2350 ou 2350-2351 ou 2351-2352 ou 2352-2353 ou 2353-2354 ou 2354-2355 ou 2355-2356 ou 2356-2357 ou 2357-2358 ou 2358-2359 ou 2359-2360 ou 2360-2361 ou 2361-2362 ou 2362-2363 ou 2363-2364 ou 2364-2365 ou 2365-2366 ou 2366-2367 ou 2367-2368 ou 2368-2369 ou 2369-2370 ou 2370-2371 ou 2371-2372 ou 2372-2373 ou 2373-2374 ou 2374-2375 ou 2375-2376 ou 2376-2377 ou 2377-2378 ou 2378-2379 ou 2379-2380 ou 2380-2381 ou 2381-2382 ou 2382-2383 ou 2383-2384 ou 2384-2385 ou 2385-2386 ou 2386-2387 ou 2387-2388 ou 2388-2389 ou 2389-2390 ou 2390-2391 ou 2391-2392 ou 2392-2393 ou 2393-2394 ou 2394-2395 ou 2395-2396 ou 2396-2397 ou 2397-2398 ou 2398-2399 ou 2399-2400 ou 2400-2401 ou 2401-2402 ou 2402-2403 ou 2403-2404 ou 2404-2405 ou 2405-2406 ou 2406-2407 ou 2407-2408 ou 2408-2409 ou 2409-2410 ou 2410-2411 ou 2411-2412 ou 2412-2413 ou 2413-2414 ou 2414-2415 ou 2415-2416 ou 2416-2417 ou 2417-2418 ou 2418-2419 ou 2419-2420 ou 2420-2421 ou 2421-2422 ou 2422-2423 ou 2423-2424 ou 2424-2425 ou 2425-2426 ou 2426-2427 ou 2427-2428 ou 2428-2429 ou 2429-2430 ou 2430-2431 ou 2431-2432 ou 2432-2433 ou 2433-2434 ou 2434-2435 ou 2435-2436 ou 2436-2437 ou 2437-2438 ou 2438-2439 ou 2439-2440 ou 2440-2441 ou 2441-2442 ou 2442-2443 ou 2443-2444 ou 2444-2445 ou 2445-2446 ou 2446-2447 ou 2447-2448 ou 2448-2449 ou 2449-2450 ou 2450-2451 ou 2451-2452 ou 2452-2453 ou 2453-2454 ou 2454-2455 ou 2455-2456 ou 2456-2457 ou 2457-2458 ou 2458-2459 ou 2459-2460 ou 2460-2461 ou 2461-2462 ou 2462-2463 ou 2463-2464 ou 2464-2465 ou 2465-2466 ou 2466-2467 ou 2467-2468 ou 2468-2469 ou 2469-2470 ou 2470-2471 ou 2471-2472 ou 2472-2473 ou 2473-2474 ou 2474-2475 ou 2475-2476 ou 2476-2477 ou 2477-2478 ou 2478-2479 ou 2479-2480 ou 2480-2481 ou 2481-2482 ou 2482-2483 ou 2483-2484 ou 2484-2485 ou 2485-2486 ou 2486-2487 ou 2487-2488 ou 2488-2489 ou 2489-2490 ou 2490-2491 ou 2491-2492 ou 2492-2493 ou 2493-2494 ou 2494-2495 ou 2495-2496 ou 2496-2497 ou 2497-2498 ou 2498-2499 ou 2499-2500 ou 2500-2501 ou 2501-2502 ou 2502-2503 ou 2503-2504 ou 2504-2505 ou 2505-2506 ou 2506-2507 ou 2507-2508 ou 2508-2509 ou 2509-2510 ou 2510-2511 ou 2511-2512 ou 2512-2513 ou 2513-2514 ou 2514-2515 ou 2515-2516 ou 2516-2517 ou 2517-2518 ou 2518-2519 ou 2519-2520 ou 2520-2521 ou 2521-2522 ou 2522-2523 ou 2523-2524 ou 2524-2525 ou 2525-2526 ou 2526-2527 ou 2527-2528 ou 2528-2529 ou 2529-2530 ou 2530-2531 ou 2531-2532 ou 2532-2533 ou 2533-2534 ou 2534-2535 ou 2535-2536 ou 2536-2537 ou 2537-2538 ou 2538-2539 ou 2539-2540 ou 2540-2541 ou 2541-2542 ou 2542-2543 ou 2543-2544 ou 2544-2545 ou 2545-2546 ou 2546-2547 ou 2547-2548 ou 2548-2549 ou 2549-2550 ou 2550-2551 ou 2551-2552 ou 2552-2553 ou 2553-2554 ou 2554-2555 ou 2555-2556 ou 2556-2557 ou 2557-2558 ou 2558-2559 ou 2559-2560 ou 2560-2561 ou 2561-2562 ou 2562-2563 ou 2563-2564 ou 2564-2565 ou 2565-2566 ou 2566-2567 ou 2567-2568 ou 2568-2569 ou 2569-2570 ou 2570-2571 ou 2571-2572 ou 2572-2573 ou 2573-2574 ou 2574-2575 ou 2575-2576 ou 2576-2577 ou 2577-2578 ou 2578-2579 ou 2579-2580 ou 2580-2581 ou 2581-2582 ou 2582-2583 ou 2583-2584 ou 2584-2585 ou 2585-2586 ou 2586-2587 ou 2587-2588 ou 2588-2589 ou 2589-2590 ou 2590-2591 ou 2591-2592 ou 2592-2593 ou 2593-2594 ou 2594-2595 ou 2595-2596 ou 2596-2597 ou 2597-2598 ou 2598-2599 ou 2599-2600 ou 2600-2601 ou 2601-2602 ou 2602-2603 ou 2603-2604 ou 2604-2605 ou 2605-2606 ou 2606-2607 ou 2607-2608 ou 2608-2609 ou 2609-2610 ou 2610-2611 ou 2611-2612 ou 2612-2613 ou 2613-2614 ou 2614-2615 ou 2615-2616 ou 2616-2617 ou 2617-2618 ou 2618-2619 ou 2619-2620 ou 2620-2621 ou 2621-2622 ou 2622-2623 ou 2623-2624 ou 2624-2625 ou 2625-2626 ou 2626-2627 ou 2627-2628 ou 2628-2629 ou 2629-2630 ou 2630-2631 ou 2631-2632 ou 2632-2633 ou 2633-2634 ou 2634-2635 ou 2635-2636 ou 2636-2637 ou 2637-2638 ou 2638-2639 ou 2639-2640 ou 2640-2641 ou 2641-2642 ou 2642-2643 ou 2643-2644 ou 2644-2645 ou 2645-2646 ou 2646-2647 ou 2647-2648 ou 2648-2649 ou 2649-2650 ou 2650-2651 ou 2651-2652 ou 2652-2653 ou 2653-2654 ou 2654-2655 ou 2655-2656 ou 2656-2657 ou 2657-2658 ou 2658-2659 ou 2659-2660 ou 2660-2661 ou 2661-2662 ou 2662-2663 ou 2663-2664 ou 2664-2665 ou 2665-2666 ou 2666-2667 ou 2667-2668 ou 2668-2669 ou 2669-2670 ou 2670-2671 ou 2671-2672 ou 2672-2673 ou 2673-2674 ou 2674-2675 ou 2675-2676 ou 2676-2677 ou 2677-2678 ou 2678-2679 ou 2679-2680 ou 2680-2681 ou 2681-2682 ou 2682-2683 ou 2683-2684 ou 2684-2685 ou 2685-2686 ou 2686-2687 ou 2687-2688 ou 2688-2689 ou 2689-2690 ou 2690-2691 ou 2691-2692 ou 2692-2693 ou 2693-2694 ou 2694-2695 ou 2695-2696 ou 2696-2697 ou 2697-2698 ou 2698-2699 ou 2699-2700 ou 2700-2701 ou 2701-2702 ou 2702-2703 ou 2703-2704 ou 2704-2705 ou 2705-2706 ou 2706-2707 ou 2707-2708 ou 2708-2709 ou 2709-2710 ou 2710-2711 ou 2711-2712 ou 2712-2713 ou 2713-2714 ou 2714-2715 ou 2715-2716 ou 2716-2717 ou 2717-2718 ou 2718-2719 ou 2719-2720 ou 2720-2721 ou



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### Création de poste Assistant de direction MF

Etablissement commercial à vocation culturelle recherche un assistant. Directement rattaché au directeur de la société, il sera responsable de la gestion de produits existants et devra affiner les canaux de distribution. Il devra promouvoir des produits nouveaux, en négocier les contrats, et en contrôler les réalisations. Ce poste convient à un candidat H/F ayant une expérience professionnelle dans le domaine de l'édition d'art. Formation : école de commerce, complétée par une expérience professionnelle dans des services équivalents. Lieu de travail : Paris. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73703/M à Mme CLERE, S&L-CEGOS, Tour Chénouet, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cedex.

● S&L-CEGOS PARIS, 204 Rond point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Tél. (1) 620-63-04,  
● S&L-CEGOS RHONE ALPES, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON Tél. (7) 889-70-12,

**sélé  
CEGOS**

ABIDJAN — ATHÈNES — BARCELONE — BRUXELLES — LIÈGEVILLE — LISSONNE — LONDRES — MADRID — MILAN — NEW YORK — SÃO PAULO — TURIN — TURK



**LE CARBONE-LORRAINE**  
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE

### Ingénieur développement

Dans notre département Applications Électriques, nous réalisons une gamme de produits de haute technologie. Pour le laboratoire d'essais de ce département situé à Gennevilliers, nous recherchons un ingénieur grande école, généraliste - option Electricité/Electronique -, débutant ou ayant une première expérience. Nous lui confierons, en collaboration avec le chef du laboratoire qu'il secondera, la responsabilité de l'étude et de la mise au point de produits, principalement destinés à l'électrotechnique. Il devra avoir la capacité de traiter avec une clientèle très variée, de fortes ressources d'imagination et d'organisation. Anglaise indispensable, Allemand souhaité. Evolution prévue dans la direction technique, commerciale ou Chef de Produits. Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, sous réf. 72005M à JP LE MASSON, S&L-CEGOS, Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE Cedex.

● S&L-CEGOS MEDITERRANEE, 35, rue Pasteur, 06000 NICE Tél. (93) 62-39-40,  
● S&L-CEGOS ATLANTIQUE, 44 Boulevard Gustave, 44000 NANTES Tél. (40) 35-70-81

### CONSEIL INTERNE DANS LA BANQUE

HEC, ESSEC ou ESCP, vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience en Organisation. Nous vous proposons de conseiller, aider et former nos différents services dans l'utilisation de nouveaux outils d'informatique individuelle. Cette fonction, d'une durée d'un an, vous amènera progressivement à une excellente connaissance de nos techniques bancaires. Vous saurez l'utiliser pour diffuser, au sein de la Banque, l'ensemble de nos systèmes informatiques, et évoluer ensuite vers d'autres activités.

Première étape : adressez-nous votre dossier de candidature sous réf. ED 23.

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation.  
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

**BANQUE INDOSUEZ**  
Un monde d'opportunités

### Un biochimiste qui aime le pain

Tel est l'homme recherché par notre division améliorants de panification. Société multinationale, nos 4 000 000 KF et nos 6 000 personnes ne nous empêchent pas d'avoir des unités autonomes où il fait bon vivre à la manière d'une PME... performante. La division que vous pouvez rejoindre a un CA de 150 000 KF et un effectif de 150 personnes. Votre fonction : développer et mettre au point des produits nouveaux améliorant la panification et aussi adapter les produits existants à partir du marché dont vous connaissez les tendances et les exigences. Votre action sera menée en liaison étroite avec les autres services de la division, particulièrement avec notre boulangerie expérimentale et au niveau du groupe le laboratoire central. 30 - 35 ans, l'esprit curieux et créatif, vous êtes biochimiste, ingénieur type ENSIA ou équivalent, vous avez une expérience recherche et développement ou production dans l'industrie agro-alimentaire ou céréalière et une connaissance des produits et méthodes de panification. L'anglais sera un atout non négligeable. Le poste est basé à Paris. Bernard Juliet Psycrom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponses et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2921M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



**Bernard Juliet  
Psycrom**

Membre de Syntec

### DEVEZ «ORGANISATEUR DES SYSTEMES D'INFORMATIONS»

**PLATS CUISINES  
EN CONSERVE  
WILLIAM SAURIN**

Votre formation supérieure enrichie d'une première expérience réussie dans la conception et la conduite de projets informatiques vous permettent aujourd'hui d'élargir vos responsabilités.

Rattaché directement au Responsable du Département des Systèmes d'Informations, votre mission sera, après une période de formation :

- de participer et de conseiller les utilisateurs dans le cadre des études d'organisation en amont et en aval de l'informatique,
- de mettre en place des méthodes (MERISE...) et des outils logiciels associés, destinés à faciliter la conception des Systèmes d'Informations,
- de suivre l'application de ces méthodes dans le cadre de la mise en place du NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE et en tant que Gestionnaire des Systèmes d'Informations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence 130 à :  
LESIEUR-COORDINATION/Recrutement Cadres  
122, Avenue du Général Leclerc 92103 Boulogne.

**GROUPE  
LESIEUR**

Visez les grands...  
IBM 43 XX, IBM 30 XX



**Audilex Produits**

Filiale d'un groupe important, AUDILEX PRODUITS, société de services et de conseil en informatique, décide de donner à son activité une nouvelle dimension : les grands systèmes. Pour nous donner les moyens d'affirmer cette nouvelle option, nous recherchons :

#### chef de projet réf. 610

Dans notre organisation, rien de statique. Vous aurez sur ces matériels la responsabilité de réaliser de nouveaux logiciels et de développer de nouvelles techniques.

Vous savez être à l'écoute des utilisateurs, vous avez 3 à 4 ans d'expérience, des connaissances en systèmes CICS et DL1 et, si possible, en programmation COBOL et PL1.

#### analystes programmeurs confirmés réf. 612

Vous aimez assurer la conduite de projets dans une organisation méthodologique. Vous avez 2 à 3 ans d'expérience, réflexion et bon sens font de vous un élément autonome tenant compte de sa propre expérience et de celle des autres.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à M. LIETARD - AUDILEX PRODUITS - 123, rue du Château - 92100 BOULOGNE.



**Audilex** Conseil, applications,  
ingénierie  
en informatique.

Quand on fabrique la moitié de l'acier français,  
les approvisionnements deviennent  
le creuset de notre rentabilité.



Saviez-vous que la moitié de l'acier français est signé USINOR, c'est dire l'importance de la qualité de nos achats de matières premières. La Direction des Approvisionnements et des transports recherche pour son service Etudes Economiques et Développement un

### ECONOMISTE

Diplômé d'une grande Ecole Commerciale ou de l'Université, vous aimez mener avec rigueur des études très concrètes. Votre capacité de réflexion et d'analyse ainsi que votre maîtrise de l'Anglais, vous seront indispensables pour réussir dans ce poste et prendre à terme des responsabilités dans les domaines de la gestion et de la négociation.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

Pour ce poste basé à Paris la Défense, merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. AT 104 à :

**USINOR**

N. Le Bagousse  
Immeuble «le-de-France»  
92070 Paris la Défense Cedex 57

### INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE situé à RUEIL MALMAISON recherche CADRE JURIDIQUE

disponible immédiatement pour contrat temporaire (remplacement congés maternité).

Formation : maîtrise de droit privé.

Expérience professionnelle de préférence en matière de contrats privés.

Connaissance de l'anglais indispensable, et sachant impérativement rédiger en anglais des dispositions contractuelles.

Ecrire sous réf. 91408 à CONTEXTE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS Cedex 01 qui transmet.

مركز العمل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Information et Relations Presse

Paris

Attaché de presse, journaliste, responsable de la communication... Vous avez une passion : la micro-économie telle qu'elle est vécue par les petites et moyennes entreprises, et vous êtes un spécialiste du marketing.

Organisme para-public créé par la loi de 1901, nous avons pour vocation l'assistance, le conseil aux PME/PMI et nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre Service Information (Relations Presse, Edition, Documentation, Bibliothèque).

Nos critères : une excellente expérience, une personnalité riche, ouverte au dialogue. Votre formation - quelle qu'elle soit en soit la nature - doit refléter un bon niveau de culture générale (Grande Ecole ou Université).

Votre âge : 30/40 ans environ. La rémunération prévue est de l'ordre de 200 000 F. Nous étudierons avec la plus grande attention la candidature, très complète, que vous voudrez bien nous confier par l'intermédiaire de l'agence DESSEIN, à qui vous écrirez sous référence 4640 M, 69 rue de Provence - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE (1200 personnes)  
RECHERCHE (H.F.)

## CHEF DU SERVICE DES ASSURANCES

De formation juridique (licence) et possédant une expérience de quelques années dans ce domaine, il sera chargé, sous l'autorité du Secrétaire Général Adjoint, d'assurer la gestion des sinistres et les relations avec les assurés.

En fonction de ses compétences, il pourra se voir confier différentes tâches relevant d'un secrétariat général classique.

La rémunération est motivante et il existe de nombreux avantages sociaux.

Si vous êtes intéressé, adressez CV, prétentions sous N° 9024 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra.

TEK DIVISION INFORMATIQUE GRAPHIQUE LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE  
filiale d'un groupe international en électronique et en informatique

## INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Pour la vente de sa gamme de terminaux graphiques, périphériques et logiciels destinés aux applications CAO, cartographie, DAO, architecture, etc.

Nous demandons au candidat :

- solides connaissances en informatique
- bonne culture scientifique
- 2 à 3 années d'expérience de la vente
- anglais.

Ces postes, à pourvoir en Région Parisienne et en région Nord, vous permettront au sein d'équipes dynamiques d'utiliser et de développer vos connaissances, votre sens des contacts humains et d'épanouir votre personnalité.

Adressez CV, photo, prétentions à TEKTRONIX  
Direction du Personnel - BP 13  
91941 LES ULIS CEDEX

Tektronix

## Journaliste ou professeur travaux manuels

Ses responsabilités :

- à partir d'une traduction brute, remanier et garantir la qualité des articles et conseils pratiques du magazine,
- il est nécessaire de maîtriser l'anglais ou, éventuellement, une des langues scandinaves,
- répondre par écrit et par téléphone aux questions pratiques des lecteurs relatives aux travaux manuels,
- ce poste suppose une connaissance parfaite de toutes les formes de travail manuel,
- participer une fois par mois au comité de rédaction (déplacements courts à l'étranger).

Nous offrons :

- une grande liberté d'organisation (travail temps partiel ou free lance possible),
- un produit de très haute qualité,
- une rémunération élevée.

Envoyer C.V. et rémunération actuelle sous la référence 88/M à l'attention de Karen ELLEGAARD, Rédactrice en Chef - FAIT MAIN - 51-57, rue Jules-Ferry - 93178 BAGNOLET Cedex.

PARIS  
**fait main**

## Contrôleur de gestion chez H.P. au delà d'une fonction, une ouverture vers de larges responsabilités

Hewlett-Packard France, 24 Milliards de CA, 2400 collaborateurs, société leader en informatique - 3<sup>ème</sup> exportateur français - et en instrumentation de mesure, est organisée par discipline, véritable centre de profit autonome. La responsabilité du contrôle de gestion d'une de nos disciplines vous permettra de mettre à profit votre sens du contact et de l'initiative. Homme de terrain avant tout, vous travaillerez en étroite liaison avec le directeur de la discipline, et les responsables opérationnels et interviendrez dans tous les aspects de leur activité, pour leur apporter un conseil rigoureux en matière de : établissement de budgets, suivi et analyse des écarts mais aussi détermination des prix de vente, élaboration du plan de rémunération et de recrutement. Ce poste basé à EVRY peut être considéré comme un tremplin vers d'importantes responsabilités administratives ou commerciales. Aussi, un diplôme d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion auquel s'ajoute un 3<sup>ème</sup> cycle-MBA, INSEAD, IAE, - et une première expérience de l'entreprise de 3 ans environ est nécessaire. Une bonne pratique de l'anglais demeure un préalable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. AHQ 4/5 M. - à Hervé Gallon, Service du Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



HEWLETT

PACKARD UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.

GROUPE



Vous avez 28-30 ans ; votre formation supérieure, vos quelques années d'expérience dans l'informatique vous ont permis d'acquérir des compétences dans les domaines suivants :

Sur système IBM : - MVS, - DOS, - VTAM.  
Sur système BULL : - DPS 7, - DPS 8, - MINT 6.

SG2, 4 000 personnes, l'un des premiers groupes européens de sociétés d'ingénierie informatique et de systèmes d'information, poursuit sa rapide croissance. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes chargées de la conception et de la réalisation de projets d'envergure faisant appel aux techniques de pointe : Bases de données réparties - Interconnexion de systèmes - Réseaux locaux. Vous assumerez des responsabilités dans des équipes opérationnelles dans lesquelles vous saurez donner toute votre mesure et saisir de réelles perspectives d'avenir.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 17 M, à la Direction du Recrutement, SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

EQUIPEMENTS DE PREMIERE MONTE AUTOMOBILE

Nous sommes la filiale d'un des tous premiers groupes industriels privés français. Avec 900 personnes nous fabriquons et commercialisons - auprès des principaux constructeurs européens - des pièces de suspension. Notre CA dépasse 500 MF. Nous recherchons un

## Ingénieur d'affaires

250-300 000/an

Paris

L'ingénieur Généraliste que nous souhaitons rencontrer aura une expérience industrielle et commerciale d'au moins cinq ans, et possèdera un équipementier ou un sous-traitant automobile. Il assurera le suivi des contacts et des modifications avec un de nos clients les plus importants sous les aspects commerciaux, techniques, financiers, contractuels et de gestion en s'appuyant sur les compétences internes.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères constituera un atout important d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., détail, photo et rémunération actuelle sous la référence 50405 à notre Conseil qui vous garantira sa discrétion absolue.

Staff Consultants

91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

STRASBOURG  
PARIS  
LYON  
NEW-YORK

Nous sommes un Important Groupe d'Assurances  
Notre Directeur Administratif et Informatique

recherche :

## LE RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

Il prendra en charge :

- la gestion technique et administrative des immeubles d'exploitation
- la gestion des achats
- les restaurants d'entreprise
- l'imprimerie intégrée...

De formation supérieure ingénieur, vous avez au moins 35 ans et une première expérience significative de la fonction.

Une bonne connaissance des télécommunications serait un atout supplémentaire.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3843  
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



Nous sommes une société d'ingénierie de logiciel de 70 personnes en pleine expansion.

Nous avons conçu le premier atelier logiciel français SOFTPEN.

Nous intervenons sur des projets d'ingénierie en téléphonie, avionique, contrôle de processus.

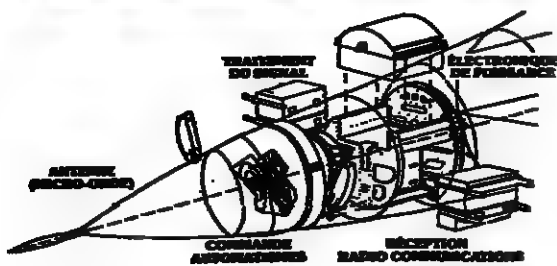
Nous recherchons, pour ces projets, des ingénieurs (2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel) désireux de mettre en pratique les méthodes avancées de développement de logiciels.

Adressez votre candidature et prétentions, sous réf. M 93 à :  
I.P.L. - 26, rue du Renard  
75004 Paris

Je t'aime



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



## THOMSON-CSF RADARS AÉROPORTÉS

Le département RCM de THOMSON-CSF qui conçoit et réalise des radars et équipements de contre-mesures aéroportés, recherche pour son unité de production de Malakoff :

### UN INGÉNIEUR ACHETEUR

de Composants électroniques. Homme d'une longue expérience, il pourra prendre à terme la responsabilité d'une section d'acheteurs.

### UN INGÉNIEUR ÉTUDES TECHNOLOGIQUES

Au sein du service Méthodes-Montage-Câblage, il sera chargé de développer de nouvelles technologies et procédures d'assemblage de matériel aéroporté en liaison avec les services techniques et la production.

### DES INGÉNIEURS MÉTHODES

L'un au sein de l'atelier de production circuits imprimés, l'autre au sein du service technologique de micro-électronique, devront préparer l'industrialisation, définir les procédures de fabrication et de suivi qualité. Évolution vers la gestion informatisée.

Rigueur dans la technicité, bons contacts humains seront nécessaires pour encadrer des équipes.

Merci d'adresser CV + photo à THOMSON-CSF, Département RCM, Service du Personnel, 68, avenue Pierre- Brossolette - 92242 MALAKOFF CEDEX.



Notre client, une Société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

## CONSEILLERS FINANCIERS

### VOTRE MISSION

- Assurer le développement et le suivi de la clientèle existante.
- Analyser la situation patrimoniale de vos clients et leur procurer des informations sur les produits à base de valeurs mobilières.
- Conseiller les formes de placement correspondant à la situation personnelle de chaque client.

### IL VOUS OFFRE

- Un complément de formation.
- Un soutien logistique informatisé très performant et un secrétariat.
- Une gamme de produits très compétitive.
- De larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante.

### IL VOUS DEMANDE

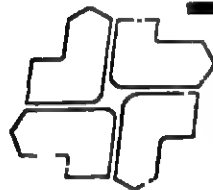
- D'être prêt à vous investir totalement sans compter votre temps ni votre peine.
- Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller avant celui de vendre.
- Une première expérience commerciale réussie.
- Une solide connaissance des produits financiers.
- Un diplôme de l'enseignement supérieur.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite s / réf. 845 à :

J.R. LAJUNCOMME

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL

Conseil en recrutement  
33, rue de Mogador - 75009 PARIS



Pour le leader de la distribution pharmaceutique  
une avance technologique à la hauteur  
de ces chiffres

10 milliards de F. de C.A.  
70 établissements employant  
plus de 3000 personnes  
15000 Clients

## INGENIEUR DEBUTANT

Vous désirez vous tourner vers l'informatique et vous avez, si possible, une première expérience dans ce domaine.

Nous vous proposons de compléter votre formation d'ANALYSTE PROGRAMMEUR afin de définir et de résoudre des problèmes dans le domaine de la Direction Comptable. Vous interviendrez également sur des projets dans les domaines Fournisseurs et/ou Budget.

Merci de faire parvenir votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite à OCP Répartition Service Recrutement - 24 rue des Ardennes - 75019 Paris.

OCP RÉPARTITION

## Diriger l'administration des ventes

dans une Société multinationale, une des toutes premières de la micro-informatique.

Au sein du siège Sud Europe (siège en proche banlieue parisienne), le candidat aura pour missions : D'assurer la bonne marche de la fonction gestion des commandes et le respect des procédures internes de ventes, ce qui implique de sa part, une étroite collaboration avec les responsables commerciaux et une bonne connaissance du marché de l'électronique.

De contrôler les livraisons, les problèmes de transport et de douane y afférant, mais aussi d'administrer les contrats et les licences du Groupe. Pour cela, il rapporte au directeur administration des ventes européen basé en Angleterre.

De formation supérieure, ouvert aux techniques informatiques, le candidat que nous souhaitons rencontrer aura nécessairement acquis une expérience proche dans le contexte d'une multinationale et pratiquera un anglais courant.

Une rémunération motivante et une évolution intéressante lui seront réservées au sein du groupe qui observe une forte croissance annuelle.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. IT/14 à notre Conseil.

INFRAPLAN

Conseil en Recrutement  
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



Une des premières S.S.I.I. françaises pour ses progiciels de gestion administrative :  
COTRE - CLIPPER - KAMPAN - CORVETTE  
recherche des

## ingénieurs commerciaux

- Vous êtes un vendeur confirmé.
- Vous avez une expérience de la gestion administrative, paie, comptabilité...
- Vous connaissez l'informatique de gestion.

Nous vous proposons des postes dans des équipes performantes :

- à VERNEUIL-en-HALATTE, près de CREIL, pour développer encore plus notre activité Service Bureau en PICARDIE et en ILE-DE-FRANCE.
- à PARIS, pour compléter les équipes de vente des progiciels.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous référence 1382 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Société d'ingénierie informatique (750 personnes) recherche pour son :  
DEPARTEMENT TEMPS REEL

Spécialisé dans la conception et la réalisation de systèmes matériel et logiciel :  
- automatismes industriels, télécommunications et acquisition de données  
- traitement d'images, communication graphique, traitement de la parole, messagerie vocale...

### CHEF DE PROJET

(réf. TA)

Expérience : logiciel de base et logiciel d'application, microprocesseurs 8 et 16 bits.

### INGENIEURS SYSTEMES

(réf. TB)

2 ans d'expérience minimum en : Logiciels de base et systèmes d'exploitation orientés mini-micro.

### INGENIEURS LOGICIEL

(réf. TC)

Confirmés en étude et développement systèmes temps réel.

Pour tous ces postes la connaissance des microprocesseurs 8 et 16 bits est impérative. La pratique du langage C est souhaitée.

### INGENIEUR LOGICIEL IMAGE NUMERIQUE

(réf. TD)

2 ans d'expérience ou - Thésard - dans le domaine du traitement d'images.

Prière d'adresser C.V., lettre, photo et prétentions sous la référence choisie à :



Mme Ariane CHARPOTIER - THOMSON TITN  
5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS



Notre vocation est de répondre aux besoins informatiques complexes des entreprises et des organisations.

## Ingénieurs logiciels expérimentés

Nous vous proposons de participer au développement de nos projets et produits en nous rejoignant au sein d'une des structures suivantes :

### Etudes produit

Au sein d'un Groupe Projet, disposant d'une équipe d'ingénieurs spécialisés, vous serez responsables de l'analyse, de la programmation et des tests des organes logiciels de nos produits, depuis leur conception jusqu'à la fin de la phase de qualification. (réf. EPM)

### Support produit

Votre mission sera d'assurer l'évolution matériel et logiciel de nos produits en fonction des besoins du marché et des possibilités technologiques. A ce titre, vous serez l'interface des Services Etudes vis-à-vis des Chefs Produits et de l'Assistance Client. (réf. SPM)

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés des grandes écoles, professionnels confirmés dans le domaine des logiciels de base, logiciels de réseau, base de données, outils de productivité. Ils maîtriseront les différents aspects du Génie Logiciel et des méthodes associées.

Les mots clés de leur compétence de base sont : UNIX, MSDOS, LANGAGE C, PASCAL, Microprocesseurs INTEL.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie à :

Avenue du Québec  
Z.A. de Courtabœuf  
B.P. 11 - 91944 LES ULIS



ORGANISME  
PARA-PUBLIC  
Recherche pour contrat à durée  
déterminée de 6 mois (sans  
renouvellement) :  
démarche pour la mise en  
œuvre d'un projet de la région  
corse.

CHARGE (E)  
D'ETUDES  
ECONOMIQUES  
ET COMMERCIALES

SECTEUR NON COC  
Fonction SUP. de CO  
de l'économie  
Salaires 8.125 F minimum  
+ primes 13° mois.

Adm. C.V. + photo au  
C.R.E.S. Service Etudes  
B.P. 303, 94102 RUNGIS Cedex.

INGENIEURS  
INFORMATIQUE

- Expérience RSP, IBM ou si-  
miliaire.  
- Minimum expérience techni-  
que en informatique.

Envoyer C.V. à CHY S.A.  
88, rue de France, PARIS 15<sup>e</sup>  
Tél. : 522-46-40.

Organisation professionnelle  
pour renforcer son équipe de  
développement de logiciels sur  
un ORDINATEUR série 8 -  
PRIME UN

ANALYSTE PROGRAMMEUR  
Formation IUT ou équivalent.  
Envoyer C.V. et prétentions à  
MSE, 19, rue Eugène-Picard,  
75017 PARIS.

Rue des Au-Pins à Londres.  
Sect. 3, Westminster, Au-Pin  
Agency, 4 Levens Close,  
London SW12.



Informatique de gestion Secteur santé sociale recrute à Paris :

## Analyste de développement

attiré par les problèmes techniques.

Formation : Ingénieur ou maîtrise.

3 à 4 ans d'expérience.

Connaissances : UNIX depuis 2 ans, SGSD, Télécom.

Bordeaux et Lyon :

## Analyste programmeur

Formation : Ingénieur ou Maîtrise, débutant.

Travaux sur matériel IBM 43 XX, Bull, DPS 7.

Contrat à durée déterminée.

Poitiers :

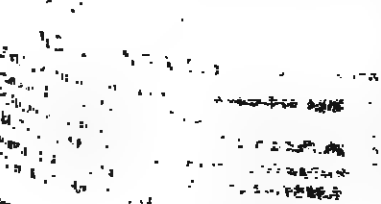
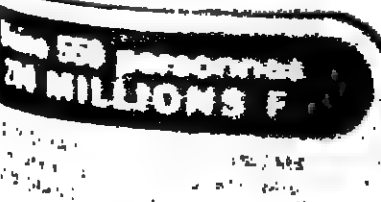
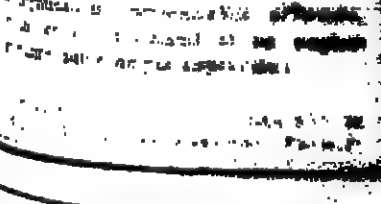
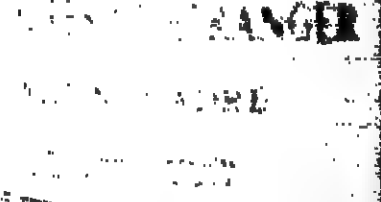
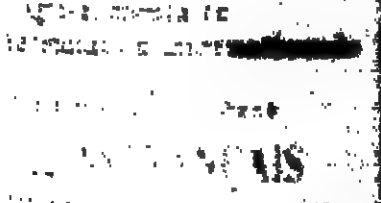
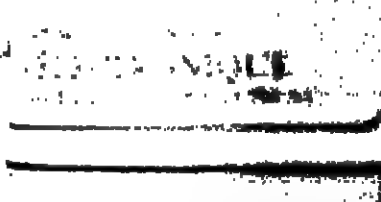
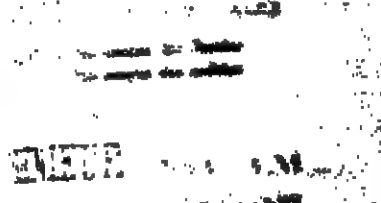
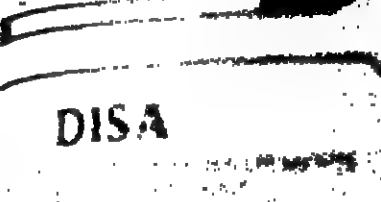
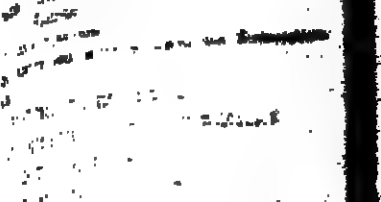
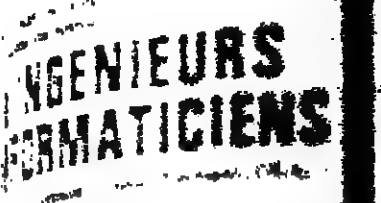
## Analyste

Formation : Ingénieur ou Maîtrise, 4 ans d'expérience.

Travaux sur matériel IBM 43 XX, Bull, DPS 7.

Envoyer CV + photo, prétentions au CNEH, ANDH, 5 bis rue Perignon

75015 Paris.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**GROUPE SYSECA**

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL  
EN INFORMATIQUE  
(720 personnes, C.A. 250 M.F.)  
partenaire d'un groupe industriel  
de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion,  
nous offrons des postes :

**d'INGÉNIEURS  
INFORMATIQUES**

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA,  
Maîtrise.

De 0 à 5 ans d'expérience,  
désirant exercer leur activité dans les domaines  
suivants :

- SYSTÈMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTÈMES DE GESTION
- SYSTÈMES DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES DE GESTION DE BASE DE  
DONNÉES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et  
prétentions sous référence 1950 à  
GROUPE SYSECA - Service du Personnel  
315, Bureau de la Colline  
92213 SAINT CLOUD Cedex

**DISA**

FILIALE FRANÇAISE - STÉ VENTE ÉQUIPEMENTS  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TECHNOLOGIE DE POINTE - LASER

DOMAINE : - Mécanique des fluides  
- Mécanique des solides

cherche

**1 INGÉNIEUR (INSA - A.M....)**  
pour activités technico-commerciales  
Prospection - ESSAIS - suivi clientèle

- Connaissances en opto-électronique,  
électronique, informatique.
- Anglais.

Poste à pourvoir à Palaiseau (91) nécessitant :  
- Dynamisme - Disponibilité (déplacements)  
- Sens pratique - Contacts humains.

Adresser C.V. + photo à

**DISA ÉLECTRONIQUE**  
2 bis, rue Léon-Blum - 91120 PALAISEAU

**Agro-alimentaire**  
groupe de réputation internationale

recherche pour  
PRÉPARER, RÉALISER ET GÉRER

**PAVILLONS FRANÇAIS  
DANS FOIRES À L'ÉTRANGER**

**UN JEUNE CADRE**

Diplômé d'Études Supérieures.  
Quelques années d'expérience.

Excellent organisateur, personnalité affirmée,  
sens aigu du service (allemand et/ou anglais  
nécessaire, autre langue appréciée).

Adr. c.v., photo et prêt sous n° T 044.937 M  
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**Usine 550 personnes  
200 MILLIONS F**

D'UN DÉPARTEMENT AUTONOME  
(en forte expansion et bénéficiaire)  
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL  
recrute

**Ingénieur  
DÉVELOPPEMENT**  
Procédés - Machines  
220.000 F +

110 KM S.E. de PARIS

En liaison avec ses homologues « Développement  
Matériaux et Produits », IL DÉVELOPPERAIT ET  
AUTOMATISERAIT LES LIGNES DE FABRICATION  
DES PRODUITS NOUVEAUX. IL AMÉLIORERAIT  
LES LIGNES EXISTANTES.

POSTE ÉVOLUTIF

**INDISPENSABLE**

- INGÉNIEUR diplômé, avec si possible spé-  
cialisation AUTOMATISMES
- EXPÉRIENCE (3 ans minimum) DE RESPON-  
SABILITÉS SIMILAIRES, avec utilisation  
courante d'AUTOMATES PROGRAMMA-  
BLES et AUTOMATISMES divers

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE  
et vous remercie d'adresser votre candidature  
(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et  
rémunération) sous réf. 7093 à

**sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**Informatique  
personnelle:  
notre objectif,  
devenir le 1er  
constructeur  
européen.**

Hewlett-Packard France, 3<sup>ème</sup> exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de  
chiffres d'affaires, 2400 personnes est déjà largement présent dans le domaine de la  
micro-informatique. En 1984, HP va conquérir une part très significative de ce  
marché avec le HP 150, premier ordinateur personnel à écran tactile fabriqué dans  
notre usine de Grenoble. Le haut niveau de compétences de nos collaborateurs et  
la qualité du conseil technique apporté à nos clients, représentent une contribution  
essentielle à cet enjeu.

**Ingénieur marketing**

Vous connaissez le marché informatique.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou de l'enseignement supérieur, vous avez une  
première expérience marketing ou commerciale. Votre bonne connaissance des  
logiciels utilisés sur le marché et de leurs fournisseurs est un atout supplémentaire  
pour être l'interlocuteur privilégié de nos clients au niveau du conseil avant-vente.  
Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients au niveau du conseil avant-vente.  
de leur formation sous forme de séminaires personnalisés et de l'assistance  
technique après-vente.

**Ingénieurs informaticiens**

Vous maîtrisez l'assembleur sous MS/DOS.  
Diplômé d'une école d'ingénieurs ou de l'enseignement supérieur en informatique,  
vous justifiez d'une première expérience des systèmes d'exploitation sur micros.  
Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients au niveau du conseil avant-vente.  
de leur formation sous forme de séminaires personnalisés et de l'assistance  
technique après-vente.

Pour ces postes, une formation très complète favorisera votre intégration, une  
rémunération attractive valorisera vos compétences. Par la suite, la dimension  
internationale et la souplesse des structures HP vous offriront des possibilités  
d'évolution tant dans le domaine technique que commercial. Aussi une bonne  
maîtrise de l'anglais demeure un préalable. Localisation en région parisienne et  
Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo, prétentions et préférence  
géographique - en précisant la référence choisie à Hervé Gallon, Hewlett-Packard  
France, Parc d'Activités du Bois Briand, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

**hp HEWLETT  
PACKARD** Un partenaire de la vie  
économique française.

**SOCIÉTÉ DES AVIONS MARCEL DASSAULT  
BREGUET AVIATION**

**INGÉNIEUR  
DE FABRICATION**  
matériaux composites

FONCTION : mise au point des méthodes de fabrication, suivi technique  
et administratif des programmes d'essais particuliers.

PROFIL : jeune ingénieur AM, ENSI ou équivalent, présentant une pre-  
mière expérience au BE ou BF, Anglais courant.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite  
à CONSILIA - 5, rue de Lincoln  
75008 PARIS (4<sup>ème</sup> étage).

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

**La fonction achats,  
vecteur de votre carrière**

La fonction Achats occupe aujourd'hui une position stratégique  
de premier plan dans l'entreprise soumise de rentabilité et de  
progrès.

Nous sommes l'un des tous premiers groupes français dans le  
domaine de l'électronique. Notre volonté de développement nous  
conduit à privilégier l'essor de notre secteur Achats.

**INGÉNIEURS D'ACHATS**

Leur mission s'étend de la définition à l'application d'une politi-  
que Achats par grandes lignes de produits, dans une optique pros-  
pective et de gestion efficace de la relation fournisseur-client.  
Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation G.E. (SUP-  
LEC, CENTRALE, A et M...), complétés de préférence par un cycle  
de Gestion, et pouvant se prévaloir d'une expérience opération-  
nelle réussie dans les secteurs Production et/ou Achats.

De haut niveau de responsabilité, ils offrent des perspectives de  
carrière très stimulantes.

Anglais indispensable.  
Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle  
sous la référence 403147 M (à mentionner sur l'enveloppe).

**B K C BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
Département Industrie  
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

**Devenez jeune financier  
dans l'immobilier social**

Vous êtes diplômé H/F d'une école de commerce ou équivalent, option Finances,  
avec si possible une première expérience dans l'Audit, l'Immobilier, les Finances.  
Vous souhaitez participer à l'urgence de la fonction financière et prendre une  
part active dans la réalisation de nos objectifs ambitieux de réhabilitation,  
de construction et de gestion.

Naturellement, le travail ne vous fait pas peur.

Si vous êtes prêt à relever ce défi, rencontrons-nous,  
nous vous ferons part de nos propositions.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous référence 1407 IL à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

A Boulogne (92)

250 000 +

**Un Manager d'avenir,  
Financier et Comptable**

Moins de deux ans d'existence, 21 personnes et 24 millions de F de C.A.,  
nos sommes en France la filiale d'un jeune groupe US (1100 pers.,  
100 millions de \$ de C.A.) dont la croissance annuelle depuis 6 ans est  
supérieure à 50 %. Nous recherchons, développeurs et commercialisateurs  
auprès d'utilisateurs prestigieux, des systèmes de gestion de bases de  
données, des logiciels d'applications, des systèmes d'aide à la décision.

Pour organiser et maîtriser notre gestion comptable et financière, nous  
recherchons un Directeur financier et comptable. Par ses compétences  
(formation supérieure gestion/finances/comptabilité - anglais - quelques  
années en cabinet d'audit international et/ou en PME de services, filiale  
d'un groupe anglo-saxon - bonne connaissance des systèmes bancaires),  
son dynamisme et son potentiel, il (elle) saura intégrer une équipe restreinte  
de Direction, de très haut niveau technique et commercial.

Nous vous remercions d'inscrire sous référence 1452 à ERNST &  
WHINNEY Conseil - 150, Bd Haussmann - 75008 Paris qui étudiera  
votre dossier avec soin et discrétion, avant de vous répondre.

**E & W Ernst & Whinney Conseil**

Société d'importation et de distribution de PRODIGES scientifiques,  
techniques CAO/DAO/EAO  
(Métro PONT DE LEVALLOIS) recherche

**SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS TECHNIQUE**

OU  
**ASSISTANTE D'INGÉNIEUR INFORMATIQUE**

Parlant anglais, elle devra assurer, en liaison directe avec la Direction, une fon-  
ction pluridisciplinaire couvrant les domaines suivants : secrétariat, liaisons  
internes, marketing, publicité, contacts clientèle, relations publiques et suivi  
d'affaires.

Ce poste évolutif est offert à une personne jeune, dynamique, motivée, ayant  
un sens profond de l'organisation et des responsabilités, 2 à 5 ans d'expérience.

**TECHNICIEN INFORMATIEN (BTS-DUT)**

Après une formation interne, ce candidat, H/F, parlant anglais sera responsable  
du marketing, de la mise en œuvre et du support après-vente de logiciels  
CAO/DAO, architecture, ingénierie, constructions métalliques.

Déplacements en France, USA, Europe et Afrique du Nord à prévoir.  
Expérience en DAO architecture souhaitée.

Pour ces 2 postes nous vous offrons :

avantages sociaux, 13<sup>e</sup> mois, restaurant d'entreprise.

Pour un premier contact, merci d'adresser dossier de candidature  
(lettre + CV + photo + prétentions) sous référence 1635 M à

**SOURCES** 16 rue J.-J. Rousseau - 75001 Paris

**Important Etablissement Bancaire Banquier Ouest**  
recherche un

**Juriste spécialiste  
de contentieux bancaire**

Il devra, sous l'autorité du Responsable du Secteur, traiter, pour le siège, les  
filiales et les succursales, les dossiers pré-contentieux et contentieux de toutes  
natures et particulièrement ceux liés au financement des entreprises.  
Il devra avoir une parfaite connaissance des procédures de prévention et de  
traitement des entreprises en difficulté. Dans ce domaine, il effectuera toutes  
études juridiques nécessaires. Il assurera les contacts avec les cabinets d'avocats.  
Expérience similaire exigée.

Envoyer photo, salaire et prétentions sous réf. MAF5834 à  
Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02  
qui transmettra

150











	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	42,70
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOIS

## OFFREZ-VOUS UN ENARQUE

Nous sommes 25.

Nous avons entre 24 et 35 ans.

Nous sortons de PENA au mois de mai.

Nous ne voulons pas limiter notre choix à la fonction publique.

Tous, nous avons acquis à l'ENA un solide esprit d'organisation, une bonne maîtrise des techniques de gestion et une expérience concrète de la décision.

Chacun de nous a également reçu une formation antérieure dans des écoles à vocation générale (IEP), scientifique (X, Centrale, TPE) ou commerciale (HEC, ESSEC).

ENTREPRISES OU COLLECTIVITES LOCALES, SI VOUS RECHERCHER DES HOMMES ET DES FEMMES PRETS A REUSSIR AVEC VOUS, CONTACTEZ-NOUS.

ECRIRE SOUS N° 3.126 LE MONDE PUB. SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS.

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR DE MARKETING. - 40 ans.

Sciences économiques + BCE + INSEAD.

anglais, allemand. - 13 ans expérience marketing.

produits agro-alimentaires de grande consommation.

dans filiales de groupes internationaux, (lançements.

nouveaux produits, publicité tous médias,

promotion, études, gestion de projets).

RECHERCHE : poste similaire dans PME

commerciales produits grande consommation sur

le marché français et souhaitant développer C.A. et

rentabilité grâce à une politique produit cohérente

et agressive. (Section BCO/JCB 499).

CADRE COMMERCIAL EXPORT. - H, 34 ans.

britannique, parlait bilingue, 8 ans expérience

P.M.I. en France, création des réseaux de

distribution, promotion des ventes, 7 ans exp.

douanes britanniques.

RECHERCHE : poste évolutif commercial ou

adm. France ou étranger. (Section BCO/LA 496).

ARCHITECTE. - 37 ans, spécialisé en

architecture intérieure et architecture d'intérieur.

Expérience de 37 ans dans tous domaines

de bâtiment, montage, magasins, installation et

décoration de prestige, réalisations à l'étranger

(dont Afrique du Nord).

RECHERCHE : Dans tous domaines en expérience

décoration et techniques approfondies pouvez

s'exercer de préférence R.P. (Section

BCO/MS 497).

J. H., 26 ans, diplômé grande Ecole gestion, anglais,

russe courant, allemand. Stages P.M.E. (U.S.A.)

gestion (France). 1 an expérience fructueuse en

U.R.S.S. (échanges techniques, ministère relations

extérieures, étude concrète fonctionnement

entreprises soviétiques). Grande mobilité et

motivation.

RECHERCHE : situation après de toute

entreprise désirant créer ou développer courant

d'affaires avec pays de l'Est U.R.S.S. (secteur

exportation dans ce pays). (Section

BCO/JCB 498).

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :  
12, rue Blanche, 75009 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 25.

### UP TO YOU VOUS CHERCHER UN FORMATEUR

34 ans, exp. enseignant et formation

d'adultes. Exp. écrit, orale, audio-  
visuelle. Bonne lecture. Libre

suite très rég. étranger.

Ec. s/n° 3.126 Le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### HOMME, 40 ans, cherche place

conducteur offert imprimerie ind-

grée, bureau, mois de prime.

Ec. s/n° 3.126 Le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### J. H., 28 ans, docteur en droit,

droit international public, mont.

poste dans cabinet de service

juridique. Etude toute autre

proposition.

Ec. s/n° 3.126 Le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### 31 ans, assistante directeur,

collaboratrice 10 ans suprie

P.D.G. et directeur grande dé-

pendance, autonome ayant

responsabilités haut niveau,

connaissant anglais, néo-écro-

tyls, mex. Tél. 848-04-88.

Ec. s/n° 3.126 Le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.



Le Monde

# sports

## BASKET-BALL

### La coupe pour Villeurbanne et Alain Gilles

L'équipe de Villeurbanne a remporté de 1 point (88 à 87) la finale de la Coupe de France qu'elle disputait, samedi 31 mars, à Grenoble, contre le Stade Français. L'affaire était pourtant mal engagée pour les Villeurbannais après l'exclusion de David Taylor dès la septième minute pour une faute sur Jean-Luc Deganis. A la seizième minute, le Stade Français menait 34 à 25. C'est alors qu'Alain Gilles, l'entraîneur, qui avait été son jumeau jadis, décida de rentrer une dernière fois. Usant de toutes les ficelles du métier, le vétéran (trente-neuf ans) de Villeurbanne faisait commettre des fautes à ses adversaires et mettait un peu d'ordre dans le jeu de son équipe, qui prenait, pour la première fois, l'avantage (58 à 57) à la vingt-septième minute. La fin du match donnait lieu à un chassé-croisé dont Villeurbanne sortit vainqueur à l'extremis.

## CYCLISME

### Une performance athlétique de Lammerts

Le cyclisme est un sport individuel qui se court par équipes. Cette définition, souvent vérifiée, explique à la fois le succès du jeune Néerlandais Johan Lammerts, vingt-neuf ans, et l'échec, au demeurant très honorable, du favori Sean Kelly, dimanche 1er avril, dans le Tour des Flandres, la plus typique des classiques belges. Lammerts a le privilège d'appartenir à la puissante formation Raleigh, fortement représentée au sein de l'échappée décisive où le coureur irlandais se trouvait malencontreusement essouffé; la loi du nombre a joué en faveur de Lammerts, qui est parvenu à tromper la vigilance de ses adversaires, à proximité de l'arrivée, dans les faubourgs de Meebeke.

Lammerts a, néanmoins, réalisé une performance athlétique digne d'attention. Avenant de se détacher définitivement, il avait attaqué à plusieurs reprises et il a fait preuve de clairvoyance au terme d'une épreuve de 268 kilomètres comportant une succession de côtes très difficiles: en particulier l'abominable Koppenberg, un raidillon de 400 mètres avec des passages à 20 %, et le mur de Grammont, situé à 30 kilomètres du but. Le Néerlandais s'était classé quinzième de l'épreuve l'an passé.

Quant à Kelly, il a payé son isolement, mais avec panache, car il s'est battu jusqu'au bout pour tenter d'arrêter les offensives dirigées contre lui. Il a finalement pris la deuxième place, comme dans Milan-San-Remo, et demeure le numéro un du peloton sur l'ensemble du début de saison après avoir remporté Paris-Nice et le Critérium international.

JACQUES AUGENDRE.

## Les résultats

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Première division

(Trois-troisième journée)

Bordeaux-St-Etienne	1-0
Monaco-Rennes	2-1
Nîmes-Auxerre	1-1
Lille-Paris-SG	1-0
Nantes-Laval	3-1
Toulon-Lens	2-0
Brest-Bordeaux	1-0
Strasbourg-Metz	0-0
Sochaux-Bastia	2-0
Nancy-Toulon	2-2

Classé 1. Bordeaux, 46 pts;	2. Monaco, 43; 3. Auxerre, 43; 4. Paris SG, 40; 5. Nantes, 39; 6. Toulon, 38; 7. Sochaux, Strasbourg, 34; 9. Rouen, Laval, 33; 11. Bastia, 32; 12. Lille, Lens, 31; 14. Nancy, 29; 15. Metz, 28; 16. Brest, Toulon, Saint-Etienne, 27; 19. Nîmes, 22; 20. Rennes, 19.
-----------------------------	---

##### Deuxième division

(Trois-troisième journée)

Marseille-Béziers	6-0
Guingamp-Nice	0-0
Limoges-Lyon	3-1
Montpellier-Thonon	2-0
Caennais-Caennais-Louhans	4-1
Grenoble-La Roche-sur-Yon	2-0
Villefranche-Albi	2-0
St-Estienne-Besançon	1-1
Martignes-Angoulême	2-0

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième division

(Trois-troisième journée)

Tours-Angers	2-1
Reims-Strasbourg	2-1
Le Havre-Dunkerque	2-1
Reims-Valenciennes	1-0
Moulhouse-Abbeville	3-0
Orléans-Red Star	1-0
Quimper-Sedan	4-1
Stade Français 92-Montceau	4-0
Quimper-Châteauroux	2-0

Classé 1. Tours, 47 pts;	2. RC Paris, 46; 3. Le Havre, 44; 4. Reims, 41; 5. Valenciennes, 38; 6. Moulhouse, 37; 7. Orléans, 33; 8. Châteauroux, 34; 9. Stade Français 92, 32; 10. Châteauroux, 29; 11. Sedan, 27; 12. Dunkerque, 25; 13. Abbeville, Angers, Quimper, 24; 16. Red Star, 22; 17. Montceau-Les-Mines, 15; 18. Roubaix, 14.
--------------------------	--

## Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Barraque du groupe A

A. Toulon-Toulon	16-0
A. Agen-Pau	10-6
A. Perpignan-Nice	11-6
A. Carcassonne-Oloron	Hydras

A. Villeneuve-sur-Lot-Tulle	16-10
A. Clermont-Fd-Toulon	21-9

## Volley-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Premier tour des As

Grenoble bat Stade français : 3-2 ; Amiens bat Montpellier : 3-0 ; Amiens bat Stade français : 3-0 ; Grenoble bat Montpellier : 3-1.

**Classement :** 1. Amiens 14 pts ; 2. Grenoble 13 pts ; 3. Stade français 12 pts ; 4. Montpellier 10 pts.

**Clamart a conservé son titre national en battant en demi-finale le CASG, les Elans de France et le PUC.**

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième tour des As

Classé 1. Amiens 14 pts;	2. Grenoble 13 pts;	3. Stade Français 11 pts;	4. Montpellier 10 pts.
--------------------------	---------------------	---------------------------	------------------------

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième tour des As

Classé 1. Amiens 14 pts;	2. Grenoble 13 pts;	3. Stade Français 11 pts;	4. Montpellier 10 pts.
--------------------------	---------------------	---------------------------	------------------------

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième tour des As

Classé 1. Amiens 14 pts;	2. Grenoble 13 pts;	3. Stade Français 11 pts;	4. Montpellier 10 pts.
--------------------------	---------------------	---------------------------	------------------------

## Hippisme

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième tour des As

Classé 1. Amiens 14 pts;	2. Grenoble 13 pts;	3. Stade Français 11 pts;	4. Montpellier 10 pts.
--------------------------	---------------------	---------------------------	------------------------

## HANDBALL

### Zagreb gagne le tournoi des capitales

Handball spectacle, samedi 31 mars et dimanche 1er avril, au palais omnisports de Bercy, pour le premier tournoi des capitales qui réunissait les sélections de Bucarest, Moscou, Paris et... Zagreb appelée en dernière heure en raison du forfait de Madrid.

L'équipe yougoslave a battu en finale celle de Bucarest 27 à 25; Moscou s'est imposé devant Paris 27 à 22. Le handball, qui avait attiré à Bercy vingt mille personnes, a été le véritable gagnant de cette manifestation.

### Mini-révolution à la fédération française ?

Enient-elles vraiment des sélections, les équipes de Bucarest, Moscou et Zagreb ? N'étaient-elles pas plutôt des équipes nationales ? Il y a trop longtemps que les meilleurs joueurs des pays de l'Est sont ronds dans leurs capitales respectives au sein des clubs de l'armée pour qu'on se pose encore plus la question. Paris représente un autre cas de figure. Les seules équipes à bien figurer dans un championnat dépourvu d'intérêt, d'appellants Gagny et Stella Sport de Saint-Maur. Leur suprématie est telle que les internationaux français n'ont pas d'autre choix.

Ainsi, les quatre équipes de ce tournoi représentaient-elles des sélections de très haut niveau. Les Soviétiques occupent, depuis 1982, la première place dans la hiérarchie mondiale, juste devant les Yougoslaves; les Roumains furent dans les années 60-70 les meilleurs handballeurs. Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si leur jeu s'est imposé. Plus de sérieux dans le système défensif des Yougoslaves, plus d'imagination dans les irrégularités, mais surtout plus d'habileté dans le maniement de la balle. Davantage de fantaisie, en revanche, chez les Roumains, qui sont des latins; pas assez de rigueur toutefois pour espérer retrouver, dans l'immédiat, la première place. Les Français, eux, ont tenu honorablement leur rang.

Ce tournoi a été, pour les équipes des pays de l'Est, une compétition perdue d'avance. Pas de temps mort dans la vie des meilleurs joueurs orientaux. Les Soviétiques effectuent, paraît-il, désormais huit heures d'entraînement quotidien. C'est bien toute la différence qui existe avec le handball français. Ce dernier, à ce jour-là, a fini par perdre son latin. Manque de moyens, dit-on négativement. Le latin n'a pas changé. Les dirigeants français devront bien, un jour, reconnaître la responsabilité de leur échec. Pour avoir essentiellement voulu faire de leur jeu un sport éducatif, ils se sont condamnés à rester à la traîne au niveau international.

## Un carcan

Le handball, entend-on depuis toujours, doit profiter à l'homme, servir son développement physique et moral. Le choix est courageux. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que ce sport, développé dans les cours de récréation, ait fini par stagner, quand l'Espagne, ouvrant ses frontières aux étrangers et profitant de

ressources publicitaires, est allée de l'avant.

Disputer la coupe d'Europe implique des ressources financières importantes. Les déplacements sont coûteux; les amateurs n'ont pas d'autre possibilité que de sacrifier leur avenir professionnel s'ils veulent faire du handball de haut niveau. En refusant la sportivité, les Français jouent en permanence devant des tribunes quasiment vides. Une situation qui représente un handicap insurmontable.

Au nom de la pureté sportive, l'ancien président de la Fédération française de handball (FFHB), M. Nelson Pailhou, qui a occupé pendant dix-sept ans ce poste et qui est devenu en 1982 président du Comité olympique national et sportif français, s'est toujours opposé à ce que ce sport aille vers une autre voie. Même à la fin de son mandat, il a refusé de desserrer le carcan, prenant les exemples des difficultés de certains clubs de football et des équipes de basket-ball pour condamner toute initiative.

Par et dur, M. Pailhou voulait aussi que son successeur fût un homme du sérail doté de la philosophie et des principes s'accordant avec les siens. Il n'a donc pas eu tort de fixer son choix sur M. Jean-Pierre Lacoux. Ce dernier, ancien directeur technique national (DTN), a fait partie de l'équipe de France pendant près de dix ans. Un homme de caractère. N'avait-il pas démissionné en 1977 de son poste parce qu'il estimait n'avoir pas assez de moyens pour disposer de ses internationaux ?

Homme d'une grande droiture, n'a-t-il pas récemment contribué à la radiation de Eric Caillaud, international qui, ayant choisi de jouer en Espagne, a contractuellement à ses engagements, déclaré forfait pour plusieurs tournois internationaux ?

Homme de dialogue: « Si Eric Caillaud revient en France dans deux ou trois ans et donne des explications satisfaisantes sur son comportement, nous pourrions alors revoir notre position ».

Homme ouvert encore, M. Lacoux, élu au programme du M. Pailhou, convient désormais qu'il faut « tenir compte des réalités de la vie sans renier nos conceptions ni trahir notre éthique sportive » et offrir d'autres perspectives aux clubs.

L'assemblée générale de la FFHB, qui se réunira le 14 avril prochain, décidera-t-elle de suivre son président ? Dans l'affirmative, que-

tre mesures seront alors effectives à partir d'octobre 1984: les dix meilleurs clubs joueront au sein d'une poule unique; les maillots des joueurs pourront porter une marque publicitaire; le régime des mutations limitera les transferts des joueurs à deux par saison; un seul étranger pourra jouer au sein d'un club. Encore devra-t-il y rester pendant une période de cinq années.

Qu'on ne se méprenne pas pour autant. Si ces mesures sont de nature à bouleverser le visage du handball français et à rendre son élitisme plus compétitive, elles ne changeront pas fondamentalement la politique fédérale. M. Jean-Pierre Lacoux sera le gardien fidèle des nouvelles règles du jeu.

GILLES MARTINEAU.

## LA SAISON D'ALPINISME 1983-1984

### Un exploit de Christian Profit

De notre correspondant

Chamonix. — « Exploit sur commande », ont murmuré certains guides de Chamonix lors du retour de l'alpiniste Christian Profit, âgé de vingt-trois ans et originaire de Rouen, qui venait de parcourir, en six heures et trente minutes et en solo intégral, le couloir du Brouillard au Mont-Blanc. L'alpiniste avait eu la tort, selon eux, d'attendre l'arrivée d'un hélicoptère chargé de photographes pour s'engager dans cet itinéraire glaciaire, probablement le plus difficile des Alpes, qui emprunte, à plusieurs endroits, de fines goulottes de glace presque verticales et particulièrement fragiles.

L'ère Profit a commencé un an plus tôt lorsque l'alpiniste a réussi à enchaîner seul, en plein hiver et en vingt-trois heures, trois faces nord prestigieuses: les Droites (4000 m), le Talèire et les Grandes Jorasses (4206 m) par l'itinéraire du Liscoult (la Montagne du 28 avril 1983).

Libéré de ses obligations militaires, Christophe Profit reprendra, cet hiver, le chemin du plus haut sommet d'Europe pour parcourir, toujours en solo, la voie d'accès la plus prestigieuse du Mont-Blanc, l'arête intégrale de Peuterrey, située sur le versant italien de la montagne. Quelques jours auparavant, un guide autrichien, Pascal Ottmann, avait disparu sur cette même

« route » après avoir franchi les principaux obstacles de l'arête, notamment l'Aiguille noire de Peuterrey (3774 m), l'Aiguille blanche de Peuterrey (4111 m), puis, probablement, le Grand Pilier d'Angle (4243 m), qui mène à la cime du Mont-Blanc de Courmayeur (4748 m). Christian Profit a mené à bien cette aventure alpine en trente-deux heures. Dix-huit heures d'escalade le premier jour et quatorze pour le second ont suffi à cet alpiniste d'exception pour réussir l'ascension la plus convoitée du massif du Mont-Blanc.

## D'autres performances

Les nouvelles techniques utilisées par de jeunes alpinistes de la génération de Christian Profit, leurs méthodes d'entraînement et l'extrême rapidité d'exécution d'itinéraires très difficiles, permettent, aujourd'hui, d'envisager la réalisation de sommets exploités dans le club alpinisme et donc à des altitudes beaucoup plus élevées que dans le massif du Mont-Blanc (1).

D'autres alpinistes se sont aussi distingués pendant la saison hivernale 1983-1984, comme le guide Patrick Gabarro et l'alpiniste François Marsigny, qui se sont accrochés au grand couloir du Freney. Cet itinéraire de neige et de glace, parcouru pour la première fois en septembre 1980, débute à 4000 m d'altitude. Les deux hommes l'ont franchi en dix heures.

Deux membres du groupe militaire de haute montagne, Eric Gramont et Benoît Grison, ont de leur côté réussi la première descente française des Dru (3754 m) et la première ascension hivernale de la face nord des Grandes Jorasses par la voie Rolling Stone en quatre jours et demi.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous annonçons dans nos « rendez-vous » de la semaine de notre numéro daté 1er et 2 avril, le championnat de France de boxe des poids moyens entre Pierre-Franck Winterstein et Stéphane Ferrara n'aura pas lieu le 3 avril. Le combat a été reporté au 19, à la suite d'une légère déchirure musculaire dont Winterstein a été victime à l'entraînement.

## A VOIR

### SPORT-PUB

Si vous vous intéressez au sport-spectacle, au sport et aux sponsors, au sport-support publicitaire pour une myriade de marques dont les noms s'écrivent à l'écran à l'occasion de toutes les courses, de tous les matches, de tous les tournois, venez à la fois à la fois, à la fois absolument que vous regardiez les merdes de l'information sur TF 1. Vous y verrez une enquête coup de poing sur un sujet, certes, souvent traité, jamais avec autant de force et de sincérité. Une émission à ne pas manquer.

Je ne suis pas près d'oublier ce coureur cycliste arrivé premier à l'échappée et transformé, sous nos yeux, en mannequin revêtu successivement de cinq maillots différents, cinq maillots superposés, cinq maillots au nom de Merin, Orso, Foulain, Miko, Yoplait, cinq maillots accompagnés de bouquets assortis. Et Hinaut, déguisé en sœur, enfonçant jusqu'aux yeux son bonnet de laine marqué « La vie claire ». Et le peloton filmé de dos, tête baissée sur le guidon, « BNP » sur le derrière. Hallucinant !

C. S.

## ÉCHECS

### La finale du Tournoi des prétendants

#### 10<sup>e</sup> PARTIE: KASPAROV SE CONTENTE DE LA NULLE

Si Kasparov avait eu besoin de marquer un point, il aurait certainement continué la partie jusqu'à la victoire. Tel est l'avis des experts présents à Vilnius après la dixième partie de la finale du Tournoi des prétendants qui s'est terminée par la nulle au trente-huitième coup, sur proposition de Kasparov.

Après que les quatorze premiers coups de la huitième partie du match eurent été exactement répétés, Smyslov, par 15. Cx-C6, a créé une faiblesse chez les noirs et exercé une pression sur la colonne C et le pion isolé e6. Kasparov, très à l'aise, a répondu par une pression sur la colonne E, a offert un pion au vingt-troisième coup (refusé) et, après de multiples échanges, en a offert un autre au trente et unième coup, que Smyslov acceptait pour voir aussitôt sa tour enfermée par le splendide 33-g5. Cependant, le temps commençait à manquer pour Kasparov, qui se contentait de la nulle ! Il ne reste au jeune prodige, qui mène 6,5 à 3,5, que deux points à marquer pour gagner son match. Prochaine partie le mardi 3 avril.

#### Blancs: SMYSLOV

#### Noirs: KASPAROV

#### 10<sup>e</sup> partie

#### Défense Tarrasch

1. d4	d5	28. E3	Fg6
2. Cf3	c5	29. Rg1	Ff7
3. e4	e6	30. Dd2	Td8
4. gxd5	exd5	31. Td1	a5
5. c3	Cf6	32. Fd1	b5
6. R2	Ff7	33. Tg1	Cd6
7. O-O	O-O	34. Fxg5	Dxg5
8. Cc3	Cd6	35. Tg6	Ff6
9. Fg3	gxd4	36. Tg6	Dxg6
10. Cxd4	b6	37. Dxg6	Txg6
11. Ff3	Td8	38. Txd5	Txd5
12. e3	Ff6	39. Fd1	Td8
13. Rb1	Fg5	40. Fxh5	Fxh5
14. F3	Ff5	41. Td5	Td5
15. Cxg5	hxg5	42. Cg3	Tg8
16. Cg4	Dg8	43. Tg2	Rg7
17. Fd4	Dd6	44. Rg2	Rg6
18. Tg1	Cd7	45. Tg4	Td4
19. Tc3	Ff6	46. Td3	Nulle.

## Halte au Vol

**PICARD**  
+ d'autres marques

**Matériel GARANTI 5 ANS**

**1 blindage acier 15/10"**

**4 goulons d'acier anti-dégondage**

**3 cornières anti-pince**

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

**OFFRE EXCEPTIONNELLE**

**3.500 F TTC**

Pose et dépt. comp. PARIS-BANLIEUE

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux

☎ 554.58.08  
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS



Le Monde

# économie

## DIX MESURES EN FAVEUR DU LOGEMENT

- Baisse du taux d'intérêt des prêts conventionnés
- 10000 logements locatifs supplémentaires
- Deux incitations à la construction privée

Dix mesures — d'inégale importance — ont été annoncées par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, en faveur du logement le 2 avril. Six d'entre elles concernent l'accès à la propriété, quatre le logement locatif.

### 1. — L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ

Sur six mesures, trois concernent le prêt conventionné ou PC (qui ne comporte pas d'aide à la pierre mais ouvre droit, sous certaines conditions de ressources, à l'aide personnalisée au logement, APL) et trois incitent le prêt à l'accession à la propriété ou PAP (assorti d'aide à la pierre et distribué sous certaines conditions de ressources; il ouvre droit à l'APL).

● Baisse du taux d'intérêt des PC. — Le taux moyen des prêts conventionnés actuellement de 13,75 % est ramené à 12,5 %. Le barème des taux d'intérêt de ces prêts varie d'une banque à l'autre, et chaque banque présente à ses clients un barème où le taux varie du plus bas au plus élevé selon des critères spécifiques. Ainsi, actuellement, le barème du Crédit agricole, par exemple, comporte des PC à 12,5 % d'intérêt. Ils sont peu offerts et peu distribués. Ce taux minimum — qu'on pourrait presque qualifier de « publicitaire » — s'appliquerait jusqu'à 12 %. Certaines banques s'y sont engagées. En moyenne, cette mesure devrait se traduire par une baisse de 350 francs du montant des mensualités de remboursement.

● Pour l'acquisition d'un logement ancien, la part de travaux obligatoires pour l'obtention d'un prêt conventionné tombe de 54 % du prix d'achat (soit 35 % de la dépense globale) du logement à 33 % (soit 25 % de la dépense globale). Ces travaux consistent toujours en la pose ou la réfection des « éléments de confort » définis par l'INSEE : réfrigérateur, le chauffage central, la salle de bains ou en faire une supplémentation.

Par exemple, pour un même appartement dont le prix d'achat est de 435 000 F, jusqu'ici le montant des travaux devait atteindre

235 000 F, totalisant une dépense de 470 000 F. Désormais, le montant des travaux pourra n'atteindre que 145 000 F, portant le montant total de la dépense à 580 000 F. L'endettement maximum en prêts conventionnés est ainsi ramené de 603 000 F à 522 000 F (- 13,4 %) et les mensualités de remboursement baissent de 850 F.

● Désencadrement spécifique des prêts promoteurs. — Il s'agit des prêts finançant des programmes qui seront commercialisés avec octroi de prêts conventionnés pour l'acquéreur. Cette mesure veut répondre à une demande des promoteurs-construc-teurs qui souhaitent alléger le poids de leurs frais financiers. Si le prix de vente au mètre carré du programme prévu (immeubles collectifs ou maisons individuelles) est inférieur au prix-plafond à ne pas dépasser pour que l'acquéreur puisse bénéficier d'un prêt conventionné (plus de 10 000 F à Paris et en Ile-de-France, 8 400 F dans les grandes villes et 8 100 F sur le reste du territoire), le promoteur pourra bénéficier de ces prêts dont le taux (calculé sur celui du marché monétaire renforcé de 1,5 point) devrait être d'environ 13,5 à 14 %.

● Le PAP à taux « ajustables » (ou « variables », ou « révisibles »). — Ce nouveau PAP (prêt à l'accession à la propriété), toujours assorti d'une aide budgétaire de l'Etat et d'un différé d'amortissement de deux ans (pas de remboursement du capital), aura des taux d'intérêt prévus inférieurs à ceux du PAP actuel : 9,25 % au lieu de 9,45 % pendant cinq ans, 9,90 % au lieu de 11,15 % durant les deux années suivantes et 12,45 % au lieu de 12,95 % jusqu'à la fin du prêt.

C'est sur ces bases qu'intervient la révision des taux en cas de variation de l'inflation. Cette révision sera calculée en fonction de l'évolution d'un indice (composé pour un tiers de la variation des taux d'intérêt de 7,5 %, et pour les deux tiers de la variation du taux d'intérêt moyen du marché obligataire, actuellement de 13,8 %). La variation ne prendra en

compte que la moitié de cette évolution. Mais cela est tout théorique. Des limites ont été prévues à cette variation du taux d'intérêt des PAP.

● Acquisition systématique par le Crédit foncier d'un logement mis en vente aux enchères s'il a été financé grâce à un PAP ou à un prêt antérieur assorti d'aide de l'Etat. Lorsqu'un accédant à la propriété ne peut plus payer ses mensualités de remboursement, on arrive, au bout d'une procédure douloureuse, à la vente aux enchères du logement. L'organisme financier ou un marchand de biens acquiert alors ce logement pour un prix dérisoire, nettement inférieur à sa valeur réelle, et le produit de la vente ne permet pas toujours à l'accédant de rembourser le reste de sa dette. Ce problème a été récemment évoqué lors d'un colloque de la Fondation de la qualité de la vie (1) qui s'est tenu au Sénat le 14 mars et dans une question écrite posée par M. Bruno Bourg-Broc (député RPR de la Marne) à l'Assemblée nationale (Journal officiel du 26 mars). Il s'agit d'organiser la remontée de l'information de ces situations, toujours dramatiques pour l'emprunteur, vers le Crédit foncier afin que celui-ci puisse se porter acquéreur systématiquement au juste prix.

● Les prêts pour la location-accession. — Le projet de loi n'est pas encore complètement voté et devrait venir devant le Sénat prochainement, mais des premières réalisations sont déjà en cours. Le locataire-acquéreur bénéficiera, dès son entrée dans les lieux, du barème de l'APL réservé aux accédants à la propriété (barème plus favorable que celui réservé au locataire). Et le montant du prêt PAP couvrira 90 % du montant de l'acquisition (au lieu de 85 % au maximum dans le meilleur des cas).

### II. — LE LOGEMENT LOCATIF

● Lancement de 10 000 prêts locatifs aidés à taux variable (au plus des 70 000 prévus au budget de 1984). — Ces prêts seront financés — en masse et en bonification d'intérêt — par la Caisse des dépôts et consignations.

● « Déréglementation » des prêts conventionnés locatifs (PCL). — Ces prêts, nés de la réforme du financement du logement de 1977, sont restés peu attractifs pour les investisseurs, car ils étaient assortis de l'obligation d'un bail de neuf ans et d'un engagement de plafonnement des loyers (égal à celui pratiqué pour les HLM financés en PLA). Mais les locataires, suivant leurs ressources, pouvaient bénéficier de l'APL. Désormais, pour les logements construits avec ces prêts, le régime est le suivant : liberté de fixation des loyers, plus de bail de neuf ans (mais le respect des baux de trois, six ans de la loi Quilès) et, pour les locataires, plus d'APL.

### L'effort des compagnies d'assurances

● Autorisation donnée aux sociétés immobilières d'investissement (SII) de créer des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) avec les mêmes avantages fiscaux que les SII (pas d'impôts sur les bénéfices). Ces SCPI pourront placer des « parts » dans le public. Ces parts, liées à un programme physique construit, ne seront cependant pas liées à un logement donné ni à son utilisation (comme c'est le cas par exemple dans certaines copropriétés ou dans la multipropriété).

● Accroissement de l'effort d'investissement des compagnies d'assurances dans la construction de logements locatifs. — Il s'agit d'une demande des pouvoirs publics faite aux compagnies d'assurances (nationalisées, mutuelles ou privées) pour que leur investissement dans l'immobilier passe de 7 à 10 milliards de francs et soit réservé, prioritairement, à la construction de logements et non à l'achat pur et simple de logements ou de bureaux déjà existants.

J. D.

(1) 25, rue de la Bienfaisance, Paris VIII<sup>e</sup> (tél. 522-30-97).

### Petits pas

S'agit-il, par ce train de mesures, d'accompagner et d'encourager les légers symptômes de reprise qui se manifestent dans l'immobilier et dans l'épargne-logement tout en exécutant la volonté du président de la République ? M. François Mitterrand n'avait-il pas déclaré, le 12 février, sur TF 1 : « J'attends du gouvernement — je sais qu'il y pense beaucoup — qu'un véritable coup de fouet soit donné à la relance du bâtiment ? »

S'agit-il de l'amorce d'un plan de relance économique indispensable à terme pour enrayer les effets de la crise ? C'est possible puisque l'aide au bâtiment a toujours été considérée comme peu inflationniste et puisque la lutte contre l'inflation reste la priorité des priorités.

L'objectif d'ensemble est tout d'abord, sur la lancée des mesures prises en 1983 (baisse du taux d'intérêt des prêts à l'accession à la propriété, augmentation de leur montant, augmentation du prix-plafond au mètre carré pour l'obtention d'un prêt conventionné), d'assurer une consommation plus rationnelle des crédits budgétaires, d'accompagner la désinflation (grâce au PAP à taux « ajustables ») et de tenter de ramener l'investissement vers la pierre.

Dans ce dispositif il en restera plusieurs innovations. Les dix mille logements locatifs aidés seront financés hors budget, et on imagine aisément les réticences qui ont dû être celles du ministère de l'économie et des finances tout comme du directeur général de la Caisse des dépôts, M. Robert Lion, dont les projets, on le sait, vont vers la diversification des investissements, mais qui a été, rappelons-le, directeur de la construction et délégué général de l'Union générale des HLM. La variabilité des taux devient une réalité pour les PAP, avec quelque retard, puisque M. Quilès en avait annoncé la mise en place vers le 15 janvier, et s'étend aux prêts locatifs aidés, mais cependant pas aux prêts conventionnés : les banques et autres établissements financiers ne sont guère amis d'un tel système.

La baisse d'un point du taux d'intérêt des prêts conventionnés, enfin, anticipe sur l'éventuelle poursuite du comportement du marché monétaire, et on imagine que le risque n'a dû séduire ni les banques ni la Rue de Rivoli. Enfin, c'est la première fois que des incitations réelles (pour limitées qu'elles soient) sont proposées aux investisseurs et aux promoteurs privés. Deux questions se posent — sans parler de l'éventuelle dérive de l'aide personnalisée au logement, son accroissement incontrôlable restant le souci du ministère de l'économie et des finances : les mesures prises seront-elles suffisantes pour convaincre ceux que tente l'accession à la propriété de se lancer dès à présent dans l'aventure, l'effort sur les taux d'intérêt étant, pour l'instant, à son maximum ? Il semblerait de toute façon imprudent d'aller plus avant dans la « solvabilisation » des familles à revenus modestes pour leur permettre d'accéder à la propriété.

Les petits pas faits en direction des investisseurs privés ramèneront-ils ceux-ci vers la pierre alors que le maître-mot expliquant leur désaffection reste la « confiance » disparue avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, la diminution des incitations fiscales, l'impôt sur les grandes fortunes, la loi Quilès ? Quant aux petits épargnants susceptibles d'être séduits par les nouvelles parts distribuées par les sociétés immobilières d'investissement, leur capacité n'est pas telle qu'ils puissent, en un flot continu de petits ruisseaux déjà sollicités par les CODEVI, remplacer ces grandes rivières que sont les investisseurs privés traditionnels.

La chute de la construction de logements depuis bientôt trois ans est presque entièrement due à leur retrait de ce secteur. Etant donné le délai de réponse du secteur du bâtiment (il faut au minimum dix-huit mois entre l'achat d'un terrain et la livraison de l'immeuble à ses occupants) on ne pourra guère juger avant la fin 1985 de l'efficacité des efforts faits en faveur du logement. Une bonne date en fin de compte.

JOSÉE DOYÈRE.



“Si vous n'osez pas parler à votre banquier du projet qui vous tient à cœur, contactez la Banque Hervet”

Tout succès commence par un projet. Une entreprise que l'on veut créer. Un voyage que l'on veut faire. Des études que l'on veut entreprendre. Une année que l'on veut préserver pour peindre, maçonner ou rêver. Un enfant que l'on veut élever. Une maison que l'on veut restaurer. Un produit que l'on veut diffuser. Ce ne sont pas les idées qui manquent. Ce qui manque souvent, pour que les projets réussissent, c'est l'analyse

concrète, la méthode et les moyens d'y parvenir. C'est ce que nous vous apportons.

Ce n'est pas pour nous une attitude : c'est une politique. Une politique qui s'exerce aussi à l'intérieur de la banque : celle de valoriser l'initiative.

C'est ce qui fait de la Banque Hervet une banque différente, attentive.

Vous avez un projet ? Il supporte bien l'analyse ? Quand nous rencontrons-nous ?

**BANQUE HERVET**

Les ressources de l'initiative.

Groupe Hervet : Banque Hervet - Hervet Créditerme - Société Parisienne de Banque  
127 avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly

Le plus grand...  
la plus grande...  
la plus grande...  
la plus grande...

مكتبة الدار







Plus vite,  
moins cher.

Vous choisissez

- une 204 GL 1000
- une cabriolet 405
- une 405 GT 1600

PEUGEOT TALBOT

**NEUBAUER**



POINT DE VUE

Pour une politique européenne des télécommunications

par LOUIS MEXANDEAU (\*)

« Il faut que l'Europe vive. » Ces mots, prononcés par le président de la République à son retour de Bruxelles le 21 mars, marquent bien la volonté de la France de faire de l'Europe une réalité industrielle.

Si l'on fait l'historique de la construction de l'Europe, seuls deux secteurs industriels de pointe ont débouché sur une industrie européenne : l'aéronautique et l'espace. D'autres secteurs, comme le nucléaire ou l'informatique, ont connu des projets européens. Mais il faut bien constater que jamais les télécommunications n'ont été, dans ce domaine, étés à l'ordre du jour. Pourquoi ? Sans doute parce qu'elles sont restées cloisonnées de fait par les monopoles nationaux. Certes, entre pays de l'Europe des Dix, les liaisons téléphoniques sont de bonne qualité, les tarifs internationaux ont été alignés, certes les satellites d'Eurolink relient vingt-trois pays d'Europe comme ceux d'Intelsat relient plus de cent pays du monde, mais il n'existe pas pour autant un espace européen des télécommunications. Or il existe depuis longtemps un espace nord-américain et, si rien n'est fait pour empêcher une telle évolution, c'est chaque pays d'Europe, pris individuellement, qui risque d'être englobé dans un espace planétaire.

En Europe, les pays, c'est-à-dire les pouvoirs publics et les industriels ont tendance à raisonner soit à l'échelle strictement nationale, soit directement à l'échelle mondiale. Pour Philips, Siemens ou Ericsson, la dimension européenne est souvent méconnue, les entreprises des pays voisins ignorées, leurs produits ou systèmes essentiellement jugés en termes de concurrence, les normes nationales unifiées. Pour des sociétés américaines implantées de longue date en Europe (ITT, GTE ou IBM), il n'y a pas de productions spécifiquement européennes en matière d'équipements de télécommunications. Si rien ne venait l'arrêter, cette tendance, qui semble s'accroître - accords Philips-ATT, Ericsson-Honeywell, Olivetti-ATT - conduirait à ruiner les chances d'une industrie européenne des télécommunications.

Devant une telle situation, le gouvernement français a décidé de ré-

agir et d'ouvrir pour la création d'un espace européen des télécommunications.

Pourquoi et pour qui un tel espace ? En premier lieu, pour les consommateurs, qu'ils soient usagers individuels ou acteurs économiques. L'évolution des techniques, et notamment la numérisation du traitement et du transport d'informations, rend aujourd'hui possible la mise à disposition de nouveaux services, fruits du rapprochement des télécommunications et de l'informatique. C'est-à-dire, bases de données, messagerie électronique, télécopie, télécopie, télécopie, etc., nécessitant l'interconnexion des réseaux nationaux et imposant, pour l'adoption de normes communes, une étroite collaboration internationale, entre les exploitants des divers réseaux nationaux.

Ensuite, pour les industriels. Au sein du Vieux Continent n'exerce de position dominante sur le marché européen des technologies pour l'information, marché en pleine croissance, mais les géants ATT et IBM, en attendant d'être rejoints par les Japonais. Les entreprises européennes ne resteront ou ne deviendront des groupes mondiaux qu'à deux conditions : savoir exporter, notamment outre-Atlantique, et s'appuyant sur un marché européen solide pour financer les énormes investissements indispensables à la maîtrise de l'électronique de demain.

Enfin, pour préserver l'avenir des sociétés ou services publics nationaux d'exploitation des télécommunications menacés par la déregulation et le désinvestissement des sociétés américaines implantées de longue date en Europe (ITT, GTE ou IBM), il n'y a pas de productions spécifiquement européennes en matière d'équipements de télécommunications. Si rien ne venait l'arrêter, cette tendance, qui semble s'accroître - accords Philips-ATT, Ericsson-Honeywell, Olivetti-ATT - conduirait à ruiner les chances d'une industrie européenne des télécommunications.

Les progrès de la vidéotransmission

« Le câble, c'est pour demain, mais, dès aujourd'hui, la vidéotransmission peut être un instrument de décentralisation de la culture, une voie d'accès des zones rurales aux nouvelles technologies. A condition de ne pas la considérer comme un moyen d'apporter la bonne parole aux zones rurales, mais comme un moyen de développer les nouvelles technologies. »

Après quatre mois d'activités, M. Gilles Catoire, président de Vidéotransmission internationale (VTI), a dressé un premier bilan du réseau télévisif mis en place en Auvergne (Le Monde du 12 avril 1983).

Un bilan positif si l'on considère que les trente salles équipées de vidéoprojecteurs ont vu augmenter leur taux de fréquentation de 25 % à 40 %. Le succès des opérations dépend avant tout des programmes retransmis, les matches de football ou de boxe et les variétés obtenant le meilleur score de fréquentation. « Il faut savoir utiliser les possibilités de dialogue offertes par la vidéotransmission », souligne M. Catoire. Le spectacle d'Europe 1 avec Michel Drucker a été un échec parce que les spectateurs ne pouvaient pas participer aux jeux télévisés. La visite de l'exposition Raphaël, au contraire, a pu parce que le public pouvait interroger les conservateurs. « Point noir du système : les exigences des ayants-droit, encore mal adaptés au nouveau média, rendent précaire l'équilibre du réseau financé en grande partie par les collectivités locales, la DATAR, le ministère de la culture et les PTT.

En dehors de l'Auvergne, VTI poursuit l'exploitation commerciale de la vidéotransmission auprès des entreprises et des institutions. Ainsi, M. Paul Quilès, ministre du logement, organise le 2 avril une conférence en vidéo-transmission avec les élus de cinq régions sur le thème de la décentralisation. Dès septembre, treize villes - Lille, Nancy, Strasbourg, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, Rouen et Caen - seront équipées de salles permanentes permettant des multiplex entre plusieurs partenaires. A ce moment-là, la société Telecom 1, qui sera lancée en juillet prochain, donnera à la vidéotransmission une nouvelle dimension. Le prix des liaisons vidéo devenant indépendant de la distance, il sera alors possible de multiplier les points d'émission et de réception.

M. Catoire estime qu'une salle de cinéma ou un lieu de spectacle peut s'équiper pour 100 000 F. Une commande passée prochainement à deux industriels français permettra de disposer dans dix-huit mois de vidéo-projecteurs adaptés à la demande. L'existence de ce réseau de distribution électronique de spectacles collectifs intéresse de nombreux partenaires économiques. Les groupes du cinéma, en particulier, y voient un champ de diversification plus rapide et moins coûteux que le câble. Mais ils ne sont pas les seuls : le groupe Bayard-Fressa étudie actuellement avec la société VTS, qui exploite le réseau d'Anvergne, la création de trois cents salles pouvant recevoir des spectacles par vidéotransmission.

C'est l'intérêt de l'économie européenne dans son ensemble que de voir se concrétiser cet espace européen. Car la maîtrise de l'électronique est une des pièces maîtresses du développement économique et social. A cet égard, les télécommunications ont un rôle à jouer dans l'aménagement de l'espace européen, notamment à l'égard des régions défavorisées ou excentrées.

Les retards pris en informatique et en composants rendent encore plus urgent de conforter au secteur où les Européens ont réussi jusqu'ici à conserver une place mondiale enviable, celui du téléphone, lui-même capable d'entraîner les autres industries de l'électronique.

La France doit-elle craindre une ouverture de ses frontières sur l'ensemble de l'Europe ? Je ne le crois pas. Le retard de l'équipement français en téléphones est un vice propre. La densité des lignes principales en France est du même ordre que celle des grands pays industriels comparables (Allemagne, Grande-Bretagne, et même Japon). Le réseau français est l'un des plus modernes du monde, son taux de numérisation dépassera 50 % en 1986. En outre, la politique d'ouverture de nouveaux services téléphoniques porte maintenant ses fruits, avec Transpac, l'annuaire électronique et le vidéotex. En parallèle, l'industrie nationale est devenue compétitive et exportatrice, s'implantant au Proche-Orient, en Inde, en attendant les États-Unis.

Première étape : normes unifiées et projets communs

Comment faire pour créer cet espace européen des télécommunications ? La France partage globalement les plus récentes propositions de la Commission des Communautés européennes tout en y apportant quelques précisions.

Notre position part d'un constat et s'appuie sur deux axes d'action. Le constat : l'Europe des télécommunications ne se fera pas d'elle-même, mais par la volonté commune des industriels et des exploitants des réseaux publics. L'union des uns et des autres est indispensable.

Le premier axe : l'Europe des télécommunications doit se faire au bénéfice de tous, industriels et consommateurs. Pour ce dernier, l'espace européen doit être un espace ouvert.

Le second axe : l'Europe des télécommunications doit aboutir à la construction d'une industrie européenne, non pas une industrie des seules télécommunications mais bien de la filière électronique dans son ensemble (télécommunications, bureautique, informatique, audiovisuel, composants).

La démarche du gouvernement français vise tout d'abord à renforcer la solidarité entre les sociétés d'exploitation, dans le cadre de la CEPT (Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications), qui regroupe les PTT des vingt-cinq pays de l'Europe occidentale. Par des procédures adaptées, la CEPT s'emploie à préserver l'unité de l'Europe face aux tentatives de démantèlement du trafic sur l'Atlantique.

Exploitants et industriels européens ont un intérêt commun à ce que soient unifiées les normes techniques et les conditions d'agrément des équipements. Aujourd'hui, par la volonté conjointe de la CEPT - qui seule rassemble les compétences techniques nécessaires - des industriels - et notamment le groupe des douze (1) réunis pour le projet ESPRIT - et de la Commission des Communautés européennes elle-même, l'Europe est bien décidée à agir. L'objectif est double : d'une part, la reconnaissance réciproque des mesures effectuées dans les laboratoires nationaux, et, d'autre part, la rédaction de spécifications et de normes communes. La liste des équipements à examiner en priorité sera discutée avec les industriels et les représentants des usagers. D'ores et déjà, postes téléphoniques sans cordons, équipements de transmission de circuits locaux, terminaux télex, modems, télécopieurs, commutateurs privés (PABX) ont été proposés.

Deuxième étape : un effort d'ouverture réciproque

Une autre manière efficace de rapprocher les intérêts des exploitants et des industriels est de lancer des projets communs ; par exemple, la communication intergouvernementale ou l'offre optique reliant les différents capitales, proposé par Laurent Fabius au dernier conseil des ministres de la recherche de la Communauté européenne.

En outre, le projet franco-allemand du réseau de radiotéléphone cellulaire de voitures doit engendrer une puissante dynamique politique et industrielle. En effet, devant une situation pratiquement bloquée (avec trois normes différentes en Europe), la France et l'Allemagne ont décidé de jouer de leur position géographique pour rassembler autour d'elles la maximum de pays voisins. Ce projet permettra aux industriels des deux pays de coopérer et de faire valoir en terme un réseau numérique européen du radiotéléphone.

Normes communes, projets communs et volonté politique permettront alors à l'Europe de passer au deuxième stade, celui de l'espace européen des télécommunications. Pour cela, la volonté d'ouverture qui se manifeste au niveau des gouvernements des grands partenaires européens doit se concrétiser dans les faits tant chez les exploitants que chez les industriels.

Car, jusqu'ici, le constat était complet entre les pays traditionnellement ouverts aux équipements et aux services étrangers (dans la mesure où la taille de leur marché ne leur permet pas de prétendre à une industrie nationale) et les grands pays dotés de marchés et de monopoles nationaux. Ainsi en Allemagne, la Bundespost a jusqu'ici non seulement contrôlé de très près les réseaux publics mais acheté et revendu les réseaux privés et les terminaux, ainsi que les modems, refusant en particulier les modèles étrangers aux matériels. La seule façon d'ouvrir en pratique le marché allemand aux matériels étrangers serait donc la Bundespost accepte d'acheter directement ces matériels. Elle s'est déclarée prête à le faire à hauteur de 10 % de ce qu'elle commande depuis plusieurs années déjà. Nous espérons que cette volonté se traduira dans les faits, sous bénéfice de la réciprocité, qui est la clé en matière d'ouverture des frontières.

Avec ses voisins, la France est, quant à elle, prête à jouer le jeu de la réciprocité et à prendre des initiatives concrètes et nombreuses dans ce sens. J'ai ainsi proposé à M. Schwartz-Schilling, ministre des PTT d'Allemagne fédérale, d'échanger deux cent mille postes téléphoniques. J'ai, d'autre part, offert à la Grande-Bretagne, un échange commercial plus ambitieux puisqu'il concerne la commutation électronique. La France s'engage, à concurrence de 10 % de ses besoins, le système britannique en cours de développement, tandis que la Grande-Bretagne s'engageait d'un des deux systèmes français actuellement en service.

Des discussions sont également engagées avec les pays de l'Europe du Sud, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

Troisième étape : la création d'une industrie communautaire

Il faudra aussi convaincre nos partenaires de l'avantage que présenteront les systèmes et les réseaux « ouverts » pour le libre développement des services les plus performants, notamment dans le domaine du vidéotex, où, malgré la différence des normes française et allemande, il est possible d'assurer l'interfonctionnement des deux systèmes.

On doit s'arrêter cet effort d'ouverture réciproque ? Si les dix pays de la Communauté pratiquent entre eux cette ouverture, il sera logique, ne serait-ce que par la géographie, d'associer à ce mouvement tout ou partie des autres membres de la CEPT, sous réserve, bien entendu, de placer les négociations commerciales avec chacun d'eux dans le cadre juridique du traité de Rome. Et que répondre aux sollicitations venues de plus loin (États-Unis, Japon, notamment), dans le cadre de l'OCDE ou du GATT ?

Il est clair que la France marque traditionnellement une préférence pour une conception d'ouverture de ses frontières qui commence par l'ouverture réciproque dans l'espace.

(\*) Ministre délégué, chargé des PTT.

communitaire, avec extension possible à certains autres pays d'Europe. Ce n'est qu'ensuite que les Européens pourront étudier une ouverture réciproque avec les grands partenaires commerciaux extérieurs. Il ne paraît tout à fait nécessaire de procéder dans le domaine des télécommunications et de l'informatique, comme nous l'avons fait avec succès dans d'autres secteurs industriels, tels l'aéronautique et l'espace. Bien que la nature objective des problèmes soit différente (problème des pays à bas salaires et cas particulier du Sud-Est asiatique, notamment), la même attitude prudente et progressive doit être recommandée en ce qui concerne la demande de négociations dans le cadre de GATT.

Le troisième temps de notre démarche, c'est la création d'une industrie européenne. L'analyse qui précède montre toute la difficulté d'une telle entreprise. Et pourtant, à bien réfléchir, il n'y a pas de solution de rechange viable. En effet, les marchés publics des télécommunications sont largement contrôlés par des exploitants directement liés à l'État. Les marchés privés, lorsqu'ils existent, sont soumis à une surveillance plus ou moins sévère (procédure d'agrément), mais qui permet d'éviter une invasion brutale des produits extra-européens à bas prix et non agréés.

Bien plus, les exploitants et les pouvoirs publics qui leur fixent la règle du jeu disposent de moyens importants pour faire varier en cas de besoin la limite des marchés publics et des marchés privés. Il s'agit en premier lieu de l'arme des tarifs publics : dissuasifs, ceux-ci encourageaient automatiquement le recours à des solutions à base de réseaux privés ; attractifs, ils inciteront au contraire les consommateurs et les industriels à utiliser en priorité les réseaux publics. Il est instructif à cet égard d'observer comment, par des moyens à la fois techniques et tarifaires, la Bundespost contraint en pratique les consommateurs allemands à résister à l'attrait des réseaux de radiotéléphone, qui est le Minitel allemand, tandis que les télécommunications françaises, par les tarifs indépendants de TRANSPAC et du vidéotex, et par la mise à disposition gratuite ou à très bas prix des terminaux Minitel, encouragent la floraison de bases de données et de systèmes de consultation les plus divers.

On peut légitimement se demander si, après l'invention du transistor et celle du circuit intégré qui ont révolutionné l'électronique, et après celles du microprocesseur et du micro-ordinateur qui mettent l'informatique à la portée de tous, nous n'entrons pas maintenant dans l'ère des moyens de communication universels. L'informatique et la bureautique deviennent en effet des « télécommunications » par l'adoption d'un modem, et du même coup le fameux problème de la comptabilité se déplace.

Il ne suffit plus que des ordinateurs puissent être connectés ensemble. Il devient nécessaire que des matériels informatiques de toute nature, reliés par des réseaux publics, puissent se parler, ce qui rend prioritaire l'établissement de standards communs, et notamment d'interfaces réseau (X.25, pour la commutation par paquet, l'interface S des lignes d'abonné numérique à 144 kbit/s). Même un géant comme IBM ne peut plus le jeu à sa guise.

Or, précisément, nous pouvons constater que les douze industriels européens rassemblés autour du programme ESPRIT de la Communauté viennent d'annoncer qu'ils se sont mis d'accord pour défendre des positions communes sur l'utilisation des normes officielles du CCITT et de l'ISO (2). S'ils parviennent à s'unir aux organisations exploitantes des télécommunications en Europe, le bloc ainsi formé pesera lourd. La première condition pour l'existence d'une industrie européenne, à savoir la conscience claire d'intérêts communs, qui oblige à prendre une certaine distance par rapport à d'autres intérêts dominants, sera alors remplie.

Le reste est affaire de volonté politique, de détermination, et d'une bonne planification de actions. Pour ce qui concerne la France, nous sommes assurés que nous ne serons pas les seuls éléments moteurs.

Des contacts bilatéraux entre ministres des PTT européens, comme des échecs des discussions qui se déroulent à Bruxelles ou au sein de la CEPT, ne retirent l'impression très nette que cette fois-ci quelque chose a commencé à bouger. Je souhaite ne pas me tromper, et j'espère que les grands industriels européens, que ce soit en télécommunications, en informatique, en bureautique, dans le cadre d'un programme de recherche « précompétitive » comme ESPRIT, ou dans des accords éventuels de rationalisation ou d'économies d'échelle, ne se laisseront pas entraîner par la réflexion d'oligopole qui s'organise uniquement pour limiter la concurrence.

Je crois en revanche que cette nouvelle donne que nous avons baptisée en France TIB (télécommunications, informatique, bureautique) doit donner à l'industrie européenne les moyens d'une concurrence saine, en évitant les gaspillages d'études pour passer d'une norme à l'autre et en laissant libre cours à l'innovation. Elle doit également permettre à des entreprises moyennes de percer. Elle doit enfin empêcher le processus de déposition des marchés de l'électronique qui, après l'audiovisuel et les composants, tend à faire disparaître l'industrie de l'informatique d'origine européenne. En fait, une bonne part de l'avenir de l'Europe comme pôle industriel et technologique dépendra des solutions que nous inventerons ensemble : l'espace européen des télécommunications et de l'informatique est notre dernière carte pour faire de l'Europe le troisième pôle mondial électronique.

Les interventions sont de la rédaction du Monde.

(1) Il s'agit de Philips, GEC, ICL, OGE, Thomson, Bull, Siemens, AEG, Nixdorf, Philips Olivetti, et Stet.  
(2) International Standard Organization - chargée de la normalisation internationale des matériels informatiques.

nous échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent "frais" est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au cœur de l'homme.

Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre, doit, en effet, régler ses fournisseurs, les charges sociales, etc. C'est si vrai qu'aux États-Unis par exemple, le factoring, que les Français appellent affacturage est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

Voire argent dans les 48 heures

La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affacturage.

Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent "frais" disponible dans un délai de 48 heures.

Sofirec leur remet soit un chèque, soit un billet à ordre payable auprès de leur banque.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et s'ajuste à l'activité de chacune d'elles.

Question : "à la carte" de votre facturation

Sofirec permet de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins.

Sofirec assure pour eux les risques, le recouvrement et l'impulsion des règlements.

Assurance de vos créances

Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une nouvelle situation financière des débiteurs.

Le Club Sofirec

Le Club Sofirec est ouvert à tous ses clients.

En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable : Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé par un expert comptable.

Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

**SOFIREC**

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial "Affacturage Sofirec" écrivez à : Sofirec, PARIS 8<sup>e</sup>, 16, rue d'Aguesseau MARSEILLE 24, rue F. Deroy 13231 Cédex 01

en livraison immédiate

**Plus vite, moins cher !**

**Vous cherchez**

- une 205 GR, SR ou GT !
- un cabriolet SAMBA !
- une 305 ou une 505 tous types !
- une 505 GTI ou turbo !
- une 604 GTI ou GTD !

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

**PEUGEOT-TALBOT**

**NEUBAUER**

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

**L'IMAGE MARQUE**

POUR LA PREMIÈRE FOIS, SECTEUR PAR SECTEUR, L'ÉCONOMIE DANS SON VRAI CONTEXTE : LA COMMUNICATION.

256 PAGES - 180 F

**N°1 LA BANQUE**

BON DE COMMANDE À RETOURNER À L'IMAGE MARQUE, 8, RUE VICTOR COUSIN - 75006 PARIS

NOM \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Ci-joint un chèque ☐ un mandat chèque ☐ de 180 F (port compris pour la France)







# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

2 avril  
Légère hausse

Les vacances de Pâques ont contribué à voir sensiblement les traités du palais Brongniart et les cotations ont été expédiées à la vitesse grand V. De l'avis général, le volume d'affaires a dû repasser au-dessus de la barre des 160 millions de francs négociés le vendredi précédent sur le marché à règlement mensuel pour les seules actions françaises.

Celles-ci se sont dans l'ensemble bien comportées et, à l'approche de la clôture, la cote était en hausse de 0,05 % avec des écarts généralement limités dans les deux sens.

Parmi les plus fortes hausses figurent Papeteries de Gascogne (+ 0,9 %) avec, loin derrière, Colas, Mumm, Seffmes, Printemps, Primagor, Hachette et Sca, avec des gains compris entre 2 % et 5 %. A l'inverse, Jeumont a été « désestabilisé » dans un premier temps tandis que Poclan, Fondrières, Labinal, Valloube et Rastignol reculaient de 3 % à 4 %.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 450 F à 99 550 F tandis que le napoleon perdait 3 F à 633 F. A l'or, l'once s'est établie à 387,25 dollars (389,50 vendredi midi). Dollar-titre : 10,0509 F.

Par ailleurs, la chambre syndicale des agents de change a décidé d'annuler le marché à règlement mensuel à compter du mercredi 23 mai 1984 quatre actions françaises jusqu'ici négociées au comptant (Casino, actions à dividende prioritaire, Epée-Bertrand, Faure, Lebas et Synthelabo) et éventuellement Sodeho (second marché de Paris). De même pour l'obligation CNI-Roussel Uclaf 15 % 1982, quatre titres participatifs (CGE, Rhône-Poulenc, St-Gobain et Thomson SA), trois actions étrangères (Electrolux, Grand Metropolitan et Toshiba).

Parmi les principales valeurs cotées figurent Amrep, Chantiers France-Dunkerque, Nobel Bozel et Saunier et Gory.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

23 mars 23 mars

Indice global des bourses de 1983 en 1984

## BOURSE DE PARIS Comptant

## 2 AVRIL

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

## SECONDE MARCHÉ

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours

VALEURS Cours précédent Cours



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOSSIER

2. Un mois, des mois, quel mois ?
3. DIPLOMATIE
  - La Prædix reproche à M. Mitterrand son « visage idéologique ».
  - Au Honduras, l'aidé n° 1 des Etats-Unis est limogé et exilé au Costa Rica.
4. PROCHE-ORIENT
  - Le départ du contingent français et la situation au Liban.
6. AFRIQUE
  - La guerre civile en Angola.

### POLITIQUE

8. La majorité face aux restructurations industrielles.

### SOCIÉTÉ

9. M. Daffre rappelle à l'ordre le gendarme.
10. La mort de Karl Rahner.

### CULTURE

11. PRINTEMPS DE BOURGES : en bonne compagnie.
- DANSE : le triomphe de Béjart au Palais des Congrès.
- THÉÂTRE : Flaubert à Genève.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

15. Dénationaliser n'est pas le contraire de nationaliser.
16. CONJONCTURE : les perspectives de l'économie française.
17. Les entreprises françaises de STP condamnées à exporter pour se développer.

### SPORTS

31. HANDBALL : Zagreb gagne le Tournoi des capitaines.
- Le bilan de la saison d'alpinisme.

### ÉCONOMIE

32. Dix mesures en faveur du logement.
33. CONJONCTURE.
34. SOCIAL : la Lorraine prépare le grève du 4 avril.
35. AFFAIRES. Point de vue : « Pour une politique européenne des télécommunications », par Louis Mezardieu.

### RADIO-TÉLÉVISION (14)

#### INFORMATIONS

Comment obtenir un casier judiciaire : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (19 à 30) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (12-13) ; Marchés financiers (37).

● **Précisions.** - Le bureau des relations publiques de Pirelli nous précise que le groupe italien consacre pour moitié ses activités à la fabrication des câbles (42 % du chiffre d'affaires) et pour moitié (43 % du chiffre d'affaires) à la fabrication des pneus pour tous véhicules. On nous précise également que M. Guido Veronesi, qui remplace M. Ludovico Grandi à la tête de la division « pneumatiques », avait fait valoir normalement ses droits à la retraite (le Monde du 31 mars).

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup>-2 avril 1984 a été tiré à 418 396 exemplaires.

**LE PREMIER MAGASIN DE PNEUS A DROITE EN RÉMONTOIR LES CHÂSSIS EN VENTE**

**RODIN**

TISSUS MODÈ 1984

**RODIN**

AB C D E F G

### En Inde

## M<sup>me</sup> Gandhi accepte d'amender la Constitution en faveur des sikhs

De notre correspondant

Delhi. - Jugant la situation propice à la recherche d'un accord avec les sikhs modérés, le gouvernement de M<sup>me</sup> Gandhi a accepté, samedi soir 31 mars, le principe d'une révision de la clause numéro deux de l'article 25 de la Constitution. « Certains membres du Shiromani Akali Dal estimant [que cette clause] ne reflète pas l'identité distincte de la communauté sikh [...], le gouvernement est prêt, en consultation avec les représentants sikhs et les experts législatifs, à mettre en œuvre l'amendement nécessaire propre à leur ôter les doutes sur ce point ».

Ce communiqué, signé du ministre de l'Intérieur, a été accueilli avec satisfaction par les chefs de file politico-religieux modérés de l'Akali Dal. Le « saint » Longowal, dirigeant numéro un du mouvement, a évoqué « la grande victoire des sikhs », et

annoncé dans la foulée, « en signe de bonne volonté réciproque », l'annulation immédiate de la semaine d'agitation qui devait commencer lundi 2 avril. Le mouvement avait prévu de « remplir les prisons de l'État », en ordonnant à cinquante mille de ses fidèles de procéder en divers points du Pendjab à l'auto-défense publique de la Constitution, et de se laisser ensuite arrêter.

Le mot d'ordre était lancé, et les pouvoirs publics avaient pris leurs dispositions. De nouvelles forces de police ont été envoyées dans le Pendjab, et plusieurs prisons supplémentaires ont été préparées, érigées. Mais, dans la coulisse, les négociations allaient bon train car, on le sait maintenant, les contacts n'avaient jamais été rompus entre le saint Longowal et le gouvernement.

Certains habitants du Temple d'or d'Amritsar allaient jusqu'à dire que le saint Longowal, poussé par les extrémistes à lancer sa semaine d'autodéfense, avait pris conscience d'avoir été « piégé », et ne savait plus comment se sortir de cette situation. Le chef des modérés craignait que les « terroristes » commandés par son adversaire fondamentaliste, le saint Bhindranwale, ne profitent de l'occasion pour redoubler de violence, dégradant ainsi, un peu plus, la réputation de la communauté sikh tout entière, tout en polarisant contre elle la majorité hindoue.

Le pire, dans l'immédiat, semble donc s'être évité, du moins repoussé. Personne ne croit sérieusement que les extrémistes vont arrêter leur campagne d'assassinats et de violence aveugle, mais la réaction publique du saint Longowal, louant la sainte volonté du gouvernement, devrait permettre aux autorités de se montrer désormais plus sévères à l'égard des fauteurs de troubles ainsi marginalisés, sans s'aliéner l'opinion sikh dans son ensemble. Sur le fond, cependant, rien n'est réglé. Le chef des modérés ne veut pas de la violence, mais il tient à ses revendications.

### A Metz

## UN COMMANDO ATTAQUE LA PERMANENCE DU DÉPUTÉ SOCIALISTE NICOLAS SCHIFFLER

(De notre envoyé spécial)

Metz. - Un commando d'environ soixante personnes a attaqué ce lundi 2 avril vers 10 h 30 la permanence de M. Nicolas Schiffler, député socialiste de Moselle. Vêtus de treillis, le visage recouvert d'une cagoule, les assaillants, qui étaient armés de barres de fer, ont d'abord cassé les vitres des locaux situés au rez-de-chaussée rue de La Haye à Metz. Dans cette action, l'assistante parlementaire de M. Schiffler, M<sup>me</sup> Elisabeth Behem, a été assez sérieusement blessée à la nuque et a dû être hospitalisée.

Surpris par l'intervention des propriétaires de l'immeuble accourus avec des gendarmes, les membres du commando ont renoncé à pénétrer dans la permanence. Ils se sont enfuis après avoir essayé en vain de forcer la porte de la permanence de M. Jean Laurain, située en face de celle de M. Schiffler.

La police a trouvé sur le trottoir un cocktail Molotov qui n'a pas explosé. Elle a interpellé cinq personnes qui circulaient dans les parages, mais qui, selon de premières informations, seraient étrangères à l'action perpétrée contre M. Schiffler.

Le député socialiste nous a déclaré : « Je ne puis croire que ce soit des sidérurgistes qui ont agi ainsi. Si cela avait été le cas, ils se seraient montrés à visage découvert. A mon avis, ce sont des gens qui cherchent à créer le trouble et le désordre dans la population. » « Tous ceux qui se passent en ce moment en Lorraine, ajoutait M. Masseret, sénateur socialiste de la Moselle, est un terrain favorable pour l'extrême droite. »

M. C.

● M. Chirac : Nous avons tout cédé au détriment de nos agriculteurs. - M. Jacques Chirac a vivement critiqué l'accord agricole intervenu à Bruxelles sur les produits laitiers. Le président du RPR, qui intervenait lundi 2 avril au micro d'Europe 1 a déclaré : « Nous avons tout cédé au détriment de nos agriculteurs sans même d'abord la certitude que l'Angleterre accepterait l'ensemble de l'accord », a-t-il dit. « Ces mesures vont affaiblir un peu plus l'agriculture française. »

Pour M. Chirac, au lieu de mettre en quelque sorte au chômage les agriculteurs en leur demandant de produire moins, on aurait dû mieux inspiré de prendre des mesures de protection de l'ensemble de la Communauté contre les importations massives de produits laitiers. »

### Écrivain et journaliste

## LUIGI BARZINI EST MORT

L'écrivain et journaliste italien Luigi Barzini, dont les ouvrages ont contribué à faire connaître la société italienne à l'étranger, est mort vendredi 30 mars d'un cancer à Rome. Il était âgé de soixante-quinze ans.

(Né à Milan le 21 décembre 1908, il était le fils d'un rédacteur en chef du quotidien milanais *Corriere della Sera* qui avait fondé aux États-Unis le *Corriere d'America* (en italien). Après des études à l'université de Columbia - département de journalisme - Luigi Barzini devint correspondant à Londres du *Corriere della Sera* en 1930, s'étant fait une réputation d'antifasciste, ce qui lui valut la haine de Mussolini. Celui-ci le fit arrêter comme « ennemi dangereux du régime fasciste » en 1940.

Après la guerre, Luigi Barzini fonda le quotidien *Il globo*, qu'il dirigea jusqu'en 1947, puis il fut élu député de 1958 à 1972 pour le Parti libéral, résolvant anticonformiste.

En 1953, il avait publié, *Les Américains sont seuls au monde*, dans lequel il expliquait aux européens la mentalité américaine, puis, selon lui, de bonnes intentions. Parmi ses autres ouvrages figuraient une étude du communisme intitulée *Les communistes n'ont pas gagné* (1955), mais c'est *Les Italiens* (1964), paru chez Gallimard en 1966), son livre le plus connu écrit en anglais, qui assés sa réputation internationale ; il y critiquait sévèrement ses compatriotes dans un pamphlet qui valut à son livre de violentes polémiques.

Parmi ses autres livres, il faut signaler : *De César à la mafia* (1971 - Gallimard 1973) un recueil d'essais et, récemment, *Les Européens sont impossibles*, une étude sur les conflits et les réussites de la Communauté européenne, qui vient juste de paraître en France chez Buchet-Chastel.

**Pour tout savoir sur les ordinateurs personnels IBM**

**IBM**

Le magazine personnel IBM est votre guide pour tout savoir sur les ordinateurs personnels IBM.

**IBM**

En vente en kiosque et chez les distributeurs agréés IBM

### Sur le vif

## La femme à la cravache

Il y a des lecteurs, pas beaucoup, quelques-uns, qui m'écrivent pour m'engueuler. Ils me trouvent trop féministe. Carément assés. A l'envers. Ils se plaignent. J'ai bien peur de leur faire encore de la peine, mais je n'ai pas pu résister un gros cri de fureur et de joie en voyant, comment dire, le... la jockey... enfin Dany Boudou, celle qui montait Abdoullah, gagner, dimanche, la course du tiercé. Le premier tiercé de plat à Longchamp.

Soyons franc : pas seulement un cri de joie. Un cri de fureur. Pas contre elle, contre moi. Si je n'ai pas mis sur le 7, c'est à cause de ça, justement, à cause du fait qu'il était monté par une femme. Je n'avais pas confiance. Je me suis dit : elle n'a aucune chance contre un Philéas ou un Ramonet. Faut-il être bête, et bournée de préjugés ?

A l'image de ce commentaire bonifié qui m'a montré le tiers en la traitant par-dessous la jambe dans ses pronostics. Notez, à n'a pas été tellement suivi. Le 7, on l'a beaucoup joué. Quand je l'ai vu lancer son cheval dans la ligne droite -

j'étais devant mon poste, - remonter le peloton et franchir, d'arrivé, à l'aise, avec trois longueurs d'avance, je me suis jeté hors de mon fauteuil, j'ai fait me casser le nez sur l'écran pour regarder de plus près. Jamais je ne m'en suis autant voulu. Ça me servira de leçon.

D'autant que c'est une excellente cavalière. Qu'elle a de l'expérience, du sang-froid, du savoir-faire et de l'intelligence. Et que déjà Pierrette Brès, de loin la meilleure spécialiste à mes yeux, nous avait, à sa manière, très largement ouvert le chemin à fermé autrui des hippodromes. Pas si fermée que ça, côté PMU. Attention ! On n'imagine pas le nombre de femmes qui jouent aux courses. Et qui se seront réjouies, comme moi, de cette victoire.

A croire que pour Teresa a sauté sur l'occasion pour demander l'ordination des femmes. Sans doute espère-t-elle que Jean-Paul II vers dans ce tiers historique la preuve par trois de l'égalité des sexes.

CLAUDE SARRAUTE.

## LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE L'ANCIEN PRÉSIDENT

## Georges Pompidou était l'homme de la réconciliation déclare M. Chirac à Montboudif

De notre correspondant

Aurillac. - Le Cantal a célébré, samedi 31 mars, le dixième anniversaire de la mort, survenue le 2 avril 1974, de l'un des « fils favoris de l'Auvergne », Georges Pompidou. Les cérémonies commémoratives ont revêtu d'ailleurs un caractère particulier, en présence de très nombreuses personnalités, au premier rang desquelles se sont retrouvés, côte à côte, M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac, mais aussi « la grande foule anonyme qui garde au cœur le souvenir d'un homme d'Etat demeuré fidèle, tout au long du périple qui devait le conduire au sommet des affaires, à la terre, aux gens et aux valeurs de ce coin de France ».

C'est par une messe célébrée, dans la cathédrale, par Mgr Camille au cours de laquelle les chants grégoriens interprétés par les chœurs de la paroisse, que se sont ouvertes les cérémonies dans la cité médiévale de Saint-Flour. Dans son homélie, l'évêque de Saint-Flour a évoqué la noblesse et le courage de l'humanisme qu'était Georges Pompidou. Les deux mille fidèles emplissant la cathédrale se sont retrouvés quatre à cinq mille face au monument.

Après l'inauguration d'une exposition du souvenir, MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ont fleuri la stèle surmontée du buste de l'ancien président. Ce fut alors l'occasion du premier bain de foule pour l'ancien président de la République et pour le maire de Paris, qui seraient les mains tendues, tandis qu'une partie de la foule scandait leurs noms.

Dans un bref propos, M. Jacques Chirac a rendu hommage à la personnalité « grandeur de l'homme qui avait servi le destin de notre pays en respectant les exigences du maintien des traditions et de l'adaptation ».

Qui était Georges Pompidou ? A cette question, M. Giscard d'Estaing a répondu : « Il était homme de courage, de simplicité, de force, de bonté. » Il a dégagé ensuite trois leçons de son septennat : « La continuité, l'unité, l'impulsion. Ce n'était pas un président de rupture, mais un président d'union et de solidarité, qui a fait rentrer la France dans son avenir européen. » Il a broché enfin le portrait de l'homme « sincère et humain, qui avait surtout une idée morale de la politique ».

La deuxième étape de cette commémoration s'est située, pour M. Chirac, à Montboudif, le village natal de Georges Pompidou, perché à 1 000 mètres d'altitude, entre ciel et neige. Là, le maire de Paris a fleuri la stèle de granit érigée par le village au plus illustre de ses fils, avant de rejoindre Mauriac, où il a inauguré l'effigie de Georges Pompidou au LEP de la ville avant de prononcer une allocution.

La fidélité au souvenir de Georges Pompidou l'a emporté sur les prises de position politiques, et la journée commémorative est ainsi parfaitement allée dans le sens qu'attendaient les nombreux Cantaliens, qui avaient souhaité que ce dixième anniversaire soit tout entier un hommage à la mémoire de « leur » président de la République.

M. Jacques Chirac a consacré son propos sur l'action et l'attention constante que Georges Pompidou avait manifestée pour l'éducation nationale, tout au long de sa vie privée et publique, « lui qui croyait aux vertus de l'expérience et aux qualités de cœur, sans lesquelles les

moyens les plus élaborés ne suffisent pas à construire un enseignement digne d'une nation moderne, tel qu'il le souhaitait pour notre jeunesse ».

M. Chirac a ajouté : « Pour mettre le système scolaire à l'heure de notre temps, trois impératifs furent retenus : démocratiser, décentraliser et diversifier », seule allusion peut-être aux débats actuels sur les questions scolaires, le maire de Paris a enchaîné : « Georges Pompidou savait qu'une évolution ne se décrète pas et que l'homme d'Etat ne peut que créer les conditions qui permettent de la susciter. » Toutes ces idées, a conclu M. Chirac, méritent d'être rappelées et approfondies : elles restent d'actualité. Mais il ne faut pas oublier que, dans ce domaine de l'éducation comme dans les autres, Georges Pompidou était l'homme de réconciliation du passé et du présent, de la culture et de l'action, de la responsabilité et de la liberté ».

JEAN LOUSSET.

● Une cérémonie a eu lieu, lundi 2 avril, au cimetière d'Orvilliers (Yvelines) où Georges Pompidou est enterré. Le président de la République a fait déposer une gerbe par le général Sautier, chef de son état-major particulier. Mardi 3 avril, à 10 heures, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, paroisse de l'ancien président, en présence de sa veuve, de M. Jacques Chirac et de ses anciens collaborateurs.

Jean-Louis Mitterrand inaugurera l'exposition consacrée à la mémoire de Georges Pompidou à l'Hôtel de Ville de Paris.



## Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui dépendant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 408, chez Aubanel - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

### BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt. 408, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 RUE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
 AGE \_\_\_\_\_ PROFESSION \_\_\_\_\_  
 Aucun démarcheur ne vous rendra visite.